Conseil de gestion
du gouvernement
de l'Ontario

Budget des dépenses

de la province de l'Ontario pour l'année financière se terminant le 31 mars 1992

VOLUME 1

ISSN 0835-5576
Imprimé par l'imprimeur de la Reine pour l'Ontario

92-03147/

PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 1991-1992

On peut se procurer des exemplaires gratuits
du présent document à :
Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto
ou en écrivant à :
Publications Ontario
5e étage, 880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8.
Téléphone 326-5300.
Interurbain sans frais 1-800-668-9938.

PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES, 1991-92

Copies are available free from:
Publications Ontario,
880 Bay St., Toronto.
or by writing to:
Publications Ontario,
5th Floor, 880 Bay St.,
Toronto, Ontario, M7A 1N8.
Telephone 326-5300.
Toll free long distance 1-800-668-9938.

TABLE DES MATIÈRES

		Page
Introduction		v
Notes explicatives		vii
Ministères		
I	Agriculture et Alimentation	1
III	Procureur général	17
IV	Bureau du Conseil des ministres	35
VI	Affaires civiques	41
VII	Collèges et Universités	53
VIII	Services sociaux et communautaires	65
IX	Consommation et Commerce	77
X	Services correctionnels	91
XI	Culture et Communications	99
XII	Office des affaires des personnes handicapées	115
XIII	Éducation	121
XIV	Énergie	131
XV	Environnement	143
XVI	Institutions financières	159
XVII	Office des affaires francophones	165
XVIII	Services gouvernementaux	169
XIX	Bureau de la région du grand Toronto	181
XX	Santé	185
XXI	Logement	199
XXII	Industrie, Commerce et Technologie	217
XXIII	Affaires intergouvernementales	231
XXIV	Travail	237
XXV	Bureau du lieutenant-gouverneur	253
XXVI	Conseil de gestion	257
XXVII	Affaires municipales	267
XXVIII	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	285
XXIX	Richesses naturelles	291
XXX	Développement du Nord et Mines	303
XXXII	Cabinet du premier ministre	313
XXXIV	Revenu	317
XXXV	Office des affaires des personnes âgées	327
XXXVI	Formation professionnelle	333
XXXVII	Solliciteur général	339
XXXVIII	Tourisme et Loisirs	355
XXXIX	Transports	369
XL	Trésor et Économie	387
XLI	Office de la condition féminine	399
Index		403

INTRODUCTION

Le *Budget des dépenses* de 1991-1992 présente les sommes (du fonctionnement et du capital) dont les ministères prévoient d'avoir besoin pendant l'exercice qui commence le 1er avril 1991. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les dépenses imputées. Par l'adoption de la *Loi sur les subsides à la Couronne*, l'Assemblée législative approuve le *Budget des dépenses*, qui habilite alors chacun des ministères à engager les dépenses prévues.

Dans le document, chacun des programmes dont les ministères ont la responsabilité est identifié par un numéro de crédit particulier. Ces crédits sont à leur tour subdivisés en postes pour mieux en distinguer les différentes fonctions. Grâce à la structure de programmes et d'activités, l'Assemblée législative peut affecter avec plus de précision des fonds à des programmes particuliers. À l'intérieur de chacune des activités, les prévisions de dépenses sont indiquées par des catégories: traitements et salaires, avantages sociaux, transports et communications, services, paiements de transfert, etc. (voir les notes explicatives à la page vii).

Pour fins de comparaison, on trouvera les prévisions de dépenses et les dépenses réelles des exercices précédents aux sommaires des programmes et des activités. Les montants qui y apparaissent ont subi un retraitement afin de servir de comparaison dans les cas où il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, des prévisions supplémentaires ou des changements comptables. Le Budget contient aussi des tableaux récapitulatifs des dépenses et de la dotation en personnel.

Le sommaire des programmes de chaque ministère contient un état de rapprochement qui sert à relier les prévisions et chiffres réels des comptes publics publiés antérieurement aux montants ayant fait l'object d'un retraitement.

Lorsque des dépenses supplémentaires exigent l'approbation de l'Assemblée législative après le dépôt du budget principal, il faut déposer un Budget des dépenses supplémentaire.

NOTES EXPLICATIVES

REMARQUE: Les prévisions des dépenses budgétaires pour l'exercice 1991-1992 sont réparties en huit catégories et sont indiquées pour chaque activité. Les descriptions des catégories de dépenses ci-dessous ne sont données qu'à titre indicatif et ne sont pas nécessairement exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatives menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (bonifications d'intérêts et garanties honorées), les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'A.R.D.A.

Note concernant les crédits législatifs et les prêts et dotations

Les crédits législatifs et les prêts, et dotations, ne constituent pas des catégories de dépenses. Les sommes requises pour les crédits législatifs et les prêts et dotations sont inscrites séparément, s'il y a lieu, dans la catégorie applicable à chaque niveau d'activité.

Note concernant les activités de recouvrement des dépenses

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des dépenses consacrées à une activité soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde indiqué pour l'activité est un montant nominal de 1 000 $. Si le recouvrement dépasse les dépenses, il est ajouté aux recettes générales.

Note concernant les mandats spéciaux

Des mandats spéciaux autorisant le paiement des dépenses gouvernementales générales et nécessaires sont émis lorsque l'Assemblée législative ne siège pas. Les montants prévus dans ces mandats spéciaux ont été déduits des sommes totales pour permettre de déterminer le montant à voter pour chaque programme pour l'exercice 1990-1991.

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

SOMMAIRE

Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a pour mandat d'aider l'industrie agro-alimentaire à assurer un milieu viable pour offrir des produits et des services compétitifs de qualité. Le ministère va continuer de fournir le soutien nécessaire et de répondre aux besoins de l'industrie pour apporter des améliorations dans le secteur, et va s'efforcer d'accroître la capacité de l'industrie de faire face aux changements du marché global, de renforcer les collectivités rurales de l'Ontario et d'assurer le leadership au niveau provincial.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
27 684 465		Administration du ministère	(649 980)	28 334 445	25 188 239
309 088 900		Services agricoles et ruraux	(5 507 170)	314 596 070	259 286 093
18 642 800		Développement de l'industrie alimentaire	1 643 100	16 999 700	11 602 704
80 762 500		Éducation et recherche	7 098 600	73 663 900	76 106 709
33 944 100		Services d'inspection et d'analyse en laboratoire	1 689 800	32 254 300	32 722 335
111 544 600		Organismes du ministère	29 200 800	82 343 800	85 418 863
581 667 365		**Total du ministère — Fonctionnement**	33 475 150	548 192 215	490 324 943
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(254 352 000)	254 352 000	s.o.
40 852 365		**Moins : Crédits législatifs**	(2 700 000)	43 552 365	40 021 989
540 815 000	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	290 527 150	250 287 850	450 302 954
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
568 787 365		Dépenses	34 295 150	534 492 215	477 157 843
12 880 000		Prêts et Dotations	(820 000)	13 700 000	13 167 100
581 667 365			33 475 150	548 192 215	490 324 943

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
600 000		Administration du ministère	(365 000)	965 000	1 677 519
8 205 000		Services agricoles et ruraux	(10 927 000)	19 132 000	23 132 672
—		Développement de l'industrie alimentaire	—	—	3 129 596
9 915 200		Éducation et recherche	6 495 200	3 420 000	3 576 288
2 245 000		Services d'inspection et d'analyse en laboratoire	1 720 000	525 000	470 366
20 965 200		**Total du ministère — Capital**	(3 076 800)	24 042 000	31 986 441
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(11 200 000)	11 200 000	s.o.
20 965 200	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	8 123 200	12 842 000	31 986 441
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
20 965 200		Dépenses	(3 076 800)	24 042 000	31 986 441

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme fournit et coordonne les mécanismes d'élaboration des politiques et des décisions du ministère au niveau des organes directeurs, ainsi que les services de soutien administratif essentiels à l'exécution des programmes du ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1990-1991 Prévisions $	1989-1990 Dépenses $
101		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 674 500	Bureau principal	(23 830)	1 698 330	1 543 974
2	8 077 300	Services administratifs et financiers	(360 350)	8 437 650	8 578 045
3	2 269 200	Ressources humaines	139 900	2 129 300	1 638 133
4	3 997 800	Services des communications	170 300	3 827 500	3 668 149
5	3 720 000	Analyse et planification	83 300	3 636 700	2 995 677
6	789 400	Services juridiques	204 000	585 400	636 677
7	667 800	Services de vérification	(600)	668 400	596 389
8	5 879 400	Systèmes informatiques	(803 900)	6 683 300	5 093 278
9	557 700	Initiatives de Guelph	(58 800)	616 500	391 308
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	19 616	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	19 616	14 860
	27 684 465	Total — Fonctionnement	(649 980)	28 334 445	25 188 239
	—	Moins : Mandats spéciaux	(9 100 000)	9 100 000	s.o.
	51 365	Moins : Crédits législatifs	—	51 365	46 609
	27 633 100	**Montant à voter**	8 450 020	19 183 080	25 141 630
101		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
CAPITAL					
10	600 000	Gestion des installations	(365 000)	965 000	1 677 519
	600 000	Total — Capital	(365 000)	965 000	1 677 519
	—	Moins : Mandats spéciaux	(322 000)	322 000	s.o.
	600 000	**Montant à voter**	(43 000)	643 000	1 677 519

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (101-1)	$
Traitements et salaires	937 300
Avantages sociaux	180 700
Transports et communications	195 900
Services	233 000
Fournitures et matériel	127 600
	1 674 500

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé aux adjoints parlementaires	19 616

Services administratifs et financiers (101-2)	
Traitements et salaires	3 171 500
Avantages sociaux	923 700
Transports et communications	1 218 600
Services	2 062 900
Fournitures et matériel	700 600
	8 077 300

Ressources humaines (101-3)	
Traitements et salaires	1 368 300
Avantages sociaux	240 000
Transports et communications	113 700
Services	339 100
Fournitures et matériel	208 100
	2 269 200

Services des communications (101-4)	
Traitements et salaires	2 104 200
Avantages sociaux	392 300
Transports et communications	358 700
Services	616 100
Fournitures et matériel	526 500
	3 997 800

Analyse et planification (101-5)	
Traitements et salaires	2 575 400
Avantages sociaux	412 100
Transports et communications	324 900
Services	193 400
Fournitures et matériel	214 200
	3 720 000

Services juridiques (101-6)	$
Transports et communications	19 100
Services	743 600
Fournitures et matériel	26 700
	789 400

Services de vérification (101-7)	
Traitements et salaires	490 300
Avantages sociaux	93 800
Transports et communications	41 000
Services	26 500
Fournitures et matériel	16 200
	667 800

Systèmes informatiques (101-8)	
Traitements et salaires	2 645 800
Avantages sociaux	489 200
Transports et communications	266 500
Services	3 824 300
Fournitures et matériel	693 600
	7 919 400
Moins : Recouvrements	2 040 000
	5 879 400

Initiatives de Guelph (101-9)	
Traitements et salaires	301 800
Avantages sociaux	36 100
Transports et communications	45 600
Services	143 300
Fournitures et matériel	30 900
	557 700

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	27 684 465

CAPITAL

Gestion des installations (101-10)	
Services	50 000
Fournitures et matériel	200 000
Acquisition/construction de biens immobiliers	350 000
	600 000

Total (Capital) — Programme d'administration du ministère	600 000

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET RURAUX :

Ce programme fournit un appui permanent à l'industrie agricole par : la gestion financière des exploitations agricoles et autres programmes connexes; une assistance aux organisations rurales et agricoles; des services consultatifs et techniques spécialisés; une assistance à la bonification des terres agricoles et à l'aménagement des ressources en eau; et par une représentation des intérêts agricoles dans la planification de l'aménagement des terres. Ce programme comprend des programmes qui fournissent une aide financière au secteur agricole.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
102		**PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET RURAUX**			
FONCTIONNEMENT					
1	298 287 900	Services agricoles et ruraux	(2 807 170)	301 095 070	246 047 258
L	10 800 000	Débentures pour le drainage par tuyaux, Loi sur le drainage au moyen de tuyaux	(2 700 000)	13 500 000	13 140 900
L	1 000	Paiements de garanties, Loi sur l'administration financière	—	1 000	97 935
	309 088 900	Total — Fonctionnement	(5 507 170)	314 596 070	259 286 093
	—	Moins : Mandats spéciaux	(197 315 000)	197 315 000	s.o.
	10 801 000	Moins : Crédits législatifs	(2 700 000)	13 501 000	13 238 835
	298 287 900	**Montant à voter**	194 507 830	103 780 070	246 047 258
102		**PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET RURAUX**			
CAPITAL					
2	8 205 000	Installations et subventions agricoles et rurales	(10 927 000)	19 132 000	23 132 672
	8 205 000	Total — Capital	(10 927 000)	19 132 000	23 132 672
	—	Moins : Mandats spéciaux	(9 678 000)	9 678 000	s.o.
	8 205 000	**Montant à voter**	(1 249 000)	9 454 000	23 132 672

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Services agricoles et ruraux (102-1)		$
Traitements et salaires		29 050 800
Avantages sociaux		5 171 800
Transports et communications		4 452 300
Services		4 987 000
Fournitures et matériel		5 392 800
Paiements de transfert	$	
Remises fiscales aux exploitations agricoles	154 000 000	
Programme d'allégement d'intérêts pour les agriculteurs	50 000 000	
Débuts agricoles	16 000 000	
Programme d'aide aux agriculteurs débutants	3 500 000	
Garanties de prêts d'exploitation	1 500 000	
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	375 000	
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	350 000	
Programme d'indemnisation contre la rage	350 000	
Subventions et subsides pour le bétail	305 000	
Réduction des taux d'intérêts pour les exploitations agricoles familiales	160 000	
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs	100 000	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	76 000	
Gestion des terres II	8 275 600	
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario	150 000	
Développement de l'industrie de la viande rouge	4 782 000	
Société d'amélioration du troupeau laitier de l'Ontario	3 050 000	
Aide à l'installation de vétérinaires dans une région désignée	734 000	
Programme des bovins d'engraissement	85 000	
Sociétés agricoles et horticoles	1 203 000	
Autre aide pour les services agricoles et ruraux	392 600	
Fondation pour la vie à la campagne	95 000	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	600 000	246 083 200
Autres opérations	$	
Bonification d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux	3 490 000	
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et du développement agricole	60 000	3 550 000
Prêts et Dotations		
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités		200 000
		298 887 900
Moins : Recouvrements d'autres ministères		600 000
		298 287 900
Crédits législatifs		
Paiements au titre de prêts bancaires garantis		1 000
Prêts et Dotations		
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux		10 800 000
Total (Fonctionnement) — Programme des services agricoles et ruraux		309 088 900

CAPITAL

Installations et subventions agricoles et rurales (102-2)		$
Services		114 000
Fournitures et matériel		340 000
Acquisition/construction de biens immobiliers		681 000
Paiements de transfert	$	
Drainage par exutoires municipaux	3 165 000	
Gestion de terres II	2 000 000	
Développement de l'industrie de la viande rouge	1 375 000	
Logement des travailleurs saisonniers	400 000	
Aide à la plantation d'arbres à fruits tendres	130 000	7 070 000
		8 205 000
Total (Capital) — Programme des services agricoles et ruraux		8 205 000

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE :

Ce programme contribue au maintien du système agro-alimentaire ontarien en aidant à assurer la compétitivité des entreprises ontariennes de conditionnement et de distribution d'aliments. Il assure aussi la prestation de programmes visant le développement et l'expansion des marchés canadiens et internationaux pour les aliments frais et transformés produits en Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
103		**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	18 642 800	Développement de l'industrie	1 643 100	16 999 700	11 602 704
	18 642 800	Total — Fonctionnement	1 643 100	16 999 700	11 602 704
	—	Moins : Mandats spéciaux	(6 315 000)	6 315 000	s.o.
	18 642 800	**Montant à voter**	7 958 100	10 684 700	11 602 704
103		**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE**			
CAPITAL					
2	—	Subventions à l'industrie alimentaire	—	—	3 129 596
	—	Total — Capital	—	—	3 129 596
	—	Moins : Mandats spéciaux	—	—	s.o.
	—	**Montant à voter**	—	—	3 129 596

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Développement de l'industrie alimentaire (103-1)		$
Traitements et salaires		2 735 900
Avantages sociaux		450 500
Transports et communications		2 171 500
Services		7 850 000
Fournitures et matériel		833 600
Paiements de transfert	$	
Ontario, terre nourricière-partage des coûts	980 000	
Aide aux ventes à l'exportation	500 000	
Aide à l'industrie du conditionnement des aliments	800 000	
Paiements de soutien du secteur	341 300	2 621 300
Autres opérations		
Bonification d'intérêt relative à l'aide au conditionnement des aliments		100 000
Prêts et Dotations		
Prêts d'aide au conditionnement des aliments		1 880 000
		18 642 800
Total (Fonctionnement) — Programme de développement de l'industrie alimentaire		18 642 800

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ET DE RECHERCHE :

Ce programme assure un soutien continu à l'industrie agro-alimentaire grâce à la recherche en agriculture et en médecine vétérinaire, à des cours menant à un diplôme et à l'éducation permanente, et aux services techniques connexes.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
104		**PROGRAMME D'ÉDUCATION ET DE RECHERCHE**			
FONCTIONNEMENT					
1	80 762 500	Éducation et recherche	7 098 600	73 663 900	76 106 709
	80 762 500	Total — Fonctionnement	7 098 600	73 663 900	76 106 709
	—	Moins : Mandats spéciaux	(23 693 000)	23 693 000	s.o.
	80 762 500	**Montant à voter**	30 791 600	49 970 900	76 106 709
104		**PROGRAMME D'ÉDUCATION ET DE RECHERCHE**			
CAPITAL					
2	9 915 200	Installations d'éducation et de recherche	6 495 200	3 420 000	3 576 288
	9 915 200	Total — Capital	6 495 200	3 420 000	3 576 288
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 100 000)	1 100 000	s.o.
	9 915 200	**Montant à voter**	7 595 200	2 320 000	3 576 288

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Éducation et recherche (104-1)		$
Traitements et salaires		21 355 400
Avantages sociaux		3 447 800
Transports et communications		1 506 600
Services		4 655 600
Fournitures et matériel		6 186 900
Paiements de transfert	$	
Université de Guelph	40 259 300	
Fonds de recherche sur la production alimentaire 2002	800 000	
Fonds de recherche sur le développement de l'industrie alimentaire	900 000	
Fonds de recherche sur la viande rouge	1 100 000	
Brigade des jeunes environnementalistes	250 000	
Foire agricole royale d'hiver	175 000	
Le Groupement de gestion agricole de Prescott	57 000	
Le Groupement de gestion agricole de Russell	57 000	
Autre appui à l'éducation et à la recherche	11 900	43 610 200
		80 762 500
Total (Fonctionnement) — Programme d'éducation et de recherche		80 762 500

CAPITAL

Installations d'éducation et de recherche (104-2)	$
Services	500 000
Fournitures et matériel	1 000 000
Acquisition/construction de biens immobiliers	8 415,200
	9 915 200
Total (Capital) — Programme d'éducation et de recherche	9 915 200

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DES SERVICES D'INSPECTION ET D'ANALYSE EN LABORATOIRE :

Ce programme assure la confiance continue des consommateurs à l'égard de la sécurité et la qualité des aliments produits et consommés en Ontario, et ce, grâce à des inspections régulières et au classement de divers produits tels que le lait et les autres produits laitiers, les fruits, les graines, les légumes, le miel et les produits carnés. Ce programme assure également l'analyse en laboratoire en vue de détecter les résidus de pesticides et d'autres contaminants dans les aliments et les maladies chez les animaux.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
105		**PROGRAMME DES SERVICES D'INSPECTION ET D'ANALYSE EN LABORATOIRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	33 944 100	Services d'inspection et d'analyse en laboratoire	1 689 800	32 254 300	32 722 335
	33 944 100	Total — Fonctionnement	1 689 800	32 254 300	32 722 335
	—	Moins : Mandats spéciaux	(6 320 000)	6 320 000	s.o.
	33 944 100	**Montant à voter**	8 009 800	25 934 300	32 722 335
105		**PROGRAMME DES SERVICES D'INSPECTION ET D'ANALYSE EN LABORATOIRE**			
CAPITAL					
2	2 245 000	Laboratoires et centres d'inspection	1 720 000	525 000	470 366
	2 245 000	Total — Capital	1 720 000	525 000	470 366
	—	Moins : Mandats spéciaux	(100 000)	100 000	s.o.
	2 245 000	**Montant à voter**	1 820 000	425 000	470 366

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Services d'inspection et d'analyse en laboratoire (105-1)		$
Traitements et salaires		19 781 100
Avantages sociaux		3 759 000
Transports et communications		3 262 500
Services		3 433 700
Fournitures et matériel		3 351 700
Paiements de transfert	$	
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	300 000	
Subventions à des associations du secteur	56 100	356 100
		33 944 100
Total (Fonctionnement) — Programme des services d'inspection et d'analyse en laboratoire		33 944 100

CAPITAL

Laboratoires et centres d'inspection (105-2)	$
Services	50 000
Fournitures et matériel	1 600 000
Acquisition/construction de biens immobiliers	595 000
	2 245 000
Total (Capital) — Programme des services d'inspection et d'analyse en laboratoire	2 245 000

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DES ORGANISMES DU MINISTÈRE :

Ce programme assure des services et des programmes dans le domaine de l'agriculture par l'entremise d'organismes et de directions du ministère qui ont les fonctions suivantes : surveiller la commercialisation collective des produits agricoles; entendre les appels relatifs à des décisions concernant la commercialisation et la délivrance de permis; administrer les régimes d'assurance-récolte et de stabilisation des revenus agricoles; et gérer les programmes de recherche financés par le ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
106		**PROGRAMME DES ORGANISMES DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	81 544 600	Organismes du ministère	29 200 800	52 343 800	58 682 318
L	30 000 000	Paiements à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario, Loi sur l'assurance-récolte	—	30 000 000	26 736 545
	111 544 600	Total — Fonctionnement	29 200 800	82 343 800	85 418 863
	—	Moins : Mandats spéciaux	(11 609 000)	11 609 000	s.o.
	30 000 000	Moins : Crédits législatifs	—	30 000 000	26 736 545
	81 544 600	**Montant à voter**	40 809 800	40 734 800	58 682 318

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Organismes du ministère (106-1)	$	$
Traitements et salaires		4 297 500
Avantages sociaux		874 100
Transports et communications		750 000
Services		7 315 000
Fournitures et matériel		419 000
Paiements de transfert	$	
Régime d'assurance du revenu brut	39 529 000	
Stabilisation des revenus agricoles	26 100 000	
Fonds pour l'adaptation de l'industrie du raisin et du vin	2 200 000	
Paiement du soutien du secteur	60 000	67 889 000
		81 544 600

Crédits législatifs	
Subventions à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	30 000 000
	111 544 600
Total (Fonctionnement) — Programme des organismes du ministère	111 544 600

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

Le ministère du Procureur général est chargé de l'administration de la justice et de la prestation des services dans ce domaine à toutes les collectivités de l'Ontario. Il a pour mandat d'assurer un système de justice accessible et équitable, qui répond aux besoins de la population qu'il dessert. Le bureau du Procureur général engage et coordonne les poursuites pénales par l'intermédiaire d'un réseau régional de procureurs de la Couronne. Le ministère conseille aussi les ministères et les organismes gouvernementaux ainsi que les commissions administratives sur toutes les questions juridiques, dont les questions constitutionnelles, et les représente en matière de contentieux civil. Le ministère coordonne l'administration d'un réseau de plus de 375 tribunaux en Ontario. On compte parmi les programmes qu'il administre le Programme d'exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants, le Programme d'aide aux victimes et aux témoins et le Bureau des contremesures sur l'ivresse au volant. Le ministère assure également l'orientation et le financement du Régime d'aide juridique. Les conseils, commissions et organismes administratifs relevant de sa tutelle comprennent le bureau du Tuteur public, le bureau du Curateur public, la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, le bureau du Commissaire aux plaintes contre la police, la Commission chargée d'entendre les plaintes, la Commission des affaires municipales de l'Ontario et la Commission de révision de l'évaluation foncière. Enfin, le ministère est chargé de l'initiative et de la gestion de la réforme des lois et règles de droit touchant l'administration de la justice en Ontario.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
174 341 657		Avocat de la Couronne	25 376 900	148 964 757	140 485 714
26 021 700		Services administratifs	1 809 800	24 211 900	21 695 112
24 141 900		Services du tuteur et curateur	379 000	23 762 900	18 599 580
91 333 700		Services juridiques de la Couronne	10 195 600	81 138 100	71 573 007
9 152 500		Services du conseiller législatif	2 064 400	7 088 100	3 992 332
250 766 000		Administration des tribunaux	26 477 900	224 288 100	209 529 537
30 099 900		Tribunaux administratifs	4 782 200	25 317 700	22 124 042
605 857 357		**Total du ministère — Fonctionnement**	71 085 800	534 771 557	487 999 324
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(134 228 000)	134 228 000	s.o.
395 557		**Moins : Crédits législatifs**	(352 000)	747 557	3 502 322
605 461 800	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	205 665 800	399 796 000	484 497 002
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
605 857 357		Dépenses	71 085 800	534 771 557	487 999 324

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
11 773 000		Administration des tribunaux	7 623 000	4 150 000	4 579 641
11 773 000		**Total du ministère — Capital**	7 623 000	4 150 000	4 579 641
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 072 000)	1 072 000	s.o.
11 773 000	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	8 695 000	3 078 000	4 579 641
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
11 773 000		Dépenses	7 623 000	4 150 000	4 579 641

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE :

Ce programme assure l'orientation et le contrôle de l'administration de la justice en Ontario, ainsi que la contribution provinciale au Régime d'aide juridique de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
301		**PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE**			
FONCTIONNEMENT					
1	826 600	Procureur général	(205 100)	1 031 700	924 395
2	2 060 000	Sous-procureur général	(850 500)	2 910 500	3 973 194
3	168 268 700	Élaboration des politiques	28 124 500	140 144 200	128 173 095
4	1 670 200	Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	49 800	1 620 400	1 461 497
5	1 474 600	Commissions royales	(1 741 800)	3 216 400	5 913 427
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	8 357
	174 341 657	Total — Fonctionnement	25 376 900	148 964 757	140 485 714
	—	Moins : Mandats spéciaux	(34 900 000)	34 900 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	40 106
	174 300 100	**Montant à voter**	60 276 900	114 023 200	140 445 608

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Procureur général (301-1)	$
Traitements et salaires	551 500
Avantages sociaux	40 200
Transports et communications	61 600
Services	106 500
Fournitures et matériel	66 800
	826 600
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Sous-procureur général (301-2)	
Traitements et salaires	723 500
Avantages sociaux	171 900
Transports et communications	22 100
Services	1 088 500
Fournitures et matériel	27 700
Paiements de transfert	
Subventions — Conseil canadien d'information juridique	26 300
	2 060 000
Élaboration des politiques (301-3)	
Traitements et salaires	2 632 300
Avantages sociaux	469 800
Transports et communications	35 000
Services	1 693 100
Fournitures et matériel	50 000
Paiements de transfert	$
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes	100 000
Subvention au Conseil sur les relations interraciales et la surveillance	26 000
Contribution au Fonds d'aide juridique	$
Programme de certificats	133 738 000
Services communautaires d'aide juridique	29 525 500
	163 263 500
	163 389 500
	168 269 700
Moins: Recouvrements d'autres ministères	1 000
	168 268 700

Recherche juridique (301-4) (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	$
Traitements et salaires	1 016 300
Avantages sociaux	184 800
Transports et communications	49 300
Services	291 200
Fournitures et matériel	128 600
	1 670 200
Commissions royales (301-5)	
Traitements et salaires	242 400
Avantages sociaux	17 400
Transports et communications	119 000
Services	902 800
Fournitures et matériel	193 000
	1 474 600
Total (Fonctionnement) — Programme de l'avocat de la Couronne	174 341 657

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS :

Ce programme fournit les services administratifs et financiers nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
302		**PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 173 800	Bureau principal	1 774 600	2 399 200	2 626 648
2	5 316 800	Services administratifs et financiers	493 600	4 823 200	5 273 867
3	4 186 400	Ressources humaines	461 700	3 724 700	2 683 225
4	3 804 600	Services des communications	220 300	3 584 300	3 575 764
5	1 448 400	Services de vérification	(17 900)	1 466 300	1 127 083
6	7 091 700	Systèmes informatiques	(1 122 500)	8 214 200	6 408 525
	26 021 700	Total — Fonctionnement	1 809 800	24 211 900	21 695 112
	—	Moins : Mandats spéciaux	(6 300 000)	6 300 000	s.o.
	26 021 700	**Montant à voter**	8 109 800	17 911 900	21 695 112

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (302-1)	$
Traitements et salaires	1 531 500
Avantages sociaux	269 800
Transports et communications	121 800
Services	1 770 600
Fournitures et matériel	378 100
Paiements de transfert	
Subventions pour projets spéciaux	103 000
	4 174 800
Moins: Recouvrements d'autres ministères	1 000
	4 173 800

Services administratifs et financiers (302-2)	
Traitements et salaires	3 482 200
Avantages sociaux	625 400
Transports et communications	159 200
Services	1 193 600
Fournitures et matériel	337 100
	5 797 500
Moins : Recouvrements d'autres activités	480 700
	5 316 800

Ressources humaines (302-3)	
Traitements et salaires	3 243 700
Avantages sociaux	557 700
Transports et communications	86 700
Services	152 200
Fournitures et matériel	147 100
	4 187 400
Moins: Recouvrements d'autres activités	1 000
	4 186 400

Services des communications (302-4)	$
Traitements et salaires	1 059 900
Avantages sociaux	141 600
Transports et communications	63 500
Services	1 954 800
Fournitures et matériel	133 300
Paiements de transfert	
Soutien aux groupes communautaires et aux groupes de citoyens	451 500
	3 804 600

Services de vérification (302-5)	
Traitements et salaires	1 100 200
Avantages sociaux	208 900
Transports et communications	120 300
Services	5 300
Fournitures et matériel	13 700
	1 448 400

Systèmes informatiques (302-6)	
Traitements et salaires	3 309 700
Avantages sociaux	613 200
Transports et communications	200 000
Services	2 368 800
Fournitures et matériel	600 000
	7 091 700

Total (Fonctionnement) — Programme des services administratifs	26 021 700

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR :

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes frappées d'incapacité mentale, le contrôle des intérêts financiers des oeuvres de bienfaisance, ainsi que la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
303		**PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR**			
FONCTIONNEMENT					
1	11 067 400	Tuteur public	192 900	10 874 500	9 673 255
2	12 653 500	Curateur public	411 000	12 242 500	8 456 877
3	421 000	Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)	(224 900)	645 900	469 448
	24 141 900	Total — Fonctionnement	379 000	23 762 900	18 599 580
	—	Moins : Mandats spéciaux	(6 150 000)	6 150 000	s.o.
	24 141 900	**Montant à voter**	6 529 000	17 612 900	18 599 580

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Tuteur public (303-1)	$
Traitements et salaires	4 474 900
Avantages sociaux	701 300
Transports et communications	186 100
Services	5 717 900
Fournitures et matériel	138 100
	11 218 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères	150 900
	11 067 400

Curateur public (303-2)	
Traitements et salaires	6 829 400
Avantages sociaux	1 166 800
Transports et communications	197 600
Services	3 265 800
Fournitures et matériel	1 193 900
	12 653 500

Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale) (303-3)	$
Traitements et salaires	303 900
Avantages sociaux	54 600
Transports et communications	8 100
Services	41 400
Fournitures et matériel	13 000
	421 000
Total (Fonctionnement) — Programme des services du tuteur et curateur	24 141 900

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE :

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les tribunaux de la province et fournit des services juridiques au gouvernement et à ses organismes.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
304		**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE**			
FONCTIONNEMENT					
1	80 775 000	Droit criminel	14 268 000	66 507 000	57 855 799
2	7 078 600	Droit civil	454 400	6 624 200	5 427 428
3	2 794 700	Droit constitutionnel et politiques	99 200	2 695 500	2 282 853
4	683 400	Services juridiques fournis à d'autres ministères	(4 626 000)	5 309 400	3 274 107
L	1 000	Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	—	1 000	641 163
L	1 000	Loi sur les actions contre la Couronne	—	1 000	2 091 657
	91 333 700	Total — Fonctionnement	10 195 600	81 138 100	71 573 007
	—	Moins : Mandats spéciaux	(20 900 000)	20 900 000	s.o.
	2 000	Moins : Crédits législatifs	—	2 000	2 732 820
	91 331 700	**Montant à voter**	31 095 600	60 236 100	68 840 187

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Droit criminel (304-1)	$
Traitements et salaires	54 367 300
Avantages sociaux	9 952 000
Transports et communications	2 271 100
Services	12 333 600
Fournitures et matériel	1 849 000
Paiements de transfert	
Association des procureurs de la Couronne	2 000
	80 775 000

Crédits législatifs	
Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	1 000

Droit civil (304-2)	
Traitements et salaires	5 322 200
Avantages sociaux	938 400
Transports et communications	209 600
Services	419 400
Fournitures et matériel	190 000
	7 079 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000
	7 078 600

Droit constitutionnel et politiques (304-3)	
Traitements et salaires	2 196 100
Avantages sociaux	341 200
Transports et communications	38 600
Services	139 700
Fournitures et matériel	79 100
	2 794 700

Crédits législatifs	$
Loi sur les actions contre la Couronne	1 000

Services juridiques fournis à d'autres ministères (304-4)		
Traitements et salaires		29 065 400
Avantages sociaux		5 507 200
Transports et communications		10 300
Services		242 000
Fournitures et matériel		23 300
		34 848 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères		34 164 800
		683 400
Administration	$	
Traitements et salaires	374 000	
Avantages sociaux	66 500	
Transports et communications	10 300	
Services	86 000	
Fournitures et matériel	23 300	560 100
Directions des services juridiques	$	
Traitements et salaires	28 691 400	
Avantages sociaux	5 440 700	
Services	156 000	
	34 288 100	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	34 164 800	123 300
Total (Fonctionnement) — Programme des services juridiques de la Couronne		91 333 700

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DE CONSEILLER LÉGISLATIF :

Ce programme fournit des services législatifs aux ministres de la Couronne, aux députés de l'Assemblée législative, aux ministères et organismes du gouvernement ainsi qu'aux particuliers qui soumettent des projets de loi d'intérêt privé. Ce programme fournit également des services de rédaction de textes de projets de loi et de règlements, assure la préparation des registres des lois publiés chaque année, et permet de tenir un registre des règlements de l'Ontario et de les publier.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
305		**PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF**			
FONCTIONNEMENT					
1	9 152 500	Services du conseiller législatif	2 064 400	7 088 100	3 992 332
	9 152 500	Total — Fonctionnement	2 064 400	7 088 100	3 992 332
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 800 000)	1 800 000	s.o.
	9 152 500	**Montant à voter**	3 864 400	5 288 100	3 992 332

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Services du conseiller législatif (305-1)	$
Traitements et salaires	3 571 400
Avantages sociaux	578 500
Transports et communications	109 300
Services	4 181 900
Fournitures et matériel	711 400
	9 152 500
Total (Fonctionnement) — Programme des services du conseiller législatif	9 152 500

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX :

Ce programme fournit les services administratifs dont ont besoin les cours civiles et criminelles de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
306		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX**			
FONCTIONNEMENT					
1	225 795 500	Administration de la justice	21 359 900	204 435 600	194 484 480
2	24 618 500	Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants	5 470 000	19 148 500	14 315 661
L	105 800	Allocations aux juges de la Cour suprême, Loi sur les services extrajudiciaires	(105 700)	211 500	222 887
L	246 200	Allocations aux juges, Loi sur les services extrajudiciaires	(246 300)	492 500	506 509
	250 766 000	Total — Fonctionnement	26 477 900	224 288 100	209 529 537
	—	Moins : Mandats spéciaux	(57 928 000)	57 928 000	s.o.
	352 000	Moins : Crédits législatifs	(352 000)	704 000	729 396
	250 414 000	**Montant à voter**	84 757 900	165 656 100	208 800 141
306		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX**			
CAPITAL					
3	11 773 000	Administration de la justice	7 623 000	4 150 000	4 579 641
	11 773 000	Total — Capital	7 623 000	4 150 000	4 579 641
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 072 000)	1 072 000	s.o.
	11 773 000	**Montant à voter**	8 695 000	3 078 000	4 579 641

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration de la justice (306-1)			$
Traitements et salaires			133 769 100
Avantages sociaux			30 308 200
Transports et communications			9 019 000
Services			42 117 600
Fournitures et matériel			8 783 500
Paiements de transfert			1 798 100
			225 795 500
Administration		$	
Traitements et salaires		3 230 800	
Avantages sociaux		613 800	
Transports et communications		242 400	
Services		161 600	
Fournitures et matériel		290 800	
Paiements de transfert			
Programme de travailleurs judiciaires autochtones		1 405 700	5 945 100
Opérations des tribunaux		$	
Traitements et salaires		130 538 300	
Avantages sociaux		29 694 400	
Transports et communications		8 776 600	
Services		41 956 000	
Fournitures et matériel		8 492 700	
Paiements de transfert	$		
Bibliothèque des juges	10 000		
Juge en chef de l'Ontario — Conférences et colloques	3 300		
Bibliothèques de droit de comté et de district	9 600		
Association des juges de paix	1 000		
Subvention — Service d'orientation des familles de Frontenac	115 700		
Centre canadien de la magistrature	52 800		
Subvention à la Première nation de Sandy Lake	100 000		
Subvention à la Première nation Attawapiskat	100 000	392 400	219 850 400

Crédits législatifs	$
Allocations aux juges de la Cour suprême	105 800
Allocations aux juges	246 200
Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants (306-2)	
Traitements et salaires	11 676 700
Avantages sociaux	2 114 800
Transports et communications	2 133 900
Services	7 628 500
Fournitures et matériel	1 064 600
	24 618 500
Total (Fonctionnement) — Programme d'administration des tribunaux	250 766 000

CAPITAL

Administration de la justice — Administration (306-3)	
Acquisition/construction de biens immobiliers	11 773 000
	11 773 000
Total (Capital) — Programme d'administration des tribunaux	11 773 000

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS :

Ce programme assure le fonctionnement des tribunaux administratifs prévus par la loi et relevant du procureur général.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
307		**PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 847 200	Commission de révision de l'évaluation foncière	176 500	4 670 700	4 246 102
2	155 500	Commission de négociation	1 500	154 000	117 503
3	11 833 900	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	1 476 200	10 357 700	10 649 141
4	7 743 500	Commission des affaires municipales de l'Ontario	1 604 700	6 138 800	5 794 130
5	5 000 500	Bureau du commissaire aux plaintes contre la police	1 318 500	3 682 000	1 317 166
6	519 300	Commissions d'enquête	204 800	314 500	s.o.
	30 099 900	Total — Fonctionnement	4 782 200	25 317 700	22 124 042
	—	Moins : Mandats spéciaux	(6 250 000)	6 250 000	s.o.
	30 099 900	**Montant à voter**	11 032 200	19 067 700	22 124 042

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Commission de révision de l'évaluation foncière (307-1)	$
Traitements et salaires	2 610 700
Avantages sociaux	408 300
Transports et communications	341 200
Services	1 396 900
Fournitures et matériel	90 100
	4 847 200

Commission de négociation (307-2)	
Traitements et salaires	111 700
Avantages sociaux	11 100
Transports et communications	17 100
Services	13 600
Fournitures et matériel	2 000
	155 500

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (307-3)	
Traitements et salaires	1 230 000
Avantages sociaux	212 100
Transports et communications	83 200
Services	232 200
Fournitures et matériel	59 800
Paiements de transfert	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	10 016 600
	11 833 900

Commission des affaires municipales de l'Ontario (307-4)	$
Traitements et salaires	5 319 200
Avantages sociaux	971 600
Transports et communications	733 000
Services	426 100
Fournitures et matériel	283 100
Paiements de transfert	
Subvention au titre des rapports de la Commission des affaires municipales de l'Ontario	10 500
	7 743 500

Bureau du commissaire aux plaintes contre la police (307-5)	
Traitements et salaires	1 290 500
Avantages sociaux	226 500
Transports et communications	184 800
Services	2 892 000
Fournitures et matériel	406 700
	5 000 500

Commissions d'enquête (307-6)	
Traitements et salaires	77 000
Avantages sociaux	13 900
Transports et communications	8 300
Services	415 900
Fournitures et matériel	4 200
	519 300

Total (Fonctionnement) — Programme des tribunaux administratifs	30 099 900

IV. — BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

SOMMAIRE

Le Bureau du Conseil des ministres est l'agence centrale qui appuie le Premier Ministre, son Conseil des ministres et les comités de ce dernier dans leur activités visant à établir les grandes orientations et priorités du gouvernement et à fixer le programme législatif. Le Bureau coordonne les initiatives gouvernementales en matière de politiques et assure l'appui nécessaire au Premier Ministre et au Conseil des ministres dans les domaines suivants : nominations par décrets, correspondence du Premier Ministre, demandes d'accès à l'information et autres questions administratives. Les principaux clients du Bureau sont le Premier Ministre, le Conseil des ministres, les autres agences centrales et les ministères opérationnels. Certains services (comme ceux des décrets, de la correspondence du Premier Ministre et de l'accès à l'information) ont toutefois des rapports directs avec le public.

Le Bureau du Conseil des ministres sert également de conseiller en matière d'administration et d'opérations auprès du Cabinet du Premier Ministre et d'autres unités organisationnelles non-reliées à des ministères, tel le Bureau du leader parlementaire.

Les conseils du premier ministre relèvent du premier ministre et sont financés par le Bureau du Conseil des ministres.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
5 969 700		Bureau du Conseil des ministres	398 700	5 571 000	5 367 928
7 474 400		Conseils du premier ministre	(200 000)	7 674 400	2 111 250
13 444 100		**Total (Fonctionnement) — Bureau du Conseil des ministres**	198 700	13 245 400	7 479 178
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 400 000)	1 400 000	s.o.
13 444 100	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	1 598 700	11 845 400	7 479 178
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
13 444 100		Dépenses	198 700	13 245 400	7 479 178

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	5 571 000	
1.2 Comptes publics 1989-1990		9 049 790
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	7 674 400	2 111 250
2.2 Transfert de fonctions à d'autres ministères		(3 681 862)
	13 245 400	7 479 178

IV. — BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES :

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des politiques et des priorités et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
401		**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**			
FONCTIONNEMENT					
1	5 806 500	Bureau principal	398 300	5 408 200	5 267 038
2	163 200	Leader parlementaire	400	162 800	100 890
	5 969 700	Total — Fonctionnement	398 700	5 571 000	5 367 928
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 400 000)	1 400 000	s.o.
	5 969 700	**Montant à voter**	1 798 700	4 171 000	5 367 928

— NOTES —

IV. — BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (401-1)	$
Traitements et salaires	3 802 000
Avantages sociaux	730 200
Transports et communications	215 200
Services	663 000
Fournitures et matériel	396 100
	5 806 500

Leader parlementaire (401-2)	$
Traitements et salaires	121 000
Avantages sociaux	20 500
Transports et communications	5 600
Services	13 800
Fournitures et matériel	2 300
	163 200
Total (Fonctionnement) — Programme du Bureau du Conseil des ministres	5 969 700

IV. — BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DES CONSEILS DU PREMIER MINISTRE :

Ce programme consiste en deux Organismes consultatifs de catégorie I :

— Conseil du premier ministre sur l'économie et la qualité de vie

— Conseil du premier ministre sur la santé, le bien-être et la justice sociale

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
402		**PROGRAMME DES CONSEILS DU PREMIER MINISTRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	7 474 400	Conseils du premier ministre	(200 000)	7 674 400	2 111 250
	7 474 400	Total — Fonctionnement	(200 000)	7 674 400	2 111 250
	—	Moins : Mandats spéciaux	—	—	s.o.
	7 474 400	**Montant à voter**	(200 000)	7 674 400	2 111 250

— NOTES —

IV. — BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Conseils du premier ministre (402-1)	$
Traitements et salaires	2 302 800
Avantages sociaux	414 500
Transports et communications	950 000
Services	2 501 100
Fournitures et matériel	1 306 000
	7 474 400
Total (Fonctionnement) — Programme des conseils du premier ministre	7 474 400

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

SOMMAIRE

Le mandat du ministère est de favoriser la pleine participation de tous les Ontariens et Ontariennes de toutes les cultures et de toutes les races au développement de la vie sociale, économique et culturelle de la province, en créant un environnement dans lequel les particuliers et les collectivités peuvent exercer leurs droits.

Le ministère atteint ses buts par les moyens suivants : une méthode d'élaboration de politiques cherchant à influer sur l'ensemble de la politique gouvernementale et sur les politiques au sein de chaque ministère et dans les secteurs qu'elles appuient; des services indirects (subventions, formation, matériel-ressource et consultation) pour soutenir les organismes communautaires; services directs et éducation.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
5 395 565		Administration du ministère	455 308	4 940 257	2 954 373
31 896 500		Soutien aux relations civiques	4 629 200	27 267 300	26 378 962
12 209 300		Commission des droits de la personne	59 700	12 149 600	10 594 881
7 244 700		Stratégie anti-raciste	3 738 300	3 506 400	2 841 021
56 746 065		**Total du ministère — Fonctionnement**	8 882 508	47 863 557	42 769 237
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(12 922 000)	12 922 000	s.o.
51 365		**Moins : Crédits législatifs**	9 808	41 557	41 557
56 694 700	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	21 794 700	34 900 000	42 727 680
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
56 746 065		Dépenses	8 882 508	47 863 557	42 769 237

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	47 558 057	
1.2 Comptes publics 1989-1990		41 389 489
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	305 500	1 379 748
	47 863 557	42 769 237

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

— NOTES —

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
9 660 000		Soutien aux relations civiques	1 665 000	7 995 000	5 187 980
9 660 000		**Total du ministère — Capital**	1 665 000	7 995 000	5 187 980
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(3 950 000)	3 950 000	s.o.
9 660 000	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	5 615 000	4 045 000	5 187 980
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
9 660 000		Dépenses	1 665 000	7 995 000	5 187 980

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme vise à fournir l'orientation générale du ministère par l'élaboration et la planification des politiques globales.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
601		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 577 500	Bureau principal	223 700	1 353 800	1 317 662
2	3 227 400	Analyse et planification	172 500	3 054 900	1 318 107
3	539 300	Commissions d'enquête	49 300	490 000	277 047
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	19 616	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808	9 808	9 808
	5 395 565	Total — Fonctionnement	455 308	4 940 257	2 954 373
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 793 000)	1 793 000	s.o.
	51 365	Moins : Crédits législatifs	9 808	41 557	41 557
	5 344 200	**Montant à voter**	2 238 500	3 105 700	2 912 816

— NOTES —

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (601-1)	$
Traitements et salaires	1 032 700
Avantages sociaux	167 000
Transports et communications	72 900
Services	190 000
Fournitures et matériel	114 900
	1 577 500
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé aux adjoints parlementaires	19 616

Analyse et planification (601-2)	$
Traitements et salaires	1 614 600
Avantages sociaux	266 200
Transports et communications	85 200
Services	1 117 800
Fournitures et matériel	144 600
	3 228 400
Moins: Recouvrement d'autres ministères	1 000
	3 227 400
Commissions d'enquête (601-3)	
Traitements et salaires	66 300
Avantages sociaux	10 700
Transports et communications	45 000
Services	350 000
Fournitures et matériel	67 300
	539 300
Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	5 395 565

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES :

Ce programme a pour objet d'encourager et d'aider les immigrants, les membres des minorités culturelles et raciales et les autochtones à participer à la communauté ontarienne, à titre individuel et collectif, afin que tous les habitants de l'Ontario puissent jouir pleinement et également de leurs droits civiques tout en assumant les responsabilités dont ils sont assortis. Il travaille afin d'éliminer la discrimination raciale. Il fournit un appui à l'acceptation de toutes les cultures et de toutes les races et à la réceptivité à leur égard; au développement économique et culturel des autochtones; ainsi qu'à l'amélioration de l'accès des gens de différentes cultures et races aux programmes et aux services gouvernementaux. Le ministère assiste les immigrants à s'établir et à s'intégrer dans la société.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
602		**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES**			
FONCTIONNEMENT					
1	493 100	Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	12 100	481 000	465 966
2	3 702 200	Relations civiques	975 920	2 726 280	2 916 650
3	7 647 600	Services spéciaux aux autochtones	3 464 300	4 183 300	4 012 148
4	14 282 600	Services régionaux	1 885 080	12 397 520	11 216 561
5	5 771 000	Stratégies relatives au multiculturalisme et aux relations interraciales	(1 708 200)	7 479 200	7 767 637
	31 896 500	Total — Fonctionnement	4 629 200	27 267 300	26 378 962
	—	Moins : Mandats spéciaux	(5 802 000)	5 802 000	s.o.
	31 896 500	**Montant à voter**	10 431 200	21 465 300	26 378 962
602		**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES**			
CAPITAL					
6	9 660 000	Installations communautaires	1 665 000	7 995 000	5 187 980
	9 660 000	Total — Capital	1 665 000	7 995 000	5 187 980
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 950 000)	3 950 000	s.o.
	9 660 000	**Montant à voter**	5 615 000	4 045 000	5 187 980

— NOTES —

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles (602-1)	$
Traitements et salaires	186 400
Avantages sociaux	14 600
Transports et communications	77 400
Services	186 700
Fournitures et matériel	28 000
	493 100

Relations civiques (602-2)		
Traitements et salaires		1 700 700
Avantages sociaux		287 700
Transports et communications		264 700
Services		1 073 800
Fournitures et matériel		376 300
		3 703 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 000
		3 702 200

Services spéciaux aux autochtones (602-3)		
Traitements et salaires		2 147 100
Avantages sociaux		336 400
Transports et communications		321 800
Services		116 500
Fournitures et matériel		241 300
Paiements de transfert	$	
Subventions pour des projets et services spéciaux	3 584 500	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	1 000	
Projets de gestion et de formation	900 000	4 485 500
		7 648 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 000
		7 647 600

Services régionaux (602-4)		$
Traitements et salaires		3 763 700
Avantages sociaux		583 600
Transports et communications		169 500
Services		516 400
Fournitures et matériel		131 100
Paiements de transfert	$	
Subventions aux relations civiques	861 900	
Subventions pour projets communautaires	2 701 300	
Subventions pour l'établissement et l'intégration	4 570 100	
Redressement par rapport au marché du travail	985 000	
Subventions au titre des services d'interprètes et des programmes de formation	1 000	
Subventions pour le multiculturalisme en milieu de travail	1 000	9 120 300
		14 284 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 000
		14 282 600

Stratégies relatives au multiculturalisme et aux relations interraciales (602-5)	
Transports et communications	1 000
Services	3 038 600
Fournitures et matériel	1 000
Paiements de transfert	
Fonds pour le multiculturalisme et les relations interraciales	2 730 400
	5 771 000
Total (Fonctionnement) — Programme de soutien aux relations civiques	31 896 500

CAPITAL

Installations communautaires (602-6)	
Paiements de transfert	
Subventions aux communautés	9 660 000
Total (Capital) — Programme de soutien aux relations civiques	9 660 000

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE :

Ce programme vise à créer, sur le plan des collectivités, un climat d'entente et de respect mutuel dans lequel les particuliers seront amenés à se sentir égaux en dignité et en droits; à protéger les particuliers de l'Ontario de toute discrimination illégale et à offrir un recours à ceux qui ont subi une atteinte à leurs droits.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
603		**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE**			
FONCTIONNEMENT					
1	12 209 300	Commission ontarienne des droits de la personne	59 700	12 149 600	10 594 881
	12 209 300	Total — Fonctionnement	59 700	12 149 600	10 594 881
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 220 000)	4 220 000	s.o.
	12 209 300	**Montant à voter**	4 279 700	7 929 600	10 594 881

— NOTES —

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Commission ontarienne des droits de la personne (603-1)	$
Traitements et salaires	8 490 900
Avantages sociaux	1 412 100
Transports et communications	821 000
Services	1 295 200
Fournitures et matériel	190 100
	12 209 300
Total (Fonctionnement) — Programme de la Commission des droits de la personne	12 209 300

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE LA STRATÉGIE ANTI-RACISTE :

Travailler en collaboration avec tous les secteurs de la société (secteurs communautaire, public, parapublic et privé) et leur apporter un appui en vue d'élaborer des initiatives particulières de lutte contre le racisme individuel et systémique. Sensibiliser le public aux problèmes du racisme et prendre des mesures pour transformer les attitudes de la société. Au sein du gouvernement, recommander des modifications aux politiques et aux programmes en vue d'aider les minorités raciales et les peuples autochtones.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
604		**PROGRAMME DE LA STRATÉGIE ANTI-RACISTE**			
FONCTIONNEMENT					
1	7 244 700	Secrétariat ontarien contre le racisme	3 738 300	3 506 400	2 841 021
	7 244 700	Total — Fonctionnement	3 738 300	3 506 400	2 841 021
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 107 000)	1 107 000	s.o.
	7 244 700	**Montant à voter**	4 845 300	2 399 400	2 841 021

— NOTES —

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Secrétariat ontarien contre le racisme (604-1)	$	$
Traitements et salaires		1 862 700
Avantages sociaux		306 500
Transports et communications		294 400
Services		3 270 100
Fournitures et matériel		312 000
Paiements de transfert		
Fonds d'encouragement destinés aux secteurs public et privé élargis	200 000	
Financement de base destiné aux groupes communautaires	450 000	
Subventions pours projets communautaires	500 000	
Résolution de différends	50 000	1 200 000
		7 245 700
Moins: Recouvrements d'autres ministères		1 000
		7 244 700
Total (Fonctionnement) — Programme de la stratégie anti-raciste		7 244 700

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

SOMMAIRE

La mission du ministère est de permettre à l'Ontario de réaliser ses objectifs sociaux et économiques, d'une part, en offrant aux habitants de la province un enseignement postsecondaire excellent, pertinent et accessible et, d'autre part, en appuyant la recherche et le développement de l'expertise requise en matière de technologie.

Le ministère tire son mandat de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités*. Il exécute son mandat en élaborant des politiques et des programmes reliés au financement des collèges et universités, en réglementant les collèges et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois et aux règlements applicables; et en administrant l'aide financière offerte aux étudiants admisibles.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
6 916 808		Administration du ministère	243 600	6 673 208	5 670 693
2 818 000 000		Aide aux établissements d'enseignement postsecondaire	189 631 900	2 628 368 100	2 414 949 351
230 792 100		Soutien aux étudiants	10 727 300	220 064 800	199 028 297
5 256 200		Collaboration et recherche au palier postsecondaire	(289 200)	5 545 400	6 307 846
3 060 965 108		**Total du ministère — Fonctionnement**	200 313 600	2 860 651 508	2 625 956 187
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(746 800 000)	746 800 000	s.o.
9 808		**Moins : Crédits législatifs**	—	9 808	19 056
3 060 955 300	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	947 113 600	2 113 841 700	2 625 937 131
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
3 060 965 108		Dépenses	200 313 600	2 860 651 508	2 625 956 187

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	2 860 651 508	
1.2 Comptes publics 1989-1990		2 620 973 492
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	—	4 982 695
	2 860 651 508	2 625 956 187

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

— NOTES —

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
199 079 500		Aide aux établissements d'enseignement postsecondaire	89 079 500	110 000 000	110 000 000
199 079 500		**Total du ministère — Capital**	89 079 500	110 000 000	110 000 000
—		**Redressement pour les paiements d'avance**	110 000 000	(110 000 000)	—
199 079 500	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	199 079 500	—	110 000 000
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
199 079 500		Dépenses	199 079 500	—	110 000 000

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour but de fournir l'orientation d'ensemble requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
701		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 613 800	Bureau principal	(442 600)	2 056 400	1 954 474
2	1 370 900	Ressources humaines	93 100	1 277 800	938 100
3	1 242 400	Services des communications	109 500	1 132 900	941 868
4	1 173 100	Analyse et planification	(309 000)	1 482 100	1 129 702
5	169 800	Services juridiques	31 400	138 400	118 893
6	1 337 000	Systèmes informatiques	761 200	575 800	568 600
L	—	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	—	10 699
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	8 357
	6 916 808	Total — Fonctionnement	243 600	6 673 208	5 670 693
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 763 000)	1 763 000	s.o.
	9 808	Moins : Crédits législatifs	—	9 808	19 056
	6 907 000	**Montant à voter**	2 006 600	4 900 400	5 651 637

— NOTES —

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (701-1)	$
Traitements et salaires	664 700
Avantages sociaux	110 900
Transports et communications	90 300
Services	432 800
Fournitures et matériel	93 400
Paiements de transfert	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation Canada	221 700
	1 613 800

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Ressoures humaines (701-2)	
Traitements et salaires	451 600
Avantages sociaux	831 600
Transports et communications	15 500
Services	70 200
Fournitures et matériel	2 000
	1 370 900

Services des communications (701-3)	
Traitements et salaires	555 700
Avantages sociaux	81 800
Transports et communications	86 500
Services	276 800
Fournitures et matériel	241 600
	1 242 400

Analyse et planification (701-4)	$
Traitements et salaires	671 100
Avantages sociaux	99 900
Transports et communications	200 900
Services	135 600
Fournitures et matériel	65 600
	1 173 100

Services juridiques (701-5)	
Traitements et salaires	33 300
Avantages sociaux	4 900
Transports et communications	6 700
Services	117 900
Fournitures et matériel	7 000
	169 800

Systèmes informatiques (701-6)	
Traitements et salaires	622 200
Avantages sociaux	94 200
Transports et communications	4 000
Services	603 600
Fournitures et matériel	13 000
	1 337 000

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	6 916 808

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE :

Ce programme a pour objet de faciliter l'élaboration des politiques relatives aux activités des collèges et des universités et d'en financer la mise en oeuvre, pour que les besoins des employeurs et des particuliers en matière d'éducation soient identifiés, reconnus et satisfaits de façon à contribuer au développement économique de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
702		**PROGRAMME D'AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	326 000	Administration du programme	39 500	286 500	258 889
2	1 970 827 000	Aide provinciale aux universités	130 342 800	1 840 484 200	1 693 784 587
3	844 814 100	Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	59 092 100	785 722 000	718 759 083
4	916 500	Conseil ontarien des affaires universitaires	32 700	883 800	767 317
5	803 800	Conseil ontarien des affaires collégiales	(130 200)	934 000	1 277 817
6	312 600	Commission des relations de travail dans les collèges	255 000	57 600	101 658
	2 818 000 000	Total — Fonctionnement	189 631 900	2 628 368 100	2 414 949 351
	—	Moins : Mandats spéciaux	(649 994 000)	649 994 000	s.o.
	2 818 000 000	**Montant à voter**	839 625 900	1 978 374 100	2 414 949 351
702		**PROGRAMME D'AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE**			
CAPITAL					
7	124 258 000	Aide provinciale aux universités	46 558 000	77 700 000	77 700 000
8	74 821 500	Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	42 521 500	32 300 000	32 300 000
	199 079 500	Total — Capital	89 079 500	110 000 000	110 000 000
	—	Redressement pour les paiements d'avance	110 000 000	(110 000 000)	s.o.
	199 079 500	**Montant à voter**	199 079 500	—	110 000 000

— NOTES —

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (702-1)	$
Traitements et salaires	246 700
Avantages sociaux	34 700
Transports et communications	17 800
Services	13 700
Fournitures et matériel	13 100
	326 000

Aide provinciale aux universités (702-2)	$	$
Traitements et salaires		1 346 500
Avantages sociaux		202 100
Transports et communications		76 500
Services		127 600
Fournitures et matériel		24 300
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	1 952 750 000	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	16 300 000	1 969 050 000
		1 970 827 000

Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie (702-3)	$	$
Traitements et salaires		3 079 500
Avantages sociaux		466 900
Transports et communications		214 300
Services		716 100
Fournitures et matériel		187 300
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	832 650 000	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	7 500 000	840 150 000
		844 814 100

Conseil ontarien des affaires universitaires (702-4)	$
Traitements et salaires	568 400
Avantages sociaux	84 400
Transports et communications	90 600
Services	139 100
Fournitures et matériel	34 000
	916 500

Conseil ontarien des affaires coliégiales (702-5)	$
Traitements et salaires	391 500
Avantages sociaux	58 800
Transports et communications	123 600
Services	158 400
Fournitures et matériel	71 500
	803 800

Commission des relations de travail dans les collèges (702-6)	
Traitements et salaires	145 000
Avantages sociaux	20 000
Transports et communications	8 600
Services	129 000
Fournitures et matériel	10 000
	312 600

Total (Fonctionnement) — Programme d'aide aux établissments d'enseignement postsecondaire	2 818 000 000

CAPITAL

Aide provinciale aux universités (702-7)	
Paiements de transfert	
Subventions pour projets d'immobilisation	124 258 000
	124 258 000

Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie (702-8)	
Paiements de transfert	
Subventions pour projets d'immobilisation	74 821 500
	74 821 500

Total (Capital) — Programme d'aide aux établissments d'enseignement postsecondaire	199 079 500

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS :

Ce programme a pour objet de fournir une aide financière aux étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement postsecondaire admissibles, soit en leur octroyant un prêt ou une assistance monétaire à titre d'appoint à leurs ressources personnelles et/ou à celles de leur famille, soit en accordant des bourses aux éléments particulièrement doués, pour que tous les résidents de l'Ontario bénéficient de chances égales d'accès à l'éducation.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
703		**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS**			
FONCTIONNEMENT					
1	230 792 100	Aide provinciale aux étudiants	10 727 300	220 064 800	199 028 297
	230 792 100	Total — Fonctionnement	10 727 300	220 064 800	199 028 297
	—	Moins : Mandats spéciaux	(91 274 000)	91 274 000	s.o.
	230 792 100	**Montant à voter**	102 001 300	128 790 800	199 028 297

— NOTES —

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Aide provinciale aux étudiants (703-1)		$
Traitements et salaires		4 325 900
Avantages sociaux		611 600
Transports et communications		1 962 800
Services		1 299 800
Fournitures et matériel		276 500
Paiements de transfert	$	
Programmes de soutien aux étudiants	220 518 500	
Bourses d'échange Ontario-Québec	88 000	
Programmes de langue seconde	1 709 000	222 315 500
		230 792 100
Total (Fonctionnement) — Programme de soutien aux étudiantes		230 792 100

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE COLLABORATION ET DE RECHERCHE AU PALIER POSTSECONDAIRE :

Ce programme vise le développement de la collaboration entre les établissements d'enseignement postsecondaire, les entreprises, les syndicats, les organismes gouvernementaux gouvernement et les autres intervenants du domaine de l'éducation postsecondaire, pour faire en sorte que les programmes d'enseignement postsecondaire répondent aux besoins de l'Ontario en matière de développement des ressources humaines.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
704		**PROGRAMME DE COLLABORATION ET DE RECHERCHE AU PALIER POSTSECONDAIRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	258 700	Administration du programme	(100)	258 800	269 676
2	655 400	Développement de la collaboration	655 400	—	—
3	3 882 400	Soutien à la recherche et activités internationales	(973 900)	4 856 300	5 628 548
4	459 700	Écoles privées de formation professionnelle	29 400	430 300	409 622
	5 256 200	Total — Fonctionnement	(289 200)	5 545 400	6 307 846
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 769 000)	3 769 000	s.o.
	5 256 200	**Montant à voter**	3 479 800	1 776 400	6 307 846

— NOTES —

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (704-1)	$
Traitements et salaires	198 300
Avantages sociaux	28 200
Transports et communications	12 500
Services	9 700
Fournitures et matériel	10 000
	258 700

Développement de la collaboration (704-2)	
Traitements et salaires	370 700
Avantages sociaux	55 700
Transports et communications	92 000
Services	120 000
Fournitures et matériel	17 000
	655 400

Soutien à la recherche et activités internationales (704-3)		
Traitements et salaires		658 700
Avantages sociaux		94 500
Transports et communications		62 700
Services		781 600
Fournitures et matériel		33 900
Paiements de transfert	$	
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités	7 940 000	
Centres d'entrepreneuriat	675 000	
Centre d'étude du commerce international	1 350 000	
Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française	30 000	
Entente Ontario/Jiangsu	351 000	
Centre d'études internationales	580 000	10 926 000
		12 557 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères		8 675 000
		3 882 400

Écoles privées de formation professionnelle (704-4)	$
Traitements et salaires	302 800
Avantages sociaux	44 700
Transports et communications	21 500
Services	81 500
Fournitures et matériel	9 200
	459 700

Total (Fonctionnement) — Programme de collaboration et de recherche au palier postsecondaire	5 256 200

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SOMMAIRE

Le ministère a pour mandat d'assurer le leadership en ce qui concerne la planification et la prestation de toute une gamme de services sociaux destinés à rehausser l'autonomie et le bien-être des particuliers et des familles de tout l'Ontario. Il s'agit notamment de mettre en oeuvre des services spécifiques, ainsi que de les soutenir et de les surveiller dans des domaines tels que le maintien du revenu et le soutien familial, les services à l'enfance et à la famille, la garde d'enfants, les services aux personnes âgées, les services concernant les jeunes contrevenants et les services aux personnes atteintes de handicaps physiques ou de déficience mentale.

De concert avec ses partenaires dans la communauté, notamment les municipalités et les organismes philanthropiques, le Ministère vise à promouvoir la stabilité et la qualité de vie des habitants de l'Ontario. Cet objectif s'accomplira en renforçant les moyens dont disposent les collectivités face aux changements de situation et leur efficacité face aux besoins économiques et sociaux des familles et des particuliers dont la dignité et l'indépendance doivent toujours être respectées.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
48 557 857		Administration du ministère	2 344 700	46 213 157	44 749 735
8 059 606 500		Services aux adultes et aux enfants	2 350 314 800	5 709 291 700	4 916 401 650
8 108 164 357		**Total du ministère — Fonctionnement**	2 352 659 500	5 755 504 857	4 961 151 385
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 727 048 000)	1 727 048 000	s.o.
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	—	41 557	41 557
8 108 122 800	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	4 079 707 500	4 028 415 300	4 961 109 828
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
8 108 164 357		Dépenses	2 352 659 500	5 755 504 857	4 961 151 385

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	5 761 261 457	
1.2 Comptes publics 1989-1990		4 961 861 359
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(5 756 600)	(709 974)
	5 755 504 857	4 961 151 385

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

— NOTES —

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
122 258 900		Services aux adultes et aux enfants	37 694 900	84 564 000	100 448 038
122 258 900		**Total du ministère — Capital**	37 694 900	84 564 000	100 448 038
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(25 393 000)	25 393 000	s.o.
122 258 900	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	63 087 900	59 171 000	100 448 038
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
122 258 900		Dépenses	37 694 900	84 564 000	100 448 038

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien au ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
801		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 468 400	Bureau principal	57 800	1 410 600	1 237 892
2	15 474 700	Services administratifs et financiers	757 600	14 717 100	14 392 114
3	5 601 800	Ressources humaines	556 800	5 045 000	4 576 300
4	2 328 300	Services des communications	146 300	2 182 000	2 266 421
5	2 817 000	Services juridiques	844 300	1 972 700	1 878 604
6	2 894 500	Services de vérification	30 700	2 863 800	2 770 559
7	13 614 100	Systèmes informatiques	(238 600)	13 852 700	13 838 010
8	4 317 500	Commission de révision de l'aide sociale	189 800	4 127 700	3 748 278
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	48 557 857	Total — Fonctionnement	2 344 700	46 213 157	44 749 735
	—	Moins : Mandats spéciaux	(12 652 000)	12 652 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 557
	48 516 300	**Montant à voter**	14 996 700	33 519 600	44 708 178

— NOTES —

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (801-1)	$
Traitements et salaires	992 600
Avantages sociaux	252 100
Transports et communications	104 800
Services	56 800
Fournitures et matériel	62 100
	1 468 400

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (801-2)	
Traitements et salaires	10 817 600
Avantages sociaux	2 126 400
Transports et communications	430 600
Services	1 673 600
Fournitures et matériel	426 500
	15 474 700

Ressources humaines (801-3)	
Traitements et salaires	3 595 800
Avantages sociaux	690 600
Transports et communications	590 700
Services	586 100
Fournitures et matériel	138 600
	5 601 800

Services des communications (801-4)	$
Traitements et salaires	1 331 600
Avantages sociaux	255 000
Transports et communications	82 800
Services	563 400
Fournitures et matériel	95 500
	2 328 300

Services juridiques (801-5)	
Traitements et salaires	126 300
Avantages sociaux	24 700
Transports et communications	57 700
Services	2 568 400
Fournitures et matériel	39 900
	2 817 000

Services de vérification (801-6)	
Traitements et salaires	1 934 600
Avantages sociaux	392 100
Transports et communications	239 500
Services	269 200
Fournitures et matériel	59 100
	2 894 500

Systèmes informatiques (801-7)	
Traitements et salaires	6 529 000
Avantages sociaux	1 277 300
Transports et communications	193 600
Services	5 148 900
Fournitures et matériel	465 300
	13 614 100

Commission de révision de l'aide sociale (801-8)	
Traitements et salaires	1 340 900
Avantages sociaux	261 500
Transports et communications	540 000
Services	1 959 100
Fournitures et matériel	216 000
	4 317 500

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	48 557 857

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS :

Ce programme a pour objet d'assurer l'élaboration des politiques, la mise en oeuvre et la prestation à long terme de services aux adultes et aux enfants. Les services offerts comprennent l'aide financière aux personnes qui sont dans le besoin; les programmes de réadaptation professionnelle; les services d'emploi en établissement et les services en établissement et à domicile pour les personnes âgées et pour les personnes diminuées physiquement; les programmes pour les victimes de la violence familiale; les services en établissement et communautaires pour les adultes et les enfants atteints de déficience mentale; et les services en établissement, de soins directs et de prévention offerts pour aider les enfants et leur famille. Ces services sont fournis par le ministère ou par l'intermédiaire des municipalités et d'organismes tels que les foyers pour les personnes âgées, les sociétés d'aide à l'enfance et les établissements agréés en vertu de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille, et autres.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
802		**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**			
FONCTIONNEMENT					
1	36 955 900	Administration du programme	(950 000)	37 905 900	36 417 030
2	26 792 300	Administration des services régionaux	(467 100)	27 259 400	29 115 674
3	5 000 793 400	Maintien du revenu	1 993 584 100	3 007 209 300	2 578 607 915
4	964 396 800	Services sociaux aux adultes	131 883 000	832 513 800	695 194 345
5	1 169 438 800	Services à l'enfance	136 376 600	1 033 062 200	895 464 355
6	861 229 300	Services aux adultes et aux enfants atteints de déficience mentale	89 888 200	771 341 100	681 602 331
	8 059 606 500	Total — Fonctionnement	2 350 314 800	5 709 291 700	4 916 401 650
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 714 396 000)	1 714 396 000	s.o.
	8 059 606 500	**Montant à voter**	4 064 710 800	3 994 895 700	4 916 401 650
802		**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**			
CAPITAL					
7	122 258 900	Services aux adultes et à l'enfance	37 694 900	84 564 000	100 448 038
	122 258 900	Total — Capital	37 694 900	84 564 000	100 448 038
	—	Moins : Mandats spéciaux	(25 393 000)	25 393 000	s.o.
	122 258 900	**Montant à voter**	63 087 900	59 171 000	100 448 038

— NOTES —

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (802-1)		$
Traitements et salaires		19 152 700
Avantages sociaux		3 713 000
Transports et communications		2 115 700
Services		9 739 900
Fournitures et matériel		1 680 800
Paiements de transfert	$	
Projets d'élaboration des politiques et des programmes	348 300	
Conseil canadien de développement social	66 000	
Conseil de développement social de l'Ontario	66 000	
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario	73 500	553 800
		36 955 900

Administration des services régionaux (802-2)	
Traitements et salaires	20 187 900
Avantages sociaux	4 094 000
Transports et communications	1 350 100
Services	459 800
Fournitures et matériel	700 500
	26 792 300

Maintien du revenu (802-3)			
Traitements et salaires			59 843 500
Avantages sociaux			11 149 400
Transports et communications			3 824 600
Services			9 753 000
Fournitures et matériel			5 983 700
Paiements de transfert		$	
Allocations et prestations versées par la province		2 731 029 400	
Allocations et prestations versées par les municipalités		1 960 654 200	
Régime de médicaments de l'Ontario	$		
Provincial	151 710 500		
Municipal	66 835 700	218 546 200	
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique		1 200	
Fonds du souvenir		1 000	
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario		7 200	4 910 239 200
			5 000 793 400

Services sociaux aux adultes (802-4)		$
Traitements et salaires		17 375 600
Avantages sociaux		3 020 900
Transports et communications		3 589 300
Services		3 244 500
Fournitures et matériel		848 200
Paiements de transfert	$	
Personnes âgées	533 243 500	
Services d'appui, de counseling et services dispensés en établissements	360 034 000	
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées	45 829 300	
Royal Canadian Humane Association	500	
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario	6 000	
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario	33 500	
Infirmières visiteuses Ste-Elizabeth	4 000	
Infirmières de l'ordre de Victoria (Ontario)	25 000	
Association canadienne de gérontologie	2 500	
Association canadienne de recherche en gériatrie	2 000	939 180 300
		967 258 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 862 000
		964 396 800

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

— NOTES —

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Services à l'enfance (802-5)	$	$
Traitements et salaires		52 054 900
Avantages sociaux		9 700 200
Transports et communications		3 709 500
Services		18 165 700
Fournitures et matériel		6 704 800
Paiements de transfert		
Services de soutien communautaire	14 955 900	
Services d'aide à l'enfance	349 239 200	
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	186 920 100	
Services de garde d'enfants	436 535 700	
Services de traitement pour les enfants	22 127 800	
Services aux jeunes contrevenants	69 251 800	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	46 500	
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario	7 200	
Association d'éducation des petits de l'Ontario	6 000	
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants	6 000	
Société ontarienne pour enfants autistiques	7 500	1 079 103 700
		1 169 438 800

Services aux adultes et aux enfants atteints de déficience mentale (802-6)	$	$
Traitements et salaires		226 354 100
Avantages sociaux		42 724 400
Transports et communications		4 153 600
Services		13 476 500
Fournitures et matériel		24 950 700
Paiements de transfert		
Services en établissement et centres de ressources communautaires	254 059 500	
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien	295 121 200	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	544 100	549 724 800
		861 384 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères		154 800
		861 229 300
Total (Fonctionnement) — Programme des services aux adultes et aux enfants		8 059 606 500

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

— NOTES —

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

CAPITAL

Services aux adultes et à l'enfance (802-7)	$
Acquisition/construction de biens immobiliers	11 495 000
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisation	110 763 900
	122 258 900
Total (Capital) — Programme des services aux adultes et aux enfants	122 258 900

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

SOMMAIRE

Le mandat du ministère de la Consommation et du Commerce est d'informer, de servir et de protéger le public, les intervenants, les consommateurs et les entreprises et de favoriser l'établissement d'un marché honnête et équitable.

Les objectifs du Ministère et des organismes associés sont réalisés grâce à l'application de lois, de règlements et de pratiques qui visent à : assurer des transactions justes entre les entreprises et les consommateurs avertis; établir des normes en matière de sécurité et de divertissement du public; recueillir et tirer le meilleur parti possible des renseignements relatifs aux biens-fonds, aux entreprises et à l'état civil des habitants de l'Ontario; contrôler l'offre et la consommation des boissons alcoolisées et réglementer l'industrie des courses de chevaux dans la province.

Parmi les activités commerciales importantes dans lesquelles le ministère est engagé, mentionnons la création de sociétés de personnes actives, l'établissement de liens entre les consommateurs et les entreprises, l'enregistrement et la délivrance de permis, l'inspection, la médiation, l'application des lois et des règlements ainsi que des activités éducatives destinées au public en général ou à des groupes cibles.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
24 738 157		Administration du ministère	1 517 400	23 220 757	20 363 590
13 936 600		Pratiques commerciales	761 800	13 174 800	13 033 868
16 165 800		Normes techniques	1 046 500	15 119 300	14 734 409
32 617 900		Réglementation des courses de chevaux	882 000	31 735 900	35 881 779
82 963 900		Enregistrement	13 229 400	69 734 500	63 950 035
9 508 700		Permis de vente d'alcool	(590 800)	10 099 500	9 659 281
179 931 057		**Total du ministère — Fonctionnement**	16 846 300	163 084 757	157 622 962
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(46 019 500)	46 019 500	s.o.
57 057		**Moins : Crédits législatifs**	—	57 057	41 557
179 874 000	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	62 865 800	117 008 200	157 581 405
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
179 931 057		Dépenses	16 846 300	163 084 757	157 622 962

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien aux ministères de la Consommation et du Commerce et des Institutions financières.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
901		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 360 600	Bureau principal	96 800	1 263 800	1 187 666
2	5 765 900	Services administratifs et financiers	(1 615 200)	7 381 100	5 368 792
3	2 322 200	Ressources humaines	337 200	1 985 000	1 932 925
4	2 136 400	Services des communications	399 600	1 736 800	1 632 257
5	1 500 800	Analyse et planification	211 600	1 289 200	1 133 761
6	2 947 000	Services juridiques	602 800	2 344 200	2 089 790
7	907 300	Services de vérification	6 800	900 500	827 782
8	7 756 400	Systèmes informatiques	1 477 800	6 278 600	6 149 060
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	24 738 157	Total — Fonctionnement	1 517 400	23 220 757	20 363 590
	—	Moins : Mandats spéciaux	(6 579 700)	6 579 700	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 557
	24 696 600	**Montant à voter**	8 097 100	16 599 500	20 322 033

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (901-1)	$
Traitements et salaires	873 800
Avantages sociaux	174 000
Transports et communications	86 500
Services	147 100
Fournitures et matériel	79 200
	1 360 600

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (901-2)	
Traitements et salaires	3 425 700
Avantages sociaux	623 900
Transports et communications	632 700
Services	901 400
Fournitures et matériel	182 200
	5 765 900

Ressources humaines (901-3)	
Traitements et salaires	1 696 700
Avantages sociaux	315 500
Transports et communications	43 600
Services	221 200
Fournitures et matériel	45 200
	2 322 200

Services des communications (901-4)	
Traitements et salaires	1 460 100
Avantages sociaux	245 800
Transports et communications	107 500
Services	139 200
Fournitures et matériel	183 800
	2 136 400

Analyse et planification (901-5)	$
Traitements et salaires	991 500
Avantages sociaux	186 000
Transports et communications	45 800
Services	227 500
Fournitures et matériel	50 000
	1 500 800

Services juridiques (901-6)	
Traitements et salaires	8 300
Transports et communications	16 000
Services	2 900 700
Fournitures et matériel	22 000
	2 947 000

Services de vérification (901-7)	
Traitements et salaires	679 600
Avantages sociaux	133 700
Transports et communications	23 900
Services	49 400
Fournitures et matériel	20 700
	907 300

Systèmes informatiques (901-8)	
Traitements et salaires	3 761 100
Avantages sociaux	657 700
Transports et communications	212 100
Services	2 041 900
Fournitures et matériel	1 083 600
	7 756 400

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	24 738 157

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES POLITIQUES COMMERCIALES :

Ce programme vise à servir et à protéger le public et aussi à encourager le maintien d'un marché honnête, équitable et informé. Pour ce faire, le ministère procède aux enquêtes portant sur les plaintes des consommateurs et veille à l'enregistrement des entreprises et à leur réglementation en vertu des diverses lois traitant de la protection des consommateurs. Il réglemente aussi trois secteurs des divertissements donnant lieu à des manifestations publiques et concernant l'application de la Loi sur les salles de cinéma, le commissaire des sports professionnels et les permis de loteries. En outre, dans le cadre de ce programme, le ministère organise des audiences ayant trait aux permis dont il est responsable en vertu de plusieurs lois.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
902		**PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES**			
FONCTIONNEMENT					
1	727 000	Administration du programme	(416 900)	1 143 900	645 094
2	5 343 000	Réglementation commerciale	635 000	4 708 000	5 016 667
3	4 809 000	Services aux consommateurs	396 300	4 412 700	4 295 117
4	2 449 600	Normes relatives aux divertissements	42 300	2 407 300	2 567 527
5	608 000	Commissicn d'appel des enregistrements commerciaux	105 100	502 900	509 463
	13 936 600	Total — Fonctionnement	761 800	13 174 800	13 033 868
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 851 600)	3 851 600	s.o.
	13 936 600	**Montant à voter**	4 613 400	9 323 200	13 033 868

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (902-1)	$
Traitements et salaires	413 700
Avantages sociaux	172 900
Transports et communications	40 800
Services	63 600
Fournitures et matériel	36 000
	727 000

Réglementation commerciale (902-2)	
Traitements et salaires	3 660 500
Avantages sociaux	641 000
Transports et communications	242 500
Services	562 900
Fournitures et matériel	236 100
	5 343 000

Services aux consommateurs (902-3)	
Traitements et salaires	3 463 000
Avantages sociaux	660 000
Transports et communications	306 200
Services	195 300
Fournitures et matériel	104 500
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association canadienne des consommateurs	80 000
	4 809 000

Normes relatives aux divertissements (902-4)	$
Traitements et salaires	1 330 500
Avantages sociaux	216 100
Transports et communications	200 000
Services	543 000
Fournitures et matériel	160 000
	2 449 600

Commission d'appel des enregistrements commerciaux (902-5)	
Traitements et salaires	203 400
Avantages sociaux	65 700
Transports et communications	39 500
Services	281 000
Fournitures et matériel	18 400
	608 000

Total (Fonctionnement) — Programme des pratiques commerciales	13 936 600

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES :

Ce programme comprend cinq activités d'exploitation, coordonnées par le bureau du sous-ministre adjoint et ayant pour objet de réduire au minimum les risques inhérents à certaines situations environnementales, techniques et d'exploitation. Ainsi, le ministère procède au contrôle technique des ascenseurs, des appareils sous pression, des articles rembourrés, ainsi que du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz naturel, du propane et du mazout; il délivre aussi des permis d'exploitation pour les ascenseurs, monte-charge et les appareils sous pression.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
903		**PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 866 100	Administration du programme	(442 700)	2 308 800	2 610 539
2	4 943 000	Sécurité des appareils sous pression	611 900	4 331 100	4 151 909
3	4 465 400	Appareils de levage	503 000	3 962 400	3 722 336
4	4 487 300	Sécurité des combustibles	357 800	4 129 500	3 860 235
5	404 000	Articles rembourrés	16 500	387 500	389 390
	16 165 800	Total — Fonctionnement	1 046 500	15 119 300	14 734 409
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 727 300)	3 727 300	s.o.
	16 165 800	**Montant à voter**	4 773 800	11 392 000	14 734 409

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (903-1)	$
Traitements et salaires	813 100
Avantages sociaux	124 900
Transports et communications	19 300
Services	834 100
Fournitures et matériel	74 700
	1 866 100

Sécurité des appareils sous pression (903-2)	
Traitements et salaires	3 609 300
Avantages sociaux	754 600
Transports et communications	330 100
Services	127 800
Fournitures et matériel	121 200
	4 943 000

Appareils de levage (903-3)	
Traitements et salaires	3 257 300
Avantages sociaux	675 100
Transports et communications	334 300
Services	73 000
Fournitures et matériel	125 700
	4 465 400

Sécurité des combustibles (903-4)	$
Traitements et salaires	3 181 100
Avantages sociaux	579 700
Transports et communications	491 600
Services	120 900
Fournitures et matériel	114 000
	4 487 300

Articles rembourrés (903-5)	
Traitements et salaires	298 100
Avantages sociaux	58 400
Transports et communications	35 800
Services	5 100
Fournitures et matériel	6 600
	404 000

Total (Fonctionnement) — Programme des normes techniques	16 165 800

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX :

Ce programme regroupe les activités nécessaires à la mise en oeuvre de la Loi sur la Commission des courses de chevaux.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
904		**PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX**			
FONCTIONNEMENT					
1	32 617 900	Réglementation des courses de chevaux	882 000	31 735 900	35 881 779
	32 617 900	Total — Fonctionnement	882 000	31 735 900	35 881 779
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 803 100)	4 803 100	s.o.
	32 617 900	**Montant à voter**	5 685 100	26 932 800	35 881 779

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Réglementation des courses de chevaux (904-1)	$
Traitements et salaires	2 893 700
Avantages sociaux	496 700
Transports et communications	647 200
Services	682 100
Fournitures et matériel	200 000
Paiements de transfert	
Arrangement sur le partage des recettes fiscales provenant de la taxe sur le pari mutuel	27 698 200
	32 617 900
Total (Fonctionnement) — Programme de la réglementation des courses de chevaux	32 617 900

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT :

Ce programme assure l'enregistrement des participations immobilières; la prestation de services juridiques; l'enregistrement des contrats de vente conditionnels et des gages et nantissements de biens immobiliers en garantie de créances; l'administration de la Loi sur le mariage; le rassemblement et la garde des documents prescrits par la Loi sur l'état civil; et la constitution, la dissolution et la reconstitution d'entreprises en sociétés, ainsi que d'autres changements fondamentaux qui les concernent.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
905		**PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT**			
FONCTIONNEMENT					
1	945 700	Administration du programme	(160 800)	1 106 500	882 156
2	36 899 900	Enregistrement immobilier	(1 816 800)	38 716 700	38 389 529
3	6 093 400	Enregistrement des sûretés mobilières	(522 200)	6 615 600	6 758 146
4	8 190 500	Registraire général	(1 020 500)	9 211 000	7 035 436
5	11 366 500	Compagnies	1 517 700	9 848 800	7 088 834
6	19 452 400	Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier	15 232 000	4 220 400	3 795 934
L	500	Droits en vertu de la Loi sur l'état civil	—	500	—
L	15 000	Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges, Loi sur l'enregistrement des actes	—	15 000	—
	82 963 900	Total — Fonctionnement	13 229 400	69 734 500	63 950 035
	—	Moins : Mandats spéciaux	(24 076 800)	24 076 800	s.o.
	15 500	Moins : Crédits législatifs	—	15 500	—
	82 948 400	**Montant à voter**	37 306 200	45 642 200	63 950 035

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (905-1)	$
Traitements et salaires	653 900
Avantages sociaux	97 300
Transports et communications	48 500
Services	99 700
Fournitures et matériel	46 300
	945 700
Crédits législatifs	
Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges	15 000

Enregistrement immobilier (905-2)	
Traitements et salaires	28 146 400
Avantages sociaux	5 693 300
Transports et communications	1 019 700
Services	566 600
Fournitures et matériel	1 505 600
	36 931 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères	31 700
	36 899 900

Enregistrement des sûretés mobilières (905-3)	
Traitements et salaires	3 003 700
Avantages sociaux	486 000
Transports et communications	642 000
Services	1 482 600
Fournitures et matériel	479 100
	6 093 400

Registraire général (905-4)	$
Traitements et salaires	3 891 000
Avantages sociaux	525 100
Transports et communications	1 035 400
Services	2 187 100
Fournitures et matériel	551 900
	8 190 500
Crédits législatifs	
Droits en vertu de la Loi sur l'état civil	500

Compagnies (905-5)	
Traitements et salaires	5 222 600
Avantages sociaux	919 900
Transports et communications	563 200
Services	3 902 000
Fournitures et matériel	758 800
	11 366 500

Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier (905-6)	
Traitements et salaires	1 113 800
Avantages sociaux	176 600
Transports et communications	22 000
Services	736 500
Fournitures et matériel	62 100
Autres opérations	
POLARIS Joint Venture	17 341 400
	19 452 400
Total (Fonctionnement) — Programme de l'enregistrement	82 963 900

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL :

Ce programme permet l'application de la Loi sur les permis de vente d'alcool en établissant les politiques, les modalités d'autorisation et les contrôles prévus par la Loi.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
906		**PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL**			
FONCTIONNEMENT					
1	9 508 700	Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	(590 800)	10 099 500	9 659 281
	9 508 700	Total — Fonctionnement	(590 800)	10 099 500	9 659 281
	—	Moins : Mandats spéciaux	(2 981 000)	2 981 000	s.o.
	9 508 700	**Montant à voter**	2 390 200	7 118 500	9 659 281

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario (906-1)	$
Traitements et salaires	6 395 100
Avantages sociaux	1 217 200
Transports et communications	542 400
Services	1 030 400
Fournitures et matériel	323 600
	9 508 700
Total (Fonctionnement) — Programme des permis de vente d'alcool	9 508 700

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

SOMMAIRE

Le ministère des Services correctionnels s'occupe non seulement de la garde, la surveillance, le traitement et la réadaptation de contrevenants adultes de 18 ans ou plus qui ont été condamnés, par un tribunal, à une peine maximale de deux ans moins un jour, mais aussi de tous les jeunes contrevenants de 16 et 17 ans, sans distinction de la durée de leur peine. Les contrevenants incarcérés ne représentent qu'une petite partie (13,5 pour 100) de la clientèle du ministère. Les autres, un montant moyen quotidien dépassant 47 000 personnes, sont surveillés dans la collectivité par des agents de probation et de libération conditionnelle; un nombre croissant de fournisseurs de services oeuvrant dans la communauté contribuent également aux programmes qui sont offerts en résidence communautaire, et dans la collectivité sans hébergement.

Les services aux jeunes de 16 et 17 ans qui se trouvent sous la surveillance du ministère sont dispensés en milieu séparé, de même qu'au sein de programmes communautaires spécialisés et d'une gamme de mesures de rechange, conformément à la Loi sur les jeunes contrevenants, afin d'améliorer les chances d'une réadaptation réussie pour ces jeunes individus.

Les programmes de traitement et de réadaptation vont de la thérapie clinique intensive à l'expérience de travail surveillée. Étant donné que la plupart des contrevenants sont confiés au ministère pendant un temps relativement court, les programmes sont conçus pour donner les résultats pratiques maximums le plus rapidement possible. On met l'accent sur le traitement des toxicomanes.

La formation scolaire, celle relative aux aptitudes élémentaires de la vie quotidienne, l'alphabétisation et la préparation à l'embauche sont promues et appuyées en tant que possibilités de réadaptation importantes. Comme le ministère a pour mandat de contribuer à protéger la société contre les comportements dangereux et illégaux, il possède des établissements de détention en milieu fermé, où il place les personnes en attente de procès, de sentence ou d'autres procédures judiciaires, de même que celles qui attendent d'être mutées à un pénitencier fédéral.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
29 211 208		Administration du ministère	(2 617 549)	31 828 757	27 047 210
525 266 200		Opérations	38 468 700	486 797 500	443 663 104
554 477 408		**Total du ministère — Fonctionnement**	35 851 151	518 626 257	470 710 314
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(142 300 000)	142 300 000	s.o.
9 808		**Moins : Crédits législatifs**	(31 749)	41 557	41 557
554 467 600	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	178 182 900	376 284 700	470 668 757
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
554 477 408		Dépenses	35 851 151	518 626 257	470 710 314

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

— NOTES —

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
8 500 000		Opérations	6 080 000	2 420 000	2 287 509
8 500 000		**Total du ministère — Capital**	6 080 000	2 420 000	2 287 509
—		**Moins : Mandats spéciaux**	—	—	s.o.
8 500 000	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	6 080 000	2 420 000	2 287 509
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
8 500 000		Dépenses	6 080 000	2 420 000	2 287 509

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme regroupe plusieurs activités consistant à fournir des services d'administration et de soutien aux programmes assurant le fonctionnement du ministère. En plus des activités de soutien habituelles, ce programme fournit des services au Comité consultatif du ministre sur les services correctionnels et à la Commission ontarienne des libérations conditionnelles.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1001		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 787 900	Bureau principal	(501 200)	2 289 100	2 223 943
2	3 663 700	Services administratifs et financiers	(755 000)	4 418 700	3 803 815
3	6 797 400	Ressources humaines	(1 454 100)	8 251 500	6 961 466
4	770 000	Services des communications	73 200	696 800	593 040
5	3 636 500	Analyse et planification	(40 500)	3 677 000	2 714 302
6	631 400	Services juridiques	163 900	467 500	346 267
7	1 470 000	Services de vérification	15 400	1 454 600	1 310 250
8	6 147 200	Systèmes informatiques	(295 700)	6 442 900	5 301 051
9	4 297 300	Commission ontarienne des libérations conditionnelles	208 200	4 089 100	3 751 519
L	—	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(31 749)	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	29 211 208	Total — Fonctionnement	(2 617 549)	31 828 757	27 047 210
	—	Moins : Mandats spéciaux	(8 920 000)	8 920 000	s.o.
	9 808	Moins : Crédits législatifs	(31 749)	41 557	41 557
	29 201 400	**Montant à voter**	6 334 200	22 867 200	27 005 653

— NOTES —

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (1001-1)	$
Traitements et salaires	1 173 400
Avantages sociaux	212 300
Transports et communications	209 100
Services	133 200
Fournitures et matériel	59 900
	1 787 900

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1001-2)	
Traitements et salaires	2 534 500
Avantages sociaux	408 200
Transports et communications	335 000
Services	275 200
Fournitures et matériel	110 800
	3 663 700

Ressources humaines (1001-3)	
Traitements et salaires	3 656 100
Avantages sociaux	614 700
Transports et communications	1 104 500
Services	1 255 500
Fournitures et matériel	166 600
	6 797 400

Services des communications (1001-4)	
Traitements et salaires	485 600
Avantages sociaux	84 500
Transports et communications	34 900
Services	114 900
Fournitures et matériel	50 100
	770 000

Analyse et planification (1001-5)	
Traitements et salaires	2 517 100
Avantages sociaux	390 500
Transports et communications	199 800
Services	413 000
Fournitures et matériel	116 100
	3 636 500

Services juridiques (1001-6)	$
Traitements et salaires	7 400
Avantages sociaux	400
Transports et communications	36 300
Services	558 600
Fournitures et matériel	28 700
	631 400

Services de vérification (1001-7)	
Traitements et salaires	1 049 500
Avantages sociaux	181 100
Transports et communications	204 100
Services	13 600
Fournitures et matériel	21 700
	1 470 000

Systèmes informatiques (1001-8)	
Traitements et salaires	3 992 800
Avantages sociaux	660 200
Transports et communications	807 000
Services	570 300
Fournitures et matériel	116 900
	6 147 200

Commission ontarienne des libérations conditionnelles (1001-9)	
Traitements et salaires	2 318 100
Avantages sociaux	361 800
Transports et communications	448 500
Services	1 050 200
Fournitures et matériel	118 700
	4 297 300

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	29 211 208

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS :

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et pour encourager les contrevenants à s'amender. Les principaux services fournis consistent notamment à assurer le fonctionnement pour adultes des centres correctionnels, des centres de détention, des prisons, des centres de ressources communautaires et des services de surveillance des contrevenants en probation et en libération conditionnelle; des centres de détention et des résidences communautaires séparés ainsi que des services de probation pour les contrevenants âgés de 16 et 17 ans; des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et d'apprentissage fonctionnel, et des services de counselling et de traitement pour adultes et jeunes contrevenants.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1002		**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**			
FONCTIONNEMENT					
1	8 127 900	Administration du programme	141 500	7 986 400	7 837 471
2	7 433 800	Programmation des services aux contrevenants	915 600	6 518 200	5 651 891
3	398 581 300	Services en établissement	29 607 300	368 974 000	334 124 423
4	111 123 200	Services communautaires	7 804 300	103 318 900	96 049 319
	525 266 200	Total — Fonctionnement	38 468 700	486 797 500	443 663 104
	—	Moins : Mandats spéciaux	(133 380 000)	133 380 000	s.o.
	525 266 200	**Montant à voter**	171 848 700	353 417 500	443 663 104
1002		**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**			
CAPITAL					
5	7 300 000	Services en établissement	4 880 000	2 420 000	2 287 509
6	1 200 000	Services communautaires	1 200 000	—	—
	8 500 000	Total — Capital	6 080 000	2 420 000	2 287 509
	—	Moins : Mandats spéciaux	—	—	s.o.
	8 500 000	**Montant à voter**	6 080 000	2 420 000	2 287 509

— NOTES —

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (1002-1)	$
Traitements et salaires	5 708 600
Avantages sociaux	926 300
Transports et communications	798 400
Services	514 400
Fournitures et matériel	180 200
	8 127 900

Programmation des services aux contrevenants (1002-2)	
Traitements et salaires	4 385 800
Avantages sociaux	745 700
Transports et communications	702 100
Services	591 900
Fournitures et matériel	467 800
Paiements de transfert	540 500
	7 433 800

Élaboration et soutien des programmes en établissement	$	
Traitements et salaires	3 581 500	
Avantages sociaux	606 600	
Transports et communications	530 900	
Services	473 900	
Fournitures et matériel	376 700	5 569 600

Élaboration des programmes communautaires	$	
Traitements et salaires	804 300	
Avantages sociaux	139 100	
Transports et communications	171 200	
Services	118 000	
Fournitures et matériel	91 100	
Paiements de transfert		
Subventions à des organismes communautaires à but non lucratif pour l'élaboration de programmes communautaires	540 500	1 864 200

Services en établissement (1002-3)	
Traitements et salaires	265 762 300
Avantages sociaux	49 617 400
Transports et communications	6 861 600
Services	28 230 000
Fournitures et matériel	50 141 100
Paiements de transfert	730 700
	401 343 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 761 800
	398 581 300

Établissements	$	$
Traitements et salaires	263 838 900	
Avantages sociaux	49 307 800	
Transports et communications	6 751 400	
Services	27 264 500	
Fournitures et matériel	49 191 100	
Paiements de transfert	$	
Subventions versées pour compenser les taxes municipales	651 300	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	79 400	730 700	397 084 400

Services industriels	$	
Traitements et salaires	1 923 400	
Avantages sociaux	309 600	
Transports et communications	110 200	
Services	965 500	
Fournitures et matériel	950 000	
	4 258 700	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 761 800	1 496 900

Services communautaires (1002-4)	
Traitements et salaires	42 282 100
Avantages sociaux	7 012 300
Transports et communications	2 509 200
Services	57 294 900
Fournitures et matériel	1 990 700
Paiements de transfert	
Aide à la réinsertion sociale des détenus	34 000
	111 123 200
Total (Fonctionnement) — Programme des opérations	525 266 200

CAPITAL

Services en établissement—Institutions (1002-5)	
Acquisition/construction de biens immobiliers	7 300 000
	7 300 000

Services communautaires (1002-6)	
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 200 000
	1 200 000
Total (Capital) — Programme des opérations	8 500 000

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

SOMMAIRE

Le ministère a pour mission de favoriser l'essor économique de la culture, des communications et de la gestion de l'information et d'en assurer l'accessibilité à la population ontarienne.

Pour remplir son mandat, le ministère déploie des efforts pour améliorer l'accès public aux ressources dans le domaine de la culture et des communications; pour stimuler la croissance économique grâce à la planification industrielle et à la création d'emplois dans le secteur de la culture et des communications; pour intensifier la visibilité et améliorer le statut économique de l'Ontario à l'échelle nationale et internationale; et pour conserver notre patrimoine et promouvoir une connaissance plus approfondie de nos origines et de nos traditions.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
16 886 057		Administration du ministère	881 500	16 004 557	13 926 585
12 139 900		Conservation du patrimoine	1 120 400	11 019 500	10 514 029
208 857 400		Développement culturel et institutions culturelles	17 890 700	190 966 700	189 325 460
4 562 000		Communications	825 700	3 736 300	3 801 114
51 024 800		Gestion des ressources d'information	2 815 100	48 209 700	47 105 987
5 974 700		Subventions d'immobilisation et services régionaux	982 300	4 992 400	3 616 132
299 444 857		**Total du ministère — Fonctionnement**	24 515 700	274 929 157	268 289 307
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(57 600 000)	57 600 000	s.o.
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	—	41 557	41 557
299 403 300	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	82 115 700	217 287 600	268 247 750
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
299 444 857		Dépenses	24 515 700	274 929 157	268 289 307

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	274 929 157	
1.2 Comptes publics 1989-1990		269 378 156
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères		(1 088 849)
	274 929 157	268 289 307

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
896 000		Communications	896 000	—	—
31 168 900		Subvention d'immobilisation et services régionaux	(10 749 100)	41 918 000	44 916 786
32 064 900		**Total du ministère — Capital**	(9 853 100)	41 918 000	44 916 786
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(17 000 000)	17 000 000	s.o.
32 064 900	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	7 146 900	24 918 000	44 916 786
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
32 064 900		Dépenses	(9 853 100)	41 918 000	44 916 786

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme regroupe plusieurs activités ayant pour objet de fournir des services administratifs et de soutien aux programmes opérationnels du ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1101		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 323 000	Bureau principal	177 100	1 145 900	1 182 062
2	5 713 400	Services administratifs et financiers	(141 000)	5 854 400	6 587 340
3	1 534 400	Ressources humaines	196 800	1 337 600	1 414 306
4	1 916 800	Services des communications	67 300	1 849 500	1 870 236
5	467 700	Analyse et planification	27 000	440 700	—
6	1 273 000	Services juridiques	514 400	758 600	688 550
7	610 600	Services de vérification	(5 600)	616 200	559 991
8	4 005 600	Systèmes informatiques	45 500	3 960 100	1 582 543
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	16 886 057	Total — Fonctionnement	881 500	16 004 557	13 926 585
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 790 000)	4 790 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 557
	16 844 500	**Montant à voter**	5 671 500	11 173 000	13 885 028

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (1101-1)	$
Traitements et salaires	1 014 200
Avantages sociaux	100 600
Transports et communications	104 000
Services	54 100
Fournitures et matériel	50 100
	1 323 000

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1101-2)	
Traitements et salaires	2 657 100
Avantages sociaux	485 300
Transports et communications	659 900
Services	1 340 100
Fournitures et matériel	571 000
	5 713 400

Ressources humaines (1101-3)	
Traitements et salaires	1 007 400
Avantages sociaux	173 700
Transports et communications	12 000
Services	307 300
Fournitures et matériel	34 000
	1 534 400

Services des communications (1101-4)	
Traitements et salaires	1 113 500
Avantages sociaux	189 900
Transports et communications	54 000
Services	513 400
Fournitures et matériel	46 000
	1 916 800

Analyse et planification (1101-5)	$
Traitements et salaires	338 200
Avantages sociaux	54 500
Transports et communications	15 000
Services	35 000
Fournitures et matériel	25 000
	467 700

Services juridiques (1101-6)	
Traitements et salaires	83 300
Avantages sociaux	11 700
Transports et communications	61 200
Services	1 080 300
Fournitures et matériel	36 500
	1 273 000

Services de vérification (1101-7)	
Traitements et salaires	476 900
Avantages sociaux	86 700
Transports et communications	10 000
Services	17 000
Fournitures et matériel	20 000
	610 600

Systèmes informatiques (1101-8)	
Traitements et salaires	970 500
Avantages sociaux	148 200
Transports et communications	20 000
Services	2 009 900
Fournitures et matériel	857 000
	4 005 600

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	16 886 057

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE :

Ce programme vise à sensibiliser davantage le grand public à la conservation du patrimoine architectural, archéologique et culturel de l'Ontario et à mieux en apprécier la valeur. Les connaissances qu'il acquerra sur notre passé lui permettront de mieux le comprendre et de participer au développement culturel, économique et social de la province.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1102		**PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE**			
FONCTIONNEMENT					
1	12 139 900	Administration du patrimoine	1 120 400	11 019 500	10 514 029
	12 139 900	Total — Fonctionnement	1 120 400	11 019 500	10 514 029
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 600 000)	4 600 000	s.o.
	12 139 900	**Montant à voter**	5 720 400	6 419 500	10 514 029

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du patrimoine (1102-1)		$
Traitements et salaires		3 289 300
Avantages sociaux		536 700
Transports et communications		427 000
Services		607 200
Fournitures et matériel		343 100
Paiements de transfert	$	
Subventions aux musées locaux	3 329 400	
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques	295 300	
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario	173 300	
Subventions de soutien au patrimoine	1 033 800	
Société d'histoire multiculturelle	671 000	
Subventions pour projets	1 434 800	6 937 600
		12 140 900
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 000
		12 139 900
Total (Fonctionnement) — Programme de conservation du patrimoine		12 139 900

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES :

Ce programme comporte trois directions de base. Le programme de soutien aux arts est responsable du développement de politiques auprès de la communauté des arts sans but lucratif, appuyant les activités culturelles externes et les opérations courantes des organisations. Le programme des organismes culturels est responsable de la fiscalité, des politiques et des programmes de liaison auprès des onze plus importants organismes culturels du Ministère. Le programme des industries culturelles s'occupe du développement des politiques et des programmes de soutien favorisant ainsi la croissance continue et la stabilité financière des industries culturelles ontariennes.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1103		**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES**			
FONCTIONNEMENT					
1	9 350 700	Soutien aux arts	331 600	9 019 100	9 541 224
2	199 506 700	Industries et organismes culturels	17 559 100	181 947 600	179 784 236
	208 857 400	Total — Fonctionnement	17 890 700	190 966 700	189 325 460
	—	Moins : Mandats spéciaux	(42 310 000)	42 310 000	s.o.
	208 857 400	**Montant à voter**	60 200 700	148 656 700	189 325 460

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Soutien aux arts (1103-1)		$
Traitements et salaires		1 161 000
Avantages sociaux		186 700
Transports et communications		526 200
Services		651 400
Fournitures et matériel		69 700
Paiements de transfert	$	
Subventions de soutien à la culture	2 917 500	
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	203 000	
Subventions pour projets	1 636 200	
Programme "Investissement dans les arts"	2 000 000	6 756 700
		9 351 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 000
		9 350 700

Industries et organismes culturels (1103-2)		$
Traitements et salaires		807 900
Avantages sociaux		123 400
Transports et communications		23 000
Services		169 400
Fournitures et matériel		35 500
Paiements de transfert	$	
Programme ontarien de rayonnement culturel	404 000	
Programme d'aide aux éditeurs	563 000	
Programme d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce	113 600	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	8 596 600	
Collection McMichael d'art canadien	3 077 000	
Jardins botaniques royaux	1 952 500	
Société CJRT-FM	1 431 900	
Fondation du patrimoine ontarien	2 442 300	
Centre des sciences de l'Ontario	17 763 800	
Conseil des arts de l'Ontario	43 576 500	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	63 152 600	
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	24 255 000	
Musée royal de l'Ontario	22 226 600	
Science Nord	3 186 700	
Subventions pour projets	645 400	
Stratégie ontarienne en matière d'action	5 000 000	198 387 500
		199 546 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères		40 000
		199 506 700
Total (Fonctionnement) — Programme de développement culturel et institutions culturelles		208 857 400

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE COMMUNICATIONS :

Ce programme a pour but de promouvoir les intérêts des usagers des réseaux et services de communications de l'Ontario, d'accélérer l'acheminement des informations et de renforcer les réseaux de communications de l'Ontario, afin de relever le niveau de bien-être économique et social des habitants de la province.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1104		**PROGRAMME DE COMMUNICATIONS**			
FONCTIONNEMENT					
1	3 768 000	Administration du programme	735 500	3 032 500	3 071 241
2	794 000	Commission ontarienne des services téléphoniques	90 200	703 800	729 873
	4 562 000	Total — Fonctionnement	825 700	3 736 300	3 801 114
	—	Moins : Mandats spéciaux	(2 640 000)	2 640 000	s.o.
	4 562 000	**Montant à voter**	3 465 700	1 096 300	3 801 114
1104		**PROGRAMME DE COMMUNICATIONS**			
CAPITAL					
3	896 000	Immobilisations et construction	896 000	—	—
	896 000	Total — Capital	896 000	—	—
	896 000	**Montant à voter**	896 000	—	—

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (1104-1)	$
Traitements et salaires	2 240 100
Avantages sociaux	402 600
Transports et communications	246 700
Services	871 000
Fournitures et matériel	117 900
Paiements de transfert	
Association canadienne de normalisation	10 400
	3 888 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères	120 700
	3 768 000

Commission ontarienne des services téléphoniques (1104-2)	
Traitements et salaires	549 900
Avantages sociaux	100 400
Transports et communications	56 300
Services	63 800
Fournitures et matériel	23 600
	794 000
Total (Fonctionnement) — Programme de communications	4 562 000

CAPITAL

Immobilisations et construction (1104-3)	$
Paiements de transfert	
Projets d'immobilisation	2 616 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 720 000
	896 000
Total (Capital) — Programme de communications	896 000

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE GESTION DES RESSOURCES D'INFORMATION :

Ce programme comprend les Archives publiques de l'Ontario, les services de bibliothèque et les activités d'information communautaire. Il vise à mettre à la disposition des résidents de l'Ontario des ressources d'information de grande qualité en assurant une orientation et un appui aux bibliothèques publiques, aux archives et à d'autres services d'information communautaire dans le but de les rendre plus accessibles et efficaces.

Les Archives publiques de l'Ontario ont le mandat d'identifier et de conserver les dossiers permanents du gouvernement de l'Ontario et les documents privés ayant une valeur historique pour la province et de les mettre à la disposition du public. Les Archives assument également la responsabilité de la Gestion de l'information enregistrée au sein du gouvernement. Les services de bibliothèque et les activités d'information communautaire ont pour objet d'améliorer l'accessibilité et la diversité des ressources disponibles pour les bibliothèques et les centres d'information communautaire, afin d'encourager la participation du public et de favoriser le développement social et culturel.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1105		**PROGRAMME DE GESTION DES RESSOURCES D'INFORMATION**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 891 300	Archives publiques	107 500	4 783 800	3 373 095
2	44 490 200	Services de bibliothèque	2 356 600	42 133 600	42 473 530
3	1 643 300	Information communautaire	351 000	1 292 300	1 259 362
	51 024 800	Total — Fonctionnement	2 815 100	48 209 700	47 105 987
	—	Moins : Mandats spéciaux	(2 460 000)	2 460 000	s.o.
	51 024 800	**Montant à voter**	5 275 100	45 749 700	47 105 987

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Archives publiques (1105-1)	$
Traitements et salaires	3 157 100
Avantages sociaux	513 200
Transports et communications	90 200
Services	584 900
Fournitures et matériel	490 600
Paiements de transfert	
Conseil Ontarien des Archives	56 300
	4 892 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000
	4 891 300

Services de bibliothèque (1105-2)	$	
Traitements et salaires		974 100
Avantages sociaux		163 600
Transports et communications		106 500
Services		130 500
Fournitures et matériel		75 300
Paiements de transfert		
Subventions aux bibliothèques publiques	40 855 600	
Subventions aux organismes administrant des bibliothèques	74 600	
Subventions pour projets	2 111 000	43 041 200
		44 491 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 000
		44 490 200

Information communautaire (1105-3)	$	$
Traitements et salaires		54 200
Avantages sociaux		10 200
Transports et communications		5 000
Services		150 800
Fournitures et matériel		200
Paiements de transfert		
Subventions aux organismes participants	1 172 900	
Subventions pour projets	250 000	1 422 900
		1 643 300
Total (Fonctionnement) — Programme de gestion des ressources d'information		51 024 800

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX :

Ce programme assure le soutien au programme d'immobilisation du ministère, et accorde un soutien consultatif aux programmes du ministère au niveau local, afin d'assurer la participation du public et de permettre à toutes les localités de la province d'avoir accès aux services offerts par le ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1106		**PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX**			
FONCTIONNEMENT					
1	5 974 700	Services régionaux	982 300	4 992 400	3 616 132
	5 974 700	Total — Fonctionnement	982 300	4 992 400	3 616 132
	—	Moins : Mandats spéciaux	(800 000)	800 000	s.o.
	5 974 700	**Montant à voter**	1 782 300	4 192 400	3 616 132
1106		**PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX**			
CAPITAL					
2	31 168 900	Installations communautaires	(10 749 100)	41 918 000	44 916 786
	31 168 900	Total — Capital	(10 749 100)	41 918 000	44 916 786
	—	Moins : Mandats spéciaux	(17 000 000)	17 000 000	s.o.
	31 168 900	**Montant à voter**	6 250 900	24 918 000	44 916 786

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Services régionaux (1106-1)	$
Traitements et salaires	2 150 400
Avantages sociaux	351 500
Transports et communications	346 400
Services	143 000
Fournitures et matériel	115 000
Paiements de transfert	
Subventions pour projets	2 869 400
	5 975 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000
	5 974 700
Total (Fonctionnement) — Programme de subventions d'immobilisation et de services régionaux	5 974 700

CAPITAL

Installations communautaires (1106-2)	$
Paiements de transfert	
Conservation de l'architecture en Ontario	1 781 000
Subventions provinciales	13 861 000
Subventions aux communautés	15 526 900
	31 168 900
Total (Capital) — Programme de subventions d'immobilisation et de services régionaux	31 168 900

XII. — OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES

SOMMAIRE

Les initiatives de l'Office visent à obtenir pour les personnes handicapées l'autonomie la plus complète possible et à réaliser leur intégration à la vie sociale et économique de la province, c'est-à-dire : à faire assumer au gouvernement de l'Ontario un rôle de premier plan par la mise en place de politiques et de programmes qui auront des effets bénéfiques pour les 1,2 million de personnes handicapées vivant en Ontario; à aller vers les groupes de personnes handicapées et à les appuyer afin de les aider à progresser dans les secteurs public et privé; à prendre des initiatives pour changer les attitudes rétrogrades parmi la population, attitudes qui constituent des entraves à la réussite des personnes handicapées sur les plans professionnel, social et récréatif.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
6 245 900		Office des affaires des personnes handicapées	338 750	5 907 150	5 372 929
6 245 900		**Total (Fonctionnement) — Office des affaires des personnes handicapées**	338 750	5 907 150	5 372 929
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 740 000)	1 740 000	s.o.
—		**Moins : Crédits législatifs**	(25 750)	25 750	20 994
6 245 900	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	2 104 500	4 141 400	5 351 935
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
6 245 900		Dépenses	338 750	5 907 150	5 372 929

XII. — OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES

— NOTES —

XII. — OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
2 588 500		Office des affaires des personnes handicapées	288 500	2 300 000	2 251 582
2 588 500		**Total (Capital) — Office des affaires des personnes handicapées**	288 500	2 300 000	2 251 582
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(600 000)	600 000	s.o.
2 588 500	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	888 500	1 700 000	2 251 582
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
2 588 500		Dépenses	288 500	2 300 000	2 251 582

XII. — OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES :

L'Office des affaires des personnes handicapées a pour responsabilité de faire valoir le point de vue des personnes handicapées lors de l'élaboration des politiques et de la prise des décisions du gouvernement. Il assure le fonctionnement d'un service central d'information sur les activités et les programmes gouvernementaux destinés aux consommateurs handicapés et aux organisations chargées de les représenter; il élabore des initiatives visant à mieux renseigner le public sur les aptitudes et les besoins des personnes handicapées.

Le Conseil consultatif ontarien des affaires des personnes handicapées est un organisme indépendant du gouvernement de l'Ontario qui, donne son avis au ministre délégué aux Affaires des personnes handicapées sur des questions touchant ces dernières. Ses activités publiques comprennent des consultations auprès de la population dans toute la province.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1201		**PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 850 500	Services généraux	(115 400)	4 965 900	4 697 363
2	395 400	Conseil consultatif ontarien des affaires des personnes handicapées	(5 900)	401 300	245 586
3	1 000 000	Intervention en faveur des adultes vulnérables	1 000 000	—	—
L	—	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(15 942)	15 942	15 942
L	—	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(9 808)	9 808	5 052
—	—	Bureau principal	(514 200)	514 200	408 986
	6 245 900	Total (Fonctionnement) — Office des affaires des personnes handicapées	338 750	5 907 150	5 372 929
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 740 000)	1 740 000	s.o.
	—	Moins : Crédits législatifs	(25 750)	25 750	20 994
	6 245 900	**Montant à voter**	2 104 500	4 141 400	5 351 935
1201		**PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES**			
CAPITAL					
4	2 588 500	Services généraux	288 500	2 300 000	2 251 582
	2 588 500	Total (Capital) — Office des affaires des personnes handicapées	288 500	2 300 000	2 251 582
	—	Moins: Mandats spéciaux	(600 000)	600 000	s.o.
	2 588 500	**Montant à voter**	888 500	1 700 000	2 251 582

— NOTES —

XII. — OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES HANDICAPÉES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Services généraux (1201-1)		$
Traitements et salaires		1 610 500
Avantages sociaux		266 400
Transports et communications		180 200
Services		814 400
Fournitures et matériel		210 000
Paiements de transfert	$	
Fonds d'initiatives communautaires	1 189 000	
Subvention versée au Centre de conception d'environnements sans obstacles physiques	210 000	
Liaison-logement	370 000	1 769 000
		4 850 500

Conseil consultatif ontarien des affaires des personnes handicapées (1201-2)	$
Traitements et salaires	158 500
Avantages sociaux	30 200
Transports et communications	71 300
Services	89 400
Fournitures et matériel	46 000
	395 400

Intervention en faveur des adultes vulnérables (1201-3)	
Services	1 000 000
	1 000 000

Total (Fonctionnement) — Programme de l'Office des affaires des personnes handicapées	6 245 900

CAPITAL

Services généraux (1201-4)	
Paiements de transfert	
Fonds d'accès aux installations	2 588 500
	2 588 500

Total (Capital) — Programme de l'Office des affaires des personnes handicapées	2 588 500

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

SOMMAIRE

Le ministère de l'Éducation a pour mission de permettre aux habitants de l'Ontario de développer leur sens moral et leurs aptitudes intellectuelles en leur fournissant, tant en français qu'en anglais, des possibilités d'un apprentissage de vie de première qualité qui reflètent les valeurs d'une société démocratique et pluraliste et qui sont pertinentes par rapport au rôle présent et futur qui échoit aux résidents de cette province en tant que membres actifs de la société.

Le ministère établit les critères juridiques et politiques en fonction desquels l'éducation est dispensée dans la province. Il oriente les programmes d'enseignement par le biais de programmes-cadres, produit du matériel d'appui et évalue les résultats atteints. Il fournit des subventions de fonctionnement et d'immobilisations aux conseils scolaires et ce, de façon à offrir à tous les élèves de la province des chances égales de s'instruire. Le ministère finance la prestation des services directs par l'entremise des écoles provinciales pour les aveugles et les sourds; du Centre d'études independantes; et des services d'alphabétisation et d'emploi pour les jeunes. Il paie aussi la contribution de l'employeur au régime de retraite des enseignants et il accorde un appui financier à diverses initiatives.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
36 087 657		Administration du ministère	1 154 957	34 932 700	34 907 229
5 753 147 900		Soutien en matière d'éducation	550 498 900	5 202 649 000	4 769 768 664
236 270 200		Services éducatifs	21 444 700	214 825 500	208 419 042
6 025 505 757		**Total du ministère — Fonctionnement**	573 098 557	5 452 407 200	5 013 094 935
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 150 700 000)	1 150 700 000	s.o.
606 041 557		**Moins : Crédits législatifs**	126 367 600	479 673 957	698 167 511
(195 941 800)		Redressement pour les paiements d'avance	(251 739 100)	55 797 300	140 144 500
5 223 522 400	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	1 345 691 857	3 877 830 543	4 455 071 924
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
5 829 563 957		Dépenses	517 301 257	5 312 262 700	5 153 239 435

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	5 315 567 700	
1.2 Comptes publics 1989-1990		5 010 904 880
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères		142 334 555
2.2 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(3 305 000)	
	5 312 262 700	5 153 239 435

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

— NOTES —

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions $		PROGRAMMES	Variation $	1990-1991 Prévisions $	1989-1990 Dépenses $
CAPITAL					
418 820 200		Soutien en matière d'éducation	86 820 200	332 000 000	310 000 000
418 820 200		**Total du ministère — Capital**	86 820 200	332 000 000	310 000 000
—		**Moins : Mandats spéciaux**	—	—	s.o.
—		Redressement pour les paiements d'avance	300 000 000	(300 000 000)	—
418 820 200	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	386 820 200	32 000 000	310 000 000
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
418 820 200		Dépenses	386 820 200	32 000 000	310 000 000

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de l'Éducation.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1301		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 570 000	Bureau principal	(425 043)	4 995 043	3 791 822
2	9 078 100	Services administratifs et financiers	(318 900)	9 397 000	8 115 716
3	5 108 300	Ressources humaines	578 400	4 529 900	6 909 767
4	3 954 700	Services des communications	636 000	3 318 700	2 823 565
5	3 814 200	Analyse et planification	(481 600)	4 295 800	5 025 271
6	1 513 500	Services juridiques	168 500	1 345 000	1 075 494
7	931 800	Services de vérification	2 400	929 400	909 513
8	7 075 500	Systèmes informatiques	995 200	6 080 300	6 215 975
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	8 357
	36 087 657	Total — Fonctionnement	1 154 957	34 932 700	34 907 229
	—	Moins : Mandats spéciaux	(9 077 000)	9 077 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	40 106
	36 046 100	**Montant à voter**	10 231 957	25 814 143	34 867 123

— NOTES —

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (1301-1)	$
Traitements et salaires	2,867,500
Avantages sociaux	513 200
Transports et communications	340 900
Services	722 700
Fournitures et matériel	125 700
	4 570 000

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1301-2)	
Traitements et salaires	5 538 400
Avantages sociaux	1 026 700
Transports et communications	801 300
Services	1 279 200
Fournitures et matériel	1 202 200
	9 847 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	769 700
	9 078 100

Ressources humaines (1301-3)	
Traitements et salaires	2 690 700
Avantages sociaux	1 897 400
Transports et communications	54 600
Services	389 200
Fournitures et matériel	76 400
	5 108 300

Services des communications (1301-4)	
Traitements et salaires	2 262 500
Avantages sociaux	351 600
Transports et communications	59 500
Services	1 075 600
Fournitures et matériel	205 500
	3 954 700

Analyse et planification (1301-5)	$
Traitements et salaires	2 317 200
Avantages sociaux	400 900
Transports et communications	79 600
Services	693 400
Fournitures et matériel	323 100
	3 814 200

Services juridiques (1301-6)	
Traitements et salaires	662 900
Avantages sociaux	120 100
Transports et communications	9 700
Services	673 600
Fournitures et matériel	47 200
	1 513 500

Services de vérification (1301-7)	
Traitements et salaires	742 300
Avantages sociaux	138 800
Transports et communications	19 600
Services	20 [illegible]00
Fournitures et matériel	10 900
	931 800

Systèmes informatiques (1301-8)	
Traitements et salaires	4 299 600
Avantages sociaux	769 200
Transports et communications	134 800
Services	3 639 500
Fournitures et matériel	460 200
	9 303 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	2 227 800
	7 075 500
Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	36 087 657

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DE SOUTIEN EN MATIÈRE D'ÉDUCATION :

Ce programme vise à orienter les programmes et politiques en matière d'enseignement élémentaire et secondaire dans les écoles ontariennes financées par les fonds publics. Grâce à des consultations et une liaison avec les parents, les élèves, les enseignants, les conseillers scolaires et les administrateurs, on élabore dans le cadre de ce programme des politiques concernant les programmes d'études et les ressources humaines et financières. Ce programme prévoit aussi des évaluations en vue d'accroître l'obligation de rendre compte des résultats des élèves et de l'utilisation des ressources.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1302		**PROGRAMME DE SOUTIEN EN MATIÈRE D'ÉDUCATION**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 917 375 600	Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources	362 932 300	4 554 443 300	4 185 455 733
2	33 830 500	Liaison et évaluations	5 401 700	28 428 800	26 330 026
L	801 941 800	Régime de retraite des enseignants	182 164 900	619 776 900	557 982 905
	5 753 147 900	Total — Fonctionnement	550 498 900	5 202 649 000	4 769 768 664
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 078 694 700)	1 078 694 700	s.o.
	606 000 000	Moins : Crédits législatifs	126 367 600	479 632 400	698 127 405
	(195 941 800)	Redressement pour les paiements d'avance	(251 739 100)	55 797 300	140 144 500
	4 951 206 100	**Montant à voter**	1 251 086 900	3 700 119 200	4 211 785 759
1302		**PROGRAMME DE SOUTIEN EN MATIÈRE D'ÉDUCATION**			
CAPITAL					
3	418 820 200	Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources	86 820 200	332 000 000	310 000 000
	418 820 200	Total — Capital	86 820 200	332 000 000	310 000 000
	—	Moins : Mandats spéciaux	—	—	s.o.
	—	Redressement pour les paiements d'avance	300 000 000	(300 000 000)	—
	418 820 200	**Montant à voter**	386 820 200	32 000 000	310 000 000

— NOTES —

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources (1302-1)		$
Traitements et salaires		9,966,700
Avantages sociaux		1 862 500
Transports et communications		2 980 200
Services		10 346 800
Fournitures et matériel		3 180 600
Paiements de transfert	$	
Subventions générales	4 862 266 900	
Programmes d'éducation — Autres	26 771 900	4 889 038 800
		4 917 375 600

Liaison et évaluations (1302-2)		
Traitements et salaires		18 051 100
Avantages sociaux		3 322 600
Transports et communications		3 242 300
Services		2 671 700
Fournitures et matériel		1 019 300
Paiements de transfert	$	
Projets en langues officielles	4 000 000	
Jeunes voyageurs de l'Ontario	367 000	
Programmes d'échanges éducatifs	6 500	
Projets d'enseignement aux autochtones	1 150 000	5 523 500
		33 830 500

Crédits législatifs

Régime de retraite des enseignants	$
Paiements de transfert	
Contribution gouvernementale, Loi sur le régime de retraite des enseignants	607 000 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000 000
	606 000 000
Total (Fonctionnement) — Programme de soutien en matière d'éducation	5 557 206 100

CAPITAL

Politiques relatives aux programmes d'études et aux ressources (1302-3)	
Acquisition/Construction de bien immobiliers	1 000 000
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisation	417 820 200
	418 820 200
Total (Capital) — Programme de soutien en matière d'éducation	418 820 200

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS :

Ce programme assure la prestation des services éducatifs directs et par l'entremise des collectivités. Le ministère administre les écoles de jour et les internats pour les aveugles et les sourds de la province; assure des services d'enseignement par correspondance par l'intermédiaire du Centre d'études indépendantes; finance des programmes d'alphabétisation et des programmes d'emploi pour les jeunes par l'entremise des collèges communautaires et d'autres groupes communautaires. Dans le cadre de ce programme, le ministère administre également un réseau informatique coopératif pour les conseils scolaires.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1303		**PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS**			
FONCTIONNEMENT					
1	182 874 900	Prestation de services directs et par l'entremise des collectivités	18 515 800	164 359 100	161 599 327
2	53 395 300	Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	2 928 900	50 466 400	46 819 715
	236 270 200	Total — Fonctionnement	21 444 700	214 825 500	208 419 042
	—	Moins : Mandats spéciaux	(62 928 300)	62 928 300	s.o.
	236 270 200	**Montant à voter**	84 373 000	151 897 200	208 419 042

— NOTES —

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Prestation de services directs et par l'entremise des collectivités (1303-1)	$	$
Traitements et salaires		13 039 900
Avantages sociaux		2 407 000
Transports et communications		1 947 700
Services		8 280 200
Fournitures et matériel		3 751 300
Paiements de transfert		
Programmes d'accès	49 373 500	
Formation et emploi des jeunes	105 902 500	
Subvention à l'Association canadienne d'éducation	214 500	
Subvention au Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	1 148 200	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	332 100	
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations	70 000	
Subvention à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	2 500 000	
Subvention à la Société éducative de visites et d'échanges au Canada	216 300	
Subvention aux United World Colleges	73 000	
Subventions diverses (à verser conformément aux directives du ministre)	304 500	160 134 600
		189 560 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		6 685 800
		182 874 900

Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales (1303-2)	$	$
Traitements et salaires		34 061 700
Avantages sociaux		5 558 900
Transports et communications		2 510 600
Services		7 170 900
Fournitures et matériel		3 987 600
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu de taxes municipales	61 700	
Formation en cours d'emploi des enseignants	43 900	105 600
		53 395 300
Total (Fonctionnement) — Programme des services éducatifs		236 270 200

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

SOMMAIRE

L'objectif du ministère de l'Énergie est de revoir de façon continue les questions relatives à l'énergie afin de répondre aux besoins à court et à long terme de l'Ontario; de conseiller le gouvernement et lui venir en aide dans le cadre des démarches entreprises auprès d'autres gouvernements en matière d'énergie; de faire des recommandations en ce qui a trait à la coordination de toutes les questions énergétiques au sein du gouvernement de l'Ontario afin de veiller au respect des politiques s'appliquant à l'approvisionnement, aux prix, aux franchises et au développement des ressources énergétiques de l'Ontario; de faire des recommandations pour l'établissement des priorités en matière de recherche-développement, plus particulièrement dans le domaine de l'économie d'énergie et des technologies à haut rendement énergétique et en matière de développement de nouvelles sources d'énergie; et d'adopter divers mécanismes appropriés dans le but d'accroître l'approvisionnement énergétique en Ontario, de favoriser la recherche et le développement de sources d'énergie conventionnelle et de remplacement et d'encourager l'utilisation prudente de l'énergie dans la province.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
12 494 757		Administration du ministère	2 656 849	9 837 908	8 119 964
6 260 200		Politiques et planification	191 500	6 068 700	4 686 922
18 045 000		Développement et gestion de l'énergie	5 655 500	12 389 500	11 439 133
6 143 600		Commission de l'énergie de l'Ontario	439 500	5 704 100	4 311 876
42 943 557		**Total du ministère — Fonctionnement**	8 943 349	34 000 208	28 557 895
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(10 654 300)	10 654 300	s.o.
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	31 749	9 808	20 507
42 902 000	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	19 565 900	23 336 100	28 537 388
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
42 943 557		Dépenses	8 943 349	34 000 208	28 557 895

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

— NOTES —

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
23 283 700		Développement et gestion de l'énergie	6 216 500	17 067 200	6 104 560
23 283 700		**Total du ministère — Capital**	6 216 500	17 067 200	6 104 560
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(3 100 000)	3 100 000	s.o.
23 283 700	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	9 316 500	13 967 200	6 104 560
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
23 283 700		Dépenses	6 216 500	17 067 200	6 104 560

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de coordonner l'élaboration des politiques et des projets du ministère, et de donner l'orientation générale et le soutien administratif nécessaires à la mise en oeuvre de ces politiques et projets.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1401		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 398 700	Bureau principal	405 600	993 100	902 369
2	3 276 400	Services administratifs et financiers	(70 600)	3 347 000	2 879 654
3	7 198 200	Services des communications	2 205 300	4 992 900	3 970 273
4	579 900	Services juridiques	84 800	495 100	347 161
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749	—	10 699
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	12 494 757	Total — Fonctionnement	2 656 849	9 837 908	8 119 964
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 436 200)	3 436 200	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	31 749	9 808	20 507
	12 453 200	**Montant à voter**	6 061 300	6 391 900	8 099 457

— NOTES —

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (1401-1)	$
Traitements et salaires	970 500
Avantages sociaux	104 500
Transports et communications	104 500
Services	194 200
Fournitures et matériel	25 000
	1 398 700

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1401-2)	
Traitements et salaires	1 563 500
Avantages sociaux	301 100
Transports et communications	140 600
Services	671 200
Fournitures et matériel	600 000
	3 276 400

Services des communications (1401-3)	$
Traitements et salaires	1 253 000
Avantages sociaux	241 200
Transports et communications	227 000
Services	4 626 700
Fournitures et matériel	850 300
	7 198 200

Services juridiques (1401-4)	
Transports et communications	13 600
Services	559 300
Fournitures et matériel	7 000
	579 900

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	12 494 757

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION :

Ce programme a pour objet d'élaborer des politiques conçues pour améliorer l'approvisionnement en énergie et promouvoir son utilisation rationnelle en Ontario; ses responsables ont pour mission, au nom du gouvernement, de représenter les intérêts de l'Ontario en matière d'énergie devant les autorités et les organismes fédéraux et provinciaux.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1402		**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**			
FONCTIONNEMENT					
1	2 974 500	Approvisionnement et distribution	(135 000)	3 109 500	2 398 272
2	3 285 700	Économie de l'énergie	326 500	2 959 200	2 288 650
	6 260 200	Total — Fonctionnement	191 500	6 068 700	4 686 922
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 309 000)	1 309 000	s.o.
	6 260 200	**Montant à voter**	1 500 500	4 759 700	4 686 922

— NOTES —

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Approvisionnement et distribution (1402-1)	$
Traitements et salaires	1 600 700
Avantages sociaux	308 200
Transports et communications	166 500
Services	822 400
Fournitures et matériel	24 200
Paiements de transfert	
Subventions pour la planification des mesures d'urgence	52 500
	2 974 500

Économie de l'énergie (1402-2)	$
Traitements et salaires	1 717 500
Avantages sociaux	330 600
Transports et communications	103 000
Services	856 100
Fournitures et matériel	23 500
Paiements de transfert	
Subventions pour les économies d'énergie	255 000
	3 285 700

Total (Fonctionnement) — Programme des politiques et de la planification	6 260 200

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE :

Ce programme a pour objet d'accélérer la mise au point et l'implantation de techniques, de produits et de pratiques en matière d'énergie, afin d'améliorer le rendement énergétique et la gestion de l'énergie en Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1403		**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE**			
FONCTIONNEMENT					
1	18 045 000	Développement et gestion de l'énergie	5 655 500	12 389 500	11 439 133
	18 045 000	Total — Fonctionnement	5 655 500	12 389 500	11 439 133
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 409 100)	4 409 100	s.o.
	18 045 000	**Montant à voter**	10 064 600	7 980 400	11 439 133
1403		**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE**			
CAPITAL					
2	23 283 700	Développement et gestion de l'énergie	6 216 500	17 067 200	6 104 560
	23 283 700	Total — Capital	6 216 500	17 067 200	6 104 560
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 100 000)	3 100 000	s.o.
	23 283 700	**Montant à voter**	9 316 500	13 967 200	6 104 560

— NOTES —

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Développement et gestion de l'énergie (1403-1)		$
Traitements et salaires		2 863 900
Avantages sociaux		551 200
Transports et communications		422 000
Services		7,817 600
Fournitures et matériel		62 000
Paiements de transfert	$	
Subventions aux recherches sur l'énergie	2 980 000	
Subventions aux initiatives de conservation	2 971 000	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	347 300	
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie	30 000	6 328 300
		18 045 000
Total (Fonctionnement) — Programme de développement et de gestion de l'énergie		18 045 000

CAPITAL

Développement et gestion de l'énergie (1403-3)		$
Traitements et salaires		64 300
Avantages sociaux		2 600
Services		9 933 100
Paiements de transfert	$	
Subventions aux recherches sur l'énergie	500 000	
Subventions aux initiatives de conservation	4 325 000	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	4 292 700	
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie	4 166 000	13 283 700
		23 283 700
Total (Capital) — Programme de développement et de gestion de l'énergie		23 283 700

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO :

Ce programme a pour objet de *réglementer les sociétés de distribution de gaz naturel* et de surveiller les activités d'Ontario Hydro, de manière à concilier les intérêts des investisseurs, des consommateurs et du public en général et à élaborer des arrangements mutuellement avantageux pour tous.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1404		**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO**			
FONCTIONNEMENT					
1	6 143 600	Commission de l'énergie de l'Ontario	439 500	5 704 100	4 311 876
	6 143 600	Total — Fonctionnement	439 500	5 704 100	4 311 876
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 500 000)	1 500 000	s.o.
	6 143 600	**Montant à voter**	1 939 500	4 204 100	4 311 876

— NOTES —

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Commission de l'énergie de l'Ontario (1404-1)	$
Traitements et salaires	2 698 500
Avantages sociaux	519 400
Transports et communications	284 400
Services	2 249 200
Fournitures et matériel	392 100
	6 143 600
Total (Fonctionnement) — Programme de la Commission de l'énergie de l'Ontario	6 143 600

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

Le mandat du ministère est de préserver la qualité des milieux aquatique, atmosphérique et terrestre, de manière à protéger la santé publique et l'écosystème et à assurer le bien-être de la population de l'Ontario.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
45 072 865		Administration du ministère	12 422 708	32 650 157	28 655 484
137 800 000		Services environnementaux	17 807 800	119 992 200	101 876 822
119 186 400		Contrôle de l'environnement	8 849 700	110 336 700	92 310 097
205 581 500		Planification et exploitation des services publics	25 392 000	180 189 500	134 224 805
507 640 765		**Total du ministère — Fonctionnement**	64 472 208	443 168 557	357 067 208
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(117 400 000)	117 400 000	s.o.
51 365		**Moins : Crédits législatifs**	9 808	41 557	41 557
507 589 400	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	181 862 400	325 727 000	357 025 651
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
423 340 765		Dépenses	51 572 208	371 768 557	323 374 951
84 300 000		Prêts et Dotations	12 900 000	71 400 000	33 692 257
507 640 765			64 472 208	443 168 557	357 067 208

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	441 023 757	
1.2 Comptes publics 1989-1990		346 683 296
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	2 144 800	10 383 912
	443 168 557	357 067 208

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
85 100 000		Services environnementaux	19 500 000	65 600 000	43 615 053
2 500 000		Contrôle de l'environnement	—	2 500 000	2 500 000
178 835 000		Planification et exploitation des services publics	36 735 000	142 100 000	130 203 399
266 435 000		**Total du ministère — Capital**	56 235 000	210 200 000	176 318 452
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(55 600 000)	55 600 000	s.o.
266 435 000	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	111 835 000	154 600 000	176 318 452
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
266 435 000		Dépenses	56 235 000	210 200 000	176 318 452

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
CAPITAL		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	207 700 000	
1.2 Comptes publics 1989-1990		173 818 452
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	2 500 000	2 500 000
	210 200 000	176 318 452

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers, administratifs, ainsi que les services d'élaboration de la politique et de la planification ministérielles, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et d'information.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1990-1991 Prévisions $	1989-1990 Dépenses $
1501		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 604 500	Bureau principal	87 900	1 516 600	1 255 863
2	12 188 200	Services administratifs et financiers	2 127 100	10 061 100	9 440 750
3	6 066 100	Ressources humaines	764 200	5 301 900	4 656 307
4	9 069 000	Services des communications	5 432 100	3 636 900	3 448 716
5	6 021 800	Analyse et planification	1 296 300	4 725 500	2 841 473
6	4 359 900	Services juridiques	1 083 000	3 276 900	2 740 096
7	1 067 300	Services de vérification	(82 100)	1 149 400	938 218
8	4 644 700	Systèmes informatiques	1 704 400	2 940 300	3 292 504
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	19 616	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808	9 808	9 808
	45 072 865	Total — Fonctionnement	12 422 708	32 650 157	28 655 484
	—	Moins : Mandats spéciaux	(9 741 000)	9 741 000	s.o.
	51 365	Moins : Crédits législatifs	9 808	41 557	41 557
	45 021 500	**Montant à voter**	22 153 900	22 867 600	28 613 927

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (1501-1)	$
Traitements et salaires	1 053 500
Avantages sociaux	186 400
Transports et communications	117 600
Services	114 700
Fournitures et matériel	132 300
	1 604 500

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitements versés aux adjoints parlementaires	19 616

Services administratifs et financiers (1501-2)	
Traitements et salaires	4 858 100
Avantages sociaux	881 700
Transports et communications	422 700
Services	2 070 600
Fournitures et matériel	3 955 100
	12 188 200

Ressources humaines (1501-3)	
Traitements et salaires	2 735 000
Avantages sociaux	483 100
Transports et communications	113 700
Services	2 676 200
Fournitures et matériel	58 100
	6 066 100

Services des communications (1501-4)	
Traitements et salaires	1 864 500
Avantages sociaux	335 600
Transports et communications	225 500
Services	6 326 400
Fournitures et matériel	317 000
	9 069 000

Analyse et planification (1501-5)	$
Traitements et salaires	2 266 900
Avantages sociaux	420 900
Transports et communications	48 400
Services	3 131 000
Fournitures et matériel	154 600
	6 021 800

Services juridiques (1501-6)	
Traitements et salaires	131 500
Avantages sociaux	36 300
Transports et communications	250 900
Services	3 763 200
Fournitures et matériel	178 000
	4 359 900

Services de vérification (1501-7)	
Traitements et salaires	702 200
Avantages sociaux	139 600
Transports et communications	49 000
Services	32 500
Fournitures et matériel	144 000
	1 067 300

Systèmes informatiques (1501-8)	
Traitements et salaires	1 642 400
Avantages sociaux	280 700
Transports et communications	31 900
Services	726 200
Fournitures et matériel	1 963 500
	4 644 700

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	45 072 865

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX :

Ce programme a pour objet de mettre au point des projets et des programmes visant à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à encourager le recyclage et à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant. Ce programme fournit également des services de laboratoire, des services de soutien technique spécialisés, des subventions à la recherche et le budget de la Brigade des jeunes environnementalistes.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1502		**PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**			
FONCTIONNEMENT					
1	365 200	Administration du programme	63 100	302 100	279 860
2	14 718 400	Ressources atmosphériques	(130 200)	14 848 600	14 586 633
3	24 781 700	Ressources en eau	712 900	24 068 800	25 451 811
4	50 679 800	Gestion des déchets	15 887 300	34 792 500	22 468 514
5	21 134 900	Services de laboratoire	747 000	20 387 900	20 116 187
6	21 517 100	Recherche en matière d'environnement	83 300	21 433 800	14 889 953
7	4 602 900	Polluants dangereux	444 400	4 158 500	4 083 864
	137 800 000	Total — Fonctionnement	17 807 800	119 992 200	101 876 822
	—	Moins : Mandats spéciaux	(27 815 000)	27 815 000	s.o.
	137 800 000	**Montant à voter**	45 622 800	92 177 200	101 876 822
1502		**PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**			
CAPITAL					
8	30 000 000	Ressources en eau	—	30 000 000	22 575 138
9	55 100 000	Gestion des déchets	19 500 000	35 600 000	21 039 915
	85 100 000	Total — Capital	19 500 000	65 600 000	43 615 053
	—	Moins : Mandats spéciaux	(14 000 000)	14 000 000	s.o.
	85 100 000	**Montant à voter**	33 500 000	51 600 000	43 615 053

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (1502-1)	$
Traitements et salaires	218 700
Avantages sociaux	50 100
Transports et communications	10 000
Services	70 500
Fournitures et matériel	15 900
	365 200

Ressources atmosphériques (1502-2)		
Traitements et salaires		5 341 200
Avantages sociaux		996 100
Transports et communications		762 200
Services		4 479 500
Fournitures et matériel		3 089 400
Paiements de transfert		
Subventions à la Coalition canadienne contre les pluies acides		50 000
		14 718 400

Ressources en eau (1502-3)		
Traitements et salaires		10 401 000
Avantages sociaux		1 953 000
Transports et communications		716 200
Services		8 836 300
Fournitures et matériel		2 370 200
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les études sur les plages	500 000	
Subvention au Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	5 000	505 000
		24 781 700

Gestion des déchets (1502-4)		
Traitements et salaires		5 145 800
Avantages sociaux		1 078 900
Transports et communications		236 000
Services		12 318 800
Fournitures et matériel		319 300
Paiements de transfert	$	
Subventions pour l'amélioration de la gestion des déchets	650 000	
Aide aux municipalités pour le recyclage des déchets	25 000 000	
Aide aux municipalités pour la réduction et la réutilisation des déchets	1 230 000	
Subventions pour l'enlèvement des déchets domestiques dangereux	200 000	
Subventions pour la réduction, la réutilisation et le recyclage (3R) des déchets industriels	4 155 000	
Subvention au Recycling Council of Ontario	100 000	
Subvention à la Packaging Association of Ontario	5 000	
Subvention à la bourse canadienne des déchets	25 000	
Subvention à la bourse ontarienne des déchets	70 000	
Subvention au Conservation Council of Ontario	21 000	
Subvention à l'Association of Municipal Recycling Coordinators	125 000	31 581 000
		50 679 800

Services de laboratoire (1502-5)	
Traitements et salaires	11 535 700
Avantages sociaux	2 149 500
Transports et communications	375 800
Services	3 065 500
Fournitures et matériel	4 008 400
	21 134 900

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Recherche en matière d'environnement (1502-6)	$	$
Traitements et salaires		704 700
Avantages sociaux		128 400
Transports et communications		7 000
Services		996 000
Fournitures et matériel		14 000
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche sur la protection de l'environnement et de la santé	2 100 000	
Subventions aux universités pour bourses de post-doctorat	100 000	
Subventions pour bourses d'excellence en recherche	5 000	
Subvention à la Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	30 000	
Subventions pour des projets d'information du public et des conférences en matière d'environnement	181 000	
Subventions pour le développement de techniques appliquées dans le domaine de l'environnement	8 000 000	
Subventions pour projets d'amélioration de la communauté environnementale	1 000	
Brigade des jeunes environnementalistes	9 250 000	19 667 000
		21 517 100

Polluants dangereux (1502-7)	
Traitements et salaires	1 958 500
Avantages sociaux	328 900
Transports et communications	167 400
Services	1 609 500
Fournitures et matériel	138 600
Paiements de transfert	
Subventions pour la recherche sur les pesticides	400 000
	4 602 900
Total (Fonctionnement) — Programme des services environnementaux	137 800 000

CAPITAL

Ressources en eau (1502-8)	$
Paiements de transfert	
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide	
Restauration des plages	30 000 000
	30 000 000

Gestion des déchets (1502-9)	
Paiements de transfert	
Subventions pour le traitement et l'élimination des déchets et la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets	55 100 000
	55 100 000
Total (Capital) — Programme des services environnementaux	85 100 000

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT :

Ce programme vise à assurer l'exécution des activités destinées à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant, à réglementer l'utilisation des pesticides, et à encourager les responsables de la planification et de la mise en oeuvre des projets à tenir compte de l'environnement. Il a également pour objet d'assurer la coordination des mesures relatives aux questions considérées comme particulièrement critiques et des activités entreprises au niveau intergouvernemental.

L'indemnisation des victimes de déversement accidentel est assurée par l'entremise de la Société d'indemnisation environnementale. Un Centre d'intervention en cas de déversement est ouvert 24 heures sur 24 pour permettre la collecte de renseignements et coordonner les enquêtes sur les déversements.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1503		**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT**			
FONCTIONNEMENT					
1	29 168 800	Administration du programme	862 000	28 306 800	19 806 084
2	775 500	Société d'indemnisation environnementale.	(1 546 200)	2 321 700	354 528
3	4 151 600	Commission des évaluations environnementales	368 300	3 783 300	2 520 072
4	4 515 200	Développement des politiques et relations intergouvernementales	2 858 800	1 656 400	1 247 068
5	44 744 400	Application et exécution des règlements	1 830 100	42 914 300	39 144 799
6	28 177 800	Autorisations environnementales et appui technique	2 453 000	25 724 800	24 671 817
7	4 602 900	Évaluations environnementales	987 300	3 615 600	2 547 305
8	3 050 200	La Commission de l'escarpement du Niagara	1 036 400	2 013 800	2 018 424
	119 186 400	Total — Fonctionnement	8 849 700	110 336 700	92 310 097
	—	Moins : Mandats spéciaux	(34 943 000)	34 943 000	s.o.
	119 186 400	**Montant à voter**	43 792 700	75 393 700	92 310 097
1503		**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT**			
CAPITAL					
9	2 500 000	La Commission de l'escarpement du Niagara	—	2 500 000	2 500 000
	2 500 000	Total — Capital	—	2 500 000	2 500 000
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 000 000)	1 000 000	s.o.
	2 500 000	**Montant à voter**	(1 000 000)	1 500 000	2 500 000

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (1503-1)	$	$
Traitements et salaires		1 035 500
Avantages sociaux		180 100
Transports et communications		127 300
Services		27 139 000
Fournitures et matériel		257 400
Paiements de transfert	$	
Avances pour le financement des opérations d'urgence	1 000	
Subvention à l'American Public Works Association (Section de l'Ontario)	10 000	
Subvention à l'American Water Works Association (Section de l'Ontario)	7 500	
Subvention à la Pollution Control Association of Ontario	5 000	
Subventions au titre des arrêtés d'intervention émis en vertu de l'article 89 de la Loi sur la protection de l'environnement	1 000	
Subventions pour les enquêtes sur les dépôts de goudron de houille	350 000	
Subventions à l'Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario	55 000	429 500
		29 168 800

Société d'indemnisation environnementale (1503-2)	$	$
Traitements et salaires		127 400
Avantages sociaux		22 500
Transports et communications		21 000
Services		157 600
Fournitures et matériel		21 000
Paiements de transfert	$	
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la Loi sur la protection de l'environnement	175 000	
Subventions à l'aide en cas d'urgence	1 000	
Subvention à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk	250 000	426 000
		775 500

Commission des évaluations environnementales (1503-3)	$
Traitements et salaires	1 592 500
Avantages sociaux	320 800
Transports et communications	239 000
Services	1 591 200
Fournitures et matériel	183 100
Paiements de transfert	
Financement des intervenants-Évaluation environnementale de la gestion forestière	450 000
	4 376 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères	225 000
	4 151 600

Développement des politiques et relations intergouvernementales (1503-4)	$
Traitements et salaires	1 530 600
Avantages sociaux	201 100
Transports et communications	113 500
Services	2 458 500
Fournitures et matériel	206 500
Paiements de transfert	
Subvention au Ontario Environmental Network	5 000
	4 515 200

Application et exécution des règlements (1503-5)	$
Traitements et salaires	29 511 300
Avantages sociaux	5 119 000
Transports et communications	3 668 600
Services	3 225 400
Fournitures et matériel	3 215 100
Paiements de transfert	
Subvention au Ninety-Nines — Opération Skywatch	5 000
	44 744 400

Autorisations environnementales et appui technique (1503-6)	$
Traitements et salaires	14 408 500
Avantages sociaux	2 589 700
Transports et communications	794 800
Services	3 200 400
Fournitures et matériel	1 884 400
Paiements de transfert	
Subventions au titre des ententes prévues à la Partie VII de la Loi sur la protection de l'environnement	5 300 000
	28 177 800

Évaluations environnementales (1503-7)	$
Traitements et salaires	2 349 300
Avantages sociaux	390 700
Transports et communications	172 500
Services	1 596 400
Fournitures et matériel	94 000
	4 602 900

La Commission de l'escarpement du Niagara (1503-8)	$
Traitements et salaires	1 935 500
Avantages sociaux	308 300
Transports et communication	156 000
Services	599 200
Fournitures et matériel	51 200
	3 050 200

	$
Total (Fonctionnement) — Programme de contrôle de l'environnement	119 186 400

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

CAPITAL

La Commission de l'escarpement du Niagara (1503-9)	$
Paiements de transfert	
Fonds de l'escarpement du Niagara	2 500 000
	2 500 000
Total (Capital) — Programme de contrôle de l'environnement	2 500 000

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS :

Ce programme a pour objet d'assurer l'établissement et la gestion d'installations de traitement des eaux usées, de stations de traitement des eaux et de l'installation provinciale de traitement et d'élimination des déchets industriels.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1504		**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS**			
FONCTIONNEMENT					
1	87 213 600	Services d'ingénierie	12 783 800	74 429 800	36 895 410
2	105 067 900	Exploitation des services publics	12 608 200	92 459 700	82 029 395
3	13 300 000	Société ontarienne de gestion des déchets	—	13 300 000	15 300 000
	205 581 500	Total — Fonctionnement	25 392 000	180 189 500	134 224 805
	—	Moins : Mandats spéciaux	(44 901 000)	44 901 000	s.o.
	205 581 500	**Montant à voter**	70 293 000	135 288 500	134 224 805
1504		**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS**			
CAPITAL					
4	178 835 000	Services d'ingénierie	36 735 000	142 100 000	130 203 399
	178 835 000	Total — Capital	36 735 000	142 100 000	130 203 399
	—	Moins : Mandats spéciaux	(40 600 000)	40 600 000	s.o.
	178 835 000	**Montant à voter**	77 335 000	101 500 000	130 203 399

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Services d'ingénierie (1504-1)	$
Traitements et salaires	1 960 000
Avantages sociaux	365 600
Transports et communications	124 400
Services	413 600
Fournitures et matériel	50 000
Prêts et Dotations	
Dotations destinées à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	84 300 000
	87 213 600

Exploitation des services publics (1504-2)	
Traitements et salaires	33 280 400
Avantages sociaux	5 194 200
Transports et communications	1 556 700
Services	16 401 500
Fournitures et matériel	48 635 100
	105 067 900

Société ontarienne de gestion des déchets (1504-3)	
Paiements de transfert	
Subventions à la Société ontarienne de gestion des déchets	13 300 000
	13 300 000
Total (Fonctionnement) — Programme de planification et d'exploitation des services publics	205 581 500

CAPITAL

Services d'ingénierie (1504-4)	$	$
Paiements de transfert		
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide		
Projets municipaux	139 644 000	
Projets provinciaux	18 800 000	
Études de planification de l'infrastructure	3 000 000	
Restauration des infrastructures	17 391 000	
Priorités régionales	5 300 000	184 135 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères		5 300 000
		178 835 000
Total (Capital) — Programme de planification et d'exploitation des services publics		178 835 000

XVI. — MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

SOMMAIRE

Le ministère des Institutions financières a un double mandat : maximiser l'apport économique du secteur financier à la croissance économique globale de la province, et réglementer les institutions financières de façon à maintenir leur solvabilité et à protéger les intérêts du public, s'assurant ainsi qu'on ait confiance dans le système.

Le mandat du Ministère est rempli par quatre unités opérationnelles. Ces dernières assurent l'examen et la surveillance des établissements de dépôt, des compagnies d'assurance, des établissements de l'industrie des valeurs mobilières ainsi que des régimes de retraite des secteurs privé et public et ce, en vue de s'assurer que les obligations prévues par la loi sont satisfaites. De plus, le Ministère administre le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.

La stratégie du Ministère vise à promouvoir un marché des services financiers qui favorise la croissance, qui encourage les investissements à l'échelle locale, nationale et internationale et qui incite les clients à avoir une confiance absolue en l'intégrité et la solvabilité du système financier.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
7 243 557		Administration du ministère	1 747 449	5 496 108	5 472 219
50 070 200		Normes financières	(3 719 800)	53 790 000	60 921 119
57 313 757		**Total du ministère — Fonctionnement**	(1 972 351)	59 286 108	66 393 338
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(16 750 000)	16 750 000	s.o.
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	31 749	9 808	25 009 808
57 272 200	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	14 745 900	42 526 300	41 383 530
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
57 313 757		Dépenses	(1 972 351)	59 286 108	41 393 338
—		Prêts et Dotations	—	—	25 000 000
57 313 757			(1 972 351)	59 286 108	66 393 338

XVI. — MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme consiste en quatre types d'activités représentant les programmes administratifs du ministère. Le programme d'administration comprend la section d'enquête qui fournit des services de soutien aux bureaux des établissements de dépôt. Des services de soutien supplémentaires sont fournis par le ministère de la Consommation et du Commerce.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1601		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 342 000	Bureau principal	714 300	627 700	678 198
2	2 749 600	Services administratifs et financiers	281 900	2 467 700	2 455 906
3	1 297 600	Analyse et planification	119 800	1 177 800	1 149 846
4	1 812 800	Services juridiques	599 700	1 213 100	1 178 461
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749	—	—
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	7 243 557	Total — Fonctionnement	1 747 449	5 496 108	5 472 219
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 370 000)	1 370 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	31 749	9 808	9 808
	7 202 000	**Montant à voter**	3 085 700	4 116 300	5 462 411

— NOTES —

XVI. — MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (1601-1)	$
Traitements et salaires	935 400
Avantages sociaux	172 500
Transports et communications	57 400
Services	92 800
Fournitures et matériel	83 900
	1 342 000

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1601-2)	
Traitements et salaires	1 719 200
Avantages sociaux	342 800
Transports et communications	87 900
Services	332 100
Fournitures et matériel	224 600
Paiements de transfert	
Le Conference Board du Canada	43 000
	2 749 600

Analyse et planification (1601-3)	$
Traitements et salaires	978 800
Avantages sociaux	177 200
Transports et communications	27 600
Services	85 700
Fournitures et matériel	28 300
	1 297 600

Services juridiques (1601-4)	
Traitements et salaires	18 600
Avantages sociaux	4 000
Transports et communications	32 900
Services	1 706 500
Fournitures et matériel	50 800
	1 812 800

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	7 243 557

XVI. — MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES :

Ce programme consiste en cinq types d'activités visant à assurer la réglementation, la surveillance et l'orientation stratégique des institutions financières de l'Ontario. Le principal objet de ce programme est de défendre les intérêts des particuliers faisant affaire avec le secteur des services financiers, tout en créant un climat commercial propice au renforcement de la capacité concurrentielle de l'Ontario, au Canada et à l'étranger. Pour ce faire, le ministère prescrit la divulgation des éléments essentiels de certaines opérations, notamment les émissions de titres et valeurs mobilières; il exige l'inscription et l'agrément officiel des intermédiaires qui traitent avec le public, afin de garantir le plus haut degré de compétence et d'intégrité; il examine et surveille la situation et les pratiques financières des entreprises. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et des préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1602		**PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES**			
FONCTIONNEMENT					
1	7 114 200	Établissements de dépôt	(5 841 000)	12 955 200	7 429 545
2	19 061 600	Commission de l'assurance de l'Ontario	(554 000)	19 615 600	10 464 952
3	1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	—	1 000	—
4	17 784 100	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	2 607 800	15 176 300	13 543 170
5	6 109 300	Commission des régimes de retraite de l'Ontario	67 400	6 041 900	4 483 452
L	—	Prêt au Fonds de garantie des prestations de retraite	—	—	25 000 000
	50 070 200	Total — Fonctionnement	(3 719 800)	53 790 000	60 921 119
	—	Moins : Mandats spéciaux	(15 380 000)	15 380 000	s.o.
	—	Moins : Crédits législatifs	—	—	25 000 000
	50 070 200	**Montant à voter**	11 660 200	38 410 000	35 921 119

— NOTES —

XVI. — MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Établissements de dépôt (1602-1)		$
Traitements et salaires		4 399 600
Avantages sociaux		823 400
Transports et communications		248 800
Services		1 397 900
Fournitures et matériel		242 500
Paiements de transfert	$	
Intérêts sur les emprunts de la Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts	1 000	
Initiative des credit unions et des caisses populaires	1 000	2 000
		7 114 200

Commission de l'assurance de l'Ontario (1602-2)	
Traitements et salaires	9 319 400
Avantages sociaux	1 640 700
Transports et communications	1 095 200
Services	4 953 300
Fournitures et matériel	2 033 000
Paiements de transfert	
Association canadienne des consommateurs	20 000
	19 061 600

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (1602-3)	
Traitements et salaires	1 156 000
Avantages sociaux	216 200
Transports et communications	62 900
Services	1 443 000
Fournitures et matériel	83 000
	2 961 100
Moins : Recouvrements de dépenses administratives	2 960 100
	1 000

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (1602-4)	$
Traitements et salaires	10 829 000
Avantages sociaux	2 028 900
Transports et communications	480 100
Services	3 435 200
Fournitures et matériel	1 010 900
	17 784 100

Commission des régimes de retraite de l'Ontario (1602-5)	
Traitements et salaires	3 827 300
Avantages sociaux	737 600
Transports et communications	165 400
Services	1 181 800
Fournitures et matériel	197 200
	6 109 300

Total (Fonctionnement) — Programme des normes financières	50 070 200

XVII. — OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

SOMMAIRE

L'Office a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français, en élaborant des politiques et en formulant les programmes appropriés. Il coordonne, contrôle et surveille la mise en oeuvre de la Loi sur les services en français par les ministères et fait des recommandations sur le financement des mesures prises à cette fin. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
4 277 100		Affaires francophones	(50 200)	4 327 300	3 681 862
4 277 100		**Total (Fonctionnement) — Office des affaires francophones**	(50 200)	4 327 300	3 681 862
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(900 000)	900 000	s.o.
4 277 100	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	849 800	3 427 300	3 681 862
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
4 277 100		Dépenses	(50 200)	4 327 300	3 681 862

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Réorganisation gouvernementale		
1.1 Transfert de fonctions d'autres ministères		3 681 862
		3 681 862

XVII. — OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES :

Ce programme a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation de services en français, en élaborant des politiques et en formulant les programmes appropriés. Il coordonne, contrôle et surveille la mise en oeuvre de la Loi sur les services en français par les ministères et fait des recommandations sur le financement des mesures prises à cette fin. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1701		**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 277 100	Coordination des Affaires francophones	(50 200)	4 327 300	3 681 862
	4 277 100	Total (Fonctionnement) — Affaires francophones	(50 200)	4 327 300	3 681 862
	—	Moins : Mandats spéciaux	(900 000)	900 000	s.o.
	4 277 100	**Montant à voter**	849 800	3 427 300	3 681 862

— NOTES —

XVII. — OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Coordination des Affaires francophones (1701-1)	$
Traitements et salaires	1 633 900
Avantages sociaux	307 000
Transports et communications	110 000
Services	1 060 000
Fournitures et matériel	126 700
Paiements de transfert	
Programme des services en français	1 039 500
Total (Fonctionnement) — Programme des Affaires Francophones	4 277 100

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

SOMMAIRE

Le ministère des Services gouvernementaux joue un rôle clé dans la prestation des programmes du gouvernement en assurant une utilisation optimale des terrains, des bâtiments, de la technologie et des services. Ceci est accompli en aidant le gouvernement à atteindre ses objectifs en matière d'environnement en jouant un rôle de chef de file dans la gestion des déchets, en établissant des normes pour l'achat de produits écologiques et en mettant au point un processus d'évaluation environnementale de portée générale dans le cadre des activités immobilières et de logement; en appuyant l'objectif à long terme du développement durable grâce à des stratégies immobilières permettant au gouvernement d'atteindre ses objectifs d'ordre social et économique; en travaillant à maximiser l'utilisation de la technologie informatique au sein du gouvernement afin d'accroître les capacités des ministères et la rapidité avec laquelle ils servent le public; et en visant à offrir un milieu de travail sanitaire et sécuritaire.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
25 782 450		Administration du ministère	3 612 193	22 170 257	22 081 258
405 243 400		Services des biens immobiliers	52 973 702	352 269 698	327 069 797
57 964 200		Approvisionnement et services	(3 359 500)	61 323 700	103 501 632
19 276 000		Services d'informatique et de télécommunications	(507 500)	19 783 500	17 774 480
508 266 050		**Total du ministère — Fonctionnement**	52 718 895	455 547 155	470 427 167
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(108 817 000)	108 817 000	s.o.
26 750		**Moins : Crédits législatifs**	(15 807)	42 557	235 818
508 239 300	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	161 551 702	346 687 598	470 191 349
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
508 266 050		Dépenses	52 718 895	455 547 155	470 427 167

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	451 627 857	
1.2 Comptes publics 1989-1990		466 822 119
2. Réorganisation gouvernementale:		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	3 919 298	3 605 048
	455 547 155	470 427 167

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

— NOTES —

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
321 563 100		Services des biens immobiliers	89 604 200	231 958 900	201 248 381
321 563 100		**Total du ministère — Capital**	89 604 200	231 958 900	201 248 381
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(52 183 000)	52 183 000	s.o.
321 563 100	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	141 787 200	179 775 900	201 248 381
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
321 563 100		Dépenses	89 604 200	231 958 900	201 248 381

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Fournir au ministère des services de soutien administratif afin de favoriser la réalisation des objectifs de ses programmes.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1801		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 017 400	Bureau principal	(1 081 100)	2 098 500	2 175 215
2	6 735 400	Services administratifs et financiers	696 000	6 039 400	6 545 285
3	1 014 600	Analyse et planification	(8 400)	1 023 000	738 393
4	1 758 600	Services juridiques	288 100	1 470 500	1 491 297
5	1 110 300	Services de vérification	(5 600)	1 115 900	1 030 117
6	6 304 100	Systèmes informatiques	1 534 100	4 770 000	4 861 409
7	1 910 700	Services des communications	109 200	1 801 500	1 833 238
8	3 948 400	Ressources humaines	139 500	3 808 900	3 364 747
9	500 700	Ministres sans portefeuille	499 700	1 000	—
10	1 456 500	Secrétariat des nominations	1 456 500	—	—
L	15 942	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(15 807)	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	25 782 450	Total — Fonctionnement	3 612 193	22 170 257	22 081 258
	—	Moins : Mandats spéciaux	(5 294 000)	5 294 000	s.o.
	25 750	Moins : Crédits législatifs	(15 807)	41 557	41 557
	25 756 700	**Montant à voter**	8 922 000	16 834 700	22 039 701

— NOTES —

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (1801-1)	$
Traitements et salaires	603 200
Avantages sociaux	170 200
Transports et communications	51 900
Services	157 700
Fournitures et matériel	34 400
	1 017 400

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1801-2)	
Traitements et salaires	3 277 800
Avantages sociaux	568 800
Transports et communications	639 900
Services	1 765 100
Fournitures et matériel	523 100
	6 774 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères	39 300
	6 735 400

Analyse et planification (1801-3)	
Traitements et salaires	726 600
Avantages sociaux	99 600
Transports et communications	29 500
Services	110 500
Fournitures et matériel	48 400
	1 014 600

Services juridiques (1801-4)	
Traitements et salaires	94 700
Avantages sociaux	21 300
Transports et communications	17 600
Services	1 597 900
Fournitures et matériel	27 100
	1 758 600

Services de vérification (1801-5)	
Traitements et salaires	832 700
Avantages sociaux	145 000
Transports et communications	21 100
Services	86 400
Fournitures et matériel	25 100
	1 110 300

Systèmes informatiques (1801-6)	$
Traitements et salaires	3 349 300
Avantages sociaux	561 800
Transports et communications	130 000
Services	2 201 400
Fournitures et matériel	364 000
	6 606 500
Moins : Recouvrements d'autres activités	302 400
	6 304 100

Services des communications (1801-7)	
Traitements et salaires	1 196 100
Avantages sociaux	175 700
Transports et communications	49 300
Services	411 400
Fournitures et matériel	246 700
	2 079 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères	168 500
	1 910 700

Ressources humaines (1801-8)	
Traitements et salaires	2 834 800
Avantages sociaux	472 300
Transports et communications	96 300
Services	417 100
Fournitures et matériel	127 900
	3 948 400

Ministres sans portefeuille (1801-9)	
Traitements et salaires	330 400
Avantages sociaux	59 300
Transports et communications	30 000
Services	41 000
Fournitures et matériel	40 000
	500 700

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	15 942

Secrétariat des nominations (1801-10)	
Traitements et salaires	427 000
Avantages sociaux	76 900
Transports et communications	88 300
Services	654 400
Fournitures et matériel	209 900
	1 456 500

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	25 782 450

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS :

Ce programme a pour objet de donner les orientations requises pour assurer la gestion du patrimoine immobilier de la province, de manière à satisfaire aux exigences du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères, en fournissant de la manière la plus rentable les services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins en locaux des ministères et des organismes gouvernementaux; en assurant la gestion, l'aménagement et la vente de biens immobiliers appartenant au gouvernement en vue d'accélérer la réalisation de ses objectifs sociaux et économiques, et d'optimiser les recettes de la province; et en élaborant et maintenant des normes et procédés propres à faciliter l'exécution des tâches énoncées ci-dessus.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1802		**PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS**			
FONCTIONNEMENT					
1	7 278 900	Administration du programme	125 200	7 153 700	6 120 967
2	69 003 700	Opérations entreprises dans le cadre du programme	777 300	68 226 400	65 237 404
3	328 960 800	Exécution du programme	52 071 202	276 889 598	255 711 426
	405 243 400	Total — Fonctionnement	52 973 702	352 269 698	327 069 797
	—	Moins : Mandats spéciaux	(81 961 000)	81 961 000	s.o.
	405 243 400	**Montant à voter**	134 934 702	270 308 698	327 069 797
1802		**PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS**			
CAPITAL					
4	321 563 100	Dépenses en capital	89 604 200	231 958 900	201 248 381
	321 563 100	Total — Capital	89 604 200	231 958 900	201 248 381
	—	Moins : Mandats spéciaux	(52 183 000)	52 183 000	s.o.
	321 563 100	**Montant à voter**	141 787 200	179 775 900	201 248 381

— NOTES —

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (1802-1)	$
Traitements et salaires	4 868 000
Avantages sociaux	893 900
Transports et communications	243 700
Services	978 400
Fournitures et matériel	294 900
	7 278 900

Opérations entreprises dans le cadre du programme (1802-2)	
Traitements et salaires	56 136 600
Avantages sociaux	11 112 200
Transports et communications	3 312 500
Services	1 484 600
Fournitures et matériel	738 700
	72 784 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères	3 780 900
	69 003 700

Exécution du programme (1802-3)	$	$
Transports et communications		8 177 700
Services		
Location	210 145 000	
Autres	80 561 800	290 706 800
Fournitures et matériel		44 735 600
Paiements de transfert		
Subventions pour intérêts — Société d'hypothèques de l'Ontario		66 000
		343 686 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères		14 725 300
		328 960 800
Total (Fonctionnement) — Programme des services des biens immobiliers		405 243 400

CAPITAL

Dépenses en capital (1802-4)	$	$
Traitements et salaires		7 760 300
Avantages sociaux		1 439 500
Transports et communications		2 734 000
Services		127 320 000
Fournitures et matériel		12 543 400
Acquisition/construction de biens immobiliers		
Terres	57 000 000	
Autres dépenses	180 382 700	237 382 700
		389 179 900
Moins : Recouvrements d'autres ministères		67 616 800
		321 563 100
Total (Capital) — Programme des services des biens immobiliers		321 563 100

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES :

Ce programme vise à fournir le soutien nécessaire aux programmes gouvernementaux et au public dans les secteurs des services désignés, facultatifs et obligatoires, de l'accès à l'information officielle et de l'adjudication des marchés publics, dans le but d'établir de meilleures communications avec les autres ministères, les organismes officiels et le public, et de promouvoir l'augmentation des rendements et les économies d'échelle dans la passation des marchés publics. Il fournit également aux employés de toute la fonction publique des conseils et des informations relatives aux avantages salariaux et autres services de la paie.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1803		**PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES**			
FONCTIONNEMENT					
1	398 400	Administration du programme	(609 700)	1 008 100	490 968
2	2 866 000	Services d'achat	(216 800)	3 082 800	2 554 630
3	9 782 600	Services gouvernementaux d'information	(1 173 300)	10 955 900	11 678 660
4	9 050 100	Services divers	1 292 000	7 758 100	7 999 929
5	3 314 600	Services de santé et de sécurité aux employés	215 400	3 099 200	2 629 362
6	32 551 500	Service d'information sur les ressources humaines	21 684 700	10 866 800	9 819 066
L	1 000	Compte de papeterie du gouvernement, Loi sur l'administration financière	—	1 000	194 261
—	—	Services de pensions et d'avantages sociaux pour les employés	(24 551 800)	24 551 800	68 134 756
	57 964 200	Total — Fonctionnement	(3 359 500)	61 323 700	103 501 632
	—	Moins : Mandats spéciaux	(16 950)	16 950	s.o.
	1 000	Moins : Crédits législatifs	—	1 000	194 261
	57 963 200	**Montant à voter**	(3 342 550)	61 305 750	103 307 371

— NOTES —

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (1803-1)	$
Traitements et salaires	293 600
Avantages sociaux	56 600
Transports et communications	11 300
Services	23 000
Fournitures et matériel	13 900
	398 400

Services d'achat (1803-2)			
Traitements et salaires			5 165 800
Avantages sociaux			904 800
Transports et communications			1 312 200
Services			1 911 100
Fournitures et matériel			21 039 700
			30 333 600
Moins : Recouvrements d'autres activités			27 467 600
			2 866 000

Crédits législatifs	$	
Compte de papeterie du gouvernement — imprimerie	1 000 000	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	999 000	1 000

Services gouvernementaux d'information (1803-3)			
Traitements et salaires			6 622 000
Avantages sociaux			1 299 200
Transports et communications			15 222 200
Services			2 941 200
Fournitures et matériel	$		
Publications en réserve	3 062 800		
Autres fournitures et matériel	1 106 900	4 169 700	
Moins: Recouvrements Ventes	7 480 000		
Moins: Montants crédités au compte de recettes	4 418 200	3 061 800	1 107 900
			27 192 500
Moins : Recouvrements d'autres activités			17 409 900
			9 782 600

Services divers (1803-4)	
Traitements et salaires	3 489 900
Avantages sociaux	630 400
Transports et communications	3 525 000
Services	766 200
Fournitures et matériel	638 600
	9 050 100

Services de santé et de sécurité aux employés (1803-5)	$
Traitements et salaires	2 463 700
Avantages sociaux	462 200
Transports et communications	171 400
Services	96 700
Fournitures et matériel	120 600
	3 314 600

Services d'information sur les ressources humaines (1803-6)		
Traitements et salaires		4 448 800
Avantages sociaux		1 010 600
Transports et communications		2 000
Services		4 791 300
Fournitures et matériel		236 400
Avantages sociaux (contributions gouvernementales)	$	
La Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires	359 513 700	
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	7 497 200	
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	2 355 000	
Régime de pensions du Canada	57 440 100	
Assurance-chômage	97 933 300	
Assurance-vie collective	8 405 600	
Protection du revenu à long terme	35 504 400	
Impôt-santé des employeurs	67 521 300	
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	33 234 200	
Régime de soins dentaires	30 110 600	
Prestations aux employés retraités, articles de recettes et primes d'assurance contre les accidents de voyage	22 062 400	721 577 800
		732 066 900
Moins : Recouvrements d'autres activités		699 515 400
		32 551 500
Total (Fonctionnement) — Programme de l'approvisionnement et des services		57 964 200

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS :

Contribuer au rendement et à la productivité des services gouvernementaux en fournissant et en favorisant la prestation de services informatiques aux ministères et organismes publics autorisés financés par des fonds publics, à des prix et niveaux de service compétitifs.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1804		**PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 000	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables	—	1 000	97 288
2	19 275 000	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables	(507 500)	19 782 500	17 677 192
	19 276 000	Total — Fonctionnement	(507 500)	19 783 500	17 774 480
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 612 000)	4 612 000	s.o.
	19 276 000	**Montant à voter**	4 104 500	15 171 500	17 774 480

— NOTES —

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables (1804-1)		$
Traitements et salaires		17 050 700
Avantages sociaux		3 079 400
Transports et communications		38 468 600
Services		28 313 100
Fournitures et matériel		6 794 600
		93 706 400
Moins : Recouvrements d'autres activités :	$	
Facturation de services fournis à divers clients	96 205 400	
Moins : Montants crédités au compte de recettes	2 500 000	93 705 400
		1 000

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables (1804-2)	$
Traitements et salaires	2 226 500
Avantages sociaux	404 400
Transports et communications	16 352 600
Services	260 100
Fournitures et matériel	31 400
	19 275 000
Total (Fonctionnement) — Programme des services d'informatique et de télécommunications	19 276 000

XIX. — BUREAU DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO

SOMMAIRE

Le Bureau de la région du grand Toronto est responsable de la coordination des politiques, des programmes et des projets du gouvernement visant à faire en sorte que la région urbaine du grand Toronto reste viable sur les plans environnemental et économique tout en connaissant une croissance considérable. Toutes les activités du Bureau impliquent une collaboration étroite entre les différents ministères de la province ainsi qu'entre les municipalités locales et régionales de la région du grand Toronto.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
20 295 700		Programme de la région du grand Toronto	17 580 400	2 715 300	2 042 170
20 295 700		**Total (Fonctionnement) — Bureau de la région du grand Toronto**	17 580 400	2 715 300	2 042 170
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(597 000)	597 000	s.o.
20 295 700	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	18 177 400	2 118 300	2 042 170
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
2 870 000		Dépenses	154 700	2 715 300	2 042 170
17 425 700		Prêts et Dotations	17 425 700	—	—
20 295 700			17 580 400	2 715 300	2 042 170

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	—	
1.2 Comptes publics 1989-1990		—
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	2 715 300	2 042 170
	2 715 300	2 042 170

XIX. — BUREAU DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO

PROGRAMME DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO :

Le Bureau de la région du grand Toronto est responsable de la coordination des politiques, des programmes et des projets du gouvernement visant à faire en sorte que la région urbaine du grand Toronto reste viable sur les plans environnemental et économique tout en connaissant une croissance considérable. Toutes les activités du Bureau impliquent une collaboration étroite entre les différents ministères de la province ainsi qu'entre les municipalités locales et régionales de la région du grand Toronto.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
1901		**PROGRAMME DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO**			
FONCTIONNEMENT					
1	2 870 000	Bureau du conseiller spécial	154 700	2 715 300	2 042 170
2	17 425 700	Société chargée de l'élimination des déchets pour la région du grand Toronto	17 425 700	—	—
	20 295 700	Total (Fonctionnement) — Bureau de la région du grand Toronto	17 580 400	2 715 300	2 042 170
	—	Moins : Mandats spéciaux	(597 000)	597 000	s.o.
	20 295 700	**Montant à voter**	18 177 400	2 118 300	2 042 170

— NOTES —

XIX. — BUREAU DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau du conseiller spécial (1901-1)	$
Traitements et salaires	1 103 600
Avantages sociaux	213 000
Transports et communications	181 100
Services	1 316 900
Fournitures et matériel	55 400
	2 870 000
Société provisoire chargée de l'élimination des déchets pour la région du grand Toronto (1901-2)	
Prêts et Dotations	
Avances à la société provisoire chargée de l'élimination des déchets pour la région du grand Toronto	17 425 700
	17 425 700
Total (Fonctionnement) — Programme de la région du grand Toronto	20 295 700

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SOMMAIRE

La mission du ministère de la Santé de l'Ontario est de favoriser, d'assurer et de maintenir le meilleur état de santé possible dans la population de la province.

Le ministère est responsable de la mise sur pied, de l'application et de la gestion des politiques, des normes et des programmes visant à procurer des services de santé accessibles et appropriés qui sont à la portée de tout le monde.

Le ministère conseille le gouvernement dans le domaine de la santé en Ontario; il vise à optimiser la santé et le bien-être physique et mental de la population de l'Ontario; et il est responsable de l'instauration, de la coordination et du maintien de services de santé complets et d'un réseau équilibré et intégré d'hôpitaux, de maisons de soins infirmiers, de laboratoires, d'ambulances et autres établissements de santé en Ontario.

En plus de promouvoir un style de vie sain comme facteur principal de la prévention des maladies, le ministère favorise et soutient l'élaboration et l'application de programmes communautaires pour la promotion et la protection de la santé de tous les Ontariens.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
159 869 257		Administration du ministère	(7 982 600)	167 851 857	127 258 774
8 800 829 000		Soins en établissements	791 323 800	8 009 505 200	7 287 848 901
6 161 075 700		Prestations de santé	677 455 900	5 483 619 800	4 956 422 860
1 602 080 600		Services de santé à la communauté et aux consommateurs	207 615 800	1 394 464 800	1 177 026 245
16 723 854 557		**Total du ministère — Fonctionnement**	1 668 412 900	15 055 441 657	13 548 556 780
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(3 904 127 000)	3 904 127 000	s.o.
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	—	41 557	41 557
—		**Redressement pour les paiements d'avance**	333 500 000	(333 500 000)	333 500 000
16 723 813 000	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	5 906 039 900	10 817 773 100	13 882 015 223
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
16 723 854 557		Dépenses	2 001 912 900	14 721 941 657	13 882 056 780

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	14 729 026 057	
1.2 Comptes publics 1989-1990		13 882 965 030
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(7 084 400)	(908 250)
	14 721 941 657	13 882 056 780

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
250 000 000		Soins en établissements	—	250 000 000	245 000 000
250 000 000		**Total du ministère — Capital**	—	250 000 000	245 000 000
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(45 000 000)	45 000 000	s.o.
250 000 000	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	(45 000 000)	205 000 000	245 000 000
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
250 000 000		Dépenses	—	250 000 000	245 000 000

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif au Conseil de révision du lieutenant-gouverneur, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1990-1991 Prévisions $	1989-1990 Dépenses $
2001		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	11 674 800	Bureau principal	1 018 100	10 656 700	10 770 499
2	25 037 500	Services administratifs et financiers	1 220 100	23 817 400	23 368 071
3	6 390 900	Ressources humaines	702 400	5 688 500	5 475 637
4	10 747 300	Services des communications	825 300	9 922 000	10 783 140
5	41 926 000	Analyse, recherche et planification	4 963 700	36 962 300	34 727 319
6	2 669 600	Services juridiques	584 400	2 085 200	1 900 801
7	2 032 400	Services de vérification	31 200	2 001 200	1 885 488
8	57 900 400	Systèmes informatiques	(17 587 200)	75 487 600	37 211 577
9	1 448 800	Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	259 400	1 189 400	1 094 685
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	159 869 257	Total — Fonctionnement	(7 982 600)	167 851 857	127 258 774
	—	Moins : Mandats spéciaux	(42 583 000)	42 583 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 557
	159 827 700	**Montant à voter**	34 600 400	125 227 300	127 217 217

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (2001-1)	$
Traitements et salaires	3 557 900
Avantages sociaux	1 504 400
Transports et communications	792 400
Services	5 617 300
Fournitures et matériel	202 800
	11 674 800

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (2001-2)	
Traitements et salaires	13 280 200
Avantages sociaux	2 629 400
Transports et communications	2 043 500
Services	3 089 000
Fournitures et matériel	4 072 100
	25 114 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères	76 700
	25 037 500

Ressources humaines (2001-3)	
Traitements et salaires	4 992 300
Avantages sociaux	988 500
Transports et communications	126 700
Services	169 700
Fournitures et matériel	113 700
	6 390 900

Services des communications (2001-4)	
Traitements et salaires	2 320 200
Avantages sociaux	459,400
Transports et communications	500 000
Services	5 867 700
Fournitures et matériel	1 600 000
	10 747 300

Analyse, recherche et planification (2001-5)		
Traitements et salaires		3 919 300
Avantages sociaux		776 000
Transports et communications		420 000
Services		710 000
Fournitures et matériel		444 800
Paiements de transfert	$	
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	11 998 800	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	23 657 100	35 655 900
		41 926 000

Services juridiques (2001-6)	$
Traitements et salaires	26 700
Avantages sociaux	5 300
Transports et communications	31 900
Services	2 472 300
Fournitures et matériel	133 400
	2 669 600

Services de vérification (2001-7)	
Traitements et salaires	1 578 700
Avantages sociaux	312 600
Transports et communications	72 000
Services	24 000
Fournitures et matériel	45 100
	2 032 400

Systèmes informatiques (2001-8)	
Traitements et salaires	11 996 300
Avantages sociaux	2 375 300
Transports et communications	5 678 800
Services	31 300 000
Fournitures et matériel	6 550 000
	57 900 400

Conseil de révision du lieutenant-gouverneur (2001-9)	
Traitements et salaires	294 400
Avantages sociaux	58 300
Transports et communications	164 400
Services	909 800
Fournitures et matériel	21 900
	1 448 800

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	159 869 257

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS :

Ce programme assure le financement des dépenses en capital des hôpitaux publics et des établissements connexes; il a également pour objet l'élaboration des politiques et le financement du fonctionnement des hôpitaux publics et privés et des maisons de soins infirmiers. Le programme comprend en outre l'exploitation des hôpitaux psychiatriques.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2002		**PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS**			
FONCTIONNEMENT					
1	818 600	Administration du programme	17 700	800 900	782 659
2	7 849 101 500	Hôpitaux et établissements connexes	710 218 100	7 138 883 400	6 481 024 329
3	435 488 200	Services psychiatriques	36 493 400	398 994 800	377 217 228
4	515 420 700	Services de maisons de soins infirmiers	44 594 600	470 826 100	428 824 685
	8 800 829 000	Total — Fonctionnement	791 323 800	8 009 505 200	7 287 848 901
	—	Moins : Mandats spéciaux	(2 067 209 000)	2 067 209 000	s.o.
	—	Redressement pour les paiements d'avance	333 500 000	(333 500 000)	333 500 000
	8 800 829 000	**Montant à voter**	3 192 032 800	5 608 796 200	7 621 348 901
2002		**PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS**			
CAPITAL					
5	250 000 000	Hôpitaux et établissements connexes	—	250 000 000	245 000 000
	250 000 000	Total — Capital	—	250 000 000	245 000 000
	—	Moins : Mandats spéciaux	(45 000 000)	45 000 000	s.o.
	250 000 000	**Montant à voter**	(45 000 000)	205 000 000	245 000 000

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (2002-1)	$
Traitements et salaires	283 000
Avantages sociaux	56 000
Transports et communications	83 000
Services	360 600
Fournitures et matériel	36 000
	818 600

Hôpitaux et établissements connexes (2002-2)	$	$
Traitements et salaires		6 874 900
Avantages sociaux		1 361 200
Transports et communications		302 800
Services		422 700
Fournitures et matériel		290 600
Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux	7 284 927 100	
Exploitation des établissements connexes	347 066 000	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux publics	4 212 000	
Enseignement clinique	203 644 200	7 839 849 300
		7 849 101 500

Services psychiatriques (2002-3)	$
Traitements et salaires	310 904 800
Avantages sociaux	61 559 200
Transports et communications	4 652 000
Services	22 492 500
Fournitures et matériel	45 430 000
Paiements de transfert	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux psychiatriques	363 000
	445 401 500
Moins : Recouvrements d'autres ministères	9 913 300
	435 488 200

Services de maisons de soins infirmiers (2002-4)	$
Traitements et salaires	4 007 200
Avantages sociaux	793 400
Transports et communications	412 600
Services	443 500
Fournitures et matériel	79 500
Paiements de transfert	
Programme de soins prolongés	509 684 500
	515 420 700
Total (Fonctionnement) — Programme de soins en établissements	8 800 829 000

CAPITAL

Hôpitaux et établissements connexes (2002-5)	$
Paiements de transfert	
Établissements de santé	250 000 000
	250 000 000
Total (Capital) — Programme de soins en établissements	250 000 000

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ :

Ce programme assure la gestion des Régimes d'assurance-santé et de médicaments de l'Ontario. L'assurance-santé offre aux résidents de l'Ontario des prestations assurées dont le but est de faciliter l'accès à une vaste gamme de services de santé. Le Régime de médicaments vise à défrayer les coûts des médicaments et des traitements aux résidents admissibles de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2003		**PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ**			
FONCTIONNEMENT					
1	5 324 080 400	Assurance-santé et prestations	530 182 500	4 793 897 900	4 309 181 132
2	836 995 300	Médicaments	147 273 400	689 721 900	647 241 728
	6 161 075 700	Total — Fonctionnement	677 455 900	5 483 619 800	4 956 422 860
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 441 000 000)	1 441 000 000	s.o.
	6 161 075 700	**Montant à voter**	2 118 455 900	4 042 619 800	4 956 422 860

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Assurance-santé et prestations (2003-1)	$
Traitements et salaires	46 949 200
Avantages sociaux	9 296 000
Transports et communications	3 345 700
Services	2 681 800
Fournitures et matériel	4 470 100
Paiements de transfert	
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	5 257 337 600
	5 324 080 400

Médicaments (2003-2)	$
Traitements et salaires	3 622 900
Avantages sociaux	717 300
Transports et communications	442 000
Services	951 200
Fournitures et matériel	701 900
Paiements de transfert	
Régime de médicaments de l'Ontario	830 560 000
	836 995 300
Total (Fonctionnement) — Programme de prestations de santé	6 161 075 700

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS :

Ce programme vise à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer la prestation efficace de soins de santé dans les communautés, ainsi que la protection de la santé et l'exécution de programmes de promotion dans toutes les régions de la province. Il comprend les services d'urgence complets englobant les soins préalables à l'hospitalisation, les départements des services d'urgence des hôpitaux et la planification en cas d'imprévu. Il est en outre chargé de la planification et de l'élaboration des activités et des politiques administratives relatives au Programme de services des appareils et accessoires fonctionnels.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2004		**PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS**			
FONCTIONNEMENT					
1	16 222 000	Administration du programme	4 989 400	11 232 600	5 917 888
2	507 148 700	Services communautaires de santé	97 054 400	410 094 300	332 459 447
3	337 734 900	Services communautaires de santé mentale	36 528 700	301 206 200	269 004 397
4	259 944 300	Santé publique	23 848 700	236 095 600	200 851 580
5	36 834 000	Services de laboratoire	2 384 400	34 449 600	36 237 660
6	304 681 300	Services de santé d'urgence	33 964 900	270 716 400	231 840 520
7	110 123 100	Services des appareils et accessoires fonctionnels	7 126 700	102 996 400	82 185 485
8	20 355 100	Conseils régionaux de santé	1 718 600	18 636 500	13 719 452
9	9 037 200	Fonds Innovation Santé	—	9 037 200	4 809 816
	1 602 080 600	Total — Fonctionnement	207 615 800	1 394 464 800	1 177 026 245
	—	Moins : Mandats spéciaux	(353 335 000)	353 335 000	s.o.
	1 602 080 600	**Montant à voter**	560 950 800	1 041 129 800	1 177 026 245

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (2004-1)	$
Traitements et salaires	2 260 300
Avantages sociaux	447 500
Transports et communications	314 500
Services	3 626 200
Fournitures et matériel	214 100
Paiements de transfert	
Programme de promotion de la santé	9 359 400
	16 222 000

Services communautaires de santé (2004-2)	$	$
Traitements et salaires		2 071 400
Avantages sociaux		410 200
Transports et communications		233 500
Services		488 200
Fournitures et matériel		198 600
Paiements de transfert		
Soins à domicile	452 842 500	
La Société d'arthrite — Division de l'Ontario	3 893 300	
Services de coordination des placements	7 097 200	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	11 373 700	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	13 687 000	
Établissements de santé autonomes	14 853 100	503 746 800
		507 148 700

Services communautaires de santé mentale (2004-3)	$	$
Traitements et salaires		2 036 500
Avantages sociaux		403 200
Transports et communications		162 900
Services		156 000
Fournitures et matériel		34 600
Paiements de transfert		
Foyers de soins spéciaux	74 561 500	
Programmes communautaires de santé mentale	146 501 300	
Fondation ontarienne de la santé mentale	525 300	
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie	76 237 500	
Fondation de la recherche sur la toxicomanie	37 116 100	334 941 700
		337 734 900

Santé publique (2004-4)	$	$
Traitements et salaires		3 819 300
Avantages sociaux		756 300
Transports et communications		600 000
Services		2 266 300
Fournitures et matériel		700 000
Paiements de transfert		
Organismes officiels locaux responsables de la santé	187 438 000	
Planification familiale	17 594 700	
Programmes d'orthophonie et d'audiologie	4 320 200	
Épidémies	25 983 500	
Prévention et contrôle du SIDA	14 123 800	
Prévention de la tuberculose	1 210 100	
Lutte contre les maladies vénériennes	678 500	
Association des organismes locaux officiels responsables de la santé	268 600	
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	74 800	
Association pour la santé publique de l'Ontario	60 200	
Subventions diverses	50 000	251 802 400
		259 944 300

Services de laboratoire (2004-5)	$	$
Traitements et salaires		21 302 400
Avantages sociaux		4 217 900
Transports et communications		869 400
Services		800 000
Fournitures et matériel		7 290 000
Paiements de transfert		
Vérification de la qualité des services de laboratoire		2 354 300
		36 834 000

Services de santé d'urgence (2004-6)	$	$
Traitements et salaires		33 399 700
Avantages sociaux		6 613 100
Transports et communications		4 905 900
Services		21 656 200
Fournitures et matériel		24 257 200
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes		
Services d'ambulance municipaux	38 658 700	
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	175 190 500	213 849 200
		304 681 300

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Services des appareils et accessoires fonctionnels (2004-7)		$
Traitements et salaires		1 982 500
Avantages sociaux		392 500
Transports et communications		257 500
Services		791 200
Fournitures et matériel		634 600
Paiements de transfert	$	
Services des appareils et accessoires fonctionnels	104 860 000	
L'Association canadienne du diabète, division de l'Ontario	1 204 800	106 064 800
		110 123 100

Conseils régionaux de santé (2004-8)	$
Traitements et salaires	2 778 200
Avantages sociaux	550 200
Transports et communications	673 600
Services	865 600
Fournitures et matériel	253 300
Paiements de transfert	
Conseils régionaux de santé	15 234 200
	20 355 100

Fonds Innovation Santé (2004-9)	
Traitements et salaires	270 300
Avantages sociaux	53 500
Transports et communications	50 000
Services	2 655 000
Fournitures et matériel	25 000
Paiements de transfert	5 983 400
	9 037 200

Total (Fonctionnement) — Programme des services de santé à la communauté et aux consommateurs	1 602 080 600

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

SOMMAIRE

Le ministère du Logement cherche à faire en sorte que tous les résidents de l'Ontario aient accès à des logements abordables et sûrs. Le ministère accroît l'offre de logement à coût faible et modéré au moyen de programmes de création de logement à but non lucratif et tenant compte des besoins du marché. Par l'entremise de la Société de logement de l'Ontario, de 56 Commissions locales de logements et de 1 600 organismes à but non lucratif, le ministère fournit des subventions d'immobilisation et des fonds d'exploitation pour 205 000 logements sociaux, y compris des logements à l'intention de personnes ayant des besoins spéciaux. En collaboration avec le ministère des Services gouvernementaux, il vise à optimiser l'utilisation des terres publiques pour le logement; avec le ministère des Affaires municipales, il cherche à rationaliser le processus d'aménagement, à l'appui de la déclaration de principes sur l'Aménagement du territoire pour le logement et il prône le soutien au logement à prix abordable. Le ministère a mis sur pied des programmes de prêts et de subventions visant à promouvoir la remise en état et l'optimisation du stock de logements existants ainsi que la modification des logements actuels de façon à répondre aux besoins des personnes handicapées. Il gère aussi la Loi sur la réglementation des loyers d'habitation, qui réglemente les loyers résidentiels, et la Loi sur la protection du logement locatif, qui contrôle la conversion, la démolition et la rénovation des logements locatifs. Il est aussi responsable du Code du bâtiment de l'Ontario et du Code de la plomberie, qui réglementent la construction et la rénovation de tous les bâtiments de la province tout en respectant des normes rigoureuses de sécurité; il fait en sorte que les activités de construction et de rénovation restent efficaces au plan du coût.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
24 404 957		Administration du ministère	(141 302)	24 546 259	21 729 849
4 427 800		Services du bâtiment	(190 500)	4 618 300	4 183 955
708 304 700		Activités relatives au logement et à la révision des loyers	216 355 300	491 949 400	364 939 095
11 242 800		Politique de logement	1 943 500	9 299 300	8 641 384
10 942 200		Commission de révision des loyers et Conseil des normes de location résidentielle	(1 894 200)	12 836 400	9 443 325
5 388 000		Aménagement de North Pickering	149 000	5 239 000	—
764 710 457		**Total du ministère — Fonctionnement**	216 221 798	548 488 659	408 937 608
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(159 900 000)	159 900 000	s.o.
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	—	41 557	41 154
764 668 900	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	376 121 798	388 547 102	408 896 454
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
759 322 457		Dépenses	216 072 798	543 249 659	408 937 608
5 388 000		Prêts et Dotations	149 000	5 239 000	—
764 710 457			216 221 798	548 488 659	408 937 608

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	552 407 957	
1.2 Comptes publics 1989-1990		412 542 656
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(3 919 298)	(3 605 048)
	548 488 659	408 937 608

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
133 457 000		Activités relatives au logement et à la révision des loyers	18 966 000	114 491 000	112 836 244
—		Politique de logement	(4 300 000)	4 300 000	1 140 400
133 457 000		**Total du ministère — Capital**	14 666 000	118 791 000	113 976 644
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(39 100 000)	39 100 000	s.o.
133 457 000	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	53 766 000	79 691 000	113 976 644
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
133 457 000		Dépenses	14 666 000	118 791 000	113 976 644

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de contribuer à l'établissement des priorités, des directives et des objectifs destinés au ministère du Logement; d'assurer d'une manière effective l'organisation, la gestion et la mise en oeuvre des ressources du ministère; de surveiller les mécanismes de contrôle, et d'établir les normes de rapport et de gestion du ministère. Ce programme assure également des services de soutien administratif et opérationnel au ministère du Logement et au ministère des Affaires municipales, ainsi qu'aux organismes qui en relèvent.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2101		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 288 200	Bureau principal	2 900	1 285 300	1 228 653
2	2 631 600	Services des communications	(434 400)	3 066 000	2 714 549
3	6 592 900	Services administratifs et financiers	44 298	6 548 602	6 008 751
4	2 679 900	Ressources humaines	394 700	2 285 200	2 556 838
5	1 816 300	Services juridiques	498 000	1 318 300	1 242 225
6	1 155 900	Services de vérification	199 300	956 600	488 630
7	8 198 600	Systèmes informatiques	(846 100)	9 044 700	7 449 049
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 405
	24 404 957	Total — Fonctionnement	(141 302)	24 546 259	21 729 849
	—	Moins : Mandats spéciaux	(5 915 000)	5 915 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 154
	24 363 400	**Montant à voter**	5 773 698	18 589 702	21 688 695

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (2101-1)	$
Traitements et salaires	922 100
Avantages sociaux	157 100
Transports et communications	65 200
Services	61 100
Fournitures et matériel	82 700
	1 288 200

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services des communications (2101-2)	
Traitements et salaires	1 552 900
Avantages sociaux	263 300
Transports et communications	68 700
Services	1 311 300
Fournitures et matériel	115 000
	3 311 200
Moins : Recouvrements d'autres activités	679 600
	2 631 600

Services administratifs et financiers (2101-3)	
Traitements et salaires	6 076 300
Avantages sociaux	1 030 800
Transports et communications	642 100
Services	1 564 500
Fournitures et matériel	787 400
	10 101 100
Moins : Recouvrements d'autres activités	3 508 200
	6 592 900

Ressources humaines (2101-4)	
Traitements et salaires	2 679 400
Avantages sociaux	446 300
Transports et communications	111 300
Services	352 700
Fournitures et matériel	207 400
	3 797 100
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 117 200
	2 679 900

Services juridiques (2101-5)	$
Traitements et salaires	177 600
Avantages sociaux	6 600
Transports et communications	28 500
Services	2 234 400
Fournitures et matériel	59 600
	2 506 700
Moins : Recouvrements d'autres activités	690 400
	1 816 300

Services de vérification (2101-6)	
Traitements et salaires	1 364 800
Avantages sociaux	235 600
Transports et communications	88 500
Services	39 800
Fournitures et matériel	78 700
	1 807 400
Moins : Recouvrements d'autres activités	651 500
	1 155 900

Systèmes informatiques (2101-7)	
Traitements et salaires	4 329 500
Avantages sociaux	749 900
Transports et communications	676 700
Services	4 638 000
Fournitures et matériel	817 800
	11 211 900
Moins : Recouvrements d'autres activités	3 013 300
	8 198 600

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	24 404 957

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT :

Le but de ce programme est de faire avancer les objectifs environnementaux et sociaux du gouvernement, de promouvoir la sécurité publique et le confort dans les édifices et d'accroître la productivité et l'efficacité de l'industrie du bâtiment; à cette fin, on élabore des amendements aux lois, règlements, politiques et normes se rapportant à la construction de nouveaux immeubles, aux matériaux de construction et aux autres innovations technologiques, à la rénovation et l'entretien des immeubles existants. Ce programme comprend en outre l'administration des codes du bâtiment et de la plomberie de l'Ontario, la réforme des règlements et les services d'instruction, de formation et de consultation offerts à l'industrie et aux municipalités.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2102		**PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 427 800	Services du bâtiment	(190 500)	4 618 300	4 183 955
	4 427 800	Total — Fonctionnement	(190 500)	4 618 300	4 183 955
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 180 000)	1 180 000	s.o.
	4 427 800	**Montant à voter**	989 500	3 438 300	4 183 955

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Services du bâtiment (2102-1)	$
Traitements et salaires	2 039 100
Avantages sociaux	268 700
Transports et communications	311 700
Services	1 531 200
Fournitures et matériel	77 100
Paiements de transfert	
Améliorations aux règlements municipaux relatifs au bâtiment	200 000
	4 427 800
Total (Fonctionnement) — Programme des services du bâtiment	4 427 800

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS :

Ce programme a pour objectif de répondre aux besoins en logements sociaux des habitants de l'Ontario, en collaboration avec le secteur du logement à but non lucratif et des coopératives d'habitation, le secteur privé, d'autres ministères et d'autres niveaux de gouvernement. Ses activités comprennent l'élaboration de programmes de logement social et la mise en oeuvre de programmes de logement social et autres couvrant tous les aspects du marché du logement. Elles consistent notamment à assurer la construction, l'entretien, la gestion et l'administration, pour le compte de la Société de logement de l'Ontario, de logements à loyer indexé sur le revenu destinés aux familles économiquement faibles, aux personnes âgées, aux handicapés et à d'autres personnes admissibles, pour leur donner l'accès à des logements sûrs, bien entretenus, et à prix abordable.

Ce programme a pour deuxième objectif d'appliquer la Loi de 1986 sur la réglementation des loyers d'habitation en assurant les fonctions suivantes : prendre des décisions sur les demandes de révision des loyers et d'autres questions connexes présentées par les locateurs et les locataires; conseiller le public sur tout ce qui a trait à la location résidentielle; gérer le registre des loyers d'habitation; et examiner et recommander les mesures à prendre au sujet des demandes présentées en vertu de la Loi sur la protection des logements locatifs et des demandes d'exemption dans le cadre de cette loi.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2102		**PROGRAMME D'ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS**			
FONCTIONNEMENT					
1	927 900	Administration du programme	13 200	914 700	588 016
2	461 018 600	Activités régionales	191 653 500	269 365 100	170 859 268
3	22 564 500	Activités relatives à la révision des loyers	(740 200)	23 304 700	20 764 265
4	77 800	Services d'appui technique	8 100	69 700	86 670
5	750 300	Élaboration de programmes de logement	(12 300)	762 600	178 876
6	222 965 600	Société de logement de l'Ontario	25 433 000	197 532 600	172 462 000
	708 304 700	Total — Fonctionnement	216 355 300	491 949 400	364 939 095
	—	Moins : Mandats spéciaux	(146 698 000)	146 698 000	s.o.
	708 304 700	**Montant à voter**	363 053 300	345 251 400	364 939 095
2103		**PROGRAMME D'ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS**			
CAPITAL					
7	73 598 000	Activités régionales	6 815 000	66 783 000	70 868 244
8	59 859 000	Société de logement de l'Ontario	12 151 000	47 708 000	41 968 000
	133 457 000	Total — Capital	18 966 000	114 491 000	112 836 244
	—	Moins : Mandats spéciaux	(39 100 000)	39 100 000	s.o.
	133 457 000	**Montant à voter**	58 066 000	75 391 000	112 836 244

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (2103-1)		$
Traitements et salaires		376 700
Avantages sociaux		70 700
Transports et communications		36 500
Services		536 000
Fournitures et matériel		64 000
		1 083 900
Moins : Recouvrements d'autres activités		156 000
		927 900

Activités régionales (2103-2)	$	
Traitements et salaires		15 107 500
Avantages sociaux		2 344 300
Transports et communications		1 655 900
Services		3 834 700
Fournitures et matériel		1 538 000
Paiements de transfert		
Subventions dans le cadre du programme d'exposé des principes des municipalités	485 000	
Subventions pour la préservation et l'augmentation du stock de logements	700 000	
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	440 725 000	441 910 000
		466 390 400
Moins : Recouvrements d'autres activités		5 371 800
		461 018 600

Activités relatives à la révision des loyers (2103-3)	
Traitements et salaires	14 592 800
Avantages sociaux	2 260 500
Transports et communications	2 225 200
Services	2 236 600
Fournitures et matériel	949 400
Paiements de transfert	
Subventions pour des projets d'éducation à l'intention des locateurs et des locataires	300 000
	22 564 500

Services d'appui technique (2103-4)	
Traitements et salaires	1 411 600
Avantages sociaux	314 900
Transports et communications	120 000
Services	388 200
Fournitures et matériel	90 000
	2 324 700
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 246 900
	77 800

Élaboration de programmes de logement (2103-5)	$
Traitements et salaires	1 443 000
Avantages sociaux	287 300
Transports et communications	237 900
Services	1 104 000
Fournitures et matériel	273 000
	3 345 200
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 594 900
	750 300

Société de logement de l'Ontario (2103-6)	
Paiements de transfert	
Paiements à titre de supplément au loyer	72 070 000
Perte subie sur l'exploitation des logements publics	149 395 600
Subventions pour les initiatives de participation des locataires	1 500 000
	222 965 600
Total (Fonctionnement) — Programme d'activités relatives au logement et à la révision des loyer	708 304 700

CAPITAL

Activités régionales (2103-7)	$	
Traitements et salaires		1 119 600
Avantages sociaux		75 700
Transports et communications		365 800
Services		456 500
Fournitures et matériel		206 400
Paiements de transfert		
Programme de subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	73 000	
Aide à la création de logements sociaux — subventions	125 000	
Subventions pour la restauration/construction de logements locatifs à but non lucratif	2 880 000	
Subvention pour la conservation d'énergie des logements à but non lucratif	5 000 000	
Répararation et restauration des logements des autochtones	6 000 000	
Aide à la réparation de logements dans le Nord de l'Ontario	500 000	
Projets pilotes illustrant des formules de logements innovatrices	35 000	14 613 000
Autres opérations	$	
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	4 760 000	
Prêts de restauration et de développement du marché des logements locatifs	44 801 000	
Prêts d'aide à l'aménagement de logements à but non lucratif	7 200 000	56 761 000
		73 598 000

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ACTIVITÉS RELATIVES AU LOGEMENT ET À LA RÉVISION DES LOYERS — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Société de logement de l'Ontario (2103-8)	$
Paiements de transfert	
Réparations des logements publics	54 441 000
Développement du logement rural	5 242 000
Fonds d'exploitation des logements publics	176 000
	59 859 000
Total (Capital) — Programme d'activités relatives au logement et à la révision des loyers	133 457 000

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT :

L'un des principaux objectifs de ce programme est d'élaborer des recommandations de principe et des plans stratégiques et de mettre sur pied des programmes en vue d'encourager et de faciliter l'offre en Ontario de logements abordables et convenables, en location et en propriété, y compris la construction de no veaux logements, la remise en état de logements anciens et l'utilisation plus efficace des logements existants. Ce programme établit également le processus de réglementation des loyers d'habitation en Ontario.

Ce programme vise aussi à promouvoir la création de logements abordables par ses interventions; à influer sur l'utilisation des terrains gouvernementaux pour la création de logements abordables; à modifier les mécanismes de planification et d'approbation relatifs à l'utilisation des terrains pour la création de logements abordables; et à négocier et à consolider des accords avec tous les secteurs pour appuyer la production de logements abordables.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2104		**PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT**			
FONCTIONNEMENT					
1	472 300	Administration du programme	(23 300)	495 600	391 988
2	2 600 900	Politique de logement	(37 400)	2 638 300	2 338 509
3	2 419 300	Recherche et planification statégique	(51 300)	2 470 600	2 180 885
4	5 750 300	Appui au logement	2 055 500	3 694 800	3 730 002
	11 242 800	Total — Fonctionnement	1 943 500	9 299 300	8 641 384
	—	Moins : Mandats spéciaux	(2 322 000)	2 322 000	s.o.
	11 242 800	**Montant à voter**	4 265 500	6 977 300	8 641 384
2104		**PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT**			
CAPITAL					
—	—	Appui au logement	(4 300 000)	4 300 000	1 140 400
	—	Total — Capital	(4 300 000)	4 300 000	1 140 400
	—	Moins : Mandats spéciaux	—	—	s.o.
	—	**Montant à voter**	(4 300 000)	4 300 000	1 140 400

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (2104-1)	$
Traitements et salaires	251 200
Avantages sociaux	39 000
Transports et communications	16 600
Services	133 100
Fournitures et matériel	32 400
	472 300

Politique de logement (2104-2)	
Traitements et salaires	1 539 300
Avantages sociaux	242 900
Transports et communications	200 000
Services	468 000
Fournitures et matériel	150 700
	2 600 900

Recherche et planification stratégique (2104-3)	
Traitements et salaires	1 380 400
Avantages sociaux	228 100
Transports et communications	93 500
Services	608 800
Fournitures et matériel	108 500
	2 419 300

Appui au logement (2104-4)	$
Traitements et salaires	1 224 300
Avantages sociaux	210 300
Transports et communications	35 500
Services	517 100
Fournitures et matériel	56 100
Paiements de transfert	
Subventions pour appui au logement et aux secteurs	3 707 000
	5 750 300

Total (Fonctionnement) — Programme de politique de logement	11 242 800

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE RÉVISION DES LOYERS ET DU CONSEIL DES NORMES DE LOCATION RÉSIDENTIELLE :

Ce programme consiste en la Commission de révision des loyers qui a pour objectif d'entendre les appels des décisions de révision de loyers, et le Conseil des normes de location résidentielle qui vise à assurer le maintien en état des logements locatifs.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2105		**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE RÉVISION DES LOYERS ET DU CONSEIL DES NORMES DE LOCATION RÉSIDENTIELLE**			
FONCTIONNEMENT					
1	9 900 000	Commission de révision des loyers	(1 911 800)	11 811 800	8 644 630
2	1 042 200	Conseil des normes de location résidentielle ...	17 600	1 024 600	798 695
	10 942 200	Total — Fonctionnement	(1 894 200)	12 836 400	9 443 325
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 085 000)	3 085 000	s.o.
	10 942 200	**Montant à voter**	1 190 800	9 751 400	9 443 325

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Commission de révision des loyers (2105-1)	$
Traitements et salaires	6 487 700
Avantages sociaux	1 026 600
Transports et communications	710 000
Services	1 300 700
Fournitures et matériel	375 000
	9 900 000

Conseil des normes de location résidentielle (2105-2)	
Traitements et salaires	601 100
Avantages sociaux	75 400
Transports et communications	99 000
Services	205 500
Fournitures et matériel	61 200
	1 042 200

Total (Fonctionnement) — Programme de la Commission de révision des loyers et du Conseil des normes de location résidentielle	10 942 200

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING :

L'objectif de ce programme consiste à surveiller l'aménagement de North Pickering afin de s'assurer qu'il s'appuie sur un processus de consultation continue avec le public et qu'il respecte les caractéristiques naturelles et environnementales de la zone d'aménagement de North Pickering, et à appliquer les politiques que formule de temps à autre le ministre au sujet de cette zone. Un autre objectif consiste à tirer le meilleur parti possible des terrains de la Société d'aménagement de North Pickering sur le plan financier, conformément aux politiques du gouvernement de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2106		**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING**			
FONCTIONNEMENT					
1	5 388 000	Aménagement de North Pickering	149 000	5 239 000	—
	5 388 000	Total — Fonctionnement	149 000	5 239 000	—
	—	Moins : Mandats spéciaux	(700 000)	700 000	s.o.
	5 388 000	**Montant à voter**	849 000	4 539 000	—

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Aménagement de North Pickering (2106-1)	$
Prêts et Dotations	
À la Société d'aménagement de North Pickering	5 388 000
Total (Fonctionnement) — Programme d'aménagement de North Pickering	5 388 000

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

SOMMAIRE

Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a pour mandat d'aider l'économie de l'Ontario à devenir plus productive et plus concurrentielle à l'échelle internationale. Le ministère remplit ce mandat en exerçant son leadership dans l'élaboration de la politique économique en faisant valoir les intérêts de l'Ontario auprès de gouvernements à l'étranger et en se faisant le défenseur de l'entreprise au sein du gouvernement de l'Ontario; il se fait le promoteur de la coopération entre tous les paliers de gouvernement en vue du développement économique et il assure la prestation de toute une gamme de programmes visant à créer et à élargir les débouchés pour les entreprises et le commerce partout. Par l'entremise de ses programmes, le ministère offre conseils et aide financière afin d'encourager la création de petites entreprises, d'assurer l'expansion du marché intérieur et du marché international pour les entreprises installées en Ontario, d'attirer le capital étranger, de soutenir les investissements industriels à petite et grande échelle, et de stimuler la recherche et le développement technologiques de même que les transferts de technologie grâce au Fonds de la technologie. Il assure également la promotion et la coordination des activités et des intérêts internationaux de l'Ontario.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
15 298 157		Administration du ministère	1 506 300	13 791 857	11 611 923
179 252 100		Soutien à l'industrie, au commerce et aux relations internationales	(17 410 600)	196 662 700	180 069 041
126 364 800		Sociétés de développement de l'Ontario	16 407 800	109 957 000	82 778 311
320 915 057		**Total du ministère — Fonctionnement**	503 500	320 411 557	274 459 275
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(85 700 000)	85 700 000	s.o.
52 691 557		**Moins : Crédits législatifs**	11 300 000	41 391 557	38 185 214
268 223 500	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	74 903 500	193 320 000	236 274 061
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
270 315 057		Dépenses	6 088 500	264 226 557	210 914 952
50 600 000		Prêts et Dotations	(5 585 000)	56 185 000	63 544 323
320 915 057			503 500	320 411 557	274 459 275

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	316 199 957	
1.2 Comptes publics 1989-1990		267 728 097
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	4 801 600	8 394 178
2.2 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(590 000)	(1 663 000)
	320 411 557	274 459 275

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

— NOTES —

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$ CAPITAL			$	$	$
28 801 000		Soutien à l'industrie, au commerce et aux relations internationales	15 725 000	13 076 000	3 494 929
3 500 000		Sociétés de développement de l'Ontario	3 500 000	—	—
32 301 000		**Total du ministère — Capital**	19 225 000	13 076 000	3 494 929
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(4 200 000)	4 200 000	s.o.
32 301 000	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	23 425 000	8 876 000	3 494 929
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
32 301 000		Dépenses	19 225 000	13 076 000	3 494 929

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme assure les services administratifs et juridiques, les services d'information et de planification, et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2201		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 675 800	Bureau principal	70 100	1 605 700	1 442 514
2	2 380 900	Services administratifs et financiers	(121 500)	2 502 400	2 226 945
3	1 814 000	Ressources humaines	116 700	1 697 300	1 441 977
4	2 183 900	Services des communications	264 700	1 919 200	1 766 262
5	1 488 100	Analyse et planification	550 100	938 000	518 336
6	1 229 700	Services juridiques	154 800	1 074 900	851 000
7	841 500	Services de vérification	50 900	790 600	578 310
8	3 642 700	Systèmes informatiques	420 500	3 222 200	2 745 425
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 405
	15 298 157	Total — Fonctionnement	1 506 300	13 791 857	11 611 923
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 533 700)	4 533 700	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 154
	15 256 600	**Montant à voter**	6 040 000	9 216 600	11 570 769

— NOTES —

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (2201-1)	$
Traitements et salaires	1 049 000
Avantages sociaux	197 000
Transports et communications	189 600
Services	177 400
Fournitures et matériel	62 800
	1 675 800

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (2201-2)	
Traitements et salaires	1 489 600
Avantages sociaux	236 300
Transports et communications	65 000
Services	660 000
Fournitures et matériel	130 000
	2 580 900
Moins : Recouvrements d'autres activités	200 000
	2 380 900

Ressources humaines (2201-3)	
Traitements et salaires	1 131 900
Avantages sociaux	192 100
Transports et communications	39 500
Services	324 200
Fournitures et matériel	126 300
	1 814 000

Services des communications (2201-4)	$
Traitements et salaires	1 047 100
Avantages sociaux	197 300
Transports et communications	103 000
Services	726 000
Fournitures et matériel	110 500
	2 183 900

Analyse et planification (2201-5)	
Traitements et salaires	486 300
Avantages sociaux	73 300
Transports et communications	5 000
Services	874 500
Fournitures et matériel	49 000
	1 488 100

Services juridiques (2201-6)	
Transports et communications	16 500
Services	1 178 500
Fournitures et matériel	34 700
	1 229 700

Services de vérification (2201-7)	
Traitements et salaires	465 600
Avantages sociaux	73 600
Transports et communications	33 000
Services	134 000
Fournitures et matériel	135 300
	841 500

Systèmes informatiques (2201-8)	
Traitements et salaires	1 578 400
Avantages sociaux	269 300
Transports et communications	170 000
Services	320 000
Fournitures et matériel	1 305 000
	3 642 700

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	15 298 157

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX RELATIONS INTERNATIONALES :

Ce programme favorise la croissance du secteur privé de l'Ontario et sa compétitivité en ayant recours à la planification stratégique et la coordination des politiques; des programmes visant à stimuler l'expansion des exportations, l'attraction de nouveaux investissements, la création de petites entreprises, l'innovation technologique et le développement de l'industrie du Nord; la coordination des exigences administratives et financières de la Société Ortech (anciennement la Fondation de recherches de l'Ontario). Il fait aussi valoir les intérêts et les relations de l'Ontario auprès de gouvernements à l'étranger ainsi que leur représentants en Ontario tout en respectant les objectifs du gouvernement ontarien.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2202		**PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX RELATIONS INTERNATIONALES**			
FONCTIONNEMENT					
1	8 421 500	Politiques et développement	(492 400)	8 913 900	8 123 858
2	41 543 100	Commerce et relations internationales	(2 174 100)	43 717 200	36 177 771
3	42 489 100	Développement de l'industrie et de la technologie	(11 388 900)	53 878 000	58 571 212
4	1 784 200	Industrie du Nord	75 400	1 708 800	1 323 000
5	4 014 200	Société internationale de l'Ontario	569 400	3 444 800	4 036 400
6	81 000 000	Fonds de technologie	(4 000 000)	85 000 000	71 836 800
	179 252 100	Total — Fonctionnement	(17 410 600)	196 662 700	180 069 041
	—	Moins : Mandats spéciaux	(59 805 800)	59 805 800	s.o.
	179 252 100	**Montant à voter**	42 395 200	136 856 900	180 069 041
2202		**PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX RELATIONS INTERNATIONALES**			
CAPITAL					
7	28 801 000	Développement industriel	15 725 000	13 076 000	3 494 929
	28 801 000	Total — Capital	15 725 000	13 076 000	3 494 929
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 200 000)	4 200 000	s.o.
	28 801 000	**Montant à voter**	19 925 000	8 876 000	3 494 929

— NOTES —

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Politiques et développement (2202-1)	$
Traitements et salaires	4 206 100
Avantages sociaux	715 400
Transports et communications	408 900
Services	2 202 600
Fournitures et matériel	888 500
	8 421 500

Commerce et relations internationales (2202-2)		
Traitements et salaires		7 982 300
Avantages sociaux		1 209 800
Transports et communications		5 953 600
Services		21 536 600
Fournitures et matériel		2 058 500
Paiements de transfert	$	
Fondation Asie-Pacifique	200 000	
Soutien financier à l'expansion commerciale	25 000	
Aide internationale aux sinistrés	1 000	
Jiangsu, China-Ontario, Canada — Centre des sciences et de technologie	165 000	
Bourse John B. Aird	5 300	
Programme de stagiaires en commerce international	800 000	
Paiements effectués à l'occasion de visites spéciales	1 000	
Bourse Pauline McGibbon	5 000	
Fonds d'aide à l'expansion du commerce — Subventions	2 000 000	3 202 300
		41 943 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères		400 000
		41 543 100

Développement de l'industrie et de la technologie (2202-3)	$	$
Traitements et salaires		8 311 500
Avantages sociaux		1 347 600
Transports et communications		1 673 900
Services		9 110 900
Fournitures et matériel		1 424 200
Paiements de transfert	$	
Centre d'études de la production industrielle	1 286 000	
Centres d'information communautaires des petites entreprises	217 000	
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario	500 000	
Subventions de soutien au développement de l'industrie	50 000	
Subventions de soutien aux petites entreprises	30 000	
Subventions aux associations des secteurs	20 000	
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton	65 000	
Société Ortech	6 200 000	
Centre de l'expansion commerciale de Toronto	223 000	
Réseau de consultation universitaire des petites entreprises	352 000	
Fonds pour les jeunes entrepreneurs	150 000	9 093 000
Autres opérations	$	
Garanties honorées		
Programme de prêts garantis accordés aux jeunes entrepreneurs	2 678 000	
Garanties honorées		
Programme de prêts garantis accordés aux étudiants	900 000	3 578 000
Prêts et Dotations	$	
Prêts — Assistance financière aux industries	7 800 000	
Prêts — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles	150 000	7 950 000
		42 489 100

Industrie du Nord (2202-4)	$	
Traitements et salaires		815 800
Avantages sociaux		149 600
Transports et communications		260 600
Services		243 200
Fournitures et matériel		210 000
Paiements de transfert	$	
Soutien financier à l'industrie du Nord	5 000	
Bureau d'information sur les matériaux de construction	100 000	105 000
		1 784 200

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

— NOTES —

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX RELATIONS INTERNATIONALES — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

		$
Société internationale de l'Ontario (2202-5)		
Traitements et salaires		1 295 300
Avantages sociaux		233 900
Transports et communications		455 000
Services		480 000
Fournitures et matériel		195 000
Paiements de transfert	$	
Aide fournie à des consortiums	40 000	
Programme d'échange commerciale avec les pays de la ceinture du Pacifique/Ambassadeurs pour l'avenir	15 000	55 000
Autres opérations		
Fonds d'aide à l'expansion du commerce — subventions rembourables		1 300 000
		4 014 200
Fonds de technologie (2202-6)		
Paiements de transfert		81 000 000
		81 000 000
Total (Fonctionnement) — Programme de soutien à l'industrie, au commerce et aux relations internationales		179 252 100

CAPITAL

		$
Développement industriel (2202-7)		
Paiements de transfert	$	
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario	1 500 000	
Société Ortech	676 000	2 176 000
Autres opérations	$	
Subventions remboursables — Assistance financière aux industries	26 525 000	
Subventions remboursables — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles	100 000	26 625 000
		28 801 000
Total (Capital) — Programme de soutien à l'industrie, au commerce et aux relations internationales		28 801 000

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO :

Ce programme stimule l'innovation, la création d'emplois et le développement régional en fournissant des services consultatifs et financiers aux entreprises de l'Ontario et aux chefs d'entreprise exploitant les technologies modernes.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2203		**PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO**			
FONCTIONNEMENT					
1	45 256 500	Société de développement de l'Ontario	(3 471 000)	48 727 500	28 019 238
2	4 227 300	Société de développement du Nord de l'Ontario	45 700	4 181 600	4 962 017
3	3 466 700	Société de développement de l'Est de l'Ontario	(439 700)	3 906 400	3 889 803
4	20 764 300	Société Innovation Ontario	8 972 800	11 791 500	7 763 193
L	23 750 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	11 300 000	12 450 000	12 291 588
L	7 200 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	—	7 200 000	6 017 865
L	9 900 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	—	9 900 000	8 157 190
L	1 400 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	—	1 400 000	1 823 731
L	9 000 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	—	9 000 000	9 051 222
L	1 400 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	—	1 400 000	802 464
	126 364 800	Total — Fonctionnement	16 407 800	109 957 000	82 778 311
	—	Moins : Mandats spéciaux	(21 360 500)	21 360 500	s.o.
	52 650 000	Moins : Crédits législatifs	11 300 000	41 350 000	38 144 060
	73 714 800	**Montant à voter**	26 468 300	47 246 500	44 634 251
2203		**PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO**			
CAPITAL					
5	3 500 000	Société de développement de l'Ontario	3 500 000	—	—
	3 500 000	Total — Capital	3 500 000	—	—
	—	Moins : Mandats spéciaux	—	—	s.o.
	3 500 000	**Montant à voter**	3 500 000	—	—

— NOTES —

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Société de développement de l'Ontario (2203-1)	$	$
Traitements et salaires		6 540 300
Avantages sociaux		1 078 400
Transports et communications		883 700
Services		4 005 000
Fournitures et matériel		197 100
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt garanti		135 000
Autres opérations	$	
Bonifications d'intérêts		
— Directe	500 000	
— Agence	2 145 000	
Subventions remboursables		
Ajustement vinicole	11 867 000	
Garanties honorées — Nouvelles entreprises	17 100 000	
Garanties honorées autres:		
— Directe	2 950 000	
— Agence	240 000	34 802 000
Prêts et Dotations		
Prêts — Agence		8 950 000
		56 591 500
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Dépenses	2 385 000	
Prêts	8 950 000	11 335 000
		45 256 500
Crédits législatifs	$	
Perte sur prêts	7 200 000	
Prêts et Dotations		
Programme de prêts	23 750 000	30 950 000

Société de développement du Nord de l'Ontario (2203-2)	$	$
Traitements et salaires		1 013 500
Avantages sociaux		163 200
Transports et communications		338 000
Services		405 600
Fournitures et matériel		382 000
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt garanti		300 000
Autres opérations	$	
Bonifications d'intérêts		
— Directe	725 000	
— Agence	1 015 000	
Garanties honorées		
— Directe	900 000	
— Agence	110 000	2 750 000
Prêts et Dotations		
Prêts — Agence		5 600 000
		10 952 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Dépenses	1 125 000	
Prêts	5 600 000	6 725 000
		4 227 300
Crédits législatifs	$	
Perte sur prêts	1 400 000	
Prêts et Dotations		
Programme de prêts	9 900 000	11 300 000

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

— NOTES —

XXII. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Société de développement de l'Est de l'Ontario (2203-3)	$	$
Traitements et salaires		638 100
Avantages sociaux		102 600
Transports et communications		248 100
Services		360 600
Fournitures et matériel		49 000
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt garanti		165 000
Autres opérations	$	
Bonifications d'intérêts		
— Directe	1 475 000	
— Agence	1 418 000	
Garanties honorées		
— Directe	428 300	
— Agence	150 000	3 471 300
Prêts et Dotations		
Prêts — Agence		4 000 000
		9 034 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Dépenses	1 568 000	
Prêts	4 000 000	5 568 000
		3 466 700

Crédits législatifs	$	
Perte sur prêts	1 400 000	
Prêts et Dotations		
Programme de prêts	9 000 000	10 400 000

Société Innovation Ontario (2203-4)	$
Traitements et salaires	1 016 000
Avantages sociaux	162 400
Transports et communications	92 000
Services	1 445 900
Fournitures et matériel	48 000
Autres opérations	
Assistance fournie avant le lancement d'une entreprise technologique	18 000 000
	20 764 300
Total (Fonctionnement) — Programme des sociétés de développement de l'Ontario	126 364 800

CAPITAL

Société de développement de l'Ontario (2203-5)	
Services	3 500 000
Autres opérations	
Subventions remboursables — Agence	26 625 000
	30 125 000
Moins : Recouvrements d'autres activités	26 625 000
	3 500 000
Total (Capital) — Programme des sociétés de développement de l'Ontario	3 500 000

XXIII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

SOMMAIRE

L'objectif du ministère est de munir le gouvernement de l'Ontario avec une direction et une expertise dans ses relations avec les autres juridictions au Canada.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
2 305 900		Administration du ministère	155 692	2 150 208	1 891 471
5 642 000		Relations fédérales et interprovinciales	2 820 300	2 821 700	2 205 509
7 947 900		**Total du ministère — Fonctionnement**	2 975 992	4 971 908	4 096 980
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 220 000)	1 220 000	s.o.
—		**Moins : Crédits législatifs**	(9 808)	9 808	9 808
7 947 900	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	4 205 800	3 742 100	4 087 172
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
7 947 900		Dépenses	2 975 992	4 971 908	4 096 980

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	10 079 008	
1.2 Comptes publics 1989-1990		8 159 431
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	(5 107 100)	(4 062 451)
	4 971 908	4 096 980

XXIII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils au gouvernement sur les politiques à suivre, ainsi qu'une orientation générale et des services administratifs, financiers et de communications aux programmes du ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2301		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 100 600	Bureau principal	137 000	963 600	794 761
2	784 300	Services administratifs et financiers	(4 000)	788 300	696 546
3	421 000	Services des communications	32 500	388 500	390 356
L	—	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(9 808)	9 808	9 808
	2 305 900	Total — Fonctionnement	155 692	2 150 208	1 891 471
	—	Moins : Mandats spéciaux	(500 000)	500 000	s.o.
	—	Moins : Crédits législatifs	(9 808)	9 808	9 808
	2 305 900	**Montant à voter**	665 500	1 640 400	1 881 663

— NOTES —

XXIII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (2301-1)	$
Traitements et salaires	499 100
Avantages sociaux	135 900
Transports et communications	62 500
Services	392 100
Fournitures et matériel	11 000
	1 100 600

Services administratifs et financiers (2301-2)	
Traitements et salaires	403 500
Avantages sociaux	84 200
Transports et communications	8 000
Services	226 600
Fournitures et matériel	62 000
	784 300

Services des communications (2301-3)	$
Traitements et salaires	218 500
Avantages sociaux	42 200
Transports et communications	36 400
Services	108 300
Fournitures et matériel	15 600
	421 000

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	2 305 900

XXIII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES :

Ce programme a pour objet de définir et de promouvoir les intérêts de l'Ontario et les relations qu'il entretient avec les gouvernements fédéral, provinciaux et les territoires du Canada; et donne des conseils sur les questions relatives aux affaires constitutionnelles, conformément aux principaux objectifs poursuivis à ce niveau par le gouvernement de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2302		**PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES**			
FONCTIONNEMENT					
1	5 642 000	Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales-provinciales	2 820 300	2 821 700	2 205 509
	5 642 000	Total — Fonctionnement	2 820 300	2 821 700	2 205 509
	—	Moins : Mandats spéciaux	(720 000)	720 000	s.o.
	5 642 000	**Montant à voter**	3 540 300	2 101 700	2 205 509

— NOTES —

XXIII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Affaires constitutionnelles et relations fédérales-provinciales (2302-1)	$
Traitements et salaires	2 566 500
Avantages sociaux	468 200
Transports et communications	339 400
Services	1 184 900
Fournitures et matériel	223 000
Paiements de transfert	860 000
	5 642 000

Relations stratégiques	$	$	$
Traitements et salaires		1 241 900	
Avantages sociaux		257 200	
Transports et communications		134 400	
Services		77 400	
Fournitures et matériel		55 000	
Paiements de transfert			
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	554 200		
Institut des relations intergouvernementales	42 000		
Subventions visant à promouvoir les relations fédérales-provinciales	10 500	606 700	2 372 600

Bureau d'Ottawa	$	$
Traitements et salaires	536 300	
Avantages sociaux	69 100	
Transports et communications	53 000	
Services	414 300	
Fournitures et matériel	23 000	1 095 700

Relations constitutionnelles et fédérales-provinciales	$	$
Traitements et salaires	485 000	
Avantages sociaux	87 000	
Transports et communications	95 000	
Services	619 000	
Fournitures et matériel	90 000	1 376 000

Bureau de Québec	$	$
Traitements et salaires	303 300	
Avantages sociaux	54 900	
Transports et communications	57 000	
Services	74 200	
Fournitures et matériel	55 000	
Paiements de transfert		
Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec	253 300	797 700

Total (Fonctionnement) — Programme des relations fédérales et interprovinciales	5 642 000

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

SOMMAIRE

La mission du ministère du Travail est de promouvoir des pratiques de travail sécuritaires, équitables et harmonieuses, lesquelles sont essentielles au bien-être social et économique des citoyens de l'Ontario. Dans ce contexte, le ministère élabore et applique des lois et des règlements et rend des décisions en vertu de ces derniers, en vue d'établir et de maintenir les éléments suivants : des normes minimales de travail pour les travailleurs de l'Ontario; des milieux de travail sanitaires et sécuritaires; une aide équitable et efficace en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; le droit des employés de se faire représenter et le droit des syndicats de négocier collectivement; des relations syndicales-patronales harmonieuses et constructives; une aide bénéfique à la reconversion pour les travailleurs déplacés; et l'équité en milieu de travail.

Le ministère part du principe que par leur diversité même, tous les citoyens de l'Ontario peuvent contribuer à la vitalité de la main-d'oeuvre de la province malgré leurs différences. À cette fin, le ministère a pris les engagements suivants envers le public : élaborer des politiques et des lois en procédant à des consultations fructueuses; s'assurer que les programmes et les services répondent aux besoins changeants de la communauté et du marché du travail; encourager les employeurs, les employés et leurs représentants à établir et à mantenir eux-mêmes des milieux de travail sécuritaires et des pratiques d'emploi équitables; obtenir l'appui du grand public en vue de créer des milieux de travail équitables et des rapports employeurs-employés harmonieux; donner au public les renseignements dont il a besoin pour comprendre ses droits et obligations prévus par la loi; et assurer la protection des travailleurs grâce à une application efficace des lois.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
27 512 157		Administration du ministère	2 551 000	24 961 157	23 132 037
13 527 600		Relations industrielles	687 300	12 840 300	11 074 008
9 918 900		Commission des relations de travail	411 300	9 507 600	8 778 740
8 487 400		Programme des politiques relatives au travail	1 485 000	7 002 400	7 044 221
276 905 700		Programme relatif aux opérations	192 813 100	84 092 600	74 681 131
11 073 700		Programme consultatif sur les accidents du travail	1 696 800	9 376 900	7 479 742
8 374 500		Commission de l'équité salariale	1 704 300	6 670 200	6 639 976
355 799 957		**Total du ministère — Fonctionnement**	201 348 800	154 451 157	138 829 855
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(44 132 000)	44 132 000	s.o.
1 601 557		**Moins : Crédits législatifs**	(25 700)	1 627 257	1 559 972
354 198 400	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	245 506 500	108 691 900	137 269 883
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
355 799 957		Dépenses	201 348 800	154 451 157	138 829 855

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	154 451 157	
1.2 Comptes publics 1989-1990		132 854 974
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères		5 974 881
	154 451 157	138 829 855

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objectif de fournir au ministère une aide et un appui général, y compris en matière de formation, de planification stratégique et d'évaluation, afin d'assurer l'efficacité de la gestion, de la coordination et de l'expertise professionnelle, et ce, en vue de rendre les programmes du ministère les plus efficaces possible.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1990-1991 Prévisions $	1989-1990 Dépenses $
2401		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	5 704 800	Bureau principal	645 400	5 059 400	4 824 143
2	6 875 700	Services administratifs et financiers	941 000	5 934 700	5 481 916
3	2 716 900	Ressources humaines	608 200	2 108 700	1 938 863
4	1 814 600	Services des communications	3 100	1 811 500	1 539 476
5	2 981 300	Services juridiques	696 800	2 284 500	1 843 925
6	734 300	Services de vérification	(10 500)	744 800	528 647
7	6 643 000	Systèmes informatiques	(333 000)	6 976 000	6 933 510
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	27 512 157	Total — Fonctionnement	2 551 000	24 961 157	23 132 037
	—	Moins : Mandats spéciaux	(6 338 000)	6 338 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 557
	27 470 600	**Montant à voter**	8 889 000	18 581 600	23 090 480

— NOTES —

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (2401-1)	$
Traitements et salaires	4 300 700
Avantages sociaux	677 500
Transports et communications	154 100
Services	407 900
Fournitures et matériel	164 600
	5 704 800

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (2401-2)	
Traitements et salaires	3 602 400
Avantages sociaux	591 800
Transports et communications	583 900
Services	1 787 800
Fournitures et matériel	309 800
	6 875 700

Ressources humaines (2401-3)	
Traitements et salaires	2 064 800
Avantages sociaux	390 400
Transports et communications	63 000
Services	48 500
Fournitures et matériel	150 200
	2 716 900

Services des communications (2401-4)	$
Traitements et salaires	1 039 300
Avantages sociaux	191 900
Transports et communications	53 200
Services	347 800
Fournitures et matériel	182 400
	1 814 600

Services juridiques (2401-5)	
Traitements et salaires	174 100
Avantages sociaux	23 200
Transports et communications	160 000
Services	2 538 300
Fournitures et matériel	85 700
	2 981 300

Services de vérification (2401-6)	
Traitements et salaires	544 500
Avantages sociaux	108 400
Transports et communications	12 300
Services	52 100
Fournitures et matériel	17 000
	734 300

Systèmes informatiques (2401-7)	
Traitements et salaires	3 013 300
Avantages sociaux	508 500
Transports et communications	95 000
Services	2 204 100
Fournitures et matériel	822 100
	6 643 000

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	27 512 157

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES :

Ce programme comprend des activités visant à contribuer à l'instauration et au maintien de relations harmonieuses dans le cadre des négociations collectives et à l'amélioration générale des relations de travail entre employeurs et syndicats afin de réduire les risques de coûteux arrêts de travail qui risqueraient de perturber inutilement l'économie de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2402		**PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 014 700	Administration du programme	225 600	789 100	728 700
2	4 742 200	Bureau de médiation	(21 100)	4 763 300	4 004 778
3	3 012 300	Bureau d'arbitrage	44 900	2 967 400	2 311 822
4	1 177 600	Bureau de renseignements sur la négociation collective	(74 200)	1 251 800	1 169 748
5	3 580 800	Commissions d'appel de la fonction publique	512 100	3 068 700	2 858 960
	13 527 600	Total — Fonctionnement	687 300	12 840 300	11 074 008
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 316 000)	3 316 000	s.o.
	13 527 600	**Montant à voter**	4 003 300	9 524 300	11 074 008

— NOTES —

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (2402-1)	$
Traitements et salaires	619 900
Avantages sociaux	112 100
Transports et communications	28 500
Services	222 100
Fournitures et matériel	32 100
	1 014 700

Bureau de médiation (2402-2)	
Traitements et salaires	3 011 000
Avantages sociaux	537 900
Transports et communications	619 500
Services	337 600
Fournitures et matériel	236 200
	4 742 200

Bureau d'arbitrage (2402-3)	
Traitements et salaires	1 409 900
Avantages sociaux	242 900
Transports et communications	449 200
Services	851 800
Fournitures et matériel	58 500
	3 012 300

Bureau de renseignements sur la négociation collective (2402-4)	$
Traitements et salaires	931 200
Avantages sociaux	145 900
Transports et communications	25 000
Services	24 400
Fournitures et matériel	51 100
	1 177 600

Commissions d'appel de la fonction publique (2402-5)	
Traitements et salaires	589 700
Avantages sociaux	108 100
Transports et communications	344 100
Services	2 476 000
Fournitures et matériel	62 900
	3 580 800

Total (Fonctionnement) — Programme des relations industrielles	13 527 600

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL :

La Commission des relations de travail est un tribunal quasi-judiciaire responsable principalement de l'administration de la Loi sur les relations de travail.

Ce programme vise à favoriser le recours à la négociation collective entre le patronat et les syndicats et la libre désignation des représentants des employés afin de promouvoir l'harmonie dans les relations entre employeurs et employés.

La Commission est également chargée de protéger les employés lorsqu'ils exercent leurs droits fondamentaux en vertu de lois comme la Loi sur la santé et la sécurité au travail et la Loi sur la protection de l'environnement.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2403		**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL**			
FONCTIONNEMENT					
1	9 918 900	Commission des relations de travail	411 300	9 507 600	8 778 740
	9 918 900	Total — Fonctionnement	411 300	9 507 600	8 778 740
	—	Moins : Mandats spéciaux	(2 439 000)	2 439 000	s.o.
	9 918 900	**Montant à voter**	2 850 300	7 068 600	8 778 740

— NOTES —

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Commission des relations de travail (2403-1)	$
Traitements et salaires	6 676 500
Avantages sociaux	1 158 800
Transports et communications	921 700
Services	833 000
Fournitures et matériel	328 900
	9 918 900
Total (Fonctionnement) — Programme de la Commission des relations de travail	9 918 900

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL :

Ce programme assure la recherche et l'élaboration de politiques, de lois et de règlements pour le ministère dans des domaines tels que la santé et la sécurité, la reconversion de la main-d'oeuvre, les pratiques d'emploi, l'indemnisation des accidents du travail, l'équité salariale et les questions concernant le marché du travail.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2404		**PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL**			
FONCTIONNEMENT					
1	794 200	Administration du programme	540 500	253 700	267 478
2	3 599 400	Politiques et règlements relatifs à la santé et à la sécurité	298 200	3 301 200	3 226 692
3	4 093 800	Politiques relatives aux pratiques d'emploi	646 300	3 447 500	3 550 051
	8 487 400	Total — Fonctionnement	1 485 000	7 002 400	7 044 221
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 772 000)	1 772 000	s.o.
	8 487 400	**Montant à voter**	3 257 000	5 230 400	7 044 221

— NOTES —

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (2404-1)	$
Traitements et salaires	165 800
Avantages sociaux	36 900
Transports et communications	6 000
Services	32 500
Fournitures et matériel	14 500
Paiements de transfert	
Subventions aux organismes afin de promouvoir l'amélioration de pratiques de relations de travail	538 500
	794 200

Politiques et règlements relatifs à la santé et à la sécurité (2404-2)	
Traitements et salaires	2 513 200
Avantages sociaux	524 300
Transports et communications	97 600
Services	344 300
Fournitures et matériel	120 000
	3 599 400

Politiques relatives aux pratiques d'emploi (2404-3)	$
Traitements et salaires	2 834 800
Avantages sociaux	492 600
Transports et communications	65 500
Services	530 400
Fournitures et matériel	170 500
	4 093 800

Total (Fonctionnement) — Programme des politiques relatives au travail	8 487 400

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME RELATIF AUX OPÉRATIONS :

Ce programme assure l'administration et l'application de la Loi sur les normes d'emploi et de la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

Le programme relatif aux pratiques d'emploi assure la protection des travailleurs ontariens grâce à des normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Le respect des normes est assuré par des promotions, des consultations, des enquêtes et des mesures d'application, dans le but d'obtenir des conditions d'emploi souhaitables sur le plan social.

Le Bureau de reconversion de la main-d'oeuvre est chargé de la coordination des programmes du gouvernement visant à aider les travailleurs touchés par des mises à pied et des fermetures d'usines, en fournissant une aide financière aux comités syndical-patronal en milieu de travail et en offrant des services d'orientation professionnelle, d'éducation de base et de perfectionnement par l'intermédiaire des Centres d'aide et du programme Transition destinés aux travailleurs ayant besoin d'aide.

Les opérations relatives à la santé et à la sécurité assurent le respect de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, et aident à créer des milieux de travail sanitaires et sécuritaires. Par l'application de la Loi et des règlements y afférents, ce programme encourage les employeurs et les employés à collaborer à l'identification et au contrôle des dangers pour la santé et la sécurité.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2405		**PROGRAMME RELATIF AUX OPÉRATIONS**			
FONCTIONNEMENT					
1	12 422 000	Administration du programme	1 843 100	10 578 900	8 602 828
2	52 538 600	Opérations relatives à la santé et à la sécurité	3 373 500	49 165 100	45 901 119
3	210 385 100	Opérations relatives aux pratiques d'emploi	187 622 200	22 762 900	18 658 769
L	1 560 000	Formation des équipes de sauvetage dans les mines, la Loi sur les mines	(25 700)	1 585 700	1 518 415
	276 905 700	Total — Fonctionnement	192 813 100	84 092 600	74 681 131
	—	Moins : Mandats spéciaux	(24 032 000)	24 032 000	s.o.
	1 560 000	Moins : Crédits législatifs	(25 700)	1 585 700	1 518 415
	275 345 700	**Montant à voter**	216 870 800	58 474 900	73 162 716

— NOTES —

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (2405-1)	$
Traitements et salaires	5 321 400
Avantages sociaux	813 500
Transports et communications	736 200
Services	4 534 400
Fournitures et matériel	1 016 500
	12 422 000

Opérations relatives à la santé et à la sécurité (2405-2)		
Traitements et salaires		35 016 500
Avantages sociaux		6 442 700
Transports et communications		3 406 400
Services		1 296 100
Fournitures et matériel		2 745 300
Paiements de transfert	$	
Subvention à l'Agence pour la santé et sécurité au travail pour la recherche appliquée et formation de la main-d'oeuvre et la promotion de la santé et de la sécurité au travail	3 453 100	
Subventions aux centres de santé au travail pour les travailleurs de l'Ontario	150 000	
Subventions à l'Institut canadien de radioprotection	60 000	3 663 100
		52 570 100
Moins : Recouvrement d'autres ministères		31 500
		52 538 600

Opérations relatives aux pratiques d'emploi (2405-3)		
Traitements et salaires		10 043 600
Avantages sociaux		1 988 500
Transports et communications		1 259 100
Services		1 566 200
Fournitures et matériel		761 100
Paiements de transfert	$	
Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés	5 160 200	
Programme Transition	7 189 000	
Centre d'aide	1 772 400	
Aide aux comités sur la reconversion la main-d'oeuvre	5 625 000	
Possibilités d'emploi	10 000	
Indemnisation des travailleurs aveugles	10 000	
Fonds de protection des salaires	175 000 000	194 766 600
		210 385 100

Crédits législatifs

Formation des équipes de sauvetage dans les mines	$
Traitements et salaires	469 200
Avantages sociaux	85 400
Transports et communications	120 500
Services	150 200
Fournitures et matériel	716 000
Autres opérations	18 700
	1 560 000
Total (Fonctionnement) — Programme relatif aux opérations	276 905 700

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL :

Ce programme vise à prêter assistance aux travailleurs et aux employeurs, notamment lors des recours au Tribunal d'appel des accidents du travail, et à fournir des conseils sur le prélèvement des cotisations et le fonctionnement de la Loi sur les accidents du travail. Il fournit des conseils à la Commission des accidents du travail quant aux risques de maladies professionnelles et aux règles de recevabilité des demandes de prestations.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2406		**PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL**			
FONCTIONNEMENT					
1	175 300	Administration du programme	(1 500)	176 800	124 412
2	8 078 900	Bureau des conseillers des travailleurs	1 518 400	6 560 500	5 009 178
3	2 044 000	Bureau des conseillers du patronat	224 600	1 819 400	1 505 829
4	775 500	Comité des normes en matière de maladies professionnelles	(44 700)	820 200	840 323
	11 073 700	Total — Fonctionnement	1 696 800	9 376 900	7 479 742
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 467 000)	4 467 000	s.o.
	11 073 700	**Montant à voter**	6 163 800	4 909 900	7 479 742

— NOTES —

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (2406-1)	$
Traitements et salaires	140 600
Avantages sociaux	21 500
Transports et communications	4 400
Services	4 400
Fournitures et matériel	4 400
	175 300

Bureau des conseillers des travailleurs (2406-2)	
Traitements et salaires	4 996 300
Avantages sociaux	847 700
Transports et communications	703 900
Services	684 300
Fournitures et matériel	371 700
Paiements de transfert	
Paiements au titre des initiatives de formation de la Commission des accidents du travail	475 000
	8 078 900

Bureau des conseillers du patronat (2406-3)	$
Traitements et salaires	1 407 700
Avantages sociaux	242 300
Transports et communications	228 800
Services	90 100
Fournitures et matériel	75 100
	2 044 000

Comité des normes en matière de maladies professionnelles (2406-4)	
Traitements et salaires	374 800
Avantages sociaux	57 100
Transports et communications	47 500
Services	143 100
Fournitures et matériel	53 000
Paiements de transfert	
Subventions de recherche pour des études en matière de maladies professionnelles	100 000
	775 500

Total (Fonctionnement) — Programme consultatif sur les accidents du travail	11 073 700

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE :

La Commission de l'équité salariale a pour objectif l'instauration de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé; à cette fin, ses programmes fournissent des services éducatifs des politiques, de recherche, des enquêtes et des tentatives de conciliation en cas de divergences d'opinions sur ce qui constitue l'équité salariale, ainsi qu'un processus d'appel pour les litiges non résolus.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2407		**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**			
FONCTIONNEMENT					
1	8 374 500	Commission de l'équité salariale	1 704 300	6 670 200	6 639 976
	8 374 500	Total — Fonctionnement	1 704 300	6 670 200	6 639 976
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 768 000)	1 768 000	s.o.
	8 374 500	**Montant à voter**	3 472 300	4 902 200	6 639 976

— NOTES —

XXIV. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Commission de l'équité salariale (2407-1)	$
Traitements et salaires	4 522 700
Avantages sociaux	718 400
Transports et communications	1 189 300
Services	1 427 800
Fournitures et matériel	516 300
	8 374 500
Total (Fonctionnement) — Programme de la Commission de l'équité salariale	8 374 500

XXV. — BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

SOMMAIRE

La reine du Canada, Sa Majesté la reine Elizabeth II, est officiellement le chef de l'État. Elle est représentée en Ontario par le lieutenant-gouverneur qui est de nom le chef de l'État dans la province.

Le lieutenant-gouverneur remplit un double mandat. Premièrement, il agit à titre de représentant de la reine à toutes les fins du gouvernement provincial. Deuxièmement, il est agent du gouvernement fédéral qui s'acquitte de certaines fonctions au nom de ce dernier.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
661 700		Bureau du lieutenant-gouverneur	22 500	639 200	632 360
661 700		**Total (Fonctionnement) — Bureau du lieutenant-gouverneur**	22 500	639 200	632 360
—		Moins : Mandats spéciaux	(170 000)	170 000	s.o.
661 700	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	192 500	469 200	632 360
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
661 700		Dépenses	22 500	639 200	632 360

XXV. — BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

Ce programme a pour objet de fournir les services administratifs dont a besoin Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2501		**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**			
FONCTIONNEMENT					
1	661 700	Bureau du lieutenant-gouverneur	22 500	639 200	632 360
	661 700	Total — Fonctionnement	22 500	639 200	632 360
	—	Moins : Mandats spéciaux	(170 000)	170 000	s.o.
	661 700	**Montant à voter**	192 500	469 200	632 360

— NOTES —

XXV. — BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau du lieutenant-gouverneur (2501-1)	$
Traitements et salaires	426 400
Avantages sociaux	54 000
Transports et communications	63 300
Services	2 400
Fournitures et matériel	1 800
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	113 800
Total (Fonctionnement) — Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur	661 700

XXVI. — CONSEIL DE GESTION

SOMMAIRE

Le Conseil est régi par la *Loi sur le Conseil de gestion du gouvernement* et représente ce dernier à titre d'employeur de la fonction publique.

Il est chargé de la gestion des ressources gouvernementales (financières et humaines) et de la formulation des politiques et procédures administratives.

Le Conseil est secondé dans son travail par le Secrétariat des ressources humaines, par la Commission de la fonction publique et par le Secrétariat du Conseil de gestion.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
492 312 249		Administration du ministère	337 743 200	154 569 049	895 743
10 978 800		Politiques financières et administratives	(671 300)	11 650 100	10 704 245
9 286 208		Administration du Secrétariat des ressources humaines	2 856 100	6 430 108	6 911 412
54 500 800		Ressources humaines	12 308 300	42 192 500	31 824 494
567 078 057		**Total (Fonctionnement) — Conseil de gestion**	352 236 300	214 841 757	50 335 894
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(29 600 000)	29 600 000	s.o.
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	—	41 557	36 801
567 036 500	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	381 836 300	185 200 200	50 299 093
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
567 078 057		Dépenses	352 236 300	214 841 757	50 335 894

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	214 841 757	
1.2 Comptes publics 1989-1990		40 577 253
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères		9 758 641
	214 841 757	50 335 894

XXVI. — CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme vise à assurer l'orientation des politiques et le soutien administratif nécessaires au Conseil de gestion. Il sert également à prévoir le coût de révisions des traitements et salaires et des avantages sociaux, soutien à l'équité salariale dans les organismes qui reçoivent des paiements de transfert, et le coût des initiatives du gouvernement comprises dans le plan budgétaire.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2601		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	2 280 500	Bureau principal	1 127 300	1 153 200	863 994
2	490 000 000	Imprévus	336 615 900	153 384 100	—
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
	492 312 249	Total — Fonctionnement	337 743 200	154 569 049	895 743
	—	Moins : Mandats spéciaux	(383 200)	383 200	s.o.
	31 749	Moins : Crédits législatifs	—	31 749	31 749
	492 280 500	**Montant à voter**	338 126 400	154 154 100	863 994

— NOTES —

XXVI. — CONSEIL DE GESTION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (2601-1)	$
Traitements et salaires	1 451 700
Avantages sociaux	271 500
Transports et communications	140 200
Services	214 200
Fournitures et matériel	202 900
	2 280 500
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749

Imprévus (2601-2)	$
Traitements et salaires	250 000 000
Avantages sociaux	45 000 000
Services	70 000 000
Paiements de transfert	
Équité salariale (secteur parapublic)	125 000 000
	490 000 000
Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	492 312 249

XXVI. — CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES :

Ce programme vise à fournir des avis au Conseil de gestion, à élaborer et à mettre en oeuvre, au nom du Conseil, des modes opératoires, des normes et des directives conçus pour permettre aux ministères et aux conseils, aux commissions et aux organismes désignés d'employer efficacement leurs ressources dans l'intérêt public; et à assurer aux ministères et aux organismes désignés une dotation en ressources leur permettant de réaliser efficacement les objectifs fixés par le gouvernement.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2602		**PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 531 700	Politiques de gestion	(662 400)	5 194 100	5 495 562
2	2 886 700	Techniques informatiques	217 900	2 668 800	1 937 890
3	3 560 400	Programmes et prévisions des dépenses	(226 800)	3 787 200	3 270 793
	10 978 800	Total — Fonctionnement	(671 300)	11 650 100	10 704 245
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 216 800)	3 216 800	s.o.
	10 978 800	**Montant à voter**	2 545 500	8 433 300	10 704 245

— NOTES —

XXVI. — CONSEIL DE GESTION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Politiques de gestion (2602-1)	$
Traitements et salaires	1 686 600
Avantages sociaux	310 000
Transports et communications	104 600
Services	2 137 900
Fournitures et matériel	292 600
	4 531 700

Techniques informatiques (2602-2)	
Traitements et salaires	1 629 400
Avantages sociaux	330 000
Transports et communications	52 700
Services	640 500
Fournitures et matériel	234 100
	2 886 700

Programmes et prévisions des dépenses (2602-3)	$
Traitements et salaires	2 786 300
Avantages sociaux	549 800
Transports et communications	91 600
Services	72 200
Fournitures et matériel	60 500
	3 560 400

Total (Fonctionnement) — Programme de politiques financières et administratives	10 978 800

XXVI. — CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES :

Ce programme vise à fournir au Secrétariat des ressources humaines l'orientation d'ensemble, la planification stratégique et le soutien administratif nécessaires.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2603		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES**			
FONCTIONNEMENT					
1	904 500	Bureau principal	224 200	680 300	525 799
2	4 320 000	Services administratifs et financiers	1 718 700	2 601 300	2 870 723
3	2 331 000	Services de communications	796 400	1 534 600	1 324 684
4	1 720 900	Analyse et planification	116 800	1 604 100	2 185 154
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	5 052
	9 286 208	Total — Fonctionnement	2 856 100	6 430 108	6 911 412
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 577 000)	1 577 000	s.o.
	9 808	Moins : Crédits législatifs	—	9 808	5 052
	9 276 400	**Montant à voter**	4 433 100	4 843 300	6 906 360

— NOTES —

XXVI. — CONSEIL DE GESTION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (2603-1)	$
Traitements et salaires	372 400
Avantages sociaux	77 700
Transports et communications	92 700
Services	298 400
Fournitures et matériel	63 300
	904 500
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (2603-2)	
Traitements et salaires	2 263 500
Avantages sociaux	409 600
Transports et communications	200 000
Services	975 300
Fournitures et matériel	471 600
	4 320 000
Services de communications (2603-3)	
Traitements et salaires	1 393 400
Avantages sociaux	270 700
Transports et communications	250 000
Services	5 050 400
Fournitures et matériel	395 000
	7 359 500
Moins : Recouvrements d'autres ministères	5 028 500
	2 331 000

Analyse et planification (2603-4)	$
Traitements et salaires	975 100
Avantages sociaux	208 800
Transports et communications	80 000
Services	357 000
Fournitures et matériel	100 000
	1 720 900
Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du Secrétariat des ressources humaines	9 286 208

XXVI. — CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES :

Assure un leadership au sein de la fonction publique de l'Ontario en matière de planification et de gestion ministérielles, de perfectionnement des cadres et d'affectation, ainsi que de mise en oeuvre des modifications apportées aux programmes en réponse aux changements sociaux, économiques et technologiques. Ce programme comporte aussi les politiques en matière de rémunération, de classification des emplois et d'avantages sociaux; les responsables du programme agissent au nom du Conseil de gestion du gouvernement en matière de négociations collectives et de relations de travail, et maintiennent des procédures de grief et d'appel équitables, conformément à la loi.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2604		**PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES**			
FONCTIONNEMENT					
1	10 450 100	Relations de travail et rémunération	3 512 000	6 938 100	7 600 417
2	44 050 700	Planification des ressources humaines et du leadership	8 796 300	35 254 400	24 224 077
	54 500 800	Total — Fonctionnement	12 308 300	42 192 500	31 824 494
	—	Moins : Mandats spéciaux	(24 423 000)	24 423 000	s.o.
	54 500 800	**Montant à voter**	36 731 300	17 769 500	31 824 494

— NOTES —

XXVI. — CONSEIL DE GESTION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Relations de travail et rémunération (2604-1)	$
Traitements et salaires	6 319 100
Avantages sociaux	1 199 900
Transports et communications	300 000
Services	2 000 000
Fournitures et matériel	631 100
	10 450 100

Planification des ressources humaines et du leadership (2604-2)	$	$
Traitements et salaires		55 144 400
Avantages sociaux		4 795 200
Transports et communications		800 000
Services		17 755 600
Fournitures et matériel		1 500 000
Paiements de transfert		
Subvention versée à l'Institute d'administration publique du Canada	65 800	
Subvention au Niagara Institute	156 800	222 600
Autres transactions		
Programme Expérience Été		8 540 000
		88 757 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères		44 707 100
		44 050 700
Total (Fonctionnement) — Programme des ressources humaines		54 500 800

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

SOMMAIRE

Le ministère des Affaires municipales élabore un cadre et des lignes directrices à l'intérieur desquels les administrations municipales peuvent répondre aux besoins des citoyens de l'Ontario, et planifie l'avenir de leurs communautés en encourageant et en assurant des administrations municipales solides; en suivant de près leur développement conformément aux politiques et aux objectifs provinciaux; et en s'assurant que la province et les municipalités travaillent ensemble dans l'intérêt des citoyens de l'Ontario.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
7 558 908		Administration du ministère	250 900	7 308 008	7 713 432
9 742 700		Politiques municipales	2 105 200	7 637 500	6 151 255
1 033 891 600		Opérations municipales	50 108 200	983 783 400	941 132 122
1 831 600		Vérification des comptes municipaux de l'Ontario	3 000	1 828 600	1 668 529
1 218 700		Aménagement des secteurs riverains	611 200	607 500	563 730
600 000		Programme relatif aux services en matière d'approvisionnement en eau de l'Ontario	600 000	—	—
1 054 843 508		**Total du ministère — Fonctionnement**	53 678 500	1 001 165 008	957 229 068
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(14 547 000)	14 547 000	s.o.
9 808		**Moins : Crédits législatifs**	—	9 808	146 479
—		**Redressement pour les paiements d'avance**	—	—	(412 700 000)
1 054 833 700	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	68 225 500	986 608 200	544 382 589
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
1 054 843 508		Dépenses	53 683 500	1 001 160 008	544 403 096
—		Prêts et Dotations	(5 000)	5 000	125 972
1 054 843 508			53 678 500	1 001 165 008	544 529 068

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	1 006 025 108	
1.2 Comptes publics 1989-1990		546 547 492
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	(4 860 100)	(2 018 424)
	1 001 165 008	544 529 068

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

— NOTES —

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
36 162 600		Opérations municipales	16 478 600	19 684 000	17 161 933
36 162 600		**Total du ministère — Capital**	16 478 600	19 684 000	17 161 933
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(7 843 000)	7 843 000	s.o.
36 162 600	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	24 321 600	11 841 000	17 161 933
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
36 162 600		Dépenses	16 478 600	19 684 000	17 161 933

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
CAPITAL		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	22 184 000	
1.2 Comptes publics 1989-1990		19 661 933
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	(2 500 000)	(2 500 000)
	19 684 000	17 161 933

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de définir les objectifs, priorités, orientations, mécanismes de contrôle et normes de présentation et de gestion du ministère des Affaires municipales, et de coordonner la fourniture des services de soutien administratif et opérationnel cédés par le ministère du Logement.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2701		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	967 000	Bureau principal	(54 600)	1 021 600	954 074
2	1 420 600	Services juridiques	298 800	1 121 800	1 101 602
3	5 161 500	Analyse et planification	6 700	5 154 800	5 637 249
L	—	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	—	10 699
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	7 558 908	Total — Fonctionnement	250 900	7 308 008	7 713 432
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 941 000)	1 941 000	s.o.
	9 808	Moins : Crédits législatifs	—	9 808	20 507
	7 549 100	**Montant à voter**	2 191 900	5 357 200	7 692 925

— NOTES —

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (2701-1)	$
Traitements et salaires	673 300
Avantages sociaux	122 200
Transports et communications	74 400
Services	51 300
Fournitures et matériel	45 800
	967 000

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services juridiques (2701-2)	
Traitements et salaires	43 000
Avantages sociaux	7 800
Transports et communications	18 900
Services	1 318 700
Fournitures et matériel	32 200
	1 420 600

Analyse et planification (2701-3)	$
Traitements et salaires	1 766 200
Avantages sociaux	307 700
Transports et communications	231 200
Services	2 124 200
Fournitures et matériel	732 200
	5 161 500

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	7 558 908

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES POLITIQUES MUNICIPALES :

Ce programme assure l'élaboration des politiques et le soutien des lois et règlements liés à la structure municipale, à ses finances et à la planification de l'utilisation des terrains.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2702		**PROGRAMME DES POLITIQUES MUNICIPALES**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 657 800	Administration du programme	12 300	1 645 500	979 400
2	8 084 900	Politiques et planification municipales	2 092 900	5 992 000	5 171 855
	9 742 700	Total — Fonctionnement	2 105 200	7 637 500	6 151 255
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 998 000)	1 998 000	s.o.
	9 742 700	**Montant à voter**	4 103 200	5 639 500	6 151 255

— NOTES —

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (2702-1)	$
Traitements et salaires	1 177 500
Avantages sociaux	213 500
Transports et communications	63 100
Services	172 800
Fournitures et matériel	30 900
	1 657 800
Politiques et planification municipales (2702-2)	
Traitements et salaires	3 820 100
Avantages sociaux	692 800
Transports et communications	609 900
Services	2 028 700
Fournitures et matériel	933 400
	8 084 900
Total (Fonctionnement) — Programme des politiques municipales	9 742 700

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES :

Ce programme supervise la conception, l'élaboration, la coordination, la prestation et le contrôle des activités au nom de tout le ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2703		**PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES**			
FONCTIONNEMENT					
1	3 126 500	Administration du programme	(7 600)	3 134 100	3 030 400
2	7 470 300	Services municipaux	47 800	7 422 500	7 535 800
3	4 743 600	Administration des plans	26 000	4 717 600	4 632 000
4	1 018 551 200	Subsides	50 042 000	968 509 200	925 807 950
L	—	Prêts en vertu de la Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	—	—	125 972
	1 033 891 600	Total — Fonctionnement	50 108 200	983 783 400	941 132 122
	—	Moins : Mandats spéciaux	(10 048 000)	10 048 000	s.o.
	—	Moins : Crédits législatifs	—	—	125 972
	—	Redressement pour les paiements d'avance	—	—	(412 700 000)
	1 033 891 600	**Montant à voter**	60 156 200	973 735 400	528 306 150
2703		**PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES**			
CAPITAL					
5	36 162 600	Subsides	16 478 600	19 684 000	17 161 933
	36 162 600	Total — Capital	16 478 600	19 684 000	17 161 933
	—	Moins : Mandats spéciaux	(7 843 000)	7 843 000	s.o.
	36 162 600	**Montant à voter**	24 321 600	11 841 000	17 161 933

— NOTES —

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (2703-1)	$
Traitements et salaires	2 104 700
Avantages sociaux	381 800
Transports et communications	191 700
Services	361 100
Fournitures et matériel	87 200
	3 126 500

Services municipaux (2703-2)	
Traitements et salaires	5 447 100
Avantages sociaux	933 300
Transports et communications	543 200
Services	420 500
Fournitures et matériel	126 200
	7 470 300

Administration des plans (2703-3)	
Traitements et salaires	3 625 800
Avantages sociaux	657 700
Transports et communications	212 000
Services	154 600
Fournitures et matériel	93 500
	4 743 600

Subsides (2703-4)		
Traitements et salaires		1 491 900
Avantages sociaux		270 600
Transports et communications		65 900
Services		346 100
Fournitures et matériel		97 000
Paiements de transfert	$	
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario		
Subventions inconditionnelles	946 509 500	
Autres subventions	16 061 700	
	962 571 200	
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	34 673 000	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	8 463 000	
Aide à l'annexation	193 300	
Services municipaux en français	300 000	
Conseil de la zone de développement de Moosonee	920 000	
Paiements aux associations municipales	215 000	
Programme municipal de l'équité salariale	720 000	
Aide aux sinistrés	374 200	
Assistance en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	900 000	
Aide à l'Ontario Business Improvement Area Association	60 000	
Aménagement communautaire, Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement	1 000	
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités pour les aider à entreprendre un programme de planification	1 650 000	
Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités qui font partie d'une zone d'aménagement officielle	325 000	
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	110 000	
Programme de formation et enseignement des affaires municipales	2,207,000	1 013 682 700
Autres opérations	$	
Intérêt net sur les prêts accordés dans le cadre du programme d'aide aux propriétaires riverains	150 000	
Intérêts débiteurs nets sur les emprunts contractés au titre de l'infrastructure régionale	2 550 000	
Intérêts débiteurs nets versés au titre des prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	617 000	3 317 000
		1 019 271 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères		720 000
		1 018 551 200
Total (Fonctionnement) — Programme des opérations municipales		1 033 891 600

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

— NOTES —

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

CAPITAL

Subsides (2703-5)	$
Paiements de transfert	
Aide aux organismes publics chargés des secours aux sinistrés	1 000
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire	32 470 600
Aide à l'augmentation du stock de logements	3 690 000
Aménagement communautaire, Loi sur le ministère des Affaires Municipales et du Logement	1 000
	36 162 600
Total (Capital) — Programme des opérations municipales	36 162 600

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO :

Le programme de vérification des comptes municipaux de l'Ontario a pour but d'assurer, pour le compte de douze ministères provinciaux, la vérification des subventions conditionnelles accordées par la province à des municipalités. Le Bureau procédera aux opérations de vérification comptable et aux sondages de conformité jugés nécessaires dans certaines municipalités.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2704		**PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 831 600	Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux	3 000	1 828 600	1 668 529
	1 831 600	Total — Fonctionnement	3 000	1 828 600	1 668 529
	—	Moins : Mandats spéciaux	(453 000)	453 000	s.o.
	1 831 600	**Montant à voter**	456 000	1 375 600	1 668 529

— NOTES —

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux (2704-1)	$
Traitements et salaires	1 270 500
Avantages sociaux	230 400
Transports et communications	213 700
Services	76 500
Fournitures et matériel	40 500
	1 831 600
Total (Fonctionnement) — Programme de vérification des comptes municipaux de l'Ontario	1 831 600

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS :

Le programme d'aménagement des secteurs riverains a été établi pour promouvoir l'aménagement ordonné des secteurs riverains de la province et pour répondre aux besoins dans les domaines du tourisme, des loisirs, de la conservation du patrimoine et du développement industriel.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2705		**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 218 700	Bureau du conseiller spécial	611 200	607 500	563 730
	1 218 700	Total — Fonctionnement	611 200	607 500	563 730
	—	Moins : Mandats spéciaux	(107 000)	107 000	s.o.
	1 218 700	**Montant à voter**	718 200	500 500	563 730

— NOTES —

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau du conseiller spécial (2705-1)	$
Traitements et salaires	267 800
Avantages sociaux	48 500
Transports et communications	111 000
Services	745 500
Fournitures et matériel	45 900
	1 218 700
Total (Fonctionnement) — Programme d'aménagement des secteurs riverains	1 218 700

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME RELATIF AUX SERVICES EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE L'ONTARIO :

Le Secrétariat ontarien des services en matière d'approvisionnement en eau a été mis sur pied avec mandat de fournir des conseils sur les investissements d'infrastructures (installations pour l'approvisionnement en eau et l'épuration des eaux d'égout) qui sont nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. Le Secrétariat doit aussi veiller à ce que ces investissements respectent les objectifs de la province en matière d'aménagement du territoire et de planification communautaire.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2706		**PROGRAMME RELATIF AUX SERVICES EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE L'ONTARIO**			
FONCTIONNEMENT					
1	600 000	Secrétariat ontarien des services en matière d'approvisionnement en eau	600 000	—	—
	600 000	Total — Fonctionnement	600 000	—	—
	—	Moins : Mandats spéciaux	—	—	—
	600 000	**Montant à voter**	600 000	—	—

— NOTES —

XXVII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Secrétariat ontarien des services en matière d'approvisionnement en eau (2706-1)	$
Traitements et salaires	398 000
Avantages sociaux	71 600
Transports et communications	35 000
Services	80 000
Fournitures et matériel	15 400
	600 000
Total (Fonctionnement) — Programme relatif aux services en matière d'approvisionnement en eau de l'Ontario	600 000

XXVIII. — SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

SOMMAIRE

Le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario relève du ministre responsable des affaires autochtones. Le Secrétariat élabore et surveille les politiques en matière d'affaires autochtones, coordonne les politiques et programmes des ministères responsables et des organismes centraux, intervient dans le règlement des questions toucnant les affaires autochtones au sein du gouvernement, négocie et règle les revendications territoriales, et gère les activités du gouvernement dans le cadre des négociations relatives à l'autonomie des autochtones.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
23 133 808		Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	16 777 708	6 356 100	6 075 202
23 133 808		**Total (Fonctionnement) — Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario**	16 777 708	6 356 100	6 075 202
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 900 000)	1 900 000	s.o.
9 808		**Moins : Crédits législatifs**	9 808	—	—
23 124 000	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	18 667 900	4 456 100	6 075 202
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
23 133 808		Dépenses	16 777 708	6 356 100	6 075 202

XXVIII. — SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

— NOTES —

XXVIII. — SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
21 225 000		Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	21 225 000	—	—
21 225 000		**Total (Capital) — Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario**	21 225 000	—	—
—		**Moins : Mandats spéciaux**	—	—	s.o.
21 225 000	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	21 225 000	—	—
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
21 225 000		Dépenses	21 225 000	—	—

XXVIII. — SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO :

Le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario fournit des services de soutien au ministre responsable des Affaires autochtones. Le Secrétariat élabore et surveille les politiques gouvernementales relatives aux affaires autochtones, coordonne l'élaboration des politiques et programmes applicables aux ministères et aux organismes centraux, recommande des solutions gouvernementales aux questions traitant des affaires autochtones, négocie et règle les revendications territoriales, et gère les activités du gouvernement dans le cadre des négociations relatives à l'autonomie des autochtones.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2801		**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**			
FONCTIONNEMENT					
1	8 124 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	1 767 900	6 356 100	6 075 202
2	15 000 000	Revendications territoriales et initiatives de gouvernement autonome	15 000 000	—	—
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808	—	—
	23 133 808	Total — Fonctionnement	16 777 708	6 356 100	6 075 202
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 900 000)	1 900 000	s.o.
	9 808	Moins : Crédits législatifs	9 808	—	—
	23 124 000	**Montant à voter**	18 667 900	4 456 100	6 075 202
2801		**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**			
CAPITAL					
3	21 225 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	21 225 000	—	—
	21 225 000	Total — Capital	21 225 000	—	—
	—	Moins : Mandats spéciaux	—	—	s.o.
	21 225 000	**Montant à voter**	21 225 000	—	—

— NOTES —

XXVIII. — SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (2801-1)	$	$
Traitements et salaires		1 774 300
Avantages sociaux		325 900
Transports et communications		265 000
Services		832 300
Fournitures et matériel		110 500
Paiements de transfert	$	
Soutien fournit dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	918 300	
Soutien pour les négociations communautaire	700 000	
Subventions pour l'élaboration des politiques — Affaires autochtones	14 000	
Chiefs of Ontario	277 600	
Ontario Native Women's Association	422 100	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	506 400	
Ontario Metis and Aboriginal Association	110 700	
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	45 300	
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/Grassy Narrows	20 000	
Participation économique des autochtones	203 800	
Soutien aux négotiations sur les ressources et sur l'environnement	1 000	
Ententes communautaires	1 596 800	4 816 000
		8 124 000
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		9 808
Revendications territoriales et iniitiatives de gouvernement autonome (2801-2)		
Services		15 000 000
		15 000 000
Total (Fonctionnement) — Programme du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario		23 133 808

CAPITAL

Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (2801-3)	$
Paiements de transfert	
Projets provinciaux	21 225 000
	21 225 000
Total (Capital) — Programme du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	21 225 000

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

SOMMAIRE

Le but du ministère est de contribuer au bien-être environnemental, social et économique de l'Ontario grâce au développement durable des ressources naturelles.

Ses objectifs sont d'assurer la durabilité d'écosystèmes sains en protégeant et en conservant nos terres, nos ressources aquatiques, nos forêts et nos animaux sauvages, tous de grande valeur, ainsi que leurs fondations biologiques; d'assurer la durabilité des ressources naturelles pour que les Ontariens puissent en bénéficier à long terme, c'est-à-dire de laisser aux générations futures un héritage des ressources naturelles que nous apprécions aujourd'hui; de protéger notre patrimoine naturel et les caractéristiques biologiques d'importance à l'échelle provinciale; et de protéger les vies humaines, la base de ressources et les biens contre les dangers des incendies de forêt, des inondations et de l'érosion.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
32 514 257		Administration du ministère	2 917 800	29 596 457	28 934 020
93 541 000		Ressources d'information et des politiques	14 318 800	79 222 200	74 313 263
442 659 500		Programme relatif aux opérations	23 532 000	419 127 500	422 869 731
568 714 757		**Total du ministère — Fonctionnement**	40 768 600	527 946 157	526 117 014
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(115 986 000)	115 986 000	s.o.
141 557		**Moins : Crédits législatifs**	—	141 557	141 557
568 573 200	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	156 754 600	411 818 600	525 975 457
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
568 614 757		Dépenses	40 768 600	527 846 157	526 017 014
100 000		Prêts et Dotations	—	100 000	100 000
568 714 757			40 768 600	527 946 157	526 117 014

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

— NOTES —

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
89 851 300		Programme relatif aux opérations	12 186 300	77 665 000	60 944 918
89 851 300		**Total du ministère — Capital**	12 186 300	77 665 000	60 944 918
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(17 312 000)	17 312 000	s.o.
89 851 300	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	29 498 300	60 353 000	60 944 918
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
89 851 300		Dépenses	12 186 300	77 665 000	60 944 918

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Le programme d'administration du ministère oriente l'administration et la gestion ainsi que les services généraux en vue d'assurer le développement durable des ressources naturelles de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2901		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	5 202 400	Bureau principal	1 386 600	3 815 800	3 151 642
2	12 634 500	Services administratifs et financiers	264 200	12 370 300	12 381 044
3	6 837 200	Ressources humaines	894 000	5 943 200	6 208 883
4	4 371 900	Services des communications	(6 900)	4 378 800	4 326 316
5	2 210 000	Services juridiques	407 400	1 802 600	1 736 758
6	1 216 700	Services de vérification	(27 500)	1 244 200	1 087 820
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	32 514 257	Total — Fonctionnement	2 917 800	29 596 457	28 934 020
	—	Moins : Mandats spéciaux	(7 558 000)	7 558 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 557
	32 472 700	**Montant à voter**	10 475 800	21 996 900	28 892 463

— NOTES —

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (2901-1)	$
Traitements et salaires	2 957 500
Avantages sociaux	694 400
Transports et communications	446 500
Services	725 700
Fournitures et matériel	378 300
	5 202 400
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (2901-2)	
Traitements et salaires	6 618 500
Avantages sociaux	1 404 600
Transports et communications	1 671 500
Services	2 198 500
Fournitures et matériel	1 149 500
	13 042 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	408 100
	12 634 500
Ressources humaines (2901-3)	
Traitements et salaires	2 493 100
Avantages sociaux	4 082 300
Transports et communications	54 700
Services	152 400
Fournitures et matériel	70 500
Paiements de transfert	
Subvention au programme de bourse d'études aux autochtones	25 000
	6 878 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	40 800
	6 837 200

Services des communications (2901-4)	$
Traitements et salaires	2 925 500
Avantages sociaux	522 400
Transports et communications	137 700
Services	514 600
Fournitures et matériel	297 200
	4 397 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	25 500
	4 371 900
Services juridiques (2901-5)	
Traitements et salaires	253 000
Avantages sociaux	77 900
Transports et communications	99 600
Services	1 678 000
Fournitures et matériel	101 500
	2 210 000
Services de vérification (2901-6)	
Traitements et salaires	860 300
Avantages sociaux	205 000
Transports et communications	60 700
Services	33 600
Fournitures et matériel	82 600
	1 242 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	25 500
	1 216 700
Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	32 514 257

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES RESSOURCES D'INFORMATION ET DES POLITIQUES :

Dans le cadre de ce programme, on planifie, élabore, dirige et coordonne des stratégies technologiques et de gestion de l'information pour améliorer la capacité du ministère de contribuer au développement durable des ressources naturelles.

Ce programme englobe également l'élaboration de politiques et de programmes coordonnés et étendus visant la planification stratégique, la gestion intégrée et le développement durable des ressources naturelles de l'Ontario, y compris les terres, les eaux, les forêts, la faune, les pêches, les parcs et les zones de loisirs et de patrimoine naturel.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2902		**PROGRAMME DES RESSOURCES D'INFORMATION ET DES POLITIQUES**			
FONCTIONNEMENT					
1	38 841 300	Ressources d'information	9 146 300	29 695 000	25 239 720
2	54 699 700	Politiques	5 172 500	49 527 200	49 073 543
	93 541 000	Total — Fonctionnement	14 318 800	79 222 200	74 313 263
	—	Moins : Mandats spéciaux	(7 473 000)	7 473 000	s.o.
	93 541 000	**Montant à voter**	21 791 800	71 749 200	74 313 263

— NOTES —

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Ressources d'information (2902-1)	$
Traitements et salaires	9 722 100
Avantages sociaux	1 796 500
Transports et communications	2 423 300
Services	17 426 400
Fournitures et matériel	7 379 000
Paiements de transfert	
Programme ontarien des recherches sur les ressources renouvelables	764 400
	39 511 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	670 400
	38 841 300

Politiques (2902-2)	$	$
Traitements et salaires		25 579 600
Avantages sociaux		4 255 200
Transports et communications		2 216 800
Services		15 940 800
Fournitures et matériel		6 749 900
Paiements de transfert	$	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité n° 9	65 500	
Subventions :		
Programme relatif aux espèces non chassées	2 200	
Owl Rehabilitation Research Foundation	5 500	
Conseil ontarien de la préservation de la nature	16 400	
Institut canadien de la fourrure	54 600	
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	13 100	
Conférence fédérale/provinciale sur les parcs	13 100	170 400
		54 912 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		213 000
		54 699 700
Total (Fonctionnement) — Programme des ressources d'information et des politiques		93 541 000

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME RELATIF AUX OPÉRATIONS :

Le programme relatif aux opérations assure la prestation intégrée et efficace de tous les programmes du ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
2903		**PROGRAMME RELATIF AUX OPÉRATIONS**			
FONCTIONNEMENT					
1	299 165 500	Gestion et protection des ressources	17 914 700	281 250 800	283 358 050
2	42 639 600	Opérations relatives aux loisirs	729 000	41 910 600	34 159 621
3	57 491 800	Aviation, inondation et gestion des incendies	10 100 400	47 391 400	45 385 424
4	7 454 000	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	(10 441 000)	17 895 000	31 139 799
5	35 808 600	Paiements de transfert locaux pour la conservation et la gestion des ressources	5 228 900	30 579 700	28 726 837
L	100 000	Agence de foresterie du parc Algonquin, Loi sur l'Office de foresterie du parc Algonguin	—	100 000	100 000
	442 659 500	Total — Fonctionnement	23 532 000	419 127 500	422 869 731
	—	Moins : Mandats spéciaux	(100 955 000)	100 955 000	s.o.
	100 000	Moins : Crédits législatifs	—	100 000	100 000
	442 559 500	**Montant à voter**	124 487 000	318 072 500	422 769 731
2903		**PROGRAMME RELATIF AUX OPÉRATIONS**			
CAPITAL					
6	68 051 300	Infrastructure pour les loisirs, la protection et la gestion des ressources	21 856 300	46 195 000	35 328 643
7	21 800 000	Paiements de transfert locaux pour la conservation et la gestion des ressources	(9 670 000)	31 470 000	25 616 275
	89 851 300	Total — Capital	12 186 300	77 665 000	60 944 918
		Moins : Mandats spéciaux	(17 312 000)	17 312 000	s.o.
	89 851 300	**Montant à voter**	29 498 300	60 353 000	60 944 918

— NOTES —

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Gestion et protection des ressources (2903-1)	$	$
Traitements et salaires		144 825 500
Avantages sociaux		24 053 100
Transports et communications		19 812 100
Services		109 587 000
Fournitures et matériel		50 611 000
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Vaporisation aérienne	1 092 000	
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport	95 000	
Association forestière de l'Ontario	41 600	
Arbres Ontario	150 000	
Mutual Association for the Protection of Lake Environment	41 600	
Subvention au Institute for Resource Law	5 000	
Subvention à l'Aggregate Producers' Association pour le programme pilote de remise en valeur	49 900	1 475 100
		350 363 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		51 198 300
		299 165 500

Crédits législatifs Agence de foresterie du parc Algonquin	
Prêts et dotations	
Prêts	100 000

Opérations relatives aux loisirs (2903-2)	
Traitements et salaires	25 962 400
Avantages sociaux	3 162 700
Transports et communications	1 611 300
Services	6 539 800
Fournitures et matériel	5 388 900
	42 665 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	25 500
	42 639 600

Aviation, inondation et gestion des incendies (2903-3)	$
Traitements et salaires	26 663 900
Avantages sociaux	3 971 500
Transports et communications	4 442 100
Services	14 316 800
Fournitures et matériel	13 198 300
	62 592 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	5 100 800
	57 491 800

Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (2903-4)	
Traitements et salaires	2 929 600
Avantages sociaux	25 700
Transports et communications	197 900
Services	3 419 000
Fournitures et matériel	881 800
	7 454 000

Paiements de transfert locaux pour la conservation et la gestion des ressources (2903-5)	$	
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Municipalités et offices de protection de la nature		
Frais d'administration	10 194 300	
Programme relatif aux opérations	16 769 100	
Réduction fiscale sur les terres protégées		
Terres de l'Office de protection de la nature	2 402 400	
Autres terres	1 965 600	
Remises fiscales sur les forêts aménagées	4 477 200	35 808 600
		35 808 600
Total (Fonctionnement) — Programme relatif aux opérations		442 659 500

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

— NOTES —

XXIX. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME RELATIF AUX OPÉRATIONS — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

CAPITAL

Infrastructure pour les loisirs, la protection et la gestion des ressources (2903-6)	$
Traitements et salaires	6 296 100
Avantages sociaux	360 200
Transports et communications	813 700
Services	48 971 500
Fournitures et matériel	24 189 800
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 000 000
	81 631 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	13 580 000
	68 051 300

Paiements de transfert locaux pour la conservation et la gestion des ressources (2903-7)	$
Paiements de transfert	
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature	21 800 000
	21 800 000
Total (Capital) — Programme relatif aux opérations	89 851 300

XXX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

SOMMAIRE

Le ministère du Développement du Nord et des Mines cherche à promouvoir, à défendre et à appuyer le bien-être économique et social des résidents du Nord de l'Ontario ainsi que du secteur minier de façon à augmenter le rendement économique de la province.

Il atteint cet objectif au moyen des stratégies suivantes : le maintien d'une industrie minière vigoureuse en Ontario; l'avancement de l'expansion économique du Nord et des efforts de diversification; des mesures qui facilitent l'accès des résidents à de bons services sociaux et de santé ainsi qu'à des activités culturelles, et la planification et la coordination d'un système intégré de moyens de transport multiples dans le Nord de l'Ontario.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
		DÉVELOPPEMENT DU NORD			
20 216 757		Administration du ministère	(1 912 500)	22 129 257	15 370 675
51 920 600		Développement et transports du Nord	(6 909 100)	58 829 700	60 876 842
		MINES			
33 003 449		Mines et minéraux	2 133 392	30 870 057	28 697 477
105 140 806		**Total du ministère — Fonctionnement**	(6 688 208)	111 829 014	104 944 994
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(32 950 000)	32 950 000	s.o.
73 306		**Moins : Crédits législatifs**	(9 808)	83 114	83 114
105 067 500	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	26 271 600	78 795 900	104 861 880
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
105 140 806		Dépenses	(6 688 208)	111 829 014	104 944 994

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	108 524 014	
1.2 Comptes publics 1989-1990		100 311 960
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	3 305 000	4 633 034
	111 829 014	104 944 994

XXX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

— NOTES —

XXX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
		DÉVELOPPEMENT DU NORD			
244 103 600		Développement et transports du Nord	28 375 600	215 728 000	194 921 110
		MINES			
17 000 000		Mines et minéraux	(3 500 000)	20 500 000	15 217 168
261 103 600		**Total du ministère — Capital**	24 875 600	236 228 000	210 138 278
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(95 850 000)	95 850 000	s.o.
261 103 600	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	120 725 600	140 378 000	210 138 278
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
261 103 600		Dépenses	24 875 600	236 228 000	210 138 278

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
CAPITAL		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	236 228 000	
1.2 Comptes publics 1989-1990		207 855 973
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères		7 265 000
2.2 Transfert de fonctions à d'autres ministères		(4 982 695)
	236 228 000	210 138 278

XXX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme assure l'orientation des principales politiques et la fourniture des ressources administratives et des services de soutien dont le Ministère a besoin pour remplir son mandat.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3001		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 678 300	Bureau principal	159 800	1 518 500	1 492 864
2	11 309 100	Services administratifs et financiers	(2 489 200)	13 798 300	7 958 229
3	1 071 200	Ressources humaines	100 100	971 100	855 863
4	1 968 900	Services des communications	104 600	1 864 300	1 683 594
5	857 100	Analyse et planification	(46 600)	903 700	726 334
6	595 400	Services juridiques	153 700	441 700	428 525
7	443 500	Services de vérification	19 000	424 500	360 977
8	2 251 700	Systèmes informatiques	86 100	2 165 600	1 822 732
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	20 216 757	Total — Fonctionnement	(1 912 500)	22 129 257	15 370 675
	—	Moins : Mandats spéciaux	(8 000 000)	8 000 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 557
	20 175 200	**Montant à voter**	6 087 500	14 087 700	15 329 118

— NOTES —

XXX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (3001-1)	$
Traitements et salaires	1 140 200
Avantages sociaux	122 800
Transports et communications	166 600
Services	179 100
Fournitures et matériel	69 600
	1 678 300

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (3001-2)	
Traitements et salaires	2 720 100
Avantages sociaux	439 200
Transports et communications	1 253 700
Services	4 988 800
Fournitures et matériel	2 236 700
	11 638 500
Moins : Recouvrements d'autres activités	329 400
	11 309 100

Ressources humaines (3001-3)	
Traitements et salaires	655 900
Avantages sociaux	116 700
Transports et communications	99 500
Services	158 300
Fournitures et matériel	40 800
	1 071 200

Services des communications (3001-4)	
Traitements et salaires	1 014 700
Avantages sociaux	177 500
Transports et communications	93 400
Services	572 700
Fournitures et matériel	110 600
	1 968 900

Analyse et planification (3001-5)	
Traitements et salaires	542 200
Avantages sociaux	90 000
Transports et communications	65 900
Services	124 600
Fournitures et matériel	34 400
	857 100

Services juridiques (3001-6)	$
Transports et communications	33 900
Services	528 000
Fournitures et matériel	33 500
	595 400

Services de vérification (3001-7)	
Traitements et salaires	303 700
Avantages sociaux	54 100
Transports et communications	67 000
Services	13 700
Fournitures et matériel	5 000
	443 500

Systèmes informatiques (3001-8)	
Traitements et salaires	1 266 000
Avantages sociaux	226 100
Transports et communications	238 600
Services	1 107 100
Fournitures et matériel	874 200
	3 712 000
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 460 300
	2 251 700

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du Ministère	20 216 757

XXX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD :

Ce programme fournit une aide financière en vue de favoriser les activités de développement économique du Nord de l'Ontario et d'offrir aux habitants de la région un meilleur accès aux services sociaux et sanitaires. Ce programme vise en outre, à satisfaire les besoins du Nord en matière d'accès et de mobilité, en créant et en maintenant une infrastructure et des services de transport multimodaux.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3002		**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD**			
FONCTIONNEMENT					
1	10 706 000	Administration du programme	208 000	10 498 000	10 044 379
2	19 141 300	Développement du Nord	1 824 600	17 316 700	20 594 936
3	1 451 300	Transports, planification et entretien	25 100	1 426 200	1 011 783
4	20 622 000	Services de transports	(1 200 000)	21 822 000	22 179 647
	—	Fonds du développement du Nord	(7 766 800)	7 766 800	7 046 097
	51 920 600	Total — Fonctionnement	(6 909 100)	58 829 700	60 876 842
	—	Moins : Mandats spéciaux	(17 550 000)	17 550 000	s.o.
	51 920 600	**Montant à voter**	10 640 900	41 279 700	60 876 842
3002		**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD**			
CAPITAL					
5	58 918 100	Développement du Nord	38 318 100	20 600 000	16 641 170
6	155 185 500	Infrastructure des transports	(2 064 500)	157 250 000	137 941 134
7	30 000 000	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	—	30 000 000	30 000 000
	—	Fonds du développement du Nord	(7 878 000)	7 878 000	10 338 806
	244 103 600	Total — Capital	28 375 600	215 728 000	194 921 110
	—	Moins : Mandats spéciaux	(91 750 000)	91 750 000	s.o.
	244 103 600	**Montant à voter**	120 125 600	123 978 000	194 921 110

— NOTES —

XXX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3002-1)		$
Traitements et salaires		6 724 700
Avantages sociaux		1 177 100
Transports et communications		1 357 400
Services		846 000
Fournitures et matériel		600 800
		10 706 000

Développement du Nord (3002-2)		
Transports et communications		155 000
Services		1 508 500
Fournitures et matériel		150 000
Paiements de transfert	$	
Développement économique des collectivités	5 750 000	
Formation professionnelle pour les jeunes du Nord	3 000 000	
Aide économique aux autochtones	900 000	
Autres formes d'aide économique	1 916 800	
Services sociaux et médicaux	2 585 000	
Services d'éducation	1 166 000	
Aide sociale aux collectivités non enregistrées	905 200	
Aide sociale aux autochtones	325 000	
Autres forme d'aide sociale	900 000	17 448 000
		19 261 500
Moins : Recouvrements d'autres ministères		120 200
		19 141 300

Transports, planification et entretien (3002-3)	
Services	1 440 900
Paiements de transfert	
Autres programmes de développement des transports	10 400
	1 451 300

Services de transports (3002-4)	
Paiements de transfert	
Commission de transport Ontario Northland — Services aériens	4 500 000
Commission de transport Ontario Northland — Services de chemins de fer et de traversiers	16 122 000
	20 622 000
Total (Fonctionnement) — Programmme de développement et de transports du Nord	51 920 600

CAPITAL

Développement du Nord (3002-5)		$
Paiements de transfert	$	
Développement économique des collectivités	20 844 900	
Aide à l'infrastructure	10 667 100	
Subventions économiques aux autochtones	1 100 000	
Autres formes de développement économique	650 000	
Installations sociales et médicales	4 260 600	
Aide à l'éducation	1 291 000	
Aide sociale aux collectivités non enregistrées	140 000	
Aide sociale aux autochtones	9 014 000	
Autres forme de développement social	10 950 500	58 918 100
		58 918 100

Infrastructure des transports (3002-6)		
Acquisition/contruction de biens immobiliers		142 085 500
Paiements de transfert	$	
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	4 800 000	
Aéroports communautaires	500 000	
Aide au transport communautaire	6 700 000	
Commission de transport Ontario Northland — Services de chemins de fer et de traversiers	1 100 000	13 100 000
		155 185 500

Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (3002-7)	
Paiements de transfert	30 000 000
	30 000 000
Total (Capital) — Programmme de développement et de transports du Nord	244 103 600

XXX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX :

Ce programme vise à stimuler et à réglementer l'utilisation des richesses minérales de la province.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3003		**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**			
FONCTIONNEMENT					
1	2 274 600	Bureau principal	182 100	2 092 500	2 438 926
2	4 723 500	Terrains miniers	(1 016 600)	5 740 100	5 632 033
3	7 277 400	Exploitation des minéraux	3 808 700	3 468 700	2 889 409
4	18 695 200	Ressources minérales	(831 000)	19 526 200	17 695 416
5	1 000	Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale	—	1 000	136
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	—	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(9 808)	9 808	9 808
	33 003 449	Total — Fonctionnement	2 133 392	30 870 057	28 697 477
	—	Moins : Mandats spéciaux	(7 400 000)	7 400 000	s.o.
	31 749	Moins : Crédits législatifs	(9 808)	41 557	41 557
	32 971 700	**Montant à voter**	9 543 200	23 428 500	28 655 920
3003		**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**			
CAPITAL					
6	17 000 000	Exploitation des minéraux	(3 500 000)	20 500 000	15 217 168
	17 000 000	Total — Capital	(3 500 000)	20 500 000	15 217 168
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 100 000)	4 100 000	s.o.
	17 000 000	**Montant à voter**	600 000	16 400 000	15 217 168

— NOTES —

XXX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (3003-1)	$
Traitements et salaires	1 223 100
Avantages sociaux	152 100
Transports et communications	328 300
Services	333 000
Fournitures et matériel	238 100
	2 274 600

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749

Terrains miniers (3003-2)	
Traitements et salaires	2 609 500
Avantages sociaux	452 500
Transports et communications	574 700
Services	752 800
Fournitures et matériel	334 000
	4 723 500

Exploitation des minéraux (3003-3)		
Traitements et salaires		2 525 500
Avantages sociaux		443 200
Transports et communications		688 300
Services		2 708 100
Fournitures et matériel		802 800
Paiements de transfert		
Subventions pour l'exploitation des minéraux		109 500
		7 277 400

Ressources minérales (3003-4)	$	
Traitements et salaires		9 749 800
Avantages sociaux		1 627 800
Transports et communications		1 099 800
Services		2 905 400
Fournitures et matériel		2 080 800
Paiements de transfert		
Subventions pour recherches géoscientifiques	581 600	
Autres subventions pour recherches géoscientifiques	650 000	1 231 600
		18 695 200

Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale (3003-5)	$
Traitements et salaires	1 398 000
Avantages sociaux	90 000
Transports et communications	200 000
Services	925 000
Fournitures et matériel	448 000
	3 061 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères	3 060 000
	1 000
Total (Fonctionnement) — Programme des mines et des minéraux	33 003 449

CAPITAL

Exploitation des minéraux (3003-6)	$	
Services		500 000
Paiements de transfert		
Encouragement à l'exploration minière de l'Ontario	11 000 000	
Aide aux prospecteurs de l'Ontario	4 000 000	
Réclamation relative au chantier minier abandonné	1 500 000	16 500 000
		17 000 000
Total (Capital) — Programme des mines et des minéraux		17 000 000

XXXII. — CABINET DU PREMIER MINISTRE

SOMMAIRE

Le Cabinet du Premier Ministre fournit l'appui nécessaire au Premier Ministre de l'Ontario dans l'exercice de ses fonctions de chef du Conseil exécutif et de chef du gouvernement de l'Ontario.

1991-1992 Prévisions $		PROGRAMMES	Variation $	1990-1991 Prévisions $	1989-1990 Dépenses $
FONCTIONNEMENT					
2 647 340		Cabinet du premier ministre	129 900	2 517 440	2 251 132
2 647 340		**Total (Fonctionnement) — Cabinet du premier ministre**	129 900	2 517 440	2 251 132
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(700 000)	700 000	s.o.
45 240		**Moins : Crédits législatifs**	—	45 240	45 240
2 602 100	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	829 900	1 772 200	2 205 892
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
2 647 340		Dépenses	129 900	2 517 440	2 251 132

XXXII. — CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE :

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du bureau du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef du gouvernement.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3201		**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	2 602 100	Cabinet du premier ministre	129 900	2 472 200	2 205 892
L	45 240	Traitement versé au premier ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	45 240	45 240
	2 647 340	Total (Fonctionnement) — Cabinet du premier ministre	129 900	2 517 440	2 251 132
	—	Moins : Mandats spéciaux	(700 000)	700 000	s.o.
	45 240	Moins : Crédits législatifs	—	45 240	45 240
	2 602 100	**Montant à voter**	829 900	1 772 200	2 205 892

— NOTES —

XXXII. — CABINET DU PREMIER MINISTRE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Cabinet du premier ministre (3201-1)	$
Traitements et salaires	1 890 400
Avantages sociaux	270 000
Transports et communications	199 000
Services	173 000
Fournitures et matériel	69 700
	2 602 100
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre	45 240
Total (Fonctionnement) — Programme du Cabinet du premier ministre	2 647 340

XXXIV. — MINISTÈRE DU REVENU

SOMMAIRE

Le ministère du Revenu a pour mandat d'administrer les principales lois régissant l'imposition ainsi que les subventions et crédits d'impôt de l'Ontario, d'évaluer tous les biens immeubles aux fins d'imposition par les administrations locales et d'offrir des services d'épargne et de chèques par l'entremise des Caisses d'épargne de l'Ontario.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
31 333 757		Administration du ministère	174 200	31 159 557	27 490 544
724 129 600		Recettes fiscales et subventions	(3 011 000)	727 140 600	683 429 305
115 096 500		Évaluation foncière	7 399 500	107 697 000	103 060 702
12 879 100		Caisse d'épargne de l'Ontario	(330 500)	13 209 600	11 051 006
883 438 957		**Total du ministère — Fonctionnement**	4 232 200	879 206 757	825 031 557
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(184 000 000)	184 000 000	s.o.
12 920 657		**Moins : Crédits législatifs**	(330 500)	13 251 157	11 092 563
870 518 300	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	188 562 700	681 955 600	813 938 994
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
883 438 957		Dépenses	4 232 200	879 206 757	825 031 557

XXXIV. — MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme administratif, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre du Revenu, regroupe les fonctions de planification, de consultation et de contrôle financier nécessaires pour assurer l'orientation et la gestion générale des programmes opérationnels conformément aux politiques et aux directives législatives du gouvernement de l'Ontario. Il offre des services techniques et professionnels à l'appui des programmes opérationnels afin de réaliser les économies d'échelle inhérentes à la centralisation et à la normalisation du contrôle de gestion.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3401		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 402 500	Bureau principal	65 700	1 336 800	1 280 214
2	1 279 900	Services juridiques	277 600	1 002 300	972 208
3	1 571 200	Services de vérification	(7 400)	1 578 600	1 233 495
4	1 437 200	Analyse et planification	(104 600)	1 541 800	1 418 110
5	4 340 800	Services administratifs et financiers	(198 800)	4 539 600	4 253 453
6	3 172 300	Ressources humaines	139 200	3 033 100	2 536 169
7	1 745 800	Services des communications	(88 400)	1 834 200	2 136 363
8	1 983 000	Gestion des installations	(175 200)	2 158 200	1 774 409
9	429 500	Développement des systèmes informatiques	(1 187 300)	1 616 800	78 021
10	7 652 300	Systèmes et installations	(1 316 300)	8 968 600	8 776 066
11	6 277 700	Administration des systèmes et recherche	2 769 700	3 508 000	2 990 479
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	31 333 757	Total — Fonctionnement	174 200	31 159 557	27 490 544
	—	Moins : Mandats spéciaux	(8 536 400)	8 536 400	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 557
	31 292 200	**Montant à voter**	8 710 600	22 581 600	27 448 987

— NOTES —

XXXIV. — MINISTÈRE DU REVENU

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (3401-1)	$
Traitements et salaires	917 900
Avantages sociaux	189 800
Transports et communications	105 000
Services	96 300
Fournitures et matériel	93 500
	1 402 500

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services juridiques (3401-2)	
Traitements et salaires	1 600
Avantages sociaux	100
Transports et communications	30 600
Services	1 189 000
Fournitures et matériel	58 600
	1 279 900

Services de vérification (3401-3)	
Traitements et salaires	1 254 700
Avantages sociaux	238 100
Transports et communications	47 800
Services	21 800
Fournitures et matériel	8 800
	1 571 200

Analyse et planification (3401-4)	
Traitements et salaires	819 000
Avantages sociaux	143 700
Transports et communications	22 400
Services	360 100
Fournitures et matériel	92 000
	1 437 200

Services administratifs et financiers (3401-5)	
Traitements et salaires	2 905 400
Avantages sociaux	527 700
Transports et communications	289 500
Services	480 500
Fournitures et matériel	137 700
	4 340 800

Ressources humaines (3401-6)	
Traitements et salaires	2 455 000
Avantages sociaux	443 000
Transports et communications	50 000
Services	162 400
Fournitures et matériel	61 900
	3 172 300

Services des communications (3401-7)	$
Traitements et salaires	1 246 400
Avantages sociaux	237 000
Transports et communications	32 300
Services	57 900
Fournitures et matériel	172 200
	1 745 800

Gestion des installations (3401-8)	
Traitements et salaires	696 600
Avantages sociaux	118 600
Transports et communications	880 500
Services	154 600
Fournitures et matériel	132 700
	1 983 000

Développement des systèmes informatiques (3401-9)	
Traitements et salaires	2 617 500
Avantages sociaux	483 600
Transports et communications	54 700
Services	1 867 500
Fournitures et matériel	9 800
	5 033 100
Moins : Recouvrements d'autres activités	(4 603 600)
	429 500

Systèmes et installations (3401-10)	
Traitements et salaires	1 768 500
Avantages sociaux	315 900
Transports et communications	1 490 800
Services	8 277 200
Fournitures et matériel	226 200
	12 078 600
Moins : Recouvrements d'autres activités	(4 426 300)
	7 652 300

Administration des systèmes et recherche (3401-11)	
Traitements et salaires	2 380 300
Avantages sociaux	433 500
Transports et communications	136 700
Services	3 249 700
Fournitures et matériel	162 400
	6 362 600
Moins : Recouvrements d'autres activités	(84 900)
	6 277 700

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	31 333 757

XXXIV. — MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS :

Les aspects de ce programme qui concernent les recettes fiscales visent à préserver l'intégrité des systèmes d'autocotisation de l'Ontario qui alimentent le Fonds consolidé du revenu. Des services d'information et d'assistance aux contribuables, ainsi que la déréglementation, favorisent le civisme fiscal, tandis que les vérifications et les enquêtes contribuent à la lutte contre les abus et la fraude fiscale. Le programme comprend l'administration des lois fiscales suivantes: Loi sur l'imposition des compagnies, Loi de l'impôt sur l'exploitation minière, Loi de l'impôt sur le revenu, Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé, Loi de la taxe sur l'essence, Loi de la taxe sur le tabac, Loi de la taxe sur les carburants, Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales, Loi sur les droits de succession, Loi sur les droits de cession immobilière, Loi sur l'impôt foncier provincial, Loi sur la taxe de vente au détail et Loi de la taxe sur le pari mutuel.

Le programme assure le versement de suppléments de revenu aux personnes âgées dans le cadre du Régime de garantie du revenu, tandis que certains retraités sont admissibles à la subvention de la taxe de vente et de l'impôt foncier. Il comprend également le Régime d'épargne-logement de l'Ontario conçu pour aider les contribuables à revenu faible ou moyen, à épargner en vue d'acheter leur premier logement. En outre, des subventions à l'expansion des petites entreprises sont accordées en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises. Des subventions sont aussi accordées dans le cadre du Régime d'actionnariat des employés, afin d'encourager les employés des petites et moyennes entreprises à acheter des actions ordinaires nouvellement émises par leur employeur.

Le programme fournit également des services d'information et certaines modalités administratives du système de crédits d'impôt concernant l'impôt foncier, ainsi que des crédits d'impôt au titre de la taxe de vente pour les contribuables à faible revenu âgés de moins de 65 ans, afin de tenir compte de la capacité contributive des individus; il accorde aux contribuables admissibles des abattements au titre de leur contribution au financement des formations politiques, afin de favoriser la participation à la vie politique.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3402		**PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 441 800	Administration du programme	80 400	1 361 400	827 528
2	3 403 400	Appels en matière fiscale	304 000	3 099 400	2 646 797
3	2 981 500	Enquêtes spéciales	86 000	2 895 500	2 519 501
4	2 569 400	Recherches sur les recettes et les applications	432 000	2 137 400	9 698 727
5	4 675 700	Services aux contribuables	17 400	4 658 300	3 337 816
6	7 056 800	Centre de données fiscales	(295 200)	7 352 000	5 508 742
7	27 036 500	Imposition des compagnies et autres taxes	(150 600)	27 187 100	22 317 032
8	9 336 100	Taxe sur les carburants et autres taxes	(4 091 200)	13 427 300	10 476 789
9	29 851 400	Taxe de vente au détail et autres taxes	535 100	29 316 300	25 889 105
10	11 334 100	Impôt prélevé sur les employeurs, relatif aux services de santé	(2 476 100)	13 810 200	—
11	624 442 900	Revenu annuel garanti et subventions fiscales	2 547 200	621 895 700	600 207 238
	724 129 600	Total — Fonctionnement	(3 011 000)	727 140 600	683 429 305
	—	Moins : Mandats spéciaux	(145 812 400)	145 812 400	s.o.
	724 129 600	**Montant à voter**	142 801 400	581 328 200	683 429 305

— NOTES —

XXXIV. — MINISTÈRE DU REVENU

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3402-1)	$
Traitements et salaires	704 300
Avantages sociaux	120 100
Transports et communications	197 600
Services	253 100
Fournitures et matériel	166 700
	1 441 800

Appels en matière fiscale (3402-2)	
Traitements et salaires	2 619 200
Avantages sociaux	475 400
Transports et communications	48 800
Services	129 700
Fournitures et matériel	130 300
	3 403 400

Enquêtes spéciales (3402-3)	
Traitements et salaires	2 336 000
Avantages sociaux	380 400
Transports et communications	132 500
Services	56 800
Fournitures et matériel	75 800
	2 981 500

Recherches sur les recettes et les applications (3402-4)	
Traitements et salaires	1 886 400
Avantages sociaux	342 000
Transports et communications	56 800
Services	92 900
Fournitures et matériel	191 300
	2 569 400

Services aux contribuables (3402-5)	
Traitements et salaires	3 136 800
Avantages sociaux	523 500
Transports et communications	694 200
Services	205 400
Fournitures et matériel	115 800
	4 675 700

Centre de données fiscales (3402-6)	
Traitements et salaires	4 926 900
Avantages sociaux	817 200
Transports et communications	48 600
Services	1 064 600
Fournitures et matériel	199 500
	7 056 800

Imposition des compagnies et autres taxes (3402-7)	$
Traitements et salaires	17 610 800
Avantages sociaux	3 168 300
Transports et communications	1 503 900
Services	4 233 000
Fournitures et matériel	520 500
	27 036 500

Taxe sur les carburants et autres taxes (3402-8)	
Traitements et salaires	6 286 500
Avantages sociaux	1 231 500
Transports et communications	438 100
Services	696 400
Fournitures et matériel	683 600
	9 336 100

Taxe de vente au détail et autres taxes (3402-9)	
Traitements et salaires	18 942 200
Avantages sociaux	3 568 900
Transports et communications	3 315 100
Services	2 693 300
Fournitures et matériel	1 331 900
	29 851 400

Impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé (3402-10)	
Traitements et salaires	5 881 200
Avantages sociaux	561 400
Transports et communications	2 362 100
Services	1 480 700
Fournitures et matériel	1 048 700
	11 334 100

Revenu annuel garanti et subventions fiscales (3402-11)		
Traitements et salaires		8 368 900
Avantages sociaux		1 506 000
Transports et communications		475 100
Services		1 890 200
Fournitures et matériel		442 700
Paiements de transfert	$	
Système de revenu annuel garanti	88 000 000	
Subventions pour impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario	515 000 000	
Subventions en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises	8 595 000	
Subventions en vertu du Régime d'actionnariat des employés	165 000	611 760 000
		624 442 900
Total (Fonctionnement) — Programme de recettes fiscales et de subventions		724 129 600

XXXIV. — MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE :

Ce programme vise à déterminer la valeur imposable de tous les biens fonciers et immobiliers et à établir les rôles d'évaluation utilisés pour fins d'impôt par les gouvernements municipaux. Lorsque la base d'évaluation a changé depuis la dernière notification, un avis d'évaluation est remis au contribuable pour confirmer la nouvelle valeur imposable du bien ainsi que la fraction de la cotisation qui est destinée au soutien scolaire. Le programme prévoit une base équitable d'évaluation pour la répartition des contributions et des subventions provinciales aux municipalités et aux conseils scolaires et pour le recouvrement de l'impôt foncier provincial. Lorsque des élections municipales doivent se tenir en cours d'année, le programme procède à un recensement municipal afin de faciliter l'établissement des listes électorales primaires et des données censitaires municipales.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3403		**PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	426 600	Administration du programme	24 700	401 900	333 765
2	1 229 000	Politiques et priorités	196 000	1 033 000	858 508
3	488 600	Services d'évaluation	(702 500)	1 191 100	1 230 417
4	109 147 100	Bureaux d'évaluation régionaux	8 653 500	100 493 600	96 151 964
5	1 711 600	Biens fonciers de caractère spécial	(800 500)	2 512 100	2 567 367
6	2 093 600	Services informatiques et développement des systèmes	28 300	2 065 300	1 918 681
	115 096 500	Total — Fonctionnement	7 399 500	107 697 000	103 060 702
	—	Moins : Mandats spéciaux	(29 651 200)	29 651 200	s.o.
	115 096 500	**Montant à voter**	37 050 700	78 045 800	103 060 702

— NOTES —

XXXIV. — MINISTÈRE DU REVENU

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3403-1)	$
Traitements et salaires	277 000
Avantages sociaux	66 600
Transports et communications	18 900
Services	24 300
Fournitures et matériel	4 800
Paiements de transfert	
Subvention à l'Institut des évaluateurs municipaux	35 000
	426 600

Politiques et priorités (3403-2)	
Traitements et salaires	830 000
Avantages sociaux	142 500
Transports et communications	49 600
Services	141 100
Fournitures et matériel	65 800
	1 229 000

Services d'évaluation (3403-3)	
Traitements et salaires	358 200
Avantages sociaux	62 200
Transports et communications	21 800
Services	32 700
Fournitures et matériel	13 700
	488 600

Bureaux d'évaluation régionaux (3403-4)	$
Traitements et salaires	73 465 000
Avantages sociaux	13 688 200
Transports et communications	9 935 000
Services	10 691 400
Fournitures et matériel	1 367 500
	109 147 100

Biens fonciers de caractère spécial (3403-5)	
Traitements et salaires	1 182 900
Avantages sociaux	235 200
Transports et communications	181 600
Services	83 100
Fournitures et matériel	28 800
	1 711 600

Services informatiques et développement des systèmes (3403-6)	
Traitements et salaires	1 059 300
Avantages sociaux	188 000
Transports et communications	16 900
Services	799 300
Fournitures et matériel	30 100
	2 093 600

Total (Fonctionnement) — Programme d'évaluation foncière	115 096 500

XXXIV. — MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO :

La Caisse d'épargne de l'Ontario exploite 22 agences. Elle accepte les dépôts des épargnants dans les comptes individuels portant intérêt sur lesquels les déposants peuvent tirer des chèques. Des certificats de placement garanti peuvent également être achetés. Les liquidités sont déposées auprès du Fonds consolidé du revenu et offrent une source économique de financement à long terme au trésorier de l'Ontario.

Cette affection réglementaire fournit des crédits de fonctionnement aux 22 agences, à valoir sur les sommes que la Caisse doit leur rembourser.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
L		**PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO**			
FONCTIONNEMENT		(Loi sur les emprunts publics par voie de dépôts)			
L	12 879 100	Administration	(330 500)	13 209 600	11 051 006
	12 879 100	Total — Fonctionnement	(330 500)	13 209 600	11 051 006

— NOTES —

XXXIV. — MINISTÈRE DU REVENU

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	$
Administration	
Traitements et salaires	6 685 900
Avantages sociaux	1 188 400
Transports et communications	596 000
Services	3 832 600
Fournitures et matériel	576 200
	12 879 100
Total (Fonctionnement) — Programme de la Caisse d'épargne de l'Ontario	12 879 100

XXXV. — OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

SOMMAIRE

Cet office se fait le défenseur des personnes âgées de la province auprès du gouvernement de l'Ontario. L'Office s'acquitte de cette mission par des initiatives de développement et d'appui visant à favoriser une meilleure compréhension des besoins et des aptitudes des personnes âgées, à faciliter le bien-être des personnes âgées et, à encourager la recherche dans les domaines qui touchent au vieillissement et aux personnes âgées.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
5 581 100		Office des affaires des personnes âgées	(527 250)	6 108 350	5 228 801
5 581 100		**Total (Fonctionnement) — Office des affaires des personnes âgées**	(527 250)	6 108 350	5 228 801
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 407 375)	1 407 375	s.o.
—		**Moins : Crédits législatifs**	(25 750)	25 750	20 591
5 581 100	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	905 875	4 675 225	5 208 210
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
5 581 100		Dépenses	(527 250)	6 108 350	5 228 801

XXXV. — OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

— NOTES —

XXXV. — OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
2 638 500		Office des affaires des personnes âgées	288 500	2 350 000	2 145 624
2 638 500		**Total (Capital) — Office des affaires des personnes âgées**	288 500	2 350 000	2 145 624
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 001 761)	1 001 761	s.o.
2 638 500	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	1 290 261	1 348 239	2 145 624
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
2 638 500		Dépenses	288 500	2 350 000	2 145 624

XXXV. — OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES :

L'Office des affaires des personnes âgées favorise l'élaboration de politiques coordonnées au sein du gouvernement pour veiller à ce que les intérêts des personnes âgées soient bien servis; il fournit un service central d'information concernant les politiques, les programmes et les services visant les personnes âgées; il crée les ressources nécessaires pour motiver les organismes et les entreprises des collectivités et les aider à répondre aux besoins des personnes âgées; il encourage l'autonomie et la participation des personnes âgées; il veille à ce que l'apport des personnes âgées dans la société soit reconnu.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3501		**PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 496 500	Services généraux	(53 800)	4 550 300	4 014 274
2	1 084 600	Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	63 400	1 021 200	824 625
L	—	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(15 942)	15 942	15 942
L	—	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.	(9 808)	9 808	4 649
—	—	Bureau principal	(511 100)	511 100	369 311
	5 581 100	Total — Fonctionnement	(527 250)	6 108 350	5 228 801
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 407 375)	1 407 375	—
	—	Moins : Crédits législatifs	(25 750)	25 750	20 591
	5 581 100	**Montant à voter**	905 875	4 675 225	5 208 210
3501		**PROGRAMME DE L'OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES**			
CAPITAL					
3	2 638 500	Services généraux — Fonds d'accès	288 500	2 350 000	2 145 624
	2 638 500	Total — Capital	288 500	2 350 000	2 145 624
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 001 761)	1 001 761	—
	2 638 500	**Montant à voter**	1 290 261	1 348 239	2 145 624

— NOTES —

XXXV. — OFFICE DES AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Services généraux (3501-1)	$
Traitements et salaires	1 870 500
Avantages sociaux	234 300
Transports et communications	868 000
Services	1 168 000
Fournitures et matériel	355 700
	4 496 500

Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or (3501-2)	
Traitements et salaires	167 700
Avantages sociaux	21 200
Transports et communications	410 000
Services	258 900
Fournitures et matériel	226 800
	1 084 600
Total (Fonctionnement) — Programme de l'Office des affaires des personnes âgées	5 581 100

CAPITAL

Services généraux — Fonds d'accès (3501-3)	$
Paiements de transfert	
Fonds d'accès aux installations	2 638 500
	2 638 500
Total (Capital) — Programme de l'Office des affaires des personnes âgées	2 638 500

XXXVI. — MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

SOMMAIRE

Le ministère a pour mission d'appuyer et de promouvoir la formation et le recyclage au travail en Ontario en vue de contribuer au développement économique de l'Ontario, d'améliorer la mobilité et la capacité de gain de la main-d'oeuvre et d'améliorer la qualité de la vie au travail. Il vise également à créer des modèles pour la formation professionnelle des employés et à encourager les possibilités dans ce domaine.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
9 587 457		Administration du ministère	579 249	9 008 208	9 819 145
254 117 800		Formation professionnelle	15 235 000	238 882 800	229 332 331
263 705 257		**Total du ministère — Fonctionnement**	15 814 249	247 891 008	239 151 476
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(62 500 000)	62 500 000	s.o.
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	31 749	9 808	20 507
263 663 700	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	78 282 500	185 381 200	239 130 969
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
263 705 257		Dépenses	15 814 249	247 891 008	239 151 476

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	247 891 008	
1.2 Comptes publics 1989-1990		414 812 837
2. Reorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères		(175 661 361)
	247 891 008	239 151 476

XXXVI. — MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme fournit les services administratifs, financiers et de communication nécessaires au soutien des activités du ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3601		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 369 200	Bureau principal	37 600	1 331 600	880 708
2	6 150 100	Services administratifs et financiers	497 800	5 652 300	6 651 398
3	2 026 600	Services des communications	12 100	2 014 500	2 266 532
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	31 749	—	10 699
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	9 587 457	Total — Fonctionnement	579 249	9 008 208	9 819 145
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 199 000)	3 199 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	31 749	9 808	20 507
	9 545 900	**Montant à voter**	3 746 500	5 799 400	9 798 638

— NOTES —

XXXVI. — MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (3601-1)	$
Traitements et salaires	929 900
Avantages sociaux	121 000
Transports et communications	113 300
Services	93 900
Fournitures et matériel	111 100
	1 369 200

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (3601-2)	
Traitements et salaires	3 170 400
Avantages sociaux	855 400
Transports et communications	415 700
Services	1 241 500
Fournitures et matériel	467 100
	6 150 100

Services des communications (3601-3)	$
Traitements et salaires	832 800
Avantages sociaux	171 100
Transports et communications	215 000
Services	597 700
Fournitures et matériel	210 000
	2 026 600

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	9 587 457

XXXVI. — MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE :

Ce programme vise à appuyer la prestation des services de formation destinés aux employés et aux entreprises ayant des besoins en matière de formation professionnelle.

Ce programme assure une orientation des façons suivantes : en présentant des possibilités d'action et en fournissant des programmes et des services spécifiques, y compris l'apprentissage et la formation en mileu de travail; en négociant et en suivant de près les initiatives et les dépenses du gouvernement fédéral en matière de formation; et en formant des associations avec l'entreprise privée, le milieu syndical et des particuliers en vue de stimuler les activités de formation.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3602		**PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE**			
FONCTIONNEMENT					
1	311 100	Administration du programme	(79 200)	390 300	300 620
2	253 806 700	Politiques et prestation des programmes	15 314 200	238 492 500	229 031 711
	254 117 800	Total — Fonctionnement	15 235 000	238 882 800	229 332 331
	—	Moins : Mandats spéciaux	(59 301 000)	59 301 000	s.o.
	254 117 800	**Montant à voter**	74 536 000	179 581 800	229 332 331

— NOTES —

XXXVI. — MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3602-1)	$
Traitements et salaires	222 400
Avantages sociaux	38 700
Transports et communications	20 000
Services	25 000
Fournitures et matériel	5 000
	311 100

Politiques et prestation des programmes (3602-2)	$	$
Traitements et salaires		14 052 400
Avantages sociaux		2 588 900
Transports et communications		1 593 900
Services		4 813 300
Fournitures et matériel		1 464 600
Paiements de transfert	$	
Aide aux employeurs et à la communauté	23 111 600	
Encouragement à la formation	55 870 000	
Société ontarienne de formation	6 600 000	
Accord Canada-Ontario sur la formation professionnelle	116 100 000	
Programme d'apprentissage	27 612 000	229 293 600
		253 806 700
Total (Fonctionnement) — Programme de formation professionnelle		254 117 800

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

L'objectif principal du ministère du Solliciteur général est d'améliorer la sécurité en Ontario. Le ministère assure les services suivants : la police, la protection contre les incendies et les services de sécurité pour la prévention des incendies, la planification d'urgence, la gestion de la circulation, les services de médecine légale, des sciences judiciaires, et du coroner ainsi que la formation dans le cadre de la sécurité publique. Le ministère représente l'autorité civile directe dont relève la Police provinciale de l'Ontario; il supervise tous les corps de police municipaux et régionaux de la province; il coordonne la formation des pompiers et les enquêtes sur les incendies par le biais du bureau du commissaire des incendies; il détermine les causes de décès dans des circonstances inhabituelles; il supervise un service de médecine légale et il coordonne toute la planification des mesures d'urgence en Ontario.

Pour atteindre ses objectifs, le ministère a mis au point des politiques justes et des services accessibles qui reflètent les besoins de la communauté et qui appuient la justice communautaire. Afin de traiter de façon équitable tous les Ontariens, le ministère a élaboré des politiques et des programmes qui répondent aux besoins de la communauté en tenant compte de leur diversité. L'équité, les rapports avec les minorités raciales et l'aide aux victimes figurent parmi les principes de base qui soutendent ces politiques.

Le ministère du Solliciteur général s'est engagé à travailler de concert avec les secteurs public et privé ainsi qu'avec les municipalités. L'élaboration de politiques et de programmes dans le domaine des programmes de prévention et des programmes communautaires a permis au ministère de répondre aux nouveaux besoins de la société.

Le ministère vise l'excellence dans la livraison des programmes en utilisant des approches innovatrices animées de l'esprit d'entreprise et conçues de façon à améliorer la police et les services de sécurité publique en Ontario.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
38 510 565		Administration du ministère	9 240 808	29 269 757	25 531 056
50 664 700		Sécurité publique	8 273 500	42 391 200	42 329 455
22 979 500		Services internes de la police	2 412 400	20 567 100	13 162 585
435 886 600		Police provinciale de l'Ontario	9 444 600	426 442 000	393 805 141
6 896 900		Secrétariat provincial de l'action antidrogue	1 140 300	5 756 600	709 974
554 938 265		**Total du ministère — Fonctionnement**	30 511 608	524 426 657	475 538 211
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(140 550 500)	140 550 500	s.o.
54 365		**Moins : Crédits législatifs**	9 808	44 557	2 994 588
554 883 900	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	171 052 300	383 831 600	472 543 623
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
554 938 265		Dépenses	30 511 608	524 426 657	475 538 211

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	518 670 057	
1.2 Comptes publics 1989-1990		474 828 237
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	5 756 600	709 974
	524 426 657	475 538 211

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
875 000		Administration du ministère	—	875 000	859 674
1 600 000		Services internes de la police	1 600 000	—	—
25 310 000		Police provinciale de l'Ontario	(11 358 000)	36 668 000	21 817 659
27 785 000		**Total du ministère — Capital**	(9 758 000)	37 543 000	22 677 333
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(10 061 500)	10 061 500	s.o.
27 785 000	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	303 500	27 481 500	22 677 333
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
27 785 000		Dépenses	(9 758 000)	37 543 000	22 677 333

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme vise à assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère, à fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1990-1991 Prévisions $	1989-1990 Dépenses $
3701		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 031 600	Bureau principal	361 800	3 669 800	2 971 593
2	6 734 700	Services administratifs et financiers	54 700	6 680 000	6 393 218
3	2 853 500	Ressources humaines	455 700	2 397 800	2 404 210
4	877 300	Services des communications	(116 900)	994 200	1 000 859
5	13 302 300	Analyse et planification	8 780 000	4 522 300	3 713 014
6	1 350 300	Services juridiques	208 900	1 141 400	728 224
7	650 700	Services de vérification	(22 300)	673 000	269 880
8	8 656 800	Systèmes informatiques	(490 900)	9 147 700	5 055 920
L	1 000	Audiences tenues en vertu de la Loi sur les services policiers	—	1 000	153 697
L	1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	—	1 000	2 804 245
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	26 791
L	19 616	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808	9 808	9 405
	38 510 565	Total — Fonctionnement	9 240 808	29 269 757	25 531 056
	—	Moins : Mandats spéciaux	(6 685 500)	6 685 500	s.o.
	53 365	Moins : Crédits législatifs	9 808	43 557	2 994 138
	38 457 200	**Montant à voter**	15 916 500	22 540 700	22 536 918
3701		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
CAPITAL					
9	875 000	Services administratifs et financiers	—	875 000	859 674
	875 000	Total — Capital	—	875 000	859 674
	—	Moins : Mandats spéciaux	(234 500)	234 500	s.o.
	875 000	**Montant à voter**	234 500	640 500	859 674

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (3701-1)	$
Traitements et salaires	2 338 900
Avantages sociaux	547 900
Transports et communications	325 500
Services	563 400
Fournitures et matériel	255 900
	4 031 600

Crédits législatifs	
Audiences tenues en vertu de la Loi sur les services policiers	1 000
Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	1 000
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	19 616

Services administratifs et financiers (3701-2)	
Traitements et salaires	3 705 900
Avantages sociaux	670 400
Transports et communications	230 300
Services	1 533 100
Fournitures et matériel	595 000
	6 734 700

Ressources humaines (3701-3)	
Traitements et salaires	1 746 400
Avantages sociaux	369 500
Transports et communications	56 700
Services	583 700
Fournitures et matériel	97 200
	2 853 500

Services des communications (3701-4)	
Traitements et salaires	465 000
Avantages sociaux	133 200
Transports et communications	21 400
Services	176 600
Fournitures et matériel	81 100
	877 300

Analyse et planification (3701-5)	$	$
Traitements et salaires		2 093 800
Avantages sociaux		231 200
Transports et communications		449 600
Services		513 800
Fournitures et matériel		361 400
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les initiatives d'aide aux victimes de violence sexuelle	6 495 500	
Subventions pour les services communautaires d'urgence	528 000	
Subventions à l'Ontario Native Council on Justice	40 000	
Subventions pour les services d'aide aux victimes	1 915 000	
Subventions pour le programme de sensibilisation à la violence faite aux femmes	600 000	
Subventions au programme parents-secours de l'Ontario	8 000	
Subventions au Council on Race Relations	16 000	
Subventions — diverses	50 000	9 652 500
		13 302 300

Services juridiques (3701-6)	
Traitements et salaires	47 100
Avantages sociaux	18 000
Transports et communications	50 300
Services	1 182 200
Fournitures et matériel	52 700
	1 350 300

Services de vérification (3701-7)	
Traitements et salaires	473 800
Avantages sociaux	115 000
Transports et communications	6 500
Services	6 800
Fournitures et matériel	48 600
	650 700

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Systèmes informatiques (3701-8)	$
Traitements et salaires	4 432 300
Avantages sociaux	850 800
Transports et communications	4 896 800
Services	520 500
Fournitures et matériel	2 750 400
	13 450 800
Moins: Recouvrements d'autres activités	4 794 000
	8 656 800
Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	38 510 565

CAPITAL

Services administratifs et financiers (3701-9)	$
Services	875 000
	875 000
Total (Capital) — Programme d'administration du ministère	875 000

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE :

Ce programme a comme but d'éliminer ou de réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3702		**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**			
FONCTIONNEMENT					
1	415 900	Administration du programme	1 900	414 000	376 862
2	28 938 900	Services de médecine légale, des sciences judiciaires et du coroner	7 674 500	21 264 400	19 982 295
3	20 150 000	Services de prévention des incendies	689 400	19 460 600	18 788 006
4	1 159 900	Planification des services d'urgence	(92 300)	1 252 200	3 182 292
	50 664 700	Total — Fonctionnement	8 273 500	42 391 200	42 329 455
	—	Moins : Mandats spéciaux	(12 810 000)	12 810 000	s.o.
	50 664 700	**Montant à voter**	21 083 500	29 581 200	42 329 455

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3702-1)		$
Traitements et salaires		190 800
Avantages sociaux		38 000
Transports et communications		24 000
Services		31 800
Fournitures et matériel		6 300
Paiements de transfert		
Subvention à la Société protectrice des animaux de l'Ontario		125,000
		415 900

Services de médecine légale, des sciences judiciaires, et du coroner (3702-2)		
Traitements et salaires		9 387 200
Avantages sociaux		1 874 400
Transports et communications		815 600
Services		9 004 100
Fournitures et matériel		7 652 600
Paiements de transfert	$	
Subventions à des associations	5 000	
Subventions pour la recherche médico-légale en pediatric	200 000	205 000
		28 938 900

Services de prévention des incendies (3702-3)		
Traitements et salaires		12 040 500
Avantages sociaux		2 497 100
Transports et communications		1 401 100
Services		1 686 300
Fournitures et matériel		2 235 000
Paiements de transfert	$	
Subventions pour la prévention des incendies	40 000	
Programme de dégagement des victimes d'accidents de l'Ontario	250 000	290 000
		20 150 000

Planification des services d'urgence (3702-4)		$
Traitements et salaires		734 000
Avantages sociaux		142 500
Transports et communications		121 800
Services		83 200
Fournitures et matériel		37 400
Paiements de transfert	$	
Subvention à La Société canadienne de la Croix-Rouge	40 000	
Subventions versées au titre des opérations d'urgence	1 000	41 000
		1 159 900

Total (Fonctionnement) — Programme de sécurité publique	50 664 700

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE :

Ce programme a pour objet d'aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services internes de la police de la province.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3703		**PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 714 800	Administration du programme	782 700	932 100	1 111 940
2	8 933 800	Collège de police de l'Ontario	(58 500)	8 992 300	6 506 675
3	12 330 900	Normes policières et services de soutien	1 688 200	10 642 700	5 543 970
	22 979 500	Total — Fonctionnement	2 412 400	20 567 100	13 162 585
	—	Moins : Mandats spéciaux	(6 080 000)	6 080 000	s.o.
	22 979 500	**Montant à voter**	8 492 400	14 487 100	13 162 585
3703		**PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE**			
CAPITAL					
4	1 600 000	Normes policières et services de soutien	1 600 000	—	—
	1 600 000	Total — Capital	1 600 000	—	—
	—	Moins : Mandats spéciaux	—	—	s.o.
	1 600 000	**Montant à voter**	1 600 000	—	—

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3703-1)	$
Traitements et salaires	955 200
Avantages sociaux	160 300
Transports et communications	131 100
Services	141 800
Fournitures et matériel	326 400
	1 714 800

Collège de police de l'Ontario (3703-2)	
Traitements et salaires	4 194 800
Avantages sociaux	810 500
Transports et communications	458 400
Services	2 497 200
Fournitures et matériel	1 013 700
	8 974 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères	40 800
	8 933 800

Normes policières et services de soutien (3703-3)	$	$
Traitements et salaires		3 563 000
Avantages sociaux		680 800
Transports et communications		861 300
Services		3 009 500
Fournitures et matériel		585 700
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	750 000	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	600 000	
Subventions aux corps de police municipaux	2 000 000	
Subventions aux associations de police	30 600	
Subventions pour les programmes d'équité d'emploi	250 000	3 630 600
		12 330 900
Total (Fonctionnement) — Programme de services internes de la police		22 979 500

CAPITAL

Normes policières et services de soutien (3703-4)	
Services	1 600 000
	1 600 000
Total (Capital) — Programme de services internes de la police	1 600 000

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO :

Ce programme assure l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournit une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3704		**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**			
FONCTIONNEMENT					
1	5 421 600	Bureau du commissaire	2 710 400	2 711 200	1 908 504
2	418 637 200	Police provinciale de l'Ontario	6 104 600	412 532 600	385 741 968
3	11 826 800	Système de télécommunications	629 600	11 197 200	6 154 219
L	1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur les services policiers	—	1 000	450
	435 886 600	Total — Fonctionnement	9 444 600	426 442 000	393 805 141
	—	Moins : Mandats spéciaux	(111 583 000)	111 583 000	s.o.
	1 000	Moins : Crédits législatifs	—	1 000	450
	435 885 600	**Montant à voter**	121 027 600	314 858 000	393 804 691
3704		**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**			
CAPITAL					
4	510 000	Police provinciale de l'Ontario	(3 795 000)	4 305 000	—
5	24 800 000	Système de télécommunications	(7 563 000)	32 363 000	21 817 659
	25 310 000	Total — Capital	(11 358 000)	36 668 000	21 817 659
	—	Moins : Mandats spéciaux	(9 827 000)	9 827 000	s.o.
	25 310 000	**Montant à voter**	(1 531 000)	26 841 000	21 817 659

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau du commissaire (3704-1)	$
Traitements et salaires	2 152 600
Avantages sociaux	459 900
Transports et communications	78 500
Services	2 577 400
Fournitures et matériel	153 200
	5 421 600

Crédits législatifs	
Paiements en vertu de la Loi sur les services policiers	1 000

Police provinciale de l'Ontario (3704-2)		
Traitements et salaires		290 935 900
Avantages sociaux		57 346 200
Transports et communications		14 331 100
Services		20 303 200
Fournitures et matériel		35 569 000
Paiements de transfert		306 600
		418 792 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères		154 800
		418 637 200
Services	$	
Traitements et salaires	17 537 800	
Avantages sociaux	3 244 400	
Transports et communications	8 691 700	
Services	9 422 800	
Fournitures et matériel	26 745 700	65 642 400
Opérations régionales	$	
Traitements et salaires	251 784 700	
Avantages sociaux	50 199 900	
Transports et communications	3 757 200	
Services	9 717 900	
Fournitures et matériel	7 993 100	
Paiements de transfert		
Accord fédéral-provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones	306 600	
	323 759 400	
Moins: Recouvrements d'autres ministères	154 800	323 604 600
Enquêtes	$	
Traitements et salaires	21 613 400	
Avantages sociaux	3 901 900	
Transports et communications	1 882 200	
Services	1 162 500	
Fournitures et matériel	830 200	29 390 200

Système de télécommunications (3704-3)	$
Traitements et salaires	1 974 500
Avantages sociaux	305 100
Transports et communications	6 897 200
Services	2 063 400
Fournitures et matériel	586 600
	11 826 800
Total (Fonctionnement) — Programme de la Police provinciale de l'Ontario	435 886 600

CAPITAL

Police provinciale de l'Ontario — Opérations régionales (3704-4)	
Services	510 000
	510 000

Système de télécommunications (3704-5)	
Transports et communications	541 000
Services	629 000
Fournitures et matériel	23 630 000
	24 800 000
Total (Capital) — Programme de la Police provinciale de l'Ontario	25 310 000

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT PROVINCIAL DE L'ACTION ANTIDROGUE :

Ce programme vise à prevenir la toxicomanie et à en réduire les effets.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3705		**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT PROVINCIAL DE L'ACTION ANTIDROGUE**			
FONCTIONNEMENT					
1	6 896 900	Administration du programme	1 140 300	5 756 600	709 974
	6 896 900	Total — Fonctionnement	1 140 300	5 756 600	709 974
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 392 000)	3 392 000	s.o.
	6 896 900	**Montant à voter**	4 532 300	2 364 600	709 974

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3705-1)		$
Traitements et salaires		431 200
Avantages sociaux		89 500
Transports et communications		108 200
Services		853 000
Fournitures et matériel		137 500
Paiements de transfert	$	
Services de traitement	2 000 000	
Programmes communautaires	1 700 000	
Initiatives jeunesse	1 577 500	5 277 500
		6 896 900
Total (Fonctionnement) — Programme du Secrétariat provincial de l'action antidrogue		6 896 900

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

SOMMAIRE

Le ministère du Tourisme et des Loisirs élabore des politiques et offre des programmes et des services dans le but de favoriser le développement et la promotion du tourisme et des loisirs. Diverses catégories de clients profitent des programmes du ministère. Parmi ces catégories, mentionnons les municipalités, que l'on encourage à créer des programmes de tourisme et de loisirs bien réfléchis. Citons aussi les divers organismes et les associations qui offrent des biens et des services, et enfin, la population de l'Ontario, incitée par le ministère à participer à des activités sportives, de conditionnement physique et de loisir afin qu'elle mène une vie plus saine et plus dynamique. La clientèle du ministère compte 10 000 propriétaires d'entreprise et exploitants, 25 associations de tourisme et de voyages, de même qu'une panoplie de groupes et d'organismes qui se consacrent aux loisirs communautaires.

Le ministère du Tourisme et des Loisirs dirige également des bureaux aux États-Unis, en Europe et au Japon afin de promouvoir l'Ontario et ses attraits touristiques sur les principaux marchés mondiaux. De plus, le ministère assure la direction de plusieurs parcs, attractions et centres de congrès qui offrent tout un éventail d'activités touristiques et récréatives à des millions de résidents et de visiteurs.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
13 836 357		Administration du ministère	683 692	13 152 665	12 318 972
35 316 300		Tourisme	182 300	35 134 000	33 571 345
25 440 900		Loisirs	(376 300)	25 817 200	24 898 493
41 132 200		Opérations	2 125 900	39 006 300	31 125 999
43 340 000		Organismes et attractions	315 700	43 024 300	42 618 147
159 065 757		**Total du ministère — Fonctionnement**	2 931 292	156 134 465	144 532 956
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(37 366 100)	37 366 100	s.o.
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	(9 808)	51 365	46 609
159 024 200	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	40 307 200	118 717 000	144 486 347
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
149 465 757		Dépenses	2 931 292	146 534 465	140 117 081
9 600 000		Prêts et Dotations	—	9 600 000	4 415 875
159 065 757			2 931 292	156 134 465	144 532 956

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	156 134 465	
1.2 Comptes publics 1989-1990		144 072 956
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères		460 000
	156 134 465	144 532 956

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
1 962 000		Tourisme	647 000	1 315 000	852 113
5 880 000		Loisirs	5 280 000	600 000	600 000
43 409 000		Opérations	(1 779 000)	45 188 000	35 171 257
17 311 400		Organismes et attractions	11 719 400	5 592 000	6 701 838
68 562 400		**Total du ministère — Capital**	15 867 400	52 695 000	43 325 208
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(14 733 900)	14 733 900	s.o.
68 562 400	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	30 601 300	37 961 100	43 325 208
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
68 562 400		Dépenses	15 867 400	52 695 000	43 325 208

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme assure l'administration générale de l'ensemble du ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3801		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	3 475 000	Bureau principal	(70 800)	3 545 800	2 905 702
2	2 392 000	Services administratifs et financiers	(64 400)	2 456 400	2 370 886
3	1 491 600	Ressources humaines	106 100	1 385 500	1 510 269
4	2 405 900	Services des communications	104 400	2 301 500	2 139 372
5	353 900	Services juridiques	50 400	303 500	222 510
6	640 300	Services de vérification	(2 700)	643 000	633 336
7	2 493 500	Systèmes informatiques	27 900	2 465 600	2 490 288
8	542 600	Programme de déménagement	542 600	—	—
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(9 808)	19 616	14 860
	13 836 357	Total — Fonctionnement	683 692	13 152 665	12 318 972
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 600 000)	3 600 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	(9 808)	51 365	46 609
	13 794 800	**Montant à voter**	4 293 500	9 501 300	12 272 363

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (3801-1)	$
Traitements et salaires	1 837 800
Avantages sociaux	310 800
Transports et communications	217 500
Services	860 700
Fournitures et matériel	198 200
Paiements de transfert	
Subventions diverses non législatives	50 000
	3 475 000

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé aux adjoints parlementaires	9 808

Services administratifs et financiers (3801-2)	
Traitements et salaires	1 636 000
Avantages sociaux	294 600
Transports et communications	59 800
Services	324 400
Fournitures et matériel	77 200
	2 392 000

Ressources humaines (3801-3)	
Traitements et salaires	1 036 800
Avantages sociaux	172 800
Transports et communications	48 100
Services	154 700
Fournitures et matériel	79 200
	1 491 600

Services des communications (3801-4)	
Traitements et salaires	1 144 000
Avantages sociaux	210 000
Transports et communications	133 700
Services	786 900
Fournitures et matériel	131 300
	2 405 900

Services juridiques (3801-5)	$
Transports et communications	24 300
Services	295 900
Fournitures et matériel	33 700
	353 900

Services de vérification (3801-6)	
Traitements et salaires	454 200
Avantages sociaux	81 400
Transports et communications	39 100
Services	36 700
Fournitures et matériel	28 900
	640 300

Systèmes informatiques (3801-7)	
Traitements et salaires	780 500
Avantages sociaux	151 300
Transports et communications	88 200
Services	977 300
Fournitures et matériel	496 200
	2 493 500

Programme de déménagement (3801-8)	
Traitements et salaires	364 800
Avantages sociaux	69 300
Transports et communications	21 500
Services	37 000
Fournitures et matériel	50 000
	542 600

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	13 836 357

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DU TOURISME :

Ce programme favorise la mise en valeur systématique des infrastructures touristiques de l'Ontario (établissements d'accueil, installations de loisirs, attractions touristiques, services connexes), ainsi que la fréquentation optimale de ces infrastructures en assurant la promotion de l'Ontario au Canada et à l'étranger comme lieu de destination et de séjour pour les vacanciers et autres voyageurs. Ce programme comprend le financement et la coordination de la participation de l'Ontario à divers événements et activités d'envergure internationale.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3802		**PROGRAMME DU TOURISME**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 978 400	Développement du tourisme	(548 000)	5 526 400	3 275 175
2	30 337 900	Commercialisation touristique	730 300	29 607 600	30 296 170
	35 316 300	Total — Fonctionnement	182 300	35 134 000	33 571 345
	—	Moins : Mandats spéciaux	(7 471 000)	7 471 000	s.o.
	35 316 300	**Montant à voter**	7 653 300	27 663 000	33 571 345
3802		**PROGRAMME DU TOURISME**			
CAPITAL					
3	1 962 000	Développement du tourisme	647 000	1 315 000	852 113
	1 962 000	Total — Capital	647 000	1 315 000	852 113
	—	Moins : Mandats spéciaux	(279 000)	279 000	s.o.
	1 962 000	**Montant à voter**	926 000	1 036 000	852 113

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Développement du tourisme (3802-1)	$
Traitements et salaires	1 681 200
Avantages sociaux	330 500
Transports et communications	264 200
Services	2 022 700
Fournitures et matériel	322 300
Paiements de transfert	
Commission de la promenade Sainte-Claire	472 500
	5 093 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères	115 000
	4 978 400

Commercialisation touristique (3802-2)	
Traitements et salaires	3 697 200
Avantages sociaux	569 000
Transports et communications	2 756 500
Services	21 531 600
Fournitures et matériel	1 783 600
	30 337 900
Total (Fonctionnement) — Programme du tourisme	35 316 300

CAPITAL

Développement du tourisme (3802-3)	$	$
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 500 000
Paiements de transfert	$	
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme	1 130 000	
Commission de la promenade Sainte-Claire	462 000	1 592 000
		3 092 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 130 000
Total (Capital) — Programme du tourisme		1 962 000

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES LOISIRS :

Ce programme vise à favoriser l'élaboration de programmes municipaux de loisirs, de sports et de conditionnement physique, ainsi qu'à soutenir les organismes provinciaux de loisirs et les associations sportives provinciales, dans le but de favoriser la participation et la poursuite de l'excellence. Les Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée, de renommée mondiale, permettent l'entraînement des sportifs amateurs de ski.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3803		**PROGRAMME DES LOISIRS**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 211 900	Développement des programmes	648 600	3 563 300	4 064 207
2	21 229 000	Loisirs provinciaux	(1 024 900)	22 253 900	20 834 286
	25 440 900	Total — Fonctionnement	(376 300)	25 817 200	24 898 493
	—	Moins : Mandats spéciaux	(6 057 400)	6 057 400	s.o.
	25 440 900	**Montant à voter**	5 681 100	19 759 800	24 898 493
3803		**PROGRAMME DES LOISIRS**			
CAPITAL					
3	5 880 000	Loisirs provinciaux	5 280 000	600 000	600 000
	5 880 000	Total — Capital	5 280 000	600 000	600 000
	—	Moins : Mandats spéciaux	(142 600)	142 600	s.o.
	5 880 000	**Montant à voter**	5 422 600	457 400	600 000

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Développement des programmes (3803-1)		$
Traitements et salaires		1 639 700
Avantages sociaux		292 200
Transports et communications		360 000
Services		1 715 000
Fournitures et matériel		125 000
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche		80 000
		4 211 900

Loisirs provinciaux (3803-2)		
Traitements et salaires		1 887 900
Avantages sociaux		385 700
Transports et communications		210 000
Services		1 561 600
Fournitures et matériel		461 500
Paiements de transfert	$	
Subventions aux Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée	749 600	
Subventions pour les camps de vacances sans but lucratif	63 000	
Subventions aux associations sportives provinciales	8 315 000	
Subventions au Centre des sports de l'Ontario	5 219 700	
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique	1 625 000	
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques	750 000	
Subventions pour les initiatives mettant l'accent sur la jeunesse	310 000	17 032 300
		21 539 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères		310 000
		21 229 000
Total (Fonctionnement) — Programme des loisirs		25 440 900

CAPITAL

Loisirs provinciaux (3803-3)		$
Acquisition/Construction de biens immobiliers		1 775 000
Paiements de transfert	$	
Subventions aux Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée	3 105 000	
Championnats nordiques mondiaux	1 000 000	4 105 000
Total (Capital) — Programme des loisirs		5 880 000

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS :

Ce programme vise à accroître la productivité et l'emploi dans l'industrie touristique grâce à des programmes d'aide financière et à la prestation directe de services d'experts-conseils aux exploitants, aux municipalités et aux associations touristiques; à fournir des programmes de loisirs communautaires et des subventions d'immobilisation, afin de réaliser les objectifs du ministère en matière de loisirs.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3804		**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**			
FONCTIONNEMENT					
1	41 132 200	Opérations	2 125 900	39 006 300	31 125 999
	41 132 200	Total — Fonctionnement	2 125 900	39 006 300	31 125 999
	—	Moins : Mandats spéciaux	(11 343 500)	11 343 500	s.o.
	41 132 200	**Montant à voter**	13 469 400	27 662 800	31 125 999
3804		**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**			
CAPITAL					
2	43 409 000	Opérations	(1 779 000)	45 188 000	35 171 257
	43 409 000	Total — Capital	(1 779 000)	45 188 000	35 171 257
	—	Moins : Mandats spéciaux	(13 156 500)	13 156 500	s.o.
	43 409 000	**Montant à voter**	11 377 500	32 031 500	35 171 257

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Opérations (3804-1)		$
Traitements et salaires		6 327 000
Avantages sociaux		1 212 700
Transports et communications		1 597 100
Services		1 609 200
Fournitures et matériel		415 400
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les programmes de loisirs municipaux	5 656 300	
Subventions pour le développement des loisirs	11 469 500	
Subventions aux associations touristiques	2 415 000	
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario	200 000	
Programme de formation "Accueil Plus"	830 000	20 570 800
Prêts et Dotations	$	
Programme de prêts pour le tourisme dans l'Est de l'Ontario	4 000 000	
Programme d'aide à la construction d'immobilisations dans le Nord de l'Ontario	5 600 000	9 600 000
		41 332 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères		200 000
Total (Fonctionnement) — Programme des opérations		41 132 200

CAPITAL

Opérations (3804-2)		$
Paiements de transfert	$	
Subventions aux installations de loisirs	28 000 000	
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario	770 000	
Aménagement des sites riverains communautaires	1 840 000	
Centre des congrès de London	3 500 000	
Programme d'encouragement au développement touristique	5 078 000	
Centre International Cleary	3,500,000	
Subventions aux initiatives communautaires	721 000	43 409 000
Total (Capital) — Programme des opérations		43 409 000

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES ORGANISMES ET DES ATTRACTIONS :

Ce programme fournit des subsides de fonctionnement et d'immobilisation aux organismes et attractions dont la liste apparaît ci-dessous. La Société des loteries de l'Ontario, le Palais des congrès du Toronto métropolitain et la Commission des parcs du Niagara relèvent du ministère du Tourisme et des Loisirs mais ne sont pas présentement financés par le ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3805		**PROGRAMME DES ORGANISMES ET DES ATTRACTIONS**			
FONCTIONNEMENT					
1	3 874 800	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario ..	—	3 874 800	3 895 100
2	17 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	—	17 000 000	17 000 000
3	290 400	Centre des congrès d'Ottawa	(16 600)	307 000	380 000
4	3 530 900	Vieux Fort William	16 000	3 514 900	3 352 144
5	2 864 600	Parcs historiques de la Huronie	(33 700)	2 898 300	3 199 062
6	15 779 300	Commission des parcs du Saint-Laurent	350 000	15 429 300	14 791 841
	43 340 000	Total — Fonctionnement	315 700	43 024 300	42 618 147
	—	Moins : Mandats spéciaux	(8 894 200)	8 894 200	s.o.
	43 340 000	**Montant à voter**	9 209 900	34 130 100	42 618 147
3805		**PROGRAMME DES ORGANISMES ET DES ATTRACTIONS**			
CAPITAL					
7	6 591 000	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario ..	3 896 000	2 695 000	3 342 000
8	603 300	Centre des congrès d'Ottawa	603 300	—	—
9	5 047 000	Vieux Fort William	4 400 000	647 000	578 600
10	2 055 100	Parcs historiques de la Huronie	1 355 100	700 000	530 300
11	3 015 000	Commission des parcs du Saint-Laurent	1 465 000	1 550 000	2 250 938
	17 311 400	Total — Capital	11 719 400	5 592 000	6 701 838
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 155 800)	1 155 800	s.o.
	17 311 400	**Montant à voter**	12 875 200	4 436 200	6 701 838

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (3805-1)	$
Paiements de transfert	
Subventions d'exploitation	3 874 800
	3 874 800

Fondation Trillium de l'Ontario (3805-2)	
Paiements de transfert	
Subvention à la Fondation Trillium de l'Ontario	17 000 000
	17 000 000

Centre des congrès d'Ottawa (3805-3)	
Paiements de transfert	
Subventions d'exploitation	290 400
	290 400

Vieux Fort William (3805-4)	
Traitements et salaires	2 524 500
Avantages sociaux	436 200
Transports et communications	63 900
Services	247 000
Fournitures et matériel	259 300
	3 530 900

Parcs historiques de la Huronie (3805-5)	
Traitements et salaires	1 950 900
Avantages sociaux	329 300
Transports et communications	65 600
Services	272 900
Fournitures et matériel	245 900
	2 864 600

Commission des parcs du Saint-Laurent (3805-6)	
Traitements et salaires	10 223 800
Avantages sociaux	1 494 300
Transports et communications	247 100
Services	1 751 100
Fournitures et matériel	2 041 200
Paiements de transfert	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	21 800
	15 779 300

Total (Fonctionnement) — Programme des organismes et attractions	43 340 000

CAPITAL

Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (3805-7)	$
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisation	6 591 000
	6 591 000

Centre des congrès d'Ottawa (3805-8)	
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisation	603 300
	603 300

Vieux Fort William (3805-9)	
Services	150 000
Fournitures et matériel	150 000
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 747 000
	5 047 000

Parcs historiques de la Huronie (3805-10)	
Services	170 000
Fournitures et matériel	170 000
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 715 100
	2 055 100

Commission des parcs du Saint-Laurent (3805-11)	
Services	775 000
Fournitures et matériel	225 000
Acquisition/construction de biens immobiliers	2 015 000
	3 015 000

Total (Capital) — Programme des organismes et attractions	17 311 400

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SOMMAIRE

Le ministère des Transports a pour mandat de fournir des systèmes et des services de transport sécuritaires qui améliorent la qualité de la vie, tiennent compte de l'environnement, favorisent la compétitivité économique de l'Ontario et assurent un excellent service à la clientèle. Plus précisément, le ministère s'est fixé les objectifs suivants : mettre au point et promouvoir un système de transport intégré et équilibré pour l'Ontario; s'assurer qu'il existe un choix de services pour le transport des biens et des personnes, conformément aux attentes des clients et du public; promouvoir la sécurité, l'efficacité, le respect de l'environnement et l'économie d'énergie; contribuer à la croissance économique et sociale; et mettre en oeuvre une stratégie de ressources humaines qui favorise l'excellence, la productivité et une philosophie de gestion démocratique grâce à une structure organisationnelle ouverte et à un milieu qui donne plus de pouvoir à chaque personne.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
60 615 457		Administration du ministère	1 618 500	58 996 957	56 812 484
16 243 500		Transports de la province	(399 987 200)	416 230 700	15 718 798
111 149 400		Réglementation des transports	2 935 600	108 213 800	103 504 252
298 501 700		Routes provinciales	(2 086 000)	300 587 700	306 519 351
69 900 000		Transports en commun de la province	12 600 000	57 300 000	51 160 000
251 020 100		Transports en commun municipaux	42 033 800	209 586 300	204 835 021
11 887 900		Routes municipales	(188 200)	12 076 100	12 867 518
819 918 057		**Total du ministère — Fonctionnement**	(343 073 500)	1 162 991 557	751 417 424
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(615 250 000)	615 250 000	s.o.
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	—	41 557	41 557
819 876 500	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	272 176 500	547 700 000	751 375 867
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
819 918 057		Dépenses	(343 073 500)	1 162 991 557	751 417 424

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	762 991 557	
1.2 Comptes publics 1989-1990		751 417 424
2. Mandat spécial		
2.1 Décret no. 2383 du 24 octobre 1990	400 000 000	
	1 162 991 557	751 417 424

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
12 551 700		Transports de la province	5 405 900	7 145 800	7 693 728
1 611 000		Réglementation des transports	1 611 000	—	—
725 210 700		Routes provinciales	137 127 900	588 082 800	492 296 452
180 199 000		Transports en commun de la province	17 229 000	162 970 000	190 124 500
247 827 000		Transports en commun municipaux	34 579 000	213 248 000	181 047 226
850 643 500		Routes municipales	86 909 800	763 733 700	688 880 940
2 018 042 900		**Total du ministère — Capital**	282 862 600	1 735 180 300	1 560 042 846
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(450 750 000)	450 750 000	s.o.
2 018 042 900	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	733 612 600	1 284 430 300	1 560 042 846
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
2 018 042 900		Dépenses	282 862 600	1 735 180 300	1 560 042 846

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
CAPITAL		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	1 735 180 300	
1.2 Comptes publics 1989-1990		1 567 307 846
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères		(7 265 000)
	1 735 180 300	1 560 042 846

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme comprend les services des cadres supérieurs chargés de l'orientation et de la coordination des programmes du ministère, ainsi que les activités des unités administratives qui fournissent les systèmes de soutien essentiels et les services généraux nécessaires aux programmes du ministère.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3901		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 211 800	Bureau principal	102 100	4 109 700	4 125 087
2	28 975 200	Services administratifs et financiers	1 146 200	27 829 000	26 920 064
3	8 762 300	Services juridiques	115 500	8 646 800	7 354 222
4	7 207 700	Ressources humaines	299 600	6 908 100	7 179 663
5	3 365 700	Services des communications	176 000	3 189 700	3 208 220
6	3 954 000	Services de vérification	(48 000)	4 002 000	3 943 146
7	4 097 200	Systèmes informatiques	(172 900)	4 270 100	4 040 525
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	60 615 457	Total — Fonctionnement	1 618 500	58 996 957	56 812 484
	—	Moins : Mandats spéciaux	(15 000 000)	15 000 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 557
	60 573 900	**Montant à voter**	16 618 500	43 955 400	56 770 927

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (3901-1)	$
Traitements et salaires	3 018 800
Avantages sociaux	548 600
Transports et communications	192 900
Services	245 100
Fournitures et matériel	206 400
	4 211 800
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (3901-2)	
Traitements et salaires	13 235 900
Avantages sociaux	7 201 200
Transports et communications	5 660 300
Services	3 236 100
Fournitures et matériel	2 560 800
	31 894 300
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 919 100
	28 975 200

Services juridiques (3901-3)	
Traitements et salaires	1 030 600
Avantages sociaux	197 500
Transports et communications	65 000
Services	7 351 400
Fournitures et matériel	117 800
	8 762 300

Ressources humaines (3901-4)	$
Traitements et salaires	5 103 200
Avantages sociaux	1 082 800
Transports et communications	210 000
Services	581 400
Fournitures et matériel	252 300
	7 229 700
Moins : Recouvrements d'autres activités	22 000
	7 207 700

Services des communications (3901-5)	
Traitements et salaires	1 946 200
Avantages sociaux	352 600
Transports et communications	110 400
Services	473 600
Fournitures et matériel	512 900
	3 395 700
Moins : Recouvrements d'autres activités	30 000
	3 365 700

Services de vérification (3901-6)	
Traitements et salaires	2 892 200
Avantages sociaux	663 700
Transports et communications	267 500
Services	134 500
Fournitures et matériel	96 100
	4 054 000
Moins : Recouvrements d'autres activités	100 000
	3 954 000

Systèmes informatiques (3901-7)	
Traitements et salaires	3 928 300
Avantages sociaux	786 000
Transports et communications	2 248 300
Services	9 313 400
Fournitures et matériel	1 247 800
	17 523 800
Moins : Recouvrements d'autres activités	13 426 600
	4 097 200

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	60 615 457

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE :

Ce programme vise à faciliter l'élaboration de politiques se rapportant au transport des personnes et des marchandises entre les villes, en vue d'atteindre les objectifs socio-économiques de la province.

Il vise également à mener des travaux de recherche et de développement ainsi que des projets pilotes dans le domaine de la technologie des transports afin d'augmenter le rendement et l'efficacité des réseaux de transports, d'accroître la productivité industrielle et d'accélérer la croissance économique.

En outre, il facilite les mouvements de personnes et de marchandises entre les villes de l'Ontario et à l'extérieur de la province par l'exploitation intégrée des modes de transport aérien, ferrovaire et maritime.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3902		**PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE**			
FONCTIONNEMENT					
1	9 391 700	Politique des transports, technologie et industrie	49 000	9 342 700	9 013 176
2	6 851 800	Transport aérien	(36 200)	6 888 000	6 705 622
—	—	Garantie des éléments de passif résultant de la vente de la Société de développement du transport urbain	(400 000 000)	400 000 000	—
	16 243 500	Total — Fonctionnement	(399 987 200)	416 230 700	15 718 798
	—	Moins : Mandats spéciaux	(404 250 000)	404 250 000	s.o.
	16 243 500	**Montant à voter**	4 262 800	11 980 700	15 718 798
3902		**PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE**			
CAPITAL					
3	12 551 700	Transport aérien	5 405 900	7 145 800	7 693 728
	12 551 700	Total — Capital	5 405 900	7 145 800	7 693 728
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 750 000)	1 750 000	s.o.
	12 551 700	**Montant à voter**	7 155 900	5 395 800	7 693 728

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Politique des transports, technologie et industrie (3902-1)		$
Traitements et salaires		5 375 600
Avantages sociaux		1 136 800
Transports et communications		461 400
Services		1 817 500
Fournitures et matériel		480 700
Paiements de transfert	$	
Canadian Transportation Education Foundation	10 500	
Subventions pour la promotion du transport maritime	11 000	
Infrastructure ferroviaire et études de faisabilité sur les services	9 500	
Association des routes et transports du Canada	88 700	119 700
		9 391 700

Transport aérien (3902-2)		
Traitements et salaires		2 766 300
Avantages sociaux		547 800
Transports et communications		528 000
Services		421 500
Fournitures et matériel		1 890 900
Paiements de transfert	$	
Entretien des aéroports municipaux	1 172 300	
Airport Management Conference of Ontario	25 000	1 197 300
		7 351 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères		500 000
		6 851 800
Total (Fonctionnement) — Programme des transports de la province		16 243 500

CAPITAL

Transport aérien (3902-3)	$
Traitements et salaires	1 689 200
Avantages sociaux	167 000
Transports et communications	310 600
Services	5 525 900
Fournitures et matériel	3 161 400
Paiements de transfert	
Construction d'aéroports municipaux	7 166 100
	18 020 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères	5 468 500
	12 551 700
Total (Capital) — Programme des transports de la province	12 551 700

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES TRANSPORTS :

En utilisant des moyens de contrôle et de pression approuvés, relever le niveau d'aptitudes et de qualifications des usagers du réseau et des services de transport routier, de manière à accroître la sécurité routière et la mobilité de la population, et à accélérer les flux de marchandises.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3903		**PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES TRANSPORTS**			
FONCTIONNEMENT					
1	4 474 400	Administration du programme	38 900	4 435 500	4 176 218
2	106 675 000	Permis, examen et application	2 896 700	103 778 300	99 328 034
	111 149 400	Total — Fonctionnement	2 935 600	108 213 800	103 504 252
	—	Moins : Mandats spéciaux	(35 000 000)	35 000 000	s.o.
	111 149 400	**Montant à voter**	37 935 600	73 213 800	103 504 252
3903		**PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES TRANSPORTS**			
CAPITAL					
3	1 611 000	Permis, examen et application	1 611 000	—	—
	1 611 000	Total — Capital	1 611 000	—	—
	—	Moins : Mandats spéciaux	—	—	s.o.
	1 611 000	**Montant à voter**	1 611 000	—	—

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3903-1)	$	$
Traitements et salaires		2 037 100
Avantages sociaux		426 400
Transports et communications		89 700
Services		819 300
Fournitures et matériel		663 000
Paiements de transfert		
American Association of Motor Vehicle Administrators	19 900	
Canada Safety Council	10 000	
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	165 600	
Commercial Vehicle Safety Alliance	2 000	
Subventions pour la sécurité autoroutière	66 400	
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière	100 000	
Ontario Safety League	30 000	
Association des routes et transports du Canada	20 000	
Fondation de recherche sur les blessures de la route	25 000	438 900
		4 474 400

Permis, examen et application (3903-2)	
Traitements et salaires	59 261 800
Avantages sociaux	11 170 500
Transports et communications	6 819 400
Services	20 285 800
Fournitures et matériel	9 137 500
	106 675 000
Total (Fonctionnement) — Programme de la réglementation des transports	111 149 400

CAPITAL

Permis, examen et application (3903-3)	$
Services	1 611 000
	1 611 000
Total (Capital) — Programme de la réglementation des transports	1 611 000

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES :

Fournir et entretenir un réseau routier provincial capable de répondre aux besoins sociaux et institutionnels des résidents de l'Ontario, ainsi qu'à leurs exigences en matière de mobilité et de conservation de l'énergie. Promouvoir les objectifs du gouvernement en mettant à la disposition du public des réseaux et des services de transport assurés, fiables, efficaces et acceptables du point de vue de leurs effets sur l'environnement.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3904		**PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES**			
FONCTIONNEMENT					
1	19 762 900	Administration du programme	658 800	19 104 100	16 411 236
2	149 938 800	Exploitation et entretien général	(4 593 900)	154 532 700	153 277 162
3	128 800 000	Entretien des routes en hiver	1 849 100	126 950 900	136 830 953
	298 501 700	Total — Fonctionnement	(2 086 000)	300 587 700	306 519 351
	—	Moins : Mandats spéciaux	(91 000 000)	91 000 000	s.o.
	298 501 700	**Montant à voter**	88 914 000	209 587 700	306 519 351
3904		**PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES**			
CAPITAL					
4	36 355 000	Administration du programme	4 883 300	31 471 700	24 990 499
5	156 474 400	Recherche et conception	8 247 200	148 227 200	106 962 838
6	532 381 300	Immobilisations et construction	123 997 400	408 383 900	360 343 115
	725 210 700	Total — Capital	137 127 900	588 082 800	492 296 452
	—	Moins : Mandats spéciaux	(119 000 000)	119 000 000	s.o.
	725 210 700	**Montant à voter**	256 127 900	469 082 800	492 296 452

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3904-1)		$
Traitements et salaires		10 473 800
Avantages sociaux		2 351 400
Transports et communications		1 150 800
Services		1 521 200
Fournitures et matériel		3 855 100
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les initiatives liées au transport	14 000	
Étude sur les politiques relatives aux routes nationales	80 000	
Association des routes et transports du Canada	326 600	420 600
		19 772 900
Moins : Recouvrements d'autres ministères		10 000
		19 762 900

Exploitation et entretien général (3904-2)		
Traitements et salaires		82 891 000
Avantages sociaux		15 600 000
Transports et communications		4 000 000
Services		35 180 800
Fournitures et matériel		52 000 000
Paiements de transfert	$	
Conférence sur la circulation routière de l'Ontario	32 000	
Études d'amélioration de la circulation routière	235 000	267 000
		189 938 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		40 000 000
		149 938 800

Entretien des routes en hiver (3904-3)	
Traitements et salaires	37 100 000
Avantages sociaux	6 700 000
Transports et communications	500 000
Services	50 000 000
Fournitures et matériel	35 500 000
	129 800 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000 000
	128 800 000

Total (Fonctionnement) — Programme des routes provinciales	298 501 700

CAPITAL

Administration du programme (3904-4)	$
Traitements et salaires	18 087 300
Avantages sociaux	3 539 200
Transports et communications	2 503 900
Services	3 642 500
Fournitures et matériel	8 582 100
	36 355 000

Recherche et conception (3904-5)	
Traitements et salaires	61 555 000
Avantages sociaux	12 416 000
Transports et communications	4 421 100
Services	72 321 800
Fournitures et matériel	5 774 500
	156 488 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères	14 000
	156 474 400

Immobilisations et construction (3904-6)		
Traitements et salaires		40 044 300
Avantages sociaux		7 650 300
Transports et communications		5 862 800
Services		65 430 000
Fournitures et matériel		40 858 200
Acquisition/construction de biens immobiliers		495 875 700
Paiements de transfert	$	
Routes urbaines	200 000	
Autres opérations		
Routes urbaines	260 000	460 000
		656 181 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères		123 800 000
		532 381 300

Total (Capital) — Programme des routes provinciales	725 210 700

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE :

Mettre sur pied et exploiter un réseau interrégional de transports en commun qui répond aux besoins du grand public sur le territoire relevant de la Régie des transports en commun de la région de Toronto et qui permet de remplacer avantageusement l'automobile privée, en faisant l'acquisition des terrains, du matériel, des bâtiments et de l'outillage nécessaires pour assurer le service, en favorisant le développement des service sur les itinéraires existants et en fournissant les nouveaux services demandés par le gouvernement, de façon à réduire la congestion sur les routes et les pressions exercées par les groupes réclamant un agrandissement du réseau routier.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3905		**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE**			
FONCTIONNEMENT					
1	69 900 000	Exploitation	12 600 000	57 300 000	51 160 000
	69 900 000	Total — Fonctionnement	12 600 000	57 300 000	51 160 000
	—	Moins : Mandats spéciaux	(15 000 000)	15 000 000	s.o.
	69 900 000	**Montant à voter**	27 600 000	42 300 000	51 160 000
3905		**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE**			
CAPITAL					
2	180 199 000	Immobilisations et construction	17 229 000	162 970 000	190 124 500
	180 199 000	Total — Capital	17 229 000	162 970 000	190 124 500
	—	Moins : Mandats spéciaux	(50 000 000)	50 000 000	s.o.
	180 199 000	**Montant à voter**	67 229 000	112 970 000	190 124 500

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Exploitation (3905-1)	$
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	69 900 000
	69 900 000
Total (Fonctionnement) — Programme des transports en commun de la province	69 900 000

CAPITAL

Immobilisations et construction (3905-2)	$
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	180 199 000
	180 199 000
Total (Capital) — Programme des transports en commun de la province	180 199 000

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX :

Assurer aux municipalités l'aide financière, technique et technologique nécessaire pour leur permettre d'offrir des services de transports en commun capables de répondre aux besoins des résidents de l'Ontario habitant des municipalités urbanisées sur les plans de la mobilité et des transports.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3906		**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX**			
FONCTIONNEMENT					
1	2 822 700	Administration du programme	(4 200)	2 826 900	2 480 739
2	248 797 400	Exploitation	42 038 000	206 759 400	202 354 282
	251 620 100	Total — Fonctionnement	42 033 800	209 586 300	204 835 021
	—	Moins : Mandats spéciaux	(51 000 000)	51 000 000	s.o.
	251 620 100	**Montant à voter**	93 033 800	158 586 300	204 835 021
3906		**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX**			
CAPITAL					
3	247 827 000	Immobilisations et construction	34 579 000	213 248 000	181 047 226
	247 827 000	Total — Capital	34 579 000	213 248 000	181 047 226
	—	Moins : Mandats spéciaux	(65 000 000)	65 000 000	s.o.
	247 827 000	**Montant à voter**	99 579 000	148 248 000	181 047 226

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3906-1)	$
Traitements et salaires	1 292 100
Avantages sociaux	284 500
Transports et communications	100 000
Services	323 800
Fournitures et matériel	30 000
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains	792 300
	2 822 700

Exploitation (3906-2)	
Paiements de transfert	
Subsides pour l'exploitation de transports en commun	208 376 400
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	546 000
Transport pour les personnes handicapées	39 875 000
	248 797 400
Total (Fonctionnement) — Programme des transports en commun municipaux	251 620 100

CAPITAL

Immobilisations et construction (3906-3)	$
Services	1 000 000
Paiements de transfert	
Subsides d'immobilisation pour les transports en commun de surface	116 127 000
Subsides pour les transports en commun rapides	124 300 000
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	6 400 000
	247 827 000
Total (Capital) — Programme des transports en commun municipaux	247 827 000

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES :

Aider les municipalités et les groupes participants des régions non érigées en municipalités à se doter de services de transport routier susceptibles de répondre aux besoins économiques et sociaux locaux et de contribuer à la réalisation des objectifs que le ministère s'est fixés en matière de services de transport dans la province. Appuyer et encourager tous les aspects de la planification municipale des réseaux de transports.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3907		**PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES**			
FONCTIONNEMENT					
1	7 726 300	Administration du programme	(147 600)	7 873 900	8 273 022
2	4 161 600	Planification des politiques	(40 600)	4 202 200	4 594 496
	11 887 900	Total — Fonctionnement	(188 200)	12 076 100	12 867 518
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 000 000)	4 000 000	s.o.
	11 887 900	**Montant à voter**	3 811 800	8 076 100	12 867 518
3907		**PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES**			
CAPITAL					
3	850 643 500	Immobilisations, construction et entretien	86 909 800	763 733 700	688 880 940
	850 643 500	Total — Capital	86 909 800	763 733 700	688 880 940
	—	Moins : Mandats spéciaux	(215 000 000)	215 000 000	s.o.
	850 643 500	**Montant à voter**	301 909 800	548 733 700	688 880 940

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Administration du programme (3907-1)	$	$
Traitements et salaires		5 103 000
Avantages sociaux		1 018 800
Transports et communications		473 200
Services		317 400
Fournitures et matériel		378 500
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les initiatives liées au transport	15 000	
Ontario Good Roads Association	139 000	
Road Superintendent Association	7 500	
Association des routes et transports du Canada	128 600	
Subvention au Tri-committee	50 000	
Études sur la planification urbaine	95 300	435 400
		7 726 300

Planification des politiques (3907-2)	
Traitements et salaires	2 169 500
Avantages sociaux	482 500
Transports et communications	75 800
Services	451 300
Fournitures et matériel	143 300
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains et régionaux	839 200
	4 161 600

Total (Fonctionnement) — Programme des routes municipales	11 887 900

CAPITAL

Immobilisations, construction et entretien (3907-3)	$	$
Traitements et salaires		2 162 100
Avantages sociaux		337 700
Transports et communications		206 300
Services		13 262 800
Fournitures et matériel		1 940 900
Acquisition/construction de biens immobiliers		15 000
Paiements de transfert	$	
Subsides pour routes municipales	791 160 400	
Routes reclassées	4 707 000	
Voies de jonction	46 126 900	
Trottoirs des cantons	340 000	842 334 300
		860 259 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		9 615 600
		850 643 500

Total (Capital)— Programme des routes municipales	850 643 500

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

SOMMAIRE

Le Ministère du Trésor et de l'Économie, sous la direction du trésorier, conseille le gouvernement et gère les affaires budgétaires, financières et économiques de l'Ontario dans le cadre de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie et de la Loi sur l'administration financière.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
10 978 657		Administration du ministère	1 406 400	9 572 257	8 368 165
5 008 672 000		Trésor	691 816 500	4 316 855 500	4 290 360 391
10 728 500		Budget et finances intergouvernementales	2 530 500	8 198 000	8 073 423
55 516 700		Politiques économiques	6 314 300	49 202 400	43 102 451
5 085 895 857		**Total du ministère — Fonctionnement**	702 067 700	4 383 828 157	4 349 904 430
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(21 901 000)	21 901 000	s.o.
4 995 641 557		**Moins : Crédits législatifs**	684 848 000	4 310 793 557	4 284 408 451
90 254 300	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	39 120 700	51 133 600	65 495 979
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
5 076 095 857		Dépenses	696 967 700	4 379 128 157	4 349 785 832
9 800 000		Prêt et Dotations	5 100 000	4 700 000	118 598
5 085 895 857			702 067 700	4 383 828 157	4 349 904 430

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	4 390 245 157	
1.2 Comptes publics 1989-1990		4 358 057 174
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères		(2 042 170)
3. Modification comptable		
3.1 Pensions	(6 418 000)	(6 110 574)
4. Mandat spécial		
4.1 Décret no. 2383 du 24 octobre 1990	1 000	
	4 383 828 157	4 349 904 430

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

— NOTES —

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

SOMMAIRE

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
CAPITAL					
11 500 000		Politiques économiques	(11 450 000)	22 950 000	15 032 313
11 500 000		**Total du ministère — Capital**	(11 450 000)	22 950 000	15 032 313
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(8 000 000)	8 000 000	s.o.
11 500 000	<	**TOTAL À VOTER — CAPITAL**	(3 450 000)	14 950 000	15 032 313
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
11 500 000		Dépenses	(3 450 000)	14 950 000	15 032 313

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet d'assurer la planification, l'orientation et le contrôle nécessaires pour atteindre les objectifs du ministère, et de fournir les services administratifs et financiers requis pour soutenir les programmes du ministère et de certains autres ministères et organismes centraux.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
4001		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 594 000	Bureau principal	125 400	1 468 600	1 276 397
2	4 273 100	Services administratifs et financiers	243 400	4 029 700	3 630 028
3	1 753 000	Ressources humaines	221 000	1 532 000	1 405 467
4	1 152 000	Services des communications	520 000	632 000	513 766
5	771 000	Analyse et planification	13 600	757 400	639 099
6	619 000	Services juridiques	210 000	409 000	302 767
7	775 000	Services de vérification	73 000	702 000	559 084
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	31 749	31 749
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	—	9 808	9 808
	10 978 657	Total — Fonctionnement	1 406 400	9 572 257	8 368 165
	—	Moins : Mandats spéciaux	(3 030 000)	3 030 000	s.o.
	41 557	Moins : Crédits législatifs	—	41 557	41 557
	10 937 100	**Montant à voter**	4 436 400	6 500 700	8 326 608

— NOTES —

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (4001-1)	$
Traitements et salaires	1 061 000
Avantages sociaux	191 000
Transports et communications	113 000
Services	166 000
Fournitures et matériel	63 000
	1 594 000

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (4001-2)	
Traitements et salaires	2 925 000
Avantages sociaux	515 000
Transports et communications	281 000
Services	1 016 100
Fournitures et matériel	580 000
	5 317 100
Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	1 044 000
	4 273 100

Ressources humaines (4001-3)	
Traitements et salaires	1 392 000
Avantages sociaux	251 000
Transports et communications	27 000
Services	44 000
Fournitures et matériel	39 000
	1 753 000

Services des communications (4001-4)	$	
Traitements et salaires		460 000
Avantages sociaux		83 000
Transports et communications		112 000
Services		268 000
Fournitures et matériel		229 000
		1 152 000
Services des communication	$	
Traitements et salaires	300 000	
Avantages sociaux	54 000	
Transports et communications	72 000	
Services	118 000	
Fournitures et matériel	79 000	623 000
Secrétariat du budget	$	
Traitements et salaires	160 000	
Avantages sociaux	29 000	
Transports et communications	40 000	
Services	150 000	
Fournitures et matériel	150 000	529 000

Analyse et planification (4001-5)	
Traitements et salaires	547 000
Avantages sociaux	98 000
Transports et communications	25 000
Services	70 000
Fournitures et matériel	31 000
	771 000

Services juridiques (4001-6)	
Traitements et salaires	5 000
Transports et communications	9 000
Services	571 000
Fournitures et matériel	34 000
	619 000

Services de vérification (4001-7)	
Traitements et salaires	605 000
Avantages sociaux	108 000
Transports et communications	11 000
Services	23 000
Fournitures et matériel	28 000
	775 000

Total (Fonctionnement) — Programme d'administration du ministère	10 978 657

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU TRÉSOR :

Ce programme assure les fonctions suivantes : l'élaboration, l'orientation et la mise en application de politiques pour la gestion de la trésorerie, des investissements, des dettes et des finances de la province, ainsi que pour la comptabilité, l'administration financière et les activités de contrôle; l'administration des systèmes d'information financière, de contrôle et de production de rapports portant sur la situation financière de la province à l'Assemblée législative, aux investisseurs et au grand public; surveiller les activités financières des sociétés de la Couronne et des organismes gouvernementaux; financer et honorer les garanties du gouvernement de l'Ontario relatives aux emprunts contractés par les sociétés de la Couronne et les organismes gouvernementaux. Ce programme assure également la garde et la gestion financière des valeurs mobilières détenues par le gouvernement de l'Ontario et certains de ses organismes.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
4002		**PROGRAMME DU TRÉSOR**			
FONCTIONNEMENT					
1	13 072 000	Trésor	6 968 500	6 103 500	5 993 497
L	4 995 000 000	Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province, Loi sur l'administration financière	684 848 000	4 310 152 000	4 284 366 894
L	600 000	Prêts et Dotations — Prêts de développement, Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal	—	600 000	—
	5 008 672 000	Total — Fonctionnement	691 816 500	4 316 855 500	4 290 360 391
	—	Moins : Mandats spéciaux	(2 051 000)	2 051 000	s.o.
	4 995 600 000	Moins : Crédits législatifs	684 848 000	4 310 752 000	4 284 366 894
	13 072 000	**Montant à voter**	9 019 500	4 052 500	5 993 497

— NOTES —

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Trésor (4002-1)	$
Traitements et salaires	6 531 000
Avantages sociaux	1 280 000
Transports et communications	289 000
Services	3,595 000
Fournitures et matériel	1 377 000
	13 072 000

Crédits législatifs
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province

	$	
Intérêts sur les titres de l'Ontario		
Émis à des fins générales	655 433 000	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 453 075 000	
Régime de retraite des enseignants de l'Ontario	1 738 807 000	
Régime de retraite des fonctionnaires	701 966 000	
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario	117 251 000	
Autres	28 443 000	4 694 975 000
Intérêts sur les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario		205 000 000
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions		95 025 000
		4,995 000 000

Crédits législatifs
Prêts de développement

Prêts et Dotations	
Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal	600 000
Total (Fonctionnement) — Programme du trésor	5 008 672 000

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES :

Ce programme sert à gérer les mécanismes utilisés par la province pour élaborer ses politiques et stratégies fiscales, de taxation et connexes; à fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement lors de la formulation de la politique budgétaire de l'Ontario, y compris la détermination du cadre fiscal, des politiques de taxation, des priorités en matière de dépenses, des recettes à atteindre, des initiatives à prendre pour stabiliser l'économie, et des politiques de financement fédérales-provinciales et provinciales-locales; à fournir des conseils au trésorier sur les politiques de réforme en matière de taxation, à assurer le suivi des mesures prévues dans le budget et à faire rapport sur leurs résultats, et à fournir des conseils au trésorier sur la politique à appliquer en matière de pensions et de soutien du revenu.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
4003		**PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES**			
FONCTIONNEMENT					
1	7 866 000	Budget et finances intergouvernementales	(332 000)	8 198 000	8 073 423
2	2 862 500	Commission de l'équité fiscale	2 862 500	—	—
	10 728 500	Total — Fonctionnement	2 530 500	8 198 000	8 073 423
	—	Moins : Mandats spéciaux	(2 420 000)	2 420 000	s.o.
	10 728 500	**Montant à voter**	4 950 500	5 778 000	8 073 423

— NOTES —

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Budget et finances intergouvernementales (4003-1)	$
Traitements et salaires	5 170 000
Avantages sociaux	925 000
Transports et communications	263 000
Services	1 228 000
Fournitures et matériel	280 000
	7 866 000

Commission de l'équité fiscale (4003-2)	$
Traitements et salaires	782 000
Avantages sociaux	141 000
Transports et communications	441 000
Services	1 308 500
Fournitures et matériel	190 000
	2 862 500
Total (Fonctionnement) — Programme du budget et des finances intergouvernementales	10 728 500

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement en vue de la mise en oeuvre et de la coordination des politiques économiques et des stratégies de développement de la province, en élaborant des prévisions démographiques et économiques à court et à moyen terme, et en poursuivant des recherches sur les politiques macro-économiques, les questions économiques intergouvernementales, les ressources humaines, les finances, l'énergie ainsi que la conception et la mise en oeuvre d'études sectorielles et régionales de l'économie.

Ce programme conseille en outre le gouvernement sur la politique statistique; et il administre la Loi sur la statistique de l'Ontario et assure la liaison et la poursuite des négociations avec Statistique Canada.

Il élabore et coordonne certains programmes et mesures de transfert conçus pour promouvoir le développement économique.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
4004		**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**			
FONCTIONNEMENT					
1	55 516 700	Politiques économiques	6 314 300	49 202 400	43 102 451
	55 516 700	Total — Fonctionnement	6 314 300	49 202 400	43 102 451
	—	Moins : Mandats spéciaux	(14 400 000)	14 400 000	s.o.
	55 516 700	**Montant à voter**	20 714 300	34 802 400	43 102 451
4004		**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**			
CAPITAL					
2	11 500 000	Politiques économiques	(11 450 000)	22 950 000	15 032 313
	11 500 000	Total — Capital	(11 450 000)	22 950 000	15 032 313
	—	Moins : Mandats spéciaux	(8 000 000)	8 000 000	s.o.
	11 500 000	**Montant à voter**	(3 450 000)	14 950 000	15 032 313

— NOTES —

XL. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Politiques économiques (4004-1)	$
Traitements et salaires	5 301 000
Avantages sociaux	957 000
Transports et communications	186 000
Services	36 913 000
Fournitures et matériel	385 000
Paiements de transfert	2 574 700
Prêts et Dotations	9 200 000
	55 516 700

Politiques économiques	$	
Traitements et salaires	5 301 000	
Avantages sociaux	957 000	
Transports et communications	186 000	
Services	713 000	
Fournitures et matériel	385 000	
Paiements de transfert		
Subventions de soutien à la recherche sur la politique économique	174 700	7 716 700
Fonds de développement régional	$	
Services	36 200 000	
Paiements de transfert		
Développement économique	2 400 000	
Prêts et Dotations		
Développement économique	9 200 000	47 800 000
Total (Fonctionnement) — Programme des politiques économiques		55 516 700

CAPITAL

Politiques économiques — Fonds de développement régional (4004-2)	$
Paiement de transfert	
Développement économique	11 500 000
	11 500 000
Total (Capital) — Programme des politiques économiques	11 500 000

XLI. — OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

SOMMAIRE

Le but de l'office est d'examiner et d'élaborer des politiques, de coordoner des programmes, et de consulter et informer le public, permettant ainsi au gouvernement de réaliser ses engagements relatifs à l'égalité des Ontariennes sur les plans économique, juridique et social.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
24 880 842		Office de la condition féminine	5 467 292	19 413 550	17 070 450
24 880 842		**Total (Fonctionnement) — Office de la condition féminine**	5 467 292	19 413 550	17 070 450
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(4 300 000)	4 300 000	s.o.
15 942		**Moins : Crédits législatifs**	(9 808)	25 750	15 622
24 864 900	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	9 777 100	15 087 800	17 054 828
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
24 880 842		Dépenses	5 467 292	19 413 550	17 070 450

XLI. — OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario a pour fonction de promouvoir l'égalité économique, sociale et juridique des femmes de l'Ontario en établissant des rapports de coopération dans les secteurs public et privé. Elle joue le rôle de conseiller politique principal sur les questions touchant les femmes au sein du gouvernement de l'Ontario; coordonne les politiques du gouvernement provincial relatives à l'égalité des femmes en matière d'emploi, la violence fait aux femmes et l'agression sexuelle; donne des conseils au secteur des affaires, aux milieux syndicaux et gouvernementaux, aux organisations communautaires et à d'autres groupes sur l'élaboration et l'exécution de programmes, services et ressources visant à améliorer la condition de la femme; informe le public et le sensibilise aux questions intéressant les femmes.

Le Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine donne des conseils indépendants au gouvernement sur les questions intéressant les femmes.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
4101		**PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE**			
FONCTIONNEMENT					
1	540 600	Bureau principal	(7 300)	547 900	—
2	23 924 300	Direction générale de la condition féminine	5 620 800	18 303 500	16 527 545
3	400 000	Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	(136 400)	536 400	527 283
L	15 942	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le conseil exécutif	—	15 942	10 570
L	—	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le conseil exécutif	(9 808)	9 808	5 052
	24 880 842	Total — Fonctionnement	5 467 292	19 413 550	17 070 450
	—	Moins : Mandats spéciaux	(4 300 000)	4 300 000	s.o.
	15 942	Moins : Crédits législatifs	(9 808)	25 750	15 622
	24 864 900	**Montant à voter**	9 777 100	15 087 800	17 054 828

— NOTES —

XLI. — OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau principal (4101-1)	$
Traitements et salaires	385 500
Avantages sociaux	61 700
Transports et communications	35 100
Services	26 500
Fournitures et matériel	31 800
	540 600

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	15 942

Direction générale de la condition féminine (4101-2)	
Traitements et salaires	5 450 800
Avantages sociaux	871 700
Transports et communications	486 800
Services	7 811 700
Fournitures et matériel	749 000
Paiements de transfert	
Subvention pour la fourniture de services et l'élaboration de programmes pour les femmes	8 554 300
	23 924 300

Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine (4101-3)	$
Traitements et salaires	141 900
Avantages sociaux	23 100
Transports et communications	70 000
Services	150 000
Fournitures et matériel	15 000
	400 000

Total (Fonctionnement) — Programme de l'Office de la condition féminine	24 880 842

INDEX

Page

A

Accord Canada/Ontario sur la formation professionelle 337
Accord fédéral-provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones 351
"Accueil Plus", Programme de formation 365
Activités régionales 207
Activités relatives à la révision des loyers 207
Activités sportives et conditionnement physique 363
Administration de la justice 31
Administration des plans, Affaires municipales 275
Administration du patrimoine 105
Aéroports communautaires, Développement du Nord et des Mines 309
Aéroports municipaux, Construction 375
Aéroports municipaux, Entretien 375
Affaires civiques, Ministère 41
Affaires constitutionnelles et relations fédérales-provinciales 235
Affaires intergouvernementales, Ministère 231
Affaires municipales, Ministère 267
Agence de foresterie de l'Algonquin 299
Agence pour la santé et sécurité au travail, Subvention 247
Aggregate Producers' Association, Subvention 299
Agriculture et Alimentation, Ministère 1
Aide à la création de logements sociaux, Subventions 207
Aide à la plantation d'arbres à fruits tendres 7
Aide à la réinsertion sociale des détenus 97
Aide à l'annexation, Affaires municipales 275
Aide à l'éducation 309
Aide à l'industrie du conditionnement des aliments 9
Aide à l'installation de vétérinaires dans une région désignée 7
Aide aux agriculteurs débutants, Programme 7
Aide aux employeurs et à la communauté, Formation Professionnelle 337
Aide aux municipalités pour la réduction et la réutilisation des déchets 149
Aide aux municipalités pour le recyclage des déchets 149
Aide aux propriétaires riverains 275
Aide aux sinistrés, Affaires municipales 275
Aide aux ventes à l'exportation 9
Aide économique aux autochtones 309
Aide internationale aux sinistrés 223
Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie 59
Aide provinciale aux étudiants 61
Aide provinciale aux universités 59
Aide sociale aux autochtones 309
Aide sociale aux collectivités non-enregistrées 309
Airport Management Conference of Ontario 375
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent 97
Amélioration de la communauté environnementale 149
Amélioration de la gestion des déchets, Subvention 149
Amélioration du rendement des installations industrielles 139
Améliorations aux règlements municipaux relatifs au bâtiment 205
American Association of Motor Vehicle Administrators 377
American Public Works Association (Section de l'Ontario) 153
American Water Works Association (Section de l'Ontario) 153
Appareils de levage 83
Appels en matière fiscale 321
Application et exécution des règlements, Environnement 153
Approvisionnements et distribution, Énergie 137
Appui au logement 211
Arbres Ontario 299
Archives publiques 111
Arrangement sur le partage des recettes fiscales provenant de la taxe sur le pari mutuel 85
Articles rembourrés 83
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités pour les aider à entreprendre un programme de planification 275

Page

Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport 299
Assistance financière aux industries 223, 225
Association canadienne de gériatrie 71
Association canadienne de gérontologie 71
Association canadienne de normalisation 109
Association canadienne d'éducation 129
Association canadienne des consommateurs 81, 163
Association canadienne du diabète, division de l'Ontario 197
Association d'éducation des petits de l'Ontario 73
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario 71
Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario 153
Association des juges de paix 31
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario 71
Association des organismes locaux officiels responsables de la santé 195
Association des procureurs de la Couronne 27
Association des routes et transports du Canada 372, 375, 379, 385
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario 71
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario 73
Association des universités partiellement ou entièrement de langue française 63
Association forestière de l'Ontario 299
Association of Municipal Recycling Coordinators 149
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants 73
Association ontarienne pour enfants autistiques 73
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire 195
Association pour l'amélioration des sols et de cultures de l'Ontario 7
Association pour la santé publique de l'Ontario 195
Associations de police, Subventions 349
Associations sportives provinciales 363
Associations touristiques, Subventions 365
Assurance-chômage 177
Assurance-santé et prestations 193
Assurance-vie collective 177
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées 71
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien, Services sociaux et communautaires 73
Audiences tenues en vertu de la Loi sur les services policiers 343
Autorisations environnementales et appui technique 153
Aviation, inondation et gestion des incendies 299

B

Bétail, Subvention et subsides 7
Bibliothèque des juges 31
Bibliothèques de droit de comté et de district 31
Bibliothèques publiques 111
Biens fonciers de caractère spécial, Revenu 323
Bonifications d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux 7
Bourse canadienne de déchets 149
Bourse d'études aux autochtones, Subvention 295
Bourse John B. Aird 223
Bourse ontarienne de déchets 149
Bourse Pauline McGibbon 223
Bourses d'échange Ontario/Québec 61
Bourses d'excellence en recherche 151
Bourses post-doctorat, Subventions aux universités 151
Bovins d'engraissement, Programme 7
Brigade des jeunes environnementalistes 11, 151
Budget et finance intergouvernementales 395
Bureau d'arbitrage 241
Bureau de la région du grand Toronto 181
Bureau d'information sur les matériaux de construction 223
Bureau de médiation 241
Bureau d'Ottawa, Affaires intergouvernementales 235
Bureau de Québec, Affaires intergouvernementales 235

	Page
Bureau de renseignements sur la négociation collective	241
Bureau des conseillers des travailleurs	249
Bureau des conseillers du patronat	249
Bureau du commissaire aux plaintes contre la police	33
Bureau du commissaire	351
Bureau du Conseil des ministres	35
Bureau du conseiller spécial	183
Bureau du lieutenant-gouverneur	253
Bureaux d'évaluation régionaux, Revenu	323

C

Cabinet du premier ministre	313
Caisse de retraite des enseignants	127
Caisse d'épargne de l'Ontario	324
Camps de vacances sans but lucratif	363
Canadian Safety Council	372
Canadian Transportation Education Foundation	375
Centre canadien de la magistrature	31
Centre d'aide, Travail	247
Centre d'entreprenariat	63
Centre d'étude du commerce international	63
Centre d'études de la production industrielle	223
Centre d'études internationales	63
Centre d'informations communautaires des petits entreprises	223
Centre de conception d'environnements sans obstacles physiques	119
Centre de données fiscales, Revenu	321
Centre de l'expansion commerciale de Toronto	223
Centre de santé au travail pour les travailleurs de l'Ontario, Subventions	247
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton	223
Centre des congrès de London	365
Centre des congrès d'Ottawa	367
Centre des sciences de l'Ontario	107
Centre des sports de l'Ontario	363
Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	129
Centre International Cleary	365
Championnats nordiques mondiaux	363
Chemin de fer Algoma Central	309
Chiefs of Ontario	289
Coalition canadienne contre les pluies acides	149
Collaboration, développement de la, Collèges et Universités	63
Collection McMichael d'art canadien	107
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	297
Collège de police de l'Ontario	349
Collèges et Universités, Ministère	53
Comité des normes en matière de maladies professionnelles	249
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	309
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	275
Commerce et relations internationales, Industrie, Commerce et Technologie	223
Commercial Vehicle Safety Alliance	377
Commercialisation touristique	361
Commission chargée d'entendre les plaintes	33
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	81
Commission d'appel de la fonction publique	241
Commission de la promenade Sainte-Claire	361
Commission de l'assurance de l'Ontario	163
Commission de l'énergie de l'Ontario	141
Commission de l'équité fiscale	395
Commission de l'équité salariale	251
Commission de l'escarpement du Niagara	153, 155
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	33
Commission de négociation	33
Commission de réforme du droit de l'Ontario	21
Commission de révision de l'aide sociale	69
Commission de révision de l'évaluation foncière	33
Commission de révision des loyers	213
Commission de transports Ontario Northland	309
Commission des accidents du travail, paiements	249
Commission des affaires municipales de l'Ontario	33

	Page
Commission des évaluations environnementales	153
Commission des parcs du Saint-Laurent	367
Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	89
Commission des régimes de retraite de l'Ontario	163
Commission des relations de travail	243
Commission des relations de travail dans les collèges	59
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	163
Commission ontarienne des droits de la personne	49
Commission ontarienne des libérations conditionnelles	95
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	13
Commission ontarienne des services téléphoniques	109
Commissions d'enquête	45
Commissions royales	21
Comptable de la Cour de l'Ontario	25
Conference Board du Canada	161
Conférence fédérale-provinciale sur les parcs	297
Conférence sur la circulation routière de l'Ontario	379
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	289
Conseil canadien de développement social	71
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	377
Conseil canadien d'information juridique	21
Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	401
Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	331
Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	47
Conseil consultatif ontarien des affaires des personnes handicapées	119
Conseil de gestion	257
Conseil de la zone de développement de Moosonee	275
Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	189
Conseil des arts de l'Ontario	107
Conseil des normes de location résidentielle	213
Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	129
Conseil ontarien de la préservation de la nature	297
Conseil ontarien des affaires collégiales	59
Conseil ontarien des affaires universitaires	59
Conseil ontarien des archives	111
Conseil sur les relations interraciales et la surveillance	21
Conseils du premier ministre	39
Conseils régionaux de santé	197
Conservation Council of Ontario	149
Conservation de l'architecture en Ontario	113
Conservation et gestion des ressources, paiements	299
Consommation et Commerce, Ministère	77
Construction d'immobilisations dans le Nord de l'Ontario, Tourisme et Loisirs	365
Consortiums, Aide	225
Coordination des Affaires francophones	167
Corps de police municipaux, Subventions	349
Council on Race Relations, Subventions	343
Culture et Communications, Ministère	99
Curateur public	25

D

Débentures pour le drainage agricole	7
Débuts agricoles	7
Développement économique, Développement du Nord et des Mines	309
Développement de l'industrie alimentaire	9
Développement de l'industrie et de la technologie	223
Développement de l'industrie de la viande rouge	7
Développement des loisirs	365
Développement des politiques et relations intergouvernementales	153
Développement du logement rural	209
Développement du Nord et des Mines, Ministère	303
Développement touristiques	365
Développement et gestion de l'énergie	139
Développement social, Développement du Nord et des Mines	256
Direction générale de la condition féminine	401
Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	149

Page

Dotations en capital destinées à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets ... 157
Drainage par exutoires municipaux ... 7
Droit civil ... 27
Droit constitutionnel et politiques ... 27
Droit criminel ... 27

E

Écoles privées de formation professionnelle ... 63
Économie de l'énergie ... 137
Éducation à l'intention des locateurs et des locataires, Subventions pour des projets ... 207
Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales ... 129
Éducation, Ministère ... 121
Éducation et recherche, Agriculture et Alimentation ... 11
Élaboration de programmes de logement social ... 207
Élaboration des politiques, Procureur Général ... 21
Élaboration des programmes communautaires, Services correctionnels ... 97
Élaboration et soutien des programmes en établissement, Services correctionnels ... 97
Énergie, Ministère ... 131
Enquêtes spéciales, Revenu ... 321
Enquêtes sur les dépots de gourdon de houille ... 153
Enregistrement des sûretés mobilières ... 87
Enregistrement immobilier ... 87
Enseignement clinique ... 191
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme ... 361
Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale ... 311
Entente Ontario/Jiangsu ... 63
Entretien des routes en hiver ... 379
Environnement, Ministère ... 143
Épidémies ... 195
Equité d'emploi, Programmes et Subventions ... 349
Equité salariale (secteur parapublic) ... 259
Equipes de sauvetage dans les mines ... 247
Établissement et intégration ... 47
Établissements de dépôt ... 163
Établissements de santé ... 191
Établissements de santé autonome ... 195
Étude sur les politiques relatives aux routes nationales ... 379
Études d'amélioration de la circulation routière ... 379
Études de planification de l'infrastructure ... 157
Études sur la planification urbaine ... 385
Études sur les plages ... 149
Études sur les transports urbains et régionaux ... 385
Évaluations environnementales ... 153
Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants ... 31
Expérience Été, Programme ... 265
Exploitation des minéraux ... 311
Exploitation des services publics, Environnement ... 157

F

Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario ... 151
Foire agricole royale d'hiver ... 11
Fondation Asie-Pacifique ... 223
Fondation de la recherche sur la toxicomanie ... 195
Fondation de recherche sur les blessures de la route ... 377
Fondation du patrimoine ontarien ... 107
Fondation ontarienne de la santé mentale ... 195
Fondation pour la vie à la campagne ... 7
Fondation Trillium de l'Ontario ... 367
Fonds d'accès aux installations ... 119, 331
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées ... 119
Fonds d'aide à l'expansion du commerce ... 223
Fonds d'aide juridique ... 21
Fonds de développement régional, Tresor et Économie ... 397
Fonds de l'escarpement du Niagara ... 155
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres ... 177
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada ... 393
Fonds de protection des salaires ... 247

Page

Fonds de recherche sur la production alimentaire 2002 ... 11
Fonds de recherche sur la viande rouge ... 11
Fonds de recherche sur le développement de l'industrie alimentaire ... 11
Fonds de technologie, Industrie, Commerce et Technologie ... 225
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes ... 21
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités ... 63
Fonds d'exploitation des logements public ... 209
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles ... 163
Fonds d'initiatives communautaires ... 119
Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles, Prêts ... 223, 225
Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique ... 71
Fonds du patrimoine de Nord de l'Ontario ... 309
Fonds du souvenir ... 71
Fonds Innovation Santé ... 197
Fonds pour l'adaptation de l'industrie du raisin et du vin ... 15
Formation en gérontologie ... 129
Formation et emploi des jeunes ... 129
Formation professionnelle, Ministère ... 333
Formation professionnelle pour les jeunes du Nord ... 309
Foyers de soins spéciaux ... 195

G

Gestion des déchets ... 149, 151
Gestion des terres, Agriculture et Alimentation ... 7
Gestion et protection des resources ... 299
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération ... 107
Groupement de gestion agricole de Prescott ... 11
Groupement de gestion agricole de Russell ... 11

H

Hôpitaux et établissements connexes ... 191

I

Imposition des compagnies et autres taxes ... 321
Impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario, Subventions ... 321
Impôt prélevé sur les employeurs, relatif aux services de santé ... 321
Imprévus, Conseil de gestion ... 259
Imprimerie, compte de papetrie du gouvernement ... 177
Indemnisation contre la rage ... 7
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs ... 7
Indemnisation des travailleurs aveugles ... 247
Indemnisation des victimes d'actes criminels ... 33
Industrie, Commerce et Technologie, Ministère ... 217
Industrie du Nord ... 223
Industries et organismes culturels ... 107
Infirmières de l'ordre de Victoria (Ontario) ... 71
Infirmières visiteuses Ste-Elizabeth ... 71
Information communautaire, Culture et Communications ... 111
Information du public et des conférences en matière d'environnement ... 151
Infrastructure des transports ... 309
Infrastructure ferroviaire et études de faisabilité sur les services ... 375
Initiatives de conservation d'énergie ... 139
Initiatives des credits unions et des caisses populaires ... 163
Initiatives liés au transport, Subventions ... 379, 385
Initiatives mettant l'accent sur la jeunesse, Subventions ... 363
Installations communautaires, Affaires civiques, Culture et Communications ... 47, 113
Installations d'éducation et du recherche ... 11
Installations de loisirs ... 365
Installations et subventions agricoles et rurales ... 7
Installations sociales et médicales ... 309
Institut canadien de la fourrure ... 297
Institut canadien de gérontologie ... 71
Institut canadien de radioprotection, Subventions ... 247
Institut d'administration publique du Canada, Conseil de gestion ... 265
Institut des relations intergouvernementales ... 235

	Page
Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	129
Institute for Resource Law, Subventions	299
Intervention en faveur des adultes vulnérables	119
"Investissement dans les arts", Programme	107

J

Jardins botaniques royaux	107
Jiangsu, China-Ontario, Canada — Centre des sciences et de technologie	223
Jeunes entrepreneurs, Fonds	223
Jeunes voyageurs de l'Ontario	127
Juge en chef de l'Ontario — Conférences et colloques	31

L

Laboratoires et centres d'inspection	13
Langue seconde, Programmes	61
Leader parlementaire	37
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique	71
Liaison-logement	119
Logement des travailleurs saisonniers	7
Logement, Ministère	199
Logesments à but non lucratif: Amenagements, conservation d'énergie, exploitation, restauration/construction (Subventions)	207
Logements innovatrices	207
Logements locatifs	207
Logements publics	207, 209
Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal	393
Loi sur l'évaluation foncière, Assistance	275
Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement	275
Loi sur le ministère du Trésor et de l'Economie	243
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	177
Loi sur les actions contre la Couronne	27
Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises, Subventions	321
Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités, Paiements	275
Loisirs	362
Loisirs provinciaux	363
Lutte contre les incendies	299
Lutte contre les maladies vénériennes	195

M

Médicaments	193
Multiculturalisme en milieu de travail	47
Multiculturalisme et relations interraciales, Stratégies	47
Municipalité régionale de Haldimand-Norfolk	153
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide, Environnement	151, 157
Musée des beaux-arts de l'Ontario	107
Musée royal de l'Ontario	107
Musées locaux	105
Mutual Association for the Protection of Lake Environment	299

N

Négociations communautaires, Affaires autochtones, Soutien	289
Négociations sur les ressources et sur l'environnement, Affaires autochtones	289
Niagara Institute, Subvention	265
Ninety-Nines — Opération Skywatch	153
Normes policières et services de soutien	349
Normes relatives aux divertissements	81
North Pickering, Aménagement de	215

O

Office de la condition féminine	399
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	107
Office des affaires des personnes âgées	327
Office des affaires des personnes handicapées	115
Office des affaires francophones	165

	Page
Ontario Business Improvement Area Association	275
Ontario Environmental Network	153
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	289
Ontario Federation of School Athletic Associations	129
Ontario Good Roads Association	385
Ontario Metis and Aboriginal Association	289
Ontario Native Council on Justice	343
Ontario Native Women's Association	289
Ontario Safety League	377
Ontario, terre nourricière — partage des coûts	9
Opérations relatives aux loisirs, Richesses Naturelles	299
Organismes du ministère, Agriculture et Alimentation	15
Organismes officiels locaux responsables de la santé	195
Owl Rehabilitation Research Foundation	297

P

Packaging Association of Ontario	149
Paiements de soutien du secteur, Agriculture et Alimentation	9, 15
Parcs historiques de la Huronie	367
Participation économique des autochtones	289
Permis, examen et application, Transports	377
Personnes âgées, Services sociaux et communautaires	71
Perte subie sur l'exploitation des logements publics	207
Petites entreprises, Subventions	223
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	189
Planification des mésures d'urgence	137
Planification des ressource humaines et du leadership, Conseil de gestion	265
Planification des services d'urgence, Solliciteur général	347
Planification familiale	195
POLARIS Joint Venture	87
Police communautaire et prévention du crime, Services et Subventions	349
Police provinciale de l'Ontario	350, 351
Politique de logement	211
Politique des transports, technologie et industrie	375
Politiques de gestion, Conseil de gestion	261
Politiques économiques	397
Politiques et développement, Industrie, Commerce et Technologie	223
Politiques et planification municipales	273
Politiques et priorités, Revenu	323
Politiques et prestation des programmes, Formation Professionnelle	337
Polluants dangereux	151
Pollution Control Association of Ontario	153
Possibilités d'emploi	247
Pratiques d'emploi, opérations	247
Pratiques d'emploi, politiques	245
Pratiques de relations de travail, Subventions	245
Première nation Attawapiskat	31
Première nation de Sandy Lake	31
Préservation et augmentation du stock de logements, Subventions	207
Prestation de services directs et par l'entremise des collectivités	129
Prestations aux employés retraités, articles de recettes et primes d'assurance contre les accidents de voyage	177
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités	7
Prévention de la tuberculose	195
Prévention et contrôle du SIDA	195
Procureur général, Ministère	17, 21
Programmation des services aux contrevenants	97
Programme consultatif sur les accidents du travail	248
Programme d'accès	129
Programme d'activités relatives au logement et à la révision des loyers	206
Programme d'administration des tribunaux	30
Programme d'administration du Secrétariat des ressources humaines	262
Programme d'aide aux éditeurs	107

Page

Programme d'aide aux établissements d'enseignement post secondaire ... 58
Programme d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce . 107
Programme d'allégement d'intérêts pour les agriculteurs ... 7
Programme d'apprentissage ... 337
Programme de collaboration et de recherche au palier postsecondaire ... 62
Programme de communications, Culture et Communications ... 108
Programme de conservation du patrimoine ... 104
Programme de contrôle de l'environnement ... 151
Programme de dégagement des victimes d'accidents ... 347
Programme de développement culturel et institutions culturelles . 106
Programme de développement de l'industrie alimentaire ... 8
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario ... 223, 225
Programme de développement et de gestion de l'énergie ... 138
Programme de développement et de transports du Nord ... 308
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario, Tourisme et Loisirs ... 365
Programme d'échange commerciale avec les pays de la ceinture du Pacifique ... 225
Programme d'éducation et de recherche, Agriculture et Alimentation ... 10
Programme d'évaluation foncière ... 321
Programme de formation et enseignement des affaires municipales ... 275
Programme de formation professionnelle ... 336
Programme de gestion des ressources d'information ... 110
Programme de la Caisse d'épargne de l'Ontario ... 324
Programme de la Commission de l'énergie de l'Ontario ... 140
Programme de la Commission de l'équite salariale ... 250
Programme de la Commission de révision des loyers et du Conseil des normes de location résidentielle ... 212
Programme de la Commission des droits de la personne ... 48
Programme de la Commission des relations de travail ... 242
Programme de la Police provinciale de l'Ontario ... 350
Programme de la région du grand Toronto ... 182
Programme de la réglementation des courses de chevaux ... 84
Programme de la réglementation du transport ... 376
Programme de la stratégie anti-raciste ... 50
Programme de l'approvisionnement et des services ... 176
Programme de l'avocat de la Couronne ... 20
Programme de l'enregistrement, Consommation et Commerce ... 86
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie ... 195
Programme d'orthophonie et d'audiologie ... 195
Programme de planification et d'exploitation des services publics, Environnement ... 156
Programme de politique de logement ... 210
Programme de politiques financières et administratives, Conseil de gestion ... 260
Programme de prestations de santé ... 192
Programme de promotion de la santé ... 195
Programme de recettes fiscales et de subventions ... 320
Programme de rénovation des secteurs commerciaux, Intérêts ... 275
Programme de sécurité publique ... 346
Programme de services internes de la police ... 348
Programme de soins en établissements, Santé ... 190
Programme de soins prolongés ... 191
Programme de soutien à l'industrie, au commerce et aux relations internationales ... 222
Programme de soutien aux étudiants ... 60, 61
Programme de soutien aux relations civiques ... 46
Programme de soutien en matière d'éducation ... 126
Programme de stagiaires en commerce international ... 223
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales dans le Nord, Santé ... 195
Programme de subventions d'immobilisation et de services régionaux, Culture et Communications ... 113
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario ... 365
Programme de travailleurs judiciaires autochtones ... 31

Page

Programme des affaires francophones ... 166
Programme des conseils du premier ministre ... 38
Programme des loisirs ... 362
Programme des loisirs municipaux ... 365
Programme des mines et des minéraux ... 309
Programme des normes financières ... 162
Programme des normes techniques ... 82
Programme des opérations municipales ... 274
Programme des opérations, Services correctionnels ... 96
Programme des organismes du ministère, Agriculture et Alimentation ... 14
Programme des organismes et attractions ... 366
Programme des permis de vente d'alcool ... 88
Programme des politiques économiques ... 396
Programme des politiques et de la planification, Énergie ... 136
Programme des politiques municipales ... 272
Programme des politiques relatives au travail ... 244
Programme des pratiques commerciales ... 80
Programme des relations fédérales et interprovinciales ... 234
Programme des relations industrielles, Travail ... 240
Programme des ressources d'information et des politiques Richesses Naturelles ... 296
Programme des ressources humaines, Conseil de gestion ... 264
Programme des routes municipales ... 384
Programme des routes provinciales ... 378
Programme des services agricoles et ruraux ... 6
Programme des services aux adultes et aux enfants ... 70
Programme des services aux régions insuffisamment desservies, Santé ... 195
Programme des services d'informatique et de télécommunications ... 178
Programme des services de santé à la communauté et aux consommateurs ... 194
Programme des services des biens immobiliers ... 174
Programme des services d'inspection et d'analyse en laboratoire 12
Programme des services du bâtiment ... 204
Programme des services du conseiller législatif ... 28
Programme des services du tuteur et curateur ... 24
Programme des services éducatifs ... 128
Programme des services en français ... 167
Programme des services environnementaux ... 148
Programme des services juridiques de la Couronne ... 26
Programme des sociétés de développement de l'Ontario ... 226
Programme des transports de la province ... 374
Programme des transports en commun de la province ... 380
Programme des transports en commun municipaux ... 382
Programme des tribunaux administratifs ... 32
Programme du budget et des finances intergouvernementales ... 394
Programme du tourisme ... 360
Programme du trésor ... 392
Programme "Investissement dans les arts" ... 107
Programme municipal de l'équité salariale ... 275
Programme ontarien de rayonnement culturel ... 107
Programme Parents-Secours de l'Ontario, Subventions ... 343
Programme relatif aux espèces non-chassées ... 297
Programme Transition ... 247
Programmes communautaires de santé mentale ... 195
Programmes de langue seconde ... 61
Programmes d'échanges éducatifs ... 127
Programmes et prévisions des dépenses, Conseil de gestion ... 261
Programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique, Aide financière ... 363
Projets agricoles du Nord de l'Ontario ... 7
Projets d'enseignement aux autochtones ... 127
Projets en langues officielles ... 127
Publications en réserve, Services Gouvernementaux ... 177

R

Recherche en matière d'environnement ... 151
Recherche et conception, Transport ... 379
Recherche et planification stratégique ... 211

	Page
Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	21
Recherche médico-légale en pediatric	347
Recherche sur la politique économique	397
Recherche sur la protection de l'environnement et de la santé	151
Recherche sur la sécurité routière	377
Recherche sur les pesticides	151
Recherche sur les recettes et les applications	321
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	189
Recherches en géoscience	311
Recherches sur l'énergie	139
Recherches sur les ressources renouveable, Programme	297
Recycling Council of Ontario	149
Réduction, réulitisation et recyclage (3R) des déchets industriels, Subventions	149
Régie des transports en commun de la région de Toronto	381
Régime d'actionnariat des employés	321
Régime d'assurance du revenu brut	15
Régime de médicaments de l'Ontario	193
Régime de pensions du Canada	177
Régime de retraite de fonctionnaires	177, 393
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario	393
Régime de retraite des enseignants	127, 393
Régime de soins dentaires	177
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	177
Registraire général	87
Réglementation commerciale	81
Réglementation des courses de chevaux	85
Relations civiques	47
Relations constitutionnelles et fédérales-provinciales	235
Relations de travail et rémunération, Conseil de gestion	265
Relations industrielles, Travail	240
Relations stratégiques	235
Rénovation des logements de l'Ontario	207
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité No. 9	297
Réparation de logements dans le Nord de l'Ontario	207
Réparation des logements publics	208
Réparation et restauration des logements des autochtones	207
Reseau de consultation universitaires des petites entreprises	223
Ressources atmosphériques	149
Ressources d'information, Richesses naturelles	297
Ressources en eau	149, 151
Restauration/construction de logements locatifs à but non lucratif, Subventions	207
Restauration des plages	151, 157
Restauration et développement du marché des logements locatifs, Prêts	207
Revendications territoriales et initiatives de gouvernement autonome	289
Revenu annuel garanti et subventions fiscales	321
Revenu, Ministère	317
Richesses naturelles, Ministère	291
"RIDE"	349
Road Superintendent Association	385
Routes reclassées	385
Routes urbaines	379
Royal Canadian Humane Association	71

S

	Page
Santé et sécurité, opérations, Travail	247
Santé et sécurité, politiques et règlements, Travail	245
Santé, Ministère	185
Santé publique	195
Science Nord	107
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	285
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	235
Secrétariat des ressources humaines	262
Secrétariat ontarien contre le racisme	51
Secrétariat provincial de l'action anti-drogue	352, 353
Sécurité autoroutière, Subvention	377
Sécurité dans les sports et les activités physiques	363
Sécurité des appareils sous pression	83
Sécurité des combustibles	83
Sécurité publique	346
Série d'études historiques sur l'Ontario, Subventions	105
Service de pensions et d'avantages sociaux pour les employés	177
Service d'information sur les ressources humaines	177
Service d'orientation des familles de Frontenac	31
Services à l'enfance	73
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	73
Services aux consommateurs	81
Services aux contribuables	321
Services aux jeunes contrevenants	73
Services communautaires de santé	195
Services communautaires de santé mentale	195
Services communautaires, Services correctionnels	97
Services Correctionnels, Ministère	91
Services d'achat, Services gouvernementaux	177
Services d'aide d'enfants	73
Services d'aide aux victimes	343
Services d'ambulance et services d'urgence connexes	195
Services d'ambulance municipaux	195
Services d'appui, de counselling et services dispensés en établissements, Services sociaux et communautaires	71
Services d'appui technique, Logement	207
Services de bibliothèque	111
Services de coordination des placements, Santé	195
Services de garde à l'enfance	73
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	73
Services de laboratoire, Environnement	149
Services de laboratoire, Santé	195
Services de médecine légale, des sciences judiciaires et du coroner	347
Services de prévention des incendies	347
Services de santé d'urgence	195
Services de santé et de sécurité aux employés	177
Services de traitement pour les enfants	73
Services d'éducation, Développement du Nord et des Mines	309
Services d'évaluation, Revenu	323
Services d'ingénierie, Environnement	157
Services d'inspection et d'analyse en laboratoire	13
Services d'interprètes et des programmes de formation	47
Services des appareils et accessoires fonctionnels	197
Services du bâtiment	205
Services en établissement et centres de ressources communautaires, Services sociaux et communautaires	73
Services en établissement, Services correctionnels	97
Services communautaires d'urgence	343
Services gouvernementaux d'information	177
Services gouvernementaux, Ministère	169
Services industriels, Services correctionnels	97
Services informatiques et développement des systèmes, Revenu	323
Services juridiques fournis à d'autres ministères	27
Services municipaux	275
Services municipaux en français	275
Services psychiatriques	191
Services sociaux aux adultes	71
Services sociaux et communautaires, Ministère	65
Services sociaux et médicaux, Developpement du Nord et des Mines	309
Services spéciaux aux autochtones	47
Société agricole et horticoles	7
Société canadienne de la Croix-Rouge	347
Société CJRT-FM	107
Société d'amélioration du troupeau laitier de l'Ontario	7
Société d'aménagement de North Pickering	215
Société d'arthrite — Division de l'Ontario	195
Société de développement de l'Est de l'Ontario	229
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	107

	Page
Société de développement de l'Ontario	227
Société de développement du Nord de l'Ontario	227
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	367
Société de logement de l'Ontario	209
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs	7
Société historique multiculturelle	105
Société d'hypothèques de l'Ontario	175
Société d'indemnisation environnementale	153
Société éducative de visites et d'échanges au Canada	129
Société Innovation Ontario	239
Société internationale de l'Ontario	225
Société ontarienne d'assurance des actions et dépots	163
Société ontarienne de gestion des déchets	157
Société Ortech	223, 225
Société protectrice des animaux de l'Ontario	347
Société provisoire chargée de l'élimination des déchets pour la région du grand Toronto	183
Soins à domicile	195
Solliciteur général, Ministère	339
Sous-procureur général	21
Soutien à la culture	107
Soutien à la recherche et activités internationales	63
Soutien au développement de l'industrie, Subventions, Industrie, Commerce et Technologie	223
Soutien au patrimoine	105
Soutien aux arts	107
Soutien aux petites entreprises, Industrie, Commerce et Technologie	223
Stabilisation des revenus agricoles	15
Stratégie ontarienne en matière d'action	107
Subventions à des associations du secteur	13
Subventions au titre des arrêtés d'intervention émis en vertu de l'article 89 de la Loi sur la protection de l'environnement	153
Subventions au titre des ententes prévues à la Partie VII de la Loi sur la protection de l'environnement	153
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la Loi sur la protection de l'environnement	153
Subventions pour la fourniture de services et l'élaboration de programmes pour les femmes	401
Subventions pour le développement de techniques appliquées dans le domaine de l'environnement	151
Subventions pour l'enlèvement des dechets domestiques dangereux	149
Subventions pour le traitement et l'élimination des déchets et la réduction, la réutilisation, le recylage et la récupération des déchets	151
Subventions pour les initiatives de participation des locataires	207
Supplément au loyer, paiements	207
Système de revenu annuel garanti	321
Système de télécommunications, Solliciteur Général	351

T

Taxe de vente au détail et autres taxes	321
Taxe sur les carburants et autres taxes	321
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et du développement agricole	7
Techniques informatiques, Conseil de gestion	261
Terrains miniers	309
Terres de l'office de protection de la nature	299
Tourisme et Loisirs, Ministère	355
Transport aérien	375
Transport maritime	375
Transport pour les personnes handicapés	383
Transports, Ministère	369
Travail, Ministère	237
Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée	363
Trésor et Économie, Ministère	387
Tri-committee, Subvention	385
Trottoirs des cantons	385
Tuteur public	25

U

United World Colleges	129
Université de Guelph	11
Utilisation des déchets comme source d'énergie	139

V

Vaporisation aérienne	299
Victimes d'accidents de l'Ontario	347
Victimes de violence sexuelle	343
Victimes, service d'aide	343
Vieux Fort William	367
Violence fait aux femmes, Subvention	343
Visites spéciales, paiements	223
Voies de jonction	385